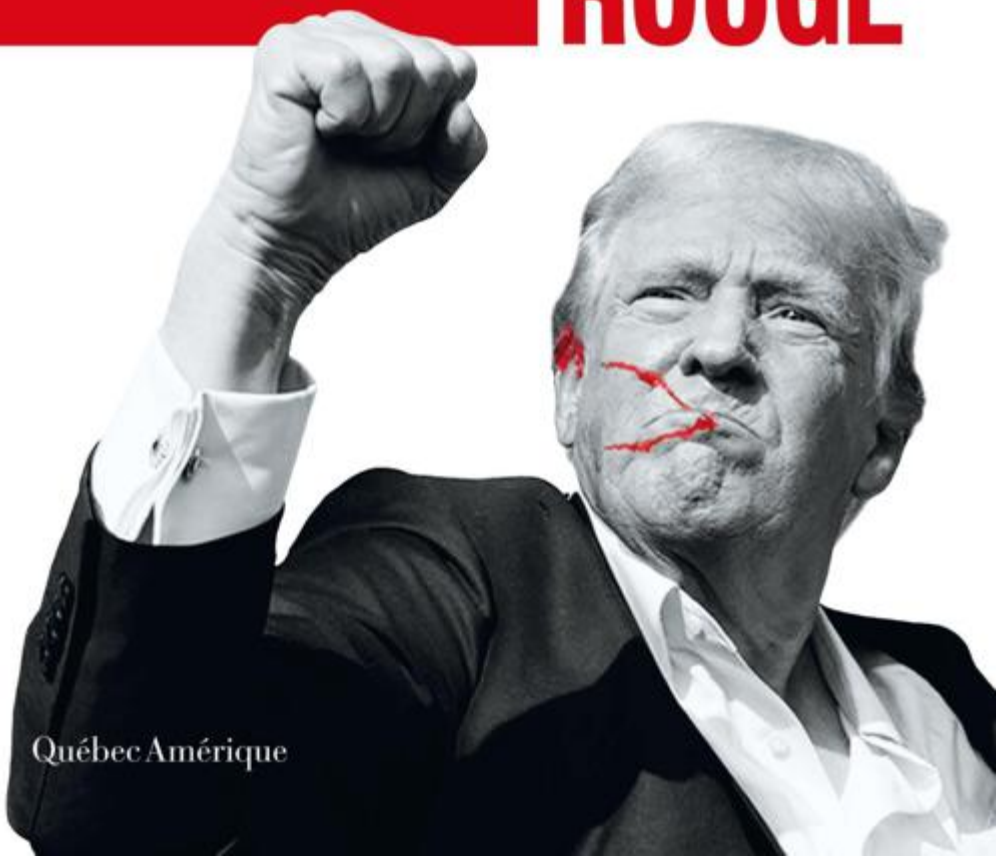
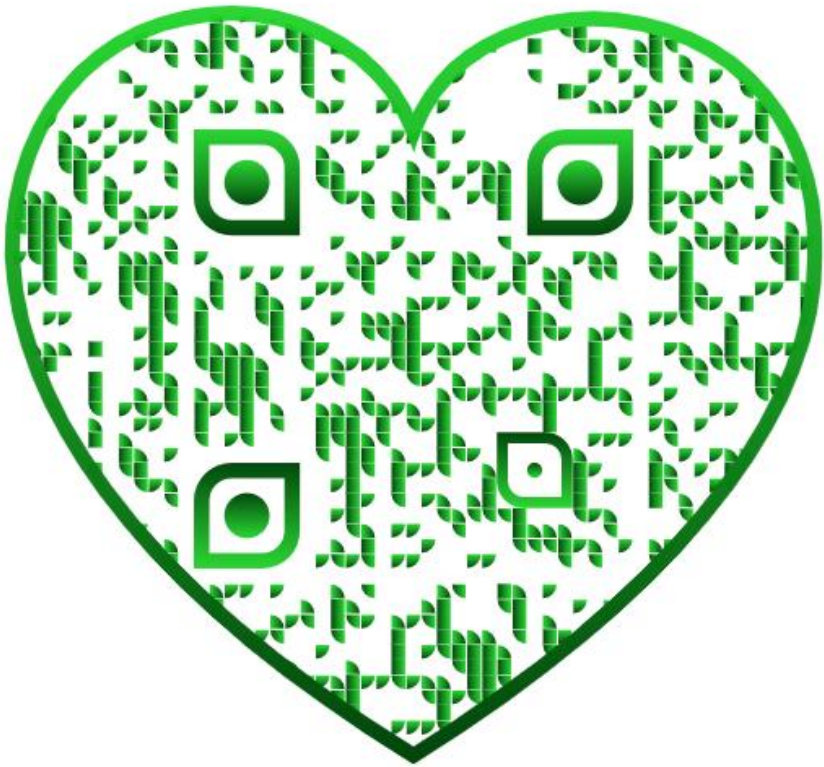
Rafael Jacob

2024 : L'AMÉRIQUE VOIT ROUGE



Québec Amérique



Rafael Jacob

2024 : L'AMÉRIQUE VOIT ROUGE

Québec Amérique

dossiers et documents

Du même auteur

2020 : L'Amérique au bord du gouffre, Robert Laffont, 2021.
Révolution Trump, Robert Laffont, 2020.
Le conservatisme à l'ère Trump, collectif sous la direction de Rafael Jacob et Julien Tourreille, Presses de l'Université du Québec, 2018.

2024 : L'AMÉRIQUE VOIT ROUGE

Projet dirigé par Éric St-Pierre, éditeur

Mise en pages : Nathalie Caron
Révision linguistique : Isabelle Pauzé
En couverture : The Washington Post / gettyimages.ca
Production des versions numériques : Marylène Plante-Germain

Québec Amérique
7240, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) Canada H2R 2N1
Téléphone : 514 499-3000

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada.

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de son soutien.

We acknowledge the support of the Canada Council for the Arts.

Nous tenons également à remercier la SODEC pour son appui financier. Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres – Gestion SODEC.

Canada Conseil des arts du Canada Canada Council for the Arts SODEC Québec

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Titre : 2024 : l'Amérique voit rouge / Rafael Jacob.
Autres titres : Amérique voit rouge
Noms : Jacob, Rafael, auteur.
Collections : Dossiers et documents (Éditions Québec Amérique)
Description : Mention de collection : Dossiers et documents
Identifiants : Canadiana (livre imprimé) 20250042533 | Canadiana (livre numérique) 20250042541 | ISBN 9782764456194 |
ISBN 9782764456200 (PDF) | ISBN 9782764456217 (EPUB)
Vedettes-matière : RVM : Présidents—États-Unis—Élection—2024. | RVM : États-Unis—Politique et gouvernement—2021- |
RVM : États-Unis—Conditions sociales—2020- | RVM : États-Unis—Relations extérieures—2021-
Classification : LCC E919.J33 2025 | CDD 324.973/0935—dc23

Dépôt légal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2025
Dépôt légal, Bibliothèque et Archives du Canada, 2025

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés

© Éditions Québec Amérique inc., 2025.
quebec-amerique.com

Rafael Jacob

2024 : L'AMÉRIQUE VOIT ROUGE

Québec Amérique

À mon ami Paul, à l'esprit si singulier,
qui aurait été l'auteur naturel de la préface de cet ouvrage,
si seulement l'année 2024 ne nous l'avait pas pris trop tôt.

Préambule
Le duel des inaptes

Aux dires de tous, il était un homme impressionnant.

Né au Mexique avant de fuir avec ses parents pour les États-Unis à la suite de l'éclatement de la guerre civile de son pays, il avait grandi dans des circonstances modestes. À l'âge de 11 ans, il travaillait dans les champs ; à 19 ans, il devenait missionnaire en Europe. Il avait ensuite entamé sa carrière en plein cœur de la Grande Dépression, grimpant les échelons de l'industrie automobile pour éventuellement prendre la tête d'American Motors, ce qui faisait de lui l'un des plus importants dirigeants d'entreprises au monde – et le plaçant dans une position idéale pour, après coup, se lancer en politique.

En 1962, il était élu gouverneur du Michigan, alors le septième État le plus populeux et poumon industriel des États-Unis. Il y était réélu à deux reprises, en 1964 et en 1966, chaque fois avec une marge de victoire plus grande que la précédente.

Il allait donc de soi, à l'aube de l'élection cruciale de 1968, que George Wilcken Romney soit considéré comme l'un des favoris pour devenir le prochain président des États-Unis.

Dès novembre 1966, un sondage Harris donnait à Romney huit points d'avance sur le président sortant Lyndon Johnson[1]. Au fil des mois suivants, Romney a sillonné le pays d'est en ouest et du nord au sud, prenant de plus en plus de place dans l'arène politique. Homme de famille, père et grand-père, combinant approche moralisatrice et sourire facile, il semblait né avec la tête de l'emploi[2].

Puis en août suivant, à la fin d'une longue journée passée avec ses petits-enfants, Romney a décidé de donner une entrevue à un animateur de radio qui était également son ami – ou, à tout le moins, que Romney considérait alors comme un ami.

Lou Gordon était un animateur local de la région de Détroit, cherchant à se faire un nom à l'échelle nationale. Ainsi, après avoir posé une série de questions à Romney sur différents enjeux et obtenu des réponses parfaitement banales, Gordon refit le tour de la transcription de l'entrevue. Un moment capta son attention : après que

l'animateur eut questionné Romney sur sa position qui avait changé au sujet de la guerre du Vietnam, le gouverneur avait expliqué l'impact de ses discussions sur place avec des leaders diplomatiques et militaires. De façon figurée, Romney avait dit avoir reçu un « lavage de cerveau ».

Lou Gordon prit l'extrait du « lavage de cerveau » et l'envoya à un de ses contacts au *New York Times*, qui mit la citation au cœur d'un titre d'article quelques jours plus tard[3]. Les réseaux de télévision allaient suivre. Puis, inévitablement, les adversaires politiques de Romney. Le sénateur du Minnesota Eugene McCarthy, connu pour ses propos mordants, avait lancé qu'avec Romney, un lavage complet de cerveau n'était pas nécessaire : « Un rinçage léger aurait suffi[4]. »

Et George Wilcken Romney était fini.

* * *

Le 17 avril 2024, le président des États-Unis se rend dans la ville où il a vu le jour, 80 ans plus tôt.

Après avoir visité, à Scranton en Pennsylvanie, un monument commémoratif à la mémoire des soldats américains disparus en zone de combat, Joe Biden commence à parler, devant les caméras, de son oncle, Ambrose Finnegan Jr. Selon Biden, l'oncle Ambrose a vu son avion abattu pendant la Deuxième Guerre mondiale au-dessus d'une région de la Nouvelle-Guinée peuplée par des cannibales. Il laisse sous-entendre que son oncle, qui n'a plus jamais été revu, avait été mangé par les habitants locaux[5].

Il n'en faut pas plus pour que le premier ministre de la Nouvelle-Guinée réplique publiquement, affirmant que son pays « ne mérite pas d'être représenté de la sorte[6] », forçant les porte-parole de la Maison-Blanche à tenter de s'expliquer et nourrissant un nouvel incident diplomatique.

Car il y a eu, au cours des mois précédents, celui où Biden a appelé le nom d'une élue du Congrès devant une salle bondée. « Où est Jackie ? », a demandé le président au sujet de Jackie Walorski… qui était décédée un mois plus tôt[7].

Il y a eu celui où le président a terminé une allocution au Connecticut sur le contrôle des armes à feu en s'exclamant « *God Save the Queen!* »… un an après le décès de la reine d'Angleterre[8].

Comme il y a eu toutes les chutes à vélo, au lutrin, en montant à bord d'Air Force One ; les moments où le président semblait perdu sur scène ou tendait la main dans le vide vers un interlocuteur absent ; et tous les propos confus et décousus que ses plus ardents partisans tentaient encore de justifier sur la base du fait qu'il était bègue enfant.

Comment conclure autrement, au début de 2024, que le président

sortant ne peut possiblement pas espérer obtenir un second mandat en novembre ? Que la course présidentielle est déjà terminée ? Qu'il est, comme George Romney un demi-siècle plus tôt, sommairement fini ?

Voici comment : la même journée où Biden parle de cannibalisme en Pennsylvanie, le candidat du parti adverse subit un procès criminel à New York pour une affaire de fraude impliquant sa liaison extramaritale présumée avec une vedette porno.

Car après avoir été éjecté de la Maison-Blanche par l'électorat et avoir fomenté une tentative de coup d'État, Donald Trump est devenu le premier ex-président – et premier candidat présidentiel majeur – de l'histoire des États-Unis à se voir inculper non pas dans une, mais dans quatre causes criminelles distinctes. Celle alors en cours – et en cour – à New York n'est que la première.

Si Biden est le président le plus âgé de l'histoire, Trump est le deuxième plus âgé – et il le serait plus à la fin d'un second mandat que Biden l'est à la fin de son actuel mandat.

On peut laisser de côté les épineuses questions au sujet de si l'on est en accord avec les différentes positions de l'un ou l'autre des candidats. Lorsque l'on sonde les Américains tout simplement à savoir s'ils jugent Joe Biden apte à occuper les fonctions présidentielles pour un nouveau mandat, une majorité dit non. Lorsqu'on les sonde à savoir si Donald Trump est apte à occuper les fonctions présidentielles pour un nouveau mandat, une majorité dit non également[9].

Tout cela alors que les deux tiers de la population disent croire que le pays se dirige dans la mauvaise direction[10].

L'année 2020, marquée par des crises sanitaire, économique, sociale et démocratique, avait menacé de déchirer l'Amérique.

Quatre ans plus tard, voilà le choix auquel est confrontée la plus grande démocratie de la planète en entamant 2024 : le duel des inaptes.

1. 1 Theodore H. White. 1969. *The Making of the President 1968*. New York : Harper Perennial Classics, p. 47.
2. 2 Brock Bower. 1967. « Puzzling Front Runner ». *Life*, p. 84-85.
3. 3 *Ibid.*, p. 66-69 ; « George Romney Asserts he 'Underwent Brainwashing' on Vietnam Trip », *The New York Times*. 5 septembre 1967, p. 28.
4. 4 Max J. Skidmore, Lewis Chester, Godfrey Hodgson et Bruce Page. 1969. *An American Melodrama: The Presidential Campaign of 1968*. New York : Viking Press.
5. 5 Zeke Miller. « Biden Is Off on Details of his Uncle's WWII Death As He Calls Trump Unfit to Lead the Military ». *Associated Press*. 17 avril 2024. https://apnews.com/article/biden-uncle-world-war-ii-cannibals-trump-4f3b7d1c988e041fbc07f60f952ca95f
6. 6 Kirsty Needham. « Papua New Guinea Leader Responds to Biden Comment, Saying Nation Underserving of Cannibalism Label ». *Reuters*. 22 avril 2024. https://www.reuters.com/world/asia-pacific/papua-new-guinea-leader-

responds-biden-comment-saying-nation-undeserving-2024-04-22/

7. 7 Gloria Oladipo. « Biden Apologizes After Mistakenly Calling on Late Congresswoman ». *The Guardian*. 4 octobre 2022. https://www.theguardian.com/us-news/2022/oct/04/joe-biden-apologizes-mistake-dead-congresswoman-jackie-walorski

8. 8 Anthony Robledo. « Biden's Remark, 'God Save the Queen, man', during Connecticut Speech, Causes Confusion ». *USA Today*. 16 juin 2023. https://www.usatoday.com/story/news/pomjlitics/2023/06/16/biden-god-save-the-queen-man-remark/70332100007/

9. 9 Josh Boak et Amelia Thomson-Deveaux. « 6 in 10 Adults Doubt Mental Capability of Biden and Trump, AP-NORC Poll Finds ». *Associated Press*. 4 mars 2024. https://apnews.com/article/biden-state-of-union-mental-capacity-trump-reelection-66d8784586d21f30885d8153f949510c

10. 10 Sondage *The Economist*/YouGov. 14-16 avril 2024.

Partie I
Le contexte :
Un monde en tempête, un public mécontent

Chapitre 1
Le pays qu'il a légué

Aucun président ne quitte ses fonctions en ayant réglé tous les problèmes qu'il avait promis d'éradiquer, encore moins ceux ayant inévitablement surgi au cours de son mandat. Si la Déclaration d'indépendance promet le droit à la « poursuite du bonheur » aux citoyens américains, tout président américain a le devoir, pour emprunter les mots de Barack Obama, de viser la poursuite d'« une union plus parfaite[11] ».

Or, lorsque Donald John Trump quitte la Maison-Blanche en janvier 2021, il laisse à son successeur un travail de construction – et de reconstruction – carrément colossal. Ce sont quatre crises majeures simultanées ayant marqué la fin de la présidence Trump que ce dernier lègue à Joe Biden, l'homme venant de faire de lui le premier président sortant battu dans une campagne de réélection depuis George Bush (père) un quart de siècle plus tôt.

Trois de ces crises ne sont pas de l'unique ressort de Trump, mais restent d'ampleur historique : la pire crise sanitaire en 60 ans (la pandémie de coronavirus) ; la pire crise économique en 90 ans (causée par les mesures de lutte à la pandémie) ; et la pire crise sociale en 50 ans (à la suite du meurtre de l'Afro-Américain George Floyd au Minnesota et des manifestations et émeutes monstres qu'il a engendrées).

Lorsque Trump quitte la Maison-Blanche en janvier 2021, ce sont plus de 400 000 morts liées au coronavirus que recensent les Centers for Disease Control (CDC) aux États-Unis[12]. Sur une base annuelle, il s'agit d'environ un décès sur huit qui est officiellement attribué à la pandémie[13]. L'impact des mesures appuyées par plusieurs gouvernements d'États et par l'administration Trump pour tenter de « supprimer » le virus[14] n'est guère plus reluisant. À titre d'exemple, les conséquences des fermetures d'écoles, quatre ans après qu'elles ont eu lieu, se font encore sentir lourdement d'une multitude de façons. Il y a les pertes cognitives[15], sociales et économiques[16] à long terme des enfants recensées dans une multitude d'études[17] ; la perte de confiance des parents envers les écoles publiques qui, aux États-Unis, sont

restées fermées nettement plus longtemps que les écoles privées et ont vu par la suite leur nombre d'élèves chuter de pas moins d'un million, avec les fermetures de classes et d'établissements que cela entraîne[18] ; ou encore le taux d'enfants victimes d'« abus sévères » qui monte en flèche, comme ils ne peuvent plus compter sur la protection qu'offrait l'école[19], avec des traumas souvent susceptibles de rester avec eux à jamais. Dans tous les cas, les impacts sont disproportionnés dans les milieux déjà plus vulnérables en premier lieu.

Les fermetures imposées d'écoles, de commerces et de l'ensemble des autres lieux ouverts au public privant des dizaines de millions de gens de leur gagne-pain, le Trésor américain ne voit d'autre choix que d'injecter artificiellement des sommes records de liquidités dans le marché. L'approche, non sans rappeler celle préconisée pour contrer la crise financière de 2008, a le mérite d'éviter ce qui menacerait autrement de rapidement devenir une dépression sans pareille depuis les paniques du XIXe siècle ou le krach de 1929[20].

Or, voici également ce qu'elle produit dans les faits : en gonflant de façon aussi rapide que spectaculaire les portefeuilles des populations déjà mieux nanties (et généralement plus âgées, donc possédant des actifs comme des placements boursiers et des propriétés) alors que décline le pouvoir d'achat des gens moins nantis (généralement plus jeunes et ayant peu d'accès aux marchés boursier ou immobilier), cette politique monétaire amène littéralement le plus grand transfert de richesse d'une partie de la société à une autre recensé dans l'histoire. À l'échelle mondiale, Oxfam International note que lors des années ayant marqué la pandémie (2020 à 2022), les avoirs des 10 hommes les plus riches de la planète ont doublé… alors que les avoirs relatifs de 99 % de l'humanité ont chuté[21]. Dans une société déjà aussi inégale et inégalitaire que les États-Unis, les écarts se creusent d'autant plus[22].

Le meurtre de George Floyd survenu en mai 2020 n'a pas uniquement remis à l'avant-plan la plus douloureuse des plaies, celle-ci jamais entièrement fermée, remontant à la genèse même des États-Unis la discrimination dont sont victimes les membres de minorités, tout particulièrement les Afro-Américains. Pas plus qu'il a « seulement » mené à des manifestations majeures, à des émeutes violentes, à la destruction d'innombrables commerces, à une hausse vertigineuse du nombre de policiers abandonnant la profession à la grandeur du pays[23] ou à la mort d'au moins une vingtaine d'autres personnes[24].

Le meurtre, ainsi que la réponse à ce dernier, ont servi à leur façon à creuser davantage les écarts aux États-Unis : pas seulement entre riches et moins riches ou même entre Blancs et Noirs, mais entre citoyens ayant des rapports différents à l'histoire, aux traditions et aux valeurs du pays. Les clivages déjà présents autour du « wokisme » et

des mesures de diversité identitaire s'enflamment. Les Américains, selon Ipsos, en deviennent même divisés à savoir si le terme « woke » devrait être considéré comme un compliment (32 %) ou comme une insulte (40 %)[25] ! C'est tout le vivre-ensemble et le pluralisme sous toutes ses formes – fondamental pour la santé d'un pays aussi vaste, complexe et hétérogène que les États-Unis – qui en prennent pour leur rhume.

Trump n'est l'instigateur d'aucune de ces trois crises (sanitaire, économique et sociale), mais son style de gestion, si souvent chaotique et clivant, ne fait que les alimenter. Confronté au coronavirus, Trump cause la confusion continuelle en appuyant les confinements avant de s'y opposer, puis de les appuyer, puis de s'y opposer à nouveau[26]. Devant la colère que soulève le meurtre de George Floyd, il suggère de déployer 10 000 soldats dans les rues et de tirer sur des manifestants non armés[27]. Plutôt que d'appeler au calme et à un dialogue sur les questions raciales et policières demandé par plusieurs depuis longtemps, il émet plutôt une déclaration incendiaire après l'autre, comme celle-ci : « Quand le pillage commence, la fusillade commence[28] ! » Lorsque des émeutiers mettent littéralement le feu à une partie de la capitale nationale, on cherche Trump, alors qu'il est caché dans un bunker de la Maison-Blanche[29]. Dans tout ce chaos, une simple question s'impose : où est le président des États-Unis ?

***

La quatrième crise, elle, peut tout à fait être imputée à Trump : à la fin de son premier mandat, le 45e président, comme aucun de ses prédécesseurs, plonge le pays dans une crise démocratique sans précédent et la refile à l'administration suivante.

L'ampleur de celle-ci ne tient pas qu'à ses mensonges sur l'intégrité des résultats électoraux, répétés durant des mois afin de mettre la table pour le rejet d'un scrutin qu'il craint de perdre. Des mensonges que le président continue sciemment de proférer même après que les membres de sa propre équipe les ont démontés, lui expliquant clairement que les accusations de fraude électorale massive ne sont pas fondées[30], des avertissements que Trump admet subséquemment avoir reçus[31].

Ni encore au manque de collaboration ordonnée avec l'équipe de transition de Biden, ponctué par le refus de Trump d'assister à l'inauguration de son successeur : le viol d'une des plus belles normes démocratiques lancée par le tout premier président, George Washington, après son renoncement volontaire du pouvoir à la suite de son second mandat. Le général ayant mené les 13 colonies américaines à leur indépendance devant la Couronne britannique dans la guerre de révolution, élu haut la main à deux reprises à la tête de la

république naissante et vu comme le père de cette dernière, aurait pu obtenir un troisième mandat s'il l'avait souhaité[32].

Or, Washington, conscient de sa place et de son poids dans l'Histoire, voulait prêcher par l'exemple et personnellement instaurer une première passation pacifique et, qui plus est, volontaire des pouvoirs. Le jour de l'assermentation de son successeur, John Adams, c'est George Washington qui l'avait présenté dans un message d'adieu solennel au Congress Hall, à Philadelphie (alors capitale des États-Unis). Face aux sanglots bruyants, le leader généralement si solide et stoïque avait lui-même laissé des larmes couler. Puis, une fois la cérémonie terminée, Washington, sans prononcer un seul mot, livrait le message démocratique le plus extraordinaire qui soit : il avait invité, de la main et du regard, le nouveau président et son vice-président, Thomas Jefferson, à quitter les lieux en premier – question qu'ils puissent se présenter comme les nouveaux meneurs incontestés du pays[33].

Pour sa part, Washington avait opté pour se fondre dans la masse des gens sortant du Congress Hall – question d'illustrer que la présidence était un passage temporaire, et qu'une fois qu'il y était passé, un président redevenait ce qu'il était à la base : un simple civil. Adams avait après coup dit de Washington qu'il « s'était assuré de l'immortalité avec la postérité[34] ».

Au fil des plus de deux siècles qui allaient suivre, cet exemple allait être honoré par tous les hommes succédant à Washington – à commencer par Adams, qui devait perdre une campagne de réélection particulièrement amère aux mains de son propre vice-président Jefferson seulement quatre ans plus tard[35]. Avec l'avènement de la photographie dans la seconde moitié du XIXe siècle, le pouvoir des images a porté ce symbole plus largement et plus puissamment que jamais – même (peut-être surtout) lorsque le président élu était à la base un rival politique du président sortant. Il suffit de voir les images du républicain Chester A. Arthur, assis calmement derrière le démocrate Grover Cleveland prêtant serment en 1885 ; ou celles de Cleveland, la tête penchée derrière le républicain William McKinley quand ce dernier prend les rênes du pays en 1897.

La montée de la télévision, dans la seconde moitié du XXe siècle, a permis au monde entier d'entendre, en temps réel, le président républicain Gerald Ford échanger des plaisanteries avec l'homme qui venait de le défaire, le démocrate Jimmy Carter, avant l'assermentation de ce dernier en 1977. Quatre ans plus tard, Carter s'est à son tour incliné avec grâce à la suite d'un effort vain de réélection. Le candidat élu, Ronald Reagan, a peu après proclamé dans son discours inaugural : « Aux yeux de plusieurs dans le monde, cette cérémonie que nous acceptons comme étant normale n'est rien de

moins qu'un miracle[36]. » C'était en 1981. Les mots pèsent encore plus 40 ans plus tard, en 2021.

La dernière fois qu'un président a perdu une campagne de réélection, George Bush face à Bill Clinton en 1992, il a donné à l'homme l'ayant défait une visite personnelle de la Maison-Blanche. Avant de partir, Bush prend Clinton à part : « Bill, je veux te dire quelque chose. Quand vais partir d'ici, tu n'auras aucun ennui de ma part. La campagne est terminée, c'était difficile mais je ne serai plus là et je ne ferai rien pour compliquer ton travail ; et je veux seulement que tu saches cela[37]. » À son dernier jour en fonction, Bush laisse une note personnelle à son successeur dans le bureau présidentiel se concluant ainsi : « Ton succès est maintenant le succès de notre pays. Je t'encouragerai fort[38]. »

La gravité du comportement de Donald Trump à la suite de sa propre défaite, en 2020, ne peut être que pleinement comprise en réalisant la nature de tous ces précédents qui avaient été créés avant lui, pour lui. Une fois arrivé à la Maison-Blanche, sans jamais avoir pu recevoir un traitement passant même proche des normes élémentaires établies durant des décennies, Joe Biden fait le tour du propriétaire et arrive dans une pièce où se trouvent encore les jouets de golf de Trump avec un écran géant projetant un programme de simulation des terrains les plus célèbres au monde. Biden laisse sortir une simple phrase, qui résume tant : « *What a fucking asshole[39]!* »

La gravité de ce que Trump fait ne se limite pas, non plus, à l'insurrection au Capitole le 6 janvier 2021. L'attaque contre le siège de la démocratie américaine, sans précédent depuis la guerre de Sécession au XIXe siècle, débouche sur plus de 1000 condamnations criminelles, dont certaines pour complot séditieux – et sur une deuxième mise en accusation (*impeachment*) par la Chambre des représentants contre Trump durant son mandat, une première dans l'histoire américaine.

En un sens, le plus grave s'avère peut-être la marque que laisse Trump sur l'ensemble du système politique : alors qu'il s'apprête – contre son gré – à quitter la Maison-Blanche, l'Université Quinnipiac demande aux électeurs s'ils croient le mensonge du président sortant selon lequel l'élection de 2020 a été l'objet de fraude massive. Chez les électeurs républicains, pas moins de 73 % répondent par l'affirmative. Simultanément, 80 % d'entre eux disent ne *pas* tenir Trump responsable des événements du Capitole. La donnée la plus ahurissante : dans le même sondage, les trois quarts des Américains affirment que la démocratie américaine est menacée – et le pourcentage est presque exactement le même chez les démocrates (76 %) et chez les républicains (77 %)[40].

En d'autres termes, la nette majorité des électeurs jugent le système démocratique qui a le mieux traversé les deux derniers siècles comme étant en péril, et ils sont divisés presque à 50-50 entre deux raisons fondamentalement contradictoires : les démocrates considèrent Trump comme le principal danger pour avoir tenté de voler l'élection, les républicains voient plutôt les adversaires de Trump qui lui auraient « volé » l'élection.

La semaine suivant l'assermentation de Joe Biden, moins du tiers des électeurs du parti adverse seulement reconnaissent sa légitimité comme nouveau président. Même quatre mois après son entrée en fonction – période qui est généralement considérée la « lune de miel » d'un nouveau leader –, lorsque la firme Ipsos demande aux électeurs républicains qui est le « vrai président » du pays, une majorité de 53 % répond Trump[41].

Et il y a l'effet boule de neige sur le climat social de manière générale. En se penchant sur 20 000 réponses de citoyens américains de l'automne 2020 à janvier 2021, les politologues Kevin Arceneaux et Rory Truex découvrent une montée marquée de l'appui des électeurs *démocrates* envers le recours à la violence politique comme outil pour contrer une possible prise de pouvoir illégitime de la part des républicains[42].

Lors de son premier été à la Maison-Blanche, lorsque Biden reçoit comme le veut la coutume l'équipe championne du plus récent Super Bowl, les Buccaneers de Tampa Bay, son joueur vedette Tom Brady lance à la blague devant le président et les caméras : « 40 % du pays ne croit toujours pas qu'on a gagné[43]. » Biden et les gens présents ont beau la rire de bon cœur, la vérité sous-jacente revêt un goût beaucoup plus amer : le nouveau président a un plafond d'appuis historiquement bas en vertu d'une proportion anormale de ses concitoyens qui se refusent à même reconnaître sa victoire.

Cela dit, le portrait n'est pas tout noir : le mandat de Trump est aussi caractérisé par des accomplissements objectivement dignes de mention. À titre d'exemples, son administration aide à piloter le développement rapide de vaccins contre la COVID-19 ; elle améliore les soins prodigués aux anciens combattants, une des promesses les plus importantes et sous-appréciées de la première campagne de Trump en 2016 ; elle met à jour des ententes multilatérales majeures, notamment l'Accord commercial Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) ; et, comme Trump se plaît (dans ce cas à raison) à le répéter depuis, il est l'un des très rares présidents des dernières décennies à n'avoir amorcé aucune nouvelle guerre ou invasion militaire.

N'empêche que le pays que lègue Donald Trump à son successeur en

2021 en est un sur les dents, affligé par un ensemble de crises majeures et ouvertes dont la fin apparaît dure à voir. Surtout compte tenu des événements qui marquent son dernier mois catastrophique en exercice, défini par l'affront au concept de passation pacifique des pouvoirs, c'est dans la disgrâce que le 45e président laisse sa place au 46e.

Or, même s'il a été mis en accusation par la Chambre pour avoir tenté de bloquer le processus de certification des résultats électoraux et qu'il a par la suite vu le plus grand nombre de sénateurs de l'histoire américaine voter pour destituer un président issu de leur propre parti, Donald Trump a survécu à ce vote. La représentante Liz Cheney, rare élue républicaine à voter pour accuser le président, envoie une photo au leader républicain au Sénat, Mitch McConnell, de la statue de Clio, pendue dans le corridor entre la Chambre et le Sénat. Clio, dans la mythologie grecque, incarne la muse de l'histoire – la façon pour Cheney de remarquer que l'ignominie ici perpétrée sera longtemps sentie[44]. Car ce vote au Sénat, s'il avait dû passer, aurait non seulement démis Trump de ses fonctions, mais l'aurait aussi barré à vie d'un éventuel retour à la présidence.

Et y retourner, il le veut.

1. 11 Dan Balz et Haynes Johnson. 2009. *The Battle for America 2008*. New York : Viking, p. 203.
2. 12 Centers for Disease Control and Prevention. 2025. « CDC Museum COVID-19 Timeline ». https://www.cdc.gov/museum/timeline/covid19.html#Early-2021
3. 13 Centers for Disease Control and Prevention. 2025. « Deaths and Mortality ». https://www.cdc.gov/nchs/fastats/deaths.htm
4. 14 Jemima Kelly. « That Imperial Coronavirus Report, in Detail ». *Financial Times*. 17 mars 2020. https://www.ft.com/content/1fed7551-61ce-41de-bad3-a38534b0ada8
5. 15 Rebecca Jack, Clare Halloran, James Okun et Emily Oster. 2023. « Pandemic Schooling Mode and Student Test Scores: Evidence from US School Districts ». *American Economic Review*, vol. 5, no 2, p. 173-190.
6. 16 Matt Hawrilenko, Emily Kroshus, Pooja Tando et Dimitri Christakis. 2021. « The Association Between School Closures and Child Mental Health During COVID–19 ». *Journal of the American Medical Association (JAMA) Network Open*., vol. 4, no 9. doi:10.1001/jamanetworkopen.2021.24092
7. 17 Sarah Mervosh, Claire Cain Miller et Francesca Francis. « What the Data Says About School Closures, Four Years Later ». *The New York Times*. 13 mars 2024. https://www.nytimes.com/2024/03/18/upshot/pandemic-school-closures-data.html
8. 18 Alec MacGillis. « The Unequal Effects of School Closings ». *ProPublica*. 26 août 2024. https://www.propublica.org/article/school-closures-students-charter-schools-home-schooling-rochester
9. 19 Amelia T. Collings, Manzur Farazi, Kyle Van Arendon, Mary E. Fallat, Peter C. Minneci, Thomas T. Sato, K. Elizabeth Speck, Katherine J. Deans, Richard A. Falcone, David S. Foley, Jason D. Fraser, Martin S. Keller, Meera Kotagal, Matthew P. Landman, Charles M. Leyes, Troy Markel, Nathan Rubalcava,

Shawn D. St Peter et Katherine T. Flynn-O'Brien. 2022. « Impact of 'Stay-at-Home' Orders on Non-Accidental Trauma: A Multi-Institutional Study ». *Journal of Pediatric Surgery*, vol. 57, no 6, p. 1062-1066.

10. 20 Gary Richardson. 2007. « Categories and Causes of Bank Distress During the Great Depression, 1929-1933: The Illiquidity Versus Insolvency Debate ». *Explorations in Economic History*, vol. 44, no 4, p. 588-607.
11. 21 Oxfam International. 2022. « Ten Richest Men Double their Fortunes in Pandemic while Income of 99 Percent of Humanity Fall ». https://www.oxfam.org/en/press-releases/ten-richest-men-double-their-fortunes-pandemic-while-incomes-99-percent-humanity
12. 22 Vivian Giang. « 'The Dirty Secret of Covid': Scott Galloway on the Postpandemic Economic Turmoil ». *The New York Times*. 18 juin 2022. https://www.nytimes.com/2022/06/18/business/dealbook/scott-galloway-economy-pandemic.html
13. 23 Scott M. Mourtgos, Ian T. Adams et Justin Nix. 2021. « Elevated Police Turnover Following the Summer of George Floyd Protests: A Synthetic Control Study ». *Criminology & Public Policy*, vol. 21, no 1, p. 9-33.
14. 24 Lois Beckett. « At Least 25 Americans Were Killed During Protests and Political Unrest in 2020 ». *The Guardian*. 31 octobre 2020. https://www.theguardian.com/world/2020/oct/31/americans-killed-protests-political-unrest-acled
15. 25 Ipsos. « Americans Divided on Whether 'Woke' Is a Compliment or Insult ». 8 mars 2023. https://www.ipsos.com/en-us/americans-divided-whether-woke-compliment-or-insult
16. 26 Rafael Jacob. 2021. *2020 : L'Amérique au bord du gouffre*. Montréal : Robert Laffont, p. 48-57.
17. 27 Mark T. Esper 2022. *A Sacred Oath: Memoirs of a Secretary of Defense During Extraordinary Times*. New York : William Morrow, p. 1.
18. 28 Mary E. Stuckey. 2021. « The Rhetoric of the Trump Administration ». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 51, no 1, p. 138.
19. 29 Jonathan Lemire et Zeke Miller. « Trump Took Shelter in White House Bunker As Protests Raged ». *Associated Press*. 31 mai 2020. https://apnews.com/article/donald-trump-ap-top-news-george-floyd-politics-a2326518da6b25b4509bef1ec85f5d7f
20. 30 Amy B. Wang, John Wagner, Eugene Scott et Mariana Alfaro. « Trump Pushed 'Big Lie' Despite Being Told Election Fraud Claims Were False, Aides Testify ». *Washington Post*. 13 juin 2022. https://www.washingtonpost.com/national-security/2022/06/13/jan-6-committee-hearings-live/
21. 31 Kate Sullivan. « Trump Acknowledges He Was Told 2020 Election Lies Were False in Wide-Ranging Interview ». *CNN*. 18 septembre 2023. https://www.cnn.com/2023/09/17/politics/trump-election-results-decision/index.html
22. 32 Bruce G. Peabody. 2001. « George Washington, Presidential Term Limits, and the Problem of Reluctant Political Leadership ». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 31, no 3, p. 441.
23. 33 Ron Chernow. 2010. *Washington: A Life*. New York : Penguin Press, p. 767-768.
24. 34 Washington Irving. 1859. *The Life of George Washington*. New York : William I. Allison Co., p. 643.
25. 35 La possibilité de voir un scrutin entre un président et un vice-président, dans la foulée des tensions soulevées par l'élection de 1800 entre Adams et Jefferson, poussa à la ratification du 12e Amendement de la Constitution américaine, en 1804, qui précise depuis que tout candidat présidentiel élu l'est de façon conjointe avec son colistier, le candidat vice-présidentiel.
26. 36 Ronald Reagan Presidential Library & Musuem. « Inaugural Address 1981 ». https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/inaugural-address-1981
27. 37 Jon Meacham. 2015. *Destiny and Power: The American Odyssey of George Herbert Walker Bush*. New York : Random House, p. 525.
28. 38 « Note from George H. W. Bush to Bill Clinton ». Clinton Digital Libraries.

https://clinton.presidentiallibraries.us/items/show/101724

29. 39 Bob Woodward et Robert Costa. 2021. *Peril*. New York : Simon & Schuster, p. 417.

30. 40 Université Quinnipiac. « 74% of Voters Say Democracy in the U.S. Is Under Threat, Quinnipiac University National Poll Finds; 52% Say President Trump Should Be Removed from Office ». 11 janvier 2021. https://poll.qu.edu/Poll-Release?releaseid=3733

31. 41 Reuters. « 53% of Republicans View Trump as True U.S. President – Reuters/Ipsos Poll ». 24 mai 2021. https://www.reuters.com/world/us/53-republicans-view-trump-true-us-president-reutersipsos-2021-05-24/

32. 42 Kevin Arceneaux et Rory Truex. 2023. « Donald Trump and the Lie ». *Perspectives on Politics*, vol. 23, no 3, p. 863-879.

33. 43 Jim Tankersley. « Tom Brady Jokes About Election Results As Buccaneers Visit White House ». *The New York Times*. 20 juillet 2021. https://www.nytimes.com/2021/07/20/us/politics/tom-brady-bucs-white-house.html

34. 44 Jonathan Karl. 2021. *Betrayal: The Final Act of the Trump Show*. New York : Dutton, p. 337.

Chapitre 2
Idées de grandeur ou retour à la normale ?

Il y a l'interdiction de ressortissants de pays à majorité musulmane d'entrer aux États-Unis, si improvisée et mal fignolée qu'elle crée un vent de confusion totale dans les aéroports dès les premiers jours de la présidence Trump, en 2017.

Puis le congédiement-choc du directeur du FBI après quatre mois en fonction, puis d'un membre de son cabinet après l'autre, notamment son premier secrétaire d'État, qu'il renvoie après des mois d'acrimonie via Twitter[45].

Les décisions commerciales impulsives, comme l'imposition de droits de douane (ou tarifs) sur l'acier sans en avoir avisé au préalable sa propre équipe économique.

La proposition d'acheter le Groenland (oui, durant son premier mandat également) – suivie d'une crise diplomatique avec la première ministre danoise lorsqu'elle refuse d'obtempérer à la requête surréaliste du président américain, inspirée d'une suggestion d'un de ses amis milliardaires de New York[46].

Les prises de bec constantes avec les membres des médias, les politiciens des deux partis majeurs et plusieurs leaders de pays traditionnellement alliés des États-Unis.

Les menaces de « destruction totale » de la Corée du Nord devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) durant sa première année à la Maison-Blanche avant de déclarer l'année suivante qu'il est finalement « tombé en amour » avec le dictateur du pays, Kim Jong-Un.

La tendance à introduire des attaques politiques écorchantes même dans les occasions solennelles – comme lorsque, en racontant qu'il a ordonné que les drapeaux soient mis en berne pour John Dingell, l'homme ayant servi la Chambre des représentants plus longtemps que quiconque dans l'histoire américaine (de 1955 à 2015), il affirme que Dingell regarde désormais peut-être sa veuve « d'en bas », suggérant qu'il est en enfer.

Les sommets internationaux qui tournent au vinaigre, incluant la

fameuse rencontre du G7 dans Charlevoix à la suite de laquelle un conseiller principal de Trump, Peter Navarro, déclare à la télévision nationale américaine qu'« il y a une place spéciale réservée en enfer[47] » pour le premier ministre canadien Justin Trudeau.

Le scandale Stormy Daniels, à l'occasion duquel une vedette porno décrit le pénis « en forme de champignon » du président des États-Unis, qui en retour qualifie celle avec qui il aurait trompé la première dame (alors qu'elle était enceinte) de « face de cheval[48] ».

Les accusations continues d'inconduite sexuelle.

L'appel logé au nouveau président ukrainien Volodymyr Zelensky au cours duquel il offre l'aide financière et militaire des États-Unis à l'Ukraine en retour d'une enquête ukrainienne sur Joe Biden – appel qui débouche sur la troisième mise en accusation (*impeachment*) d'un président par le Congrès de toute l'histoire américaine.

Tout ça sans compter le barrage quotidien – à toute heure du jour, du soir ou, souvent, de la nuit – de messages intempestifs lancés sur Twitter.

Tout cela n'encapsulant qu'une petite partie du tourbillon perpétuel qui caractérise la présidence Trump.

Et tout ça avant même la dernière année du mandat, marquée par la réponse de Trump aux crises sanitaire, économique et sociale, en plus de son alimentation constante des doutes autour de l'intégrité des élections.

Lorsque, donc, les électeurs se rendent aux urnes le 4 novembre 2020, ils sont porteurs d'un message limpide : on n'en peut plus. Trump devient non seulement le premier président depuis George Bush en 1992 à perdre une campagne de réélection, mais il sort complètement du lot ce soir-là : les républicains conservent leur majorité au Sénat et font même des gains à la Chambre des représentants, en plus de tenir leur bout dans les élections étatiques.

Alors qu'il continue à affirmer en public qu'il a gagné, Trump rumine un tout autre constat en privé : « Je ne comprends pas. Tous les autres républicains, à la grandeur du pays, ils gagnent tous leurs courses… Et je suis le seul gars qui perd[49] ? »

Même s'il est réducteur, cela demeure bel et bien le verdict électoral : il s'agit d'un rejet non pas tant partisan que personnel du président.

Il est congédié pour le chaos.

***

Lorsque, en 2019, Joe Biden lance sa troisième campagne pour la Maison-Blanche – après deux premiers échecs retentissants, en 1988 et en 2008 –, il le fait autour de deux thèmes principaux : unité et normalité.

Fort de quatre décennies d'expérience comme sénateur et vice-président au cours desquelles il a forgé, encore et encore, des liens de coopération avec des élus des deux partis, il va livrer ce que ses prédécesseurs des 30 dernières années n'étaient jusqu'alors parvenus qu'à promettre.

Alors que l'ère de polarisation politique commençait à réellement prendre son envol aux États-Unis au milieu des années 1990, le président Bill Clinton condamnait, dans son deuxième discours inaugural en 1997, « la mesquinerie et la partisanerie extrême[50] ».

Quatre ans plus tard, dans son propre discours inaugural, George W. Bush avait déclaré ne « pas accepter et ne pas permettre » le sentiment de division qui s'installait aux États-Unis. « Notre unité, notre union est le travail sérieux de leaders et de citoyens de chaque génération. Et ceci est ma promesse solennelle : je vais travailler pour construire une seule nation de justice et d'opportunité[51]. »

Encore et encore pendant sa campagne initiale et historique pour la Maison-Blanche en 2008, Barack Obama martèle le thème de l'unité. Dans son discours-phare intitulé « Une union plus parfaite », prononcé lors des primaires démocrates au printemps de la même année, il s'approprie la devise traditionnelle des États-Unis : « De plusieurs, nous sommes un (*E Pluribus Unum*). »

Et Trump, malgré toute la rhétorique divisive qu'il a pu employer pendant sa première course présidentielle, utilise son discours de victoire le soir du 8 novembre 2016 pour affirmer qu'« il est maintenant temps pour l'Amérique de panser ses blessures de division […] À tous les républicains et démocrates et indépendants à la grandeur de cette nation, je vous dis qu'il est temps pour nous de nous rejoindre en tant qu'un peuple uni. C'est l'heure. Je promets à chaque citoyen de notre terre que je serai président pour tous les Américains, et cela est si important pour moi. »

Dans tous ces cas, la rhétorique et la réalité font vite bande à part. Les présidences se succèdent, et un fossé continue à se creuser inexorablement : celui entre Américains. Déjà à l'ère Obama, l'écart entre les élus des deux partis au Congrès atteint des niveaux jamais égalés depuis… la guerre civile, au XIXe siècle.

Si seulement le problème ne touchait que les élus ! Mais déjà dans les années 2010, les politologues Shanto Iyengar, Gaurav Sood et Yphtach Lelkes confirment que plus du tiers des électeurs américains admettent qu'ils peineraient à accepter que leur enfant marie quelqu'un votant pour le parti qu'ils n'appuient pas[52]. La tendance s'accélère au cours des années qui suivent : une décennie plus tard, une autre étude démontre que sur les sites de rencontres, plus de 60 % des électeurs, démocrates comme républicains, affirment qu'ils

seraient plus récalcitrants à fréquenter un partisan du parti adverse[53].

Et si seulement il n'y avait pas quelque chose de particulièrement prononcé dans le cas américain ! Or, en comparant pas moins de 200 pays sur 200 ans d'histoire, la politologue Jennifer McCoy et son équipe concluent qu'aucune autre nation n'avait encore affiché un tel niveau de polarisation interne. L'ampleur du schisme politique mesuré aux États-Unis à la fin des années 2010 dépasse – très largement – celui mesuré dans les Balkans au moment de l'éclatement de la Yougoslavie à la fin de la Guerre froide[54].

Lorsque Joe Biden réitère, à la fois dans le cadre de son discours de victoire le 7 novembre 2020, puis dans celui de son discours inaugural le 20 janvier 2021, que l'engagement le plus central de sa présidence sera de réunifier le pays, la promesse peut avoir l'air familière. Elle est aussi plus importante que jamais.

Le second thème, après celui de l'unité, est introduit de façon plus implicite, bien qu'immanquable : après le chaos et le surréalisme ayant défini les quatre années Trump, Joe Biden assurera un « retour à la normalité ».

Après le seul président de l'histoire n'ayant jamais au préalable occupé un seul poste public, que ce soit dans les domaines politique, administratif ou militaire, le pays se tourne vers un homme qui n'a occupé que des postes publics depuis sa première élection au conseil municipal de New Castle, au Delaware, en 1970. Il est devenu le huitième plus jeune homme à être élu dans l'histoire du Sénat, en 1972 ; il devient le président le plus âgé – et de loin l'un des plus expérimentés – de l'histoire du pays en 2021. Si Donald Trump est l'agitateur anti-establishment, Biden, lui, *incarne* l'establishment.

La tâche s'annonce à la fois titanesque et simple. Le pays veut une fin au drame incessant, à la dispute corrosive, et une porte de sortie aux multiples crises le secouant simultanément. L'électorat ne demande pas une réinvention de A à Z de l'appareil gouvernemental ou du fonctionnement social du pays. Il ne réclame qu'un peu de paix. Seulement cela, et tout cela.

Sur papier, Biden a le profil idéal de l'emploi. Politicien conventionnel de la vieille garde, il n'a jamais eu l'ambition – ou la prétention – d'être un leader révolutionnaire. Il a fait carrière comme il a fait campagne en 2020 : en tant que pont entre différents intérêts et différentes factions, que ce soit au sein de son parti, à l'échelle du pays ou avec les pays alliés des États-Unis.

Si Biden peut se contenter de mettre la pandémie dans le rétroviseur, de panser les plaies identitaires et sociales les plus vives dans la foulée de la mort de George Floyd, de réparer les pots cassés avec le reste du monde et de passer le flambeau à la prochaine

génération à la fin de son mandat, sa présidence sera un succès. S'il ne fait que rétablir une stabilité semblant pour l'instant chose du passé, sa présidence sera un succès.

Seulement cela, et tout cela.

1. 45 James Royner. 2021. « Trump's Generals: A Natural Experiment in Civil-Military Relations ». *Strategic Studies Quarterly*, vol. 15, no 2, p. 141.
2. 46 Peter Baker et Susan Glasser. 2022. *The Divider: Trump in the White House, 2017-2021*. New York : Doubleday, p. 351-359.
3. 47 Rodger A. Payne. 2020. « Canada, the America First Agenda, and the Western Security Community ». *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 26, no 2, p. 125.
4. 48 Adam Edelman. « Trump calls Stormy Daniels 'horseface'; she fires back with 'tiny' and notes the president's 'shortcomings' ». *NBC*. 16 octobre 2018. https://www.nbcnews.com/politics/donald-trump/trump-calls-stormy-daniels-horseface-after-judge-dismisses-her-suit-n920701
5. 49 Tim Alberta. « The Inside Story of Michigan's Fake Voter Fraud Scandal ». *Politico*. 24 novembre 2024. https://www.politico.com/news/magazine/2020/11/24/michigan-election-trump-voter-fraud-democracy-440475
6. 50 « William J. Clinton Inaugural Address ». The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/inaugural-address-12
7. 51 « George W. Bush Inaugural Address ». The American Presidency Project. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/inaugural-address-52
8. 52 Shanto Iyengar, Gaurav Sood et Yphtach Lelkes. 2012. « Affect, not Ideology: A Social Identity Perspective on Polarization ». *Public Opinion Quarterly*, vol. 59, no 3, p. 418.
9. 53 Daniel A. Cox. 2023. « From Swiping to Sexting: The Enduring Gender Divide in American Dating and Relationships ». *American Enterprise Institute*. https://www.americansurveycenter.org/research/from-swiping-to-sexting-the-enduring-gender-divide-in-american-dating-and-relationships/
10. 54 Jennifer McCoy, Benjamin Press, Murat Somer et Ozlem Tuncel. 2022. « Reducing Pernicious Polarization: A Comparative Historical Analysis of Depolarization ». *Carnegie Endowment for International Peace*. https://carnegie-production-assets.s3.amazonaws.com/static/files/McCoy_et_al_-_Polarization_final_3.pdf

Chapitre 3
Les prophètes du nouveau président

Après avoir signé, dès ses premières heures et ses premiers jours en fonction, une série de décrets renversant plusieurs politiques de l'administration Trump, Joe Biden se penche sur le premier gros morceau législatif de sa présidence : un nouveau « plan de relance COVID ». Le gouvernement fédéral américain cherche à (re)stimuler une économie toujours handicapée par les restrictions liées à la pandémie dans plusieurs États.

Biden approche le dossier selon le mode de gouvernance qu'il avait promis d'adopter en campagne : à partir du centre, en (re)bâtissant des coalitions bipartisanes. Pour ce faire, après s'être entretenu avec d'autres élus de son parti, il invite à la Maison-Blanche 10 sénateurs républicains pour discuter du projet de relance.

Il ne s'agit pas de n'importe quels sénateurs : la plupart sont reconnus pour leur volonté et leur capacité de travailler avec les démocrates. Pas moins de quatre d'entre eux – Susan Collins, Bill Cassidy, Lisa Murkowski et Mitt Romney – ont voté pour la destitution de Donald Trump à peine quelques semaines auparavant.

Leur message en est un de coopération – et de compromis : nous sommes prêts à appuyer le plan de relance si nous pouvons trouver un terrain d'entente au sujet du montant global. Les sénateurs républicains proposent un ensemble de mesures coûtant environ 600 milliards de dollars. La Maison-Blanche de Joe Biden, elle, préconise le plan mis de l'avant par les démocrates du Congrès et approchant les 2000 milliards de dollars – près du triple.

Ce qui devait à la base être une rencontre relativement courte entre le président et les élus républicains se transforme en discussion de deux heures, qualifiée après coup par la sénatrice Collins de particulièrement « productive » et « cordiale[55] ». Les deux parties entament les négociations loin l'une de l'autre, mais l'espoir d'une éventuelle entente se fait sentir, surtout dans le climat de respect et de coopération que le nouveau président dit vouloir réinstaurer.

Les batailles fiscales n'ont rien de nouveau à Washington. Les deux dernières présidences démocrates, celles de Bill Clinton et de Barack

Obama, se sont vues en partie consommées par d'âpres négociations sur les finances publiques. Il y a là une composante idéologique certaine : les démocrates se présentent comme le parti du « filet social », les républicains, comme celui de la « rigueur budgétaire » (faisant fi de façon pratique du fait que c'est sous la gouverne d'un président républicain, George W. Bush, et de majorités républicaines au Congrès au début du siècle que le portrait fiscal du pays a viré au cauchemar).

Il y a aussi une dimension partisane : pendant les mandats de Clinton et d'Obama, les républicains exploitent leur rapport de force sur le plan fiscal lorsqu'ils sont majoritaires au Congrès. Ils demandent des concessions de la part de la Maison-Blanche pour restreindre la croissance des dépenses, officiellement en ce qui concerne la santé budgétaire… et, dans certains cas, officieusement pour affaiblir politiquement le président du parti adverse.

Or, en 2021, un autre enjeu très réel, au-delà des considérations fiscales ou partisanes, occupe les esprits plus alertes : les craintes d'inflation.

Pour financer les mesures de confinement, le Congrès américain a déjà passé au cours de la dernière année environ *quatre mille milliards* de dollars en financement d'urgence. Pour mettre en contexte : le Trésor public dépense davantage uniquement pour appuyer les restrictions liées à la COVID-19 qu'il ne génère en revenus totaux pour l'année, lorsqu'on combine les tarifs, impôts sur les entreprises et les particuliers, et toutes les autres formes de taxes.

La Réserve fédérale prend l'approche préconisée pour lutter contre la crise financière de 2008 et la met sur les stéroïdes : un nouvel « assouplissement quantitatif », sans limite déterminée dans le temps, permet à la « Fed » d'acheter, mois après mois, des dizaines de milliards de dollars en obligations du Trésor américain. Et elle abaisse les taux d'intérêt, déjà artificiellement bas depuis plus d'une décennie, essentiellement à 0 %[56].

Cela entraîne une dynamique pour le moins inusitée : d'un côté, des millions de travailleurs souvent encore coincés en isolement et incapables de contribuer à la production… mais dont la consommation, de l'autre côté, se poursuit à un niveau à peu près normal, via des mesures fiscales et monétaires de stimulation extraordinaire. Additionnée aux problèmes majeurs vus dans les chaînes d'approvisionnement, là encore largement imputables aux mesures pandémiques de confinement, on observe une combinaison intenable d'une baisse de l'offre… et d'une augmentation de la demande.

C'est dans ce contexte que les leaders américains évaluent la possibilité d'injecter une nouvelle ronde, début 2021, de centaines de

milliards de dollars dans le « pipeline ».

Or, contrairement aux batailles budgétaires de 1995 sous Clinton ou de 2011 sous Obama, les républicains sont minoritaires dans les deux chambres du Congrès. Ils n'ont pas de rapport de force à exploiter ; tout ce que peuvent faire même les plus modérés et raisonnables d'entre eux est de plaider avec la Maison-Blanche. Et cette dernière, une fois la rencontre entre le président et les sénateurs républicains conclue, a les yeux ailleurs.

Les conseillers de Biden ont en effet invité à la Maison-Blanche un groupe d'historiens pour rencontrer le président et lui exposer comment ils entrevoient sa place potentielle dans le grand récit américain. Ils sont à peu près tous issus des plus grandes universités du pays – Joanne Freeman de Yale, Eddie Glaude Jr. de Princeton, Michael Eric Dyson de Vanderbilt – et ils sont à peu près tous de farouches partisans démocrates. Collectivement, ils font miroiter à Biden, qui vénère Franklin Delano Roosevelt depuis le début de sa carrière politique, qu'il pourrait se retrouver dans les livres d'histoire à côté de l'homme qui a multiplié les programmes sociaux et mené les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale[57].

En même temps, les chefs de file démocrates poussent pour l'adoption du projet de relance le plus large et le plus ambitieux possible, quitte à le faire adopter sur une base strictement partisane. Ils finissent par passer un plan de près de deux mille milliards de dollars. La majorité de ces fonds n'ont rien à voir directement avec la lutte contre la COVID-19 : bonification de l'assurance-emploi, expansion du crédit pour la garde d'enfants et d'une série de programmes fédéraux comme Obamacare, Medicaid et le programme d'assurance-maladie des enfants sur une période de cinq ans. Exit les demi-mesures et la « simple » responsabilité de gérer le pays de façon stable : Joe Biden veut frapper un grand coup. Et, le 11 mars 2021, moins de deux mois après son assermentation, il le fait en signant le plan de relance.

Le coût : pas un seul républicain à la Chambre des représentants, ni au Sénat – incluant les 10 qui s'étaient rendus à la Maison-Blanche pour négocier avec lui – ne l'appuie. Qui plus est, le président vient de vider une citerne d'essence sur une bombe d'inflation qui n'attendait que la première occasion pour exploser.

Et, politiquement, il vient de s'assurer que ses empreintes digitales se trouveront sur la bombe quand cette dernière sautera.

1. 55 Barbara Sprunt. « Meeting with Republicans on COVID-19 Relief, White House Says Biden 'Will Not Settle' ». *NPR*. 31 janvier 2021. https://www.npr.org/sections/coronavirus-live-updates/2021/01/31/962554923/10-

senate-republicans-plan-to-detail-slimmed-down-covid-19-counteroffer

2. 56 Howard Schneider. 2018. « Ten Years On, Fed's Long, Strange, Trip to Zero Redefined Central Banking ». *Reuters*. https://www.reuters.com/article/economy/ten-years-on-feds-long-strange-trip-to-zero-redefined-central-banking-idUSKBN1OF0GR/ ; Ben S. Bernake. 2022. *21st Century Monetary Policy: The Federal Reserve from the Great Inflation to COVID-19*. New York : W.W. Norton & Company.

3. 57 Mike Allen. « Scoop: Inside Biden's Private Chat with Historians ». *Axios*. 25 mars 2021. https://www.axios.com/2021/03/25/biden-historians-meeting-filibuster

Chapitre 4
Aux frontières de la realpolitik

David Quixano fuit sa Russie natale après que sa famille entière eut été assassinée dans le pogrom de Kishinev en 1903. Lui-même de confession juive, il arrive en Amérique dans l'espoir de pouvoir commencer sa vie à neuf sur le « nouveau continent ». Il y parvient, entre autres après avoir rencontré Vera Revendal, une autre immigrante d'origine russe, mais de foi chrétienne. Elle lui présente éventuellement ses parents – et David réalise alors que le père de Vera est l'officier responsable de la mort de ses propres parents lors du massacre ethnique ayant eu lieu des années auparavant, dans leur pays d'origine. Armé de son amour pour Vera et de sa conviction en ce nouveau monde meilleur, il lui déclare : « L'est et l'ouest, le nord et le sud, le palmier et le pin, le pôle et l'équateur, le croissant et la croix – comme le grand Alchimiste les fait fondre et les fusionne avec sa flamme nettoyante ! Ici ils s'uniront tous pour bâtir la République de l'Homme et le Royaume de Dieu. Ah, Vera, qu'est-ce que la gloire de Rome et de Jérusalem, où toutes les nations et les races viennent prier et regarder en arrière, comparée à la gloire de l'Amérique, où toutes les nations et les races viennent travailler et regarder en avant[58] ! »

Si la rhétorique semble trop poétique pour être vraie, c'est que David Quixano n'a jamais, à proprement parler, existé. Il est le personnage principal d'une pièce de théâtre du dramaturge britannique Israel Zangwill intitulée *The Melting Pot* (*Le creuset* en version française). Bien que l'expression *Melting Pot* existait déjà auparavant, c'est avec la popularité de la pièce en 1908 qu'elle s'est inscrite à jamais dans l'esprit collectif américain pour décrire l'un des plus importants et durables piliers du pays : l'immigration.

L'idée est que l'Amérique est la plus grande terre d'accueil de la planète, dans laquelle se fondent individus et familles de différents horizons et de différentes régions. L'idée est que l'Amérique, contrairement à tous les autres pays définis par l'ethnicité ou une quelconque autre apparence tribale, est en soi une idée : peu importe votre origine, en contribuant à ce pays, vous serez uni à vos concitoyens par des droits fondamentaux et universels incluant la vie,

la liberté (qu'elle soit d'expression, d'assemblée ou de religion) et la poursuite du bonheur[59].

Il n'y a pas là que mythe. Des années 1850 aux années 1930, le pourcentage d'immigrants de première génération dans la population américaine n'a jamais fléchi sous la barre des 10 %[60]. Entre 1840 et 1860, c'est principalement une vague massive d'immigrants en provenance de l'Allemagne et de l'Irlande qui est venue reconfigurer le paysage des États-Unis : plus de 3 des 4 millions de nouveaux arrivants enregistrés pendant cette période viennent de ces deux pays. Ceux quittant l'Allemagne le font pour une multitude de motifs, allant des changements technologiques, qui rendent incertain le futur économique des agriculteurs, aux tensions sociales ayant marqué la période *Vörmarz* des années 1830 et 1840. Ceux quittant l'Irlande tendent à avoir une raison plus commune et plus immédiate : la famine de la pomme de terre de 1845[61].

Avec les années 1880 émergent des chemins de fer plus développés et des bateaux permettant des déplacements plus faciles et moins chers – ce qui modifie, conséquemment, la composition des vagues d'immigration. Bien qu'Anglais, Irlandais, Allemands et autres migrants du nord et de l'ouest de l'Europe continuent à arriver en grand nombre, leur pourcentage se voit dramatiquement dilué par des ressortissants du centre, de l'est et du sud : Italiens, Polonais, Juifs.

L'éventail d'origines est si vaste qu'il s'ensuit une période où on parle de millions de nouveaux résidents comme étant des « Américains à trait d'union » (*Hyphenated Americans*) : Germano-Américains, Italo-Américains, Irlando-Américains… même Franco-Américains, notamment avec la venue de centaines de milliers de Québécois au début du XXe siècle pour travailler dans les usines de textile de la Nouvelle-Angleterre.

En 1930, c'est plus du tiers (36 %) des Américains qui sont des immigrants de première ou de deuxième génération. En l'espace de quelques décennies, dans les mots de Michael Barone, on a en quelque sorte « surimposé » une nouvelle Amérique sur celle qui existait déjà[62]. Et cela ne s'est pas fait sans heurts.

En effet, l'histoire de l'immigration aux États-Unis évolue de concert avec celle des mouvements d'opposition à cette immigration. Dès la grande migration allemande du milieu du XIXe siècle s'organisait une résistance politique surnommée le « nativisme », qui liait l'arrivée de migrants à des problèmes sociaux comme l'alcoolisme, la prostitution, l'insalubrité et le crime[63].

Caricature du XIXe siècle dépeignant des immigrants chinois et irlandais qui avalent l'Oncle Sam (source : Susan Herbst / Library of Congress64)

La rhétorique soufflant dans les voiles de ce mouvement est par moments venue des plus hauts échelons du pouvoir : Woodrow Wilson, président de 1913 à 1921, avertit ses compatriotes que « tout homme qui porte un trait d'union transporte un poignard qu'il est prêt à plonger dans les organes vitaux de cette république à tout moment65 ».

Cette opposition culmine avec l'édiction de lois visant à restreindre les flux migratoires en 1917 et, en 1924 plus particulièrement, à fixer un quota maximal de croissance annuelle à 2 % pour les ressortissants de toute nationalité et barrer entièrement la migration en provenance d'Asie66. Quelque 40 ans plus tard, les lois sont radicalement changées à l'inverse sous la présidence de Lyndon Johnson pour abolir les quotas et les restrictions géographiques – entraînant de multiples nouvelles vagues d'immigration, celles-là venant disproportionnellement d'Amérique latine et, justement, d'Asie. L'impact se voit toujours 60 ans plus tard : le cinquième des immigrants internationaux vivent aujourd'hui aux États-Unis67. Johnson choisit le flanc hautement symbolique de la Statue de la Liberté, à New York, pour signer la loi68. Durant des générations, le point principal d'arrivée de millions de réfugiés et d'immigrants est situé juste à côté, à Ellis Island69, avec l'inscription figurant sur la statue qui pesait toujours dans l'air : « Donnez-moi vos fatigués, vos pauvres, vos masses entassées aspirant à respirer librement. »

Ces nouveaux changements et, à certains égards, réelles perturbations au tissu démographique, social et économique du pays entraînent de nouvelles montées d'opposition. Au tournant du XXIe siècle, les candidatures indépendantes de Ross Perot et, surtout, de Pat Buchanan, carburent à cette essence. Buchanan, ex-conseiller de Richard Nixon et de Ronald Reagan, fait de la lutte à l'immigration

massive aux États-Unis et, plus largement, à la mondialisation et à l'interventionnisme militaire à l'étranger – les trois étant pour lui interreliés –, sa mission personnelle sur trois décennies, comme un certain candidat qui va subséquemment émerger. Plus d'une décennie avant la première campagne de Trump, Buchanan annonce déjà « la fin de l'Occident », dont il impute la faute à une poussée migratoire si forte qu'il la compare à une inondation[70]. « Il est dur de croire que plus d'un million d'immigrants par année, venant de chaque pays sur Terre, dont le tiers entrent illégalement, vont reforger les liens de notre union en désunion », publie-t-il en 2002[71].

Or, même si Ross Perot a obtenu en 1992 le meilleur score au vote populaire (19 %) dans une élection présidentielle des 100 dernières années pour un tiers parti et que Buchanan est parvenu à décrocher, la même année, près de 40 % du vote dans une primaire républicaine face à un président sortant (George Bush), les voix prônant une approche plus restrictive en matière de migration ne parviennent pas encore à prendre le contrôle de l'un des deux partis majeurs.

Jusqu'à Donald Trump.

***

À travers tous les propos controversés, les lignes fracassantes, les positions hétérodoxes et les contorsions idéologiques, il y a une promesse qui surnage et définit la première campagne présidentielle de Donald Trump – et elle a été lancée au cœur même de son discours de lancement, le 16 juin 2015 à la Trump Tower à New York : bâtir un « grand mur » à la frontière mexicano-américaine qui serait, bien sûr… payé par le Mexique. Quelques mois plus tard, il émet sans doute la deuxième promesse la plus « mémorable » de sa campagne entière : bannir l'entrée de musulmans aux États-Unis « totalement et complètement[72] » tant et aussi longtemps, pour citer Trump, « que les leaders de notre pays ne comprennent pas le bordel qui a présentement lieu ».

Ce n'est pas seulement la nature outrancière des propositions qui marque les esprits : c'est qu'elles promettent de s'attaquer de front à une problématique largement ignorée par les deux partis majeurs, mais qui dérange pourtant profondément une partie minoritaire, mais importante de l'électorat. En d'autres termes, dans le grand marché électoral américain, il y a depuis des années une réelle demande, sans véritable offre. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le premier voyage remarqué de Trump, après son lancement de campagne, est… à la frontière sud des États-Unis.

Lorsque Trump fait le plongeon dans la course en vue des primaires républicaines, au début de l'été 2015, le meneur depuis des mois est le candidat préféré de l'establishment, Jeb Bush. Fils et frère d'ex-

présidents, petit-fils d'ex-sénateur, lui-même ex-gouverneur, Bush fait le calcul qui domine alors les cercles supérieurs du Parti républicain : ne serait-ce que pour tenir compte de changements démographiques inexorables, tout candidat aspirant à remporter une élection générale doit présenter une position suffisamment accueillante en matière d'immigration.

C'est précisément le pari que fait son frère aîné, George W. Bush, lorsqu'il brigue initialement la Maison-Blanche en 2000. Faisant appel aux électeurs hispaniques plus conservateurs, Bush répète pendant cette campagne que « les valeurs familiales ne s'arrêtent pas au Rio Grande[73] ». Il parle – ou, selon les mauvaises langues, *tente* de parler – à plus d'une reprise en espagnol. Il propose une réforme de système d'immigration « équilibré » visant à augmenter le nombre d'immigrants aux États-Unis tout en régularisant le statut de ceux qui se trouvent déjà sur le territoire de façon illégale : en se soumettant à certaines restrictions et obligations (notamment apprendre l'anglais et payer leurs impôts impayés), ils pourront rester et éventuellement aspirer à devenir citoyens. La réforme n'est jamais adoptée par le Congrès en fin de compte, mais autant dans sa première course, en 2000, que lors de sa réélection quatre ans plus tard, en 2004, le calcul politique semble au moins fonctionner : Bush atteint certains des meilleurs scores jamais enregistrés pour un candidat républicain auprès de l'électorat hispanique, avoisinant les 40 % d'appuis[74].

Lorsque vient le temps pour le cadet de la famille de tenter sa chance à son tour, quelque 15 ans plus tard, il emprunte une page du même manuel. Faisant écho à son frère, Jeb Bush vante la noblesse et la compassion de son plan en matière d'immigration. « Si on possède un ensemble de valeurs communes, alors aucune importance ne devrait être accordée au fait que votre nom se termine avec un "z" ou que votre accent puisse être différent », déclare-t-il[75]. Étant pour sa part réellement bilingue et marié à une femme d'origine mexicaine, Bush ne démontre pas là d'opportunisme crasse : il y croit réellement. Et pour les grands bonzes alors à la tête du Parti républicain, c'est vu comme un atout formidable.

Pour Donald Trump, il s'agit plutôt d'une extraordinaire faille à exploiter.

Dès son entrée dans la course, le milliardaire new-yorkais se donne la mission non seulement d'attaquer, mais carrément de démolir Jeb Bush. Il le fait d'abord en le ridiculisant personnellement, lui assignant le tout premier d'une désormais longue liste de quolibets réservés à des adversaires politiques : « Low-Energy Jeb », en référence au manque de vigueur et de charisme dont ce dernier souffrirait. Cela dit, lorsque vient le temps d'attaquer Bush sur un enjeu politique, le choix est automatique : l'immigration.

Dans l'une des premières publicités qu'il diffuse sur Internet et qui devient rapidement virale, Trump présente des images de Bush arguant que les immigrants entrés illégalement aux États-Unis pour assurer un meilleur avenir pour leur famille « ont violé la loi, mais ce n'est pas un crime. C'est un acte d'amour. » On présente de façon entrecoupée des images de migrants clandestins arrêtés aux États-Unis après avoir commis des crimes violents (meurtre, viol, agression), avant de conclure en lettres grasses à l'écran : « Oubliez l'amour. C'est le temps d'être fort ! »

Les attaques fonctionnent à merveille – surtout qu'elles se nourrissent mutuellement. La position de Trump au sujet de l'immigration accompagne ce qui devient simultanément un concours de personnalité : un contraste entre la force et la faiblesse. L'été 2015 commence avec Trump vu comme une mauvaise blague par les élites du parti ; à la fin de la même année, il jouit d'une avance de plus de 30 points de pourcentage sur Bush, qui peine à atteindre le cap des 5 %. Lors d'un débat tenu en décembre où, comme le veut la coutume, les candidats récoltant les meilleurs scores dans les sondages sont placés au milieu de la scène, Trump se retourne vers Bush et le nargue : « Tu sais, Jeb, tu as commencé à mes côtés, mais tu te déplaces de plus en plus vers l'extrémité, à un point tel où tu vas bien tôt débarquer de la scène[76]. » Quelques semaines plus tard, Jeb Bush se retire de la course, humilié – et quitte à jamais la vie politique.

Élu contre toute attente lors de l'élection générale face à Hillary Clinton et assermenté quelques mois plus tard, Trump marque les imaginaires dès le début de son mandat par sa posture migratoire. Il signe une multitude de décrets visant à resserrer les contrôles frontaliers, dont l'un, particulièrement controversé – et vivement contesté devant les tribunaux –, qui interdit aux ressortissants de plusieurs pays à majorité musulmane d'entrer aux États-Unis. Peu d'images indignent davantage ses critiques tout au long de son mandat que celles d'enfants migrants gardés dans des cages après avoir été interceptés autour de la frontière sud. Trump a beau tenter de se défendre en disant que cette pratique remonte à l'administration Obama, sa rhétorique restrictive sur les questions migratoires lui colle à la peau, et la controverse lui est liée de façon automatique et permanente. Dès l'arrivée de la pandémie, lors de la dernière année de son mandat, Trump rebaptise la COVID-19 « le virus chinois » ou encore le « kung flu[77] », et profite de la situation pour refermer davantage la frontière sud, ordonnant l'expulsion sommaire de toute personne se trouvant illégalement aux États-Unis.

Alors que le Parti républicain sous Trump adopte de plus en plus la ligne dure, le Parti démocrate effectue simultanément un glissement inverse – non seulement sur les questions migratoires, mais sur les

questions identitaires de façon plus globale. En fait, c'est une transformation qui s'accentue – comme bien des choses – en réaction à Trump, mais qui s'étire dans les faits depuis bien plus longtemps. Lorsqu'il s'adresse au Congrès dans son discours sur l'état de l'Union en 1995, le démocrate Bill Clinton s'enorgueillit d'avoir augmenté le nombre d'expulsions de migrants clandestins et de leur avoir restreint l'accès aux services sociaux, en plus de déclarer qu'« il est mal et ultimement autodestructeur pour une nation d'immigrants de permettre le type d'abus de nos lois migratoires que l'on a vu au cours des dernières années[78] ».

Ce genre de rhétorique est devenu, à peine une décennie plus tard, carrément inimaginable pour un démocrate aspirant à occuper la Maison-Blanche. Lorsque le président démocrate suivant, Barack Obama, est élu en 2008, le ton a déjà été modulé. Obama parle d'une approche non pas entièrement différente de celle de George ou de Jeb Bush, où l'on permettrait aux immigrants illégaux de rester aux États-Unis et éventuellement de devenir citoyens en retour de certains resserrements frontaliers. À peine quelques années plus tard, particulièrement avec l'arrivée de Trump, cette approche plus « modérée » a elle-même déjà été éjectée.

À l'occasion d'un débat entre les différents candidats démocrates espérant détrôner le président Trump en 2020, le modérateur demande qui, sur scène, serait en faveur de décriminaliser le fait de traverser la frontière américaine illégalement. Sur les 10 candidats réunis, 9 lèvent la main – incluant celui réputé être le plus « modéré » du lot, Joe Biden. Pratiquement chaque fois qu'il est question d'immigration, la posture par défaut consiste à dénoncer passionnément des restrictions imposées ou suggérées par Trump. Si les démocrates misent déjà depuis des générations sur la politique identitaire (faire appel à des groupes explicitement sur la base de leur appartenance à un genre ou à une ethnie, par exemple), ils font passer l'approche à la vitesse supérieure : diversité, inclusion, intersectionnalité, racisme systémique[79]. Les termes et le cadre du discours changent, tout comme l'intensité et le pouvoir d'influence des groupes militant pour le changement au sein de la base démocrate. Le positionnement sur l'immigration fait partie des enjeux.

Et les implications pour la gouvernance se font vite sentir.

Dès les premières heures suivant immédiatement l'assermentation de Biden le 20 janvier 2021, le nouveau président émet une multitude de décrets visant à renverser les politiques migratoires de son prédécesseur : fin de l'interdiction pour les ressortissants de différents pays d'entrer aux États-Unis, nouvelles protections pour les migrants, incluant la directive de ne plus prioriser l'expulsion de classes entières de migrants clandestins – et, bien sûr, ordre de mettre fin à la

construction du fameux mur à la frontière mexicaine. Seulement dans ses six premiers mois en fonction, Biden émet une dizaine de décrets additionnels, partageant tous la même approche fondamentale d'assouplir l'approche du gouvernement américain face aux nouveaux arrivants.

Les impacts deviennent vite, eux aussi, apparents.

Lorsque l'on compare l'année fiscale 2021 – la première de Joe Biden à la présidence – à la dernière année pré-pandémique, en 2019, le nombre d'appréhensions de migrants par les patrouilleurs frontaliers américains, l'un des principaux indicateurs des mouvements migratoires vers les États-Unis, a pratiquement doublé, avoisinant les 2 millions[80]. Et il ne s'agit là que des personnes appréhendées – aucune donnée n'est bien sûr disponible pour cerner le nombre d'individus qui sont entrés sans jamais avoir été interceptés. Des dizaines de communautés frontalières se voient rapidement incapables de gérer le flux humain. Ce dernier s'étend rapidement à une foule d'autres communautés, petites et grandes, dans les États frontaliers et même ceux situés à des milliers de kilomètres de la frontière.

Après à peine deux mois en fonction, alors que son taux d'approbation sur d'autres enjeux alors encore sensibles comme la gestion de la COVID-19 reste en territoire majoritaire, celui sur sa gestion de l'immigration chute sous la barre des 35 %[81]. Le 46e président a été engagé en premier lieu pour régler les crises chaotiques créées et nourries par le 45e : presque aussitôt arrivé en fonction, il s'en est lui-même déjà créé une nouvelle. Plus les mois et les années de la présidence Biden passent, plus le choc entre les idéaux humanitaires et la réalité politique se fait sentir ; plus la crise s'approfondit.

Et il existe encore un homme qui ne demande qu'à l'exploiter.

1. 58 Israel Zangwill. 1909. *The Melting Pot*. New York: The Macmillan Company.
2. 59 Howard Trivers. 1976. « Universalism in the Thought of the Founding Fathers ». *The Virginia Quarterly Review*, vol. 52, no 3, p. 448-462 ; Johann N. Neem. 2013. « Developing Freedom: Thomas Jefferson, the State, and Human Capability ». *Studies in American Political Development*, vol. 27, no 1, p. 36-50.
3. 60 Mohamad Moslimani et Jeffrey S. Passel. « What the Data Says about the Immigrants in the U.S. ». *Pew Research Center*. 27 septembre 2024. https://www.pewresearch.org/short-reads/2024/09/27/key-findings-about-us-immigrants/
4. 61 Regina Donlon. 2018. *German and Irish Immigrants in the Midwestern United States, 1850-1900*. New York : Palgrave Macmillan, p. 26-31.
5. 62 Michael Barone. 1992. *Our Country: The Shaping of America from Roosevelt to Reagan*. New York : The Free Press, p. 20.
6. 63 Luke Ritter. 2021. *Inventing America's First Immigration Crisis: Political Nativism in the Antebellum West*. New York : Forham University Press, p. 105.

7. 64 Susan Herbst. 2021. *A Troubled Birth: The 1930s and American Public Opinion*. Chicago : University of Chicago Press, p. 160.
8. 65 Woodrow Wilson. 2006. *Woodrow Wilson: Essential Writings and Speeches of the Scholar-President*. New York : NYU Press, p. 412.
9. 66 U.S. Department of State/Office of the Historian. « The Immigration Act of 1924 (The Johnson-Reed Act) ». https://history.state.gov/milestones/1921-1936/immigration-act
10. 67 « International Migrant Stock 2024 ». 2024. United Nations Population Division. https://www.un.org/development/desa/pd/content/international-migrant-stock
11. 68 « Immigration and Nationality Act ». LBJ Presidential Library. https://www.lbjlibrary.org/news-and-press/media-kits/immigration-and-nationality-act#:~:text=The%20Immigration%20and%20Nationality%20Act%20abolished%20quotas%2C%20opening%20the%20doors,President%20John%20F.
12. 69 Robert L. Fleeger. 2013. *Ellis Island Nation: Immigration Policy and Identity in the Twentieth Century*. Philadelphie : University of Pennsylvania Press, p. 189.
13. 70 Patrick J. Buchanan. 2002. *The Death of the West*. New York : St. Martin's Press, p. 133.
14. 71 *Ibid.*, p. 146.
15. 72 Kathleen Hall Jamieson et Doron Taussig. 2017. « Disruption, Demonization, Deliverance, and Norm Destruction: The Rhetorical Signature of Donald J. Trump ». *Political Science Quarterly*, vol. 132, no 4, p. 625.
16. 73 Le Rio Grande est le long fleuve servant de frontière entre les États-Unis et le Mexique au Texas, que Bush dirige alors en tant que gouverneur.
17. 74 David L. Leal, Matt A. Barreto, Jongho Lee et Rodolfo O. de la Garza. 2005. « The Latino Vote in the 2004 Election ». *PS: Political Science & Politics*, vol. 38, no 1, p. 41-49.
18. 75 Ashley Killough. « Jeb Bush on Immigration: My Plan Is 'Dignified' ». *CNN*. 21 septembre 2015. https://www.cnn.com/2015/09/21/politics/jeb-bush-immigration-election/index.html
19. 76 Brett LoGiurato et Colin Campbell. « CNN Debate Derails after Jeb Bush Accuses Donald Trump of Getting his Foreign Policy from Cartoon Shows ». *Business Insider*. 15 décembre 2015. https://www.businessinsider.com/cnn-debate-donald-trump-jeb-bush-2015-12
20. 77 Paul Cooper et Sofia Lampropoulou. 2024. « China Virus, Kung Flu, and MAGA: Countervalues and Sociological Fractionation on Twitter as Evidenced by Pro-and Anti-Trump Discourses in Relation to Covid-19 ». *Discourse, Context & Media*, vol. 57, article 100758.
21. 78 William J. Clinton. « Address Before A Joint Session of the Congress on the State of the Union ». *The American Presidency Project*. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-before-joint-session-the-congress-the-state-the-union-11
22. 79 Alex Thompson. « 2020 Democrats Are Dramatically Changing the Way They Talk About Race ». *Politico*. 19 novembre 2018. https://www.politico.com/story/2018/11/19/democrats-2020-race-identity-politics-strategy-1000249
23. 80 « CBP Enforcement Statistics Fiscal Year 2021 ». U.S. Customs and Border Protection. https://www.cbp.gov/newsroom/stats/cbp-enforcement-statistics-fy2021
24. 81 Domenico Montanaro. « NPR/Marist Poll: Biden Gets High Marks on COVID-19. It's Not the Case on Immigration ». *NPR*. 30 mars 2021. https://www.npr.org/2021/03/30/982434413/npr-marist-poll-biden-gets-high-marks-on-covid-19-its-not-the-case-on-immigratio

Chapitre 5
La promesse de Baker, la pression de Bush, le problème de Biden

Dix jours après l'entrée en fonction de Biden, un leader étranger jusque-là encore relativement peu connu donne une entrevue au média américain Axios. Volodymyr Zelensky dirige l'Ukraine depuis 2019 et, dans la mesure où on a parlé de lui aux États-Unis depuis, c'est en tant que pauvre interlocuteur de Donald Trump lors du fameux appel téléphonique ayant mené à la première mise en accusation de Trump par le Congrès. Tout au long de ce psychodrame, Zelensky garde la tête basse, prend ses distances de la situation et refuse d'accuser Trump d'avoir tenté de le faire chanter, comme ses critiques l'affirment.

Lorsque le reporter Jonathan Swan d'Axios demande à Zelensky, en janvier 2021, ce qu'il souhaiterait dire au nouveau président américain, la réponse vient sans attendre : « Monsieur le président, pourquoi ne sommes-nous pas déjà membres de l'OTAN[82] ? »

Zelensky continue à faire peu de vagues aux États-Unis. Mais sa réponse en fait ailleurs : à Moscou – où la perspective, rarement expliquée et peu comprise en Occident, est tout autre.

***

La deuxième moitié du XXe siècle est définie par, plus que n'importe quelle autre dynamique, l'opposition entre deux pays, deux blocs et deux systèmes : les États-Unis et leurs alliés d'un côté, l'Union soviétique et les siens de l'autre. Après la chute de l'Allemagne nazie, la fin de l'empire japonais et la destruction d'une vaste partie de l'Europe à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, les deux grands blocs émergents se dotent chacun d'une alliance politico-militaire pour contrer l'influence de l'autre. Ainsi, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), menée par les États-Unis, voit le jour en 1949 à Washington ; le Pacte de Varsovie, mené par l'Union soviétique, naît dans la capitale polonaise en 1955.

Après plus de 40 ans de « Guerre froide » entre les deux camps, le Mur de Berlin séparant l'Allemagne, et par extension les deux blocs,

s'écroule en 1989. Deux ans plus tard, l'Union soviétique est formellement dissoute. Quelques semaines plus tard encore, dans son discours annuel sur l'état de l'Union, le président George Bush déclare qu'« un monde jadis divisé entre deux camps armés reconnaît désormais une seule puissance prééminente, les États-Unis d'Amérique ». Les élus du Congrès à Washington applaudissent. La réaction à Moscou est tout autre[83].

Dans la foulée de la chute du mur, Bush déploie son secrétaire d'État et plus proche collaborateur durant l'ensemble de sa carrière politique, James Baker, pour tenter de négocier la réunification de l'Allemagne avec le leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev. C'est entre autres grâce à l'ensemble de réformes surnommé perestroïka que ce dernier a instauré au sein du système soviétique que la Guerre froide a pu se conclure. Or, même pour Gorbatchev, l'enjeu d'une Allemagne réunifiée et, pire encore, possiblement alliée avec les États-Unis et le reste de ses partenaires occidentaux, est d'une extrême sensibilité.

Afin de rassurer Gorbatchev, Baker lui promet lors d'une rencontre au Kremlin qu'« il n'y aura aucune expansion de la juridiction de l'OTAN, ne serait-ce que d'un pouce, à l'est ». Gorbatchev dit pouvoir vivre avec une Allemagne réunifiée, mais insiste : « Toute expansion de la zone de l'OTAN est inacceptable. »

« Je suis d'accord », lui répond Baker[84].

De retour aux États-Unis, Baker reçoit vite une volée de bois vert des « faucons » américains souhaitant un rôle plus assertif pour les États-Unis dans le monde. Au cours de la même période, le secrétaire américain à la Défense, un certain Dick Cheney, a ordonné la mise sur pied d'un plan stratégique visant « l'empêchement de la réémergence d'un nouveau rival » sur la scène internationale. Le plan vise, en d'autres mots, l'hégémonie américaine à la grandeur de la planète. La nouvelle Rome. Controversé et contesté à l'époque, le plan fait éventuellement l'objet d'une fuite et se retrouve en première page du *New York Times* en mars 1992.

Même avant cela, le ton a déjà changé face aux Soviétiques : des mois après sa rencontre avec Baker, Gorbatchev se fait pousser par Bush lors d'une rencontre à Washington pour accepter que l'Allemagne unie fasse partie de l'OTAN. « Je suis d'accord pour dire publiquement que les États-Unis et l'URSS sont en faveur de voir une Allemagne unie avec une entente lui laissant le choix [de faire part de l'OTAN] », finit par lancer le leader soviétique.

Bush rétorque : « Je le formulerais différemment : nous appuyons une Allemagne unie au sein de l'OTAN. S'ils ne veulent pas s'y joindre, nous allons le respecter. » Gorbatchev consent.

L'administration américaine vient de gagner une (autre) manche

diplomatique importante. Du côté soviétique, c'est l'apoplexie devant la concession impromptue de Gorbatchev. Le maréchal de l'URSS, le général Sergey Akhromeyev, passe près de physiquement sauter sur l'un des principaux conseillers de Gorbatchev sur la pelouse de la Maison-Blanche[85].

George Bush laisse sa place à Bill Clinton, Mikhaïl Gorbatchev la sienne à Boris Eltsine, et il ne faut attendre que quelques années pour que la volonté américaine d'expansion de l'OTAN, épousée par des faucons de la Guerre froide comme Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, se fasse entendre à nouveau. Trois pays additionnels, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie, se font inviter à joindre l'alliance – tous trois d'anciens membres du Pacte de Varsovie, qui a pour sa part été dissous.

Des craintes sont exprimées aux États-Unis. Susan Eisenhower, experte en relations internationales et petite-fille du président qui avait averti de la montée du « complexe militaro-industriel » aux États-Unis, écrit que l'Occident s'apprête à faire « peut-être la plus grande erreur de la période post-Guerre froide : se dépêcher à élargir l'OTAN sans avoir d'abord réglé notre relation avec la Russie de façon convenable[86] ». George Kennan, doyen des 50 dernières années de la politique étrangère et de la stratégie américaine face à l'URSS, avertit l'administration Clinton du risque d'enflammer les tendances nationalistes, militaristes et anti-occidentales en Russie, et de restaurer l'atmosphère de la Guerre froide dans les relations internationales. Kennan se fait encore plus incisif qu'Eisenhower : « Élargir l'OTAN serait la décision politique la plus catastrophique de toute l'ère post-Guerre froide », affirme-t-il[87].

Le président Eltsine, que l'administration Clinton aide à faire réélire en 1996, car il est vu comme l'option la plus pro-occidentale en Russie, plaide aussi, à répétition, contre cette ronde d'expansion de l'OTAN. Lors d'un sommet sur la sécurité à Budapest, Eltsine met l'Europe en garde contre l'éventualité d'une « Paix froide » advenant un élargissement de l'alliance menée par les États-Unis, martelant que « le monde ne peut pas être dirigé par une seule capitale ». Mais au bout du compte, il doit plier pour la même raison fondamentale que Gorbatchev moins d'une décennie plus tôt : l'économie russe est à genoux[88].

Le gouvernement américain va donc de l'avant sans tergiverser. Lorsque le plan d'inclusion des trois nouveaux pays membres est soumis par Clinton au Sénat, ce dernier l'approuve à 80 voix contre 19. Parmi les 80 en appui : un sénateur du Delaware, qui fera personnellement pression sur Clinton au cours des mois suivants pour mener une campagne de bombardement de l'OTAN contre la Serbie – alliée historique de la Russie – dans le cadre de la guerre ravageant

les Balkans dans les années 1990[89].

Le sénateur est un dénommé Joseph Biden.

***

Au tournant du siècle, Bill Clinton laisse sa place à George W. Bush, et Boris Eltsine fait de même avec son protégé, Vladimir Poutine. La Russie vit la fin d'une décennie de profonde misère ayant suivi la dissolution de l'URSS. Hyperinflation, crise financière historique, endettement massif et criminalité omniprésente définissent l'état interne du pays ; sur la scène internationale, il est faible et isolé. Poutine veut tourner la page et, même si la Russie digère encore mal les bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie pendant les années 1990[90], dit vouloir construire de véritables ponts avec l'Occident.

Question de marquer le coup, dès sa première année au pouvoir, Poutine demande à Clinton durant les derniers mois de son mandat si la Russie pourrait devenir membre de l'OTAN. Poutine relate plus tard que lorsqu'il fait sa demande initiale seul à seul avec Clinton, le président américain se montre curieux et réceptif – seulement pour lui revenir plus tard après avoir parlé à ses conseillers, incluant un ex-directeur de la CIA et lui dire que la proposition ne pourrait aller de l'avant. Elle n'est jamais ressuscitée par la suite[91].

En juin 2001, quatre mois après l'inauguration du nouveau président américain, est organisé le sommet Bush-Poutine. Bush dit avoir « vu l'âme » du président russe en regardant dans ses yeux. En septembre, huit mois après son entrée en fonction, surviennent les pires attentats terroristes de l'histoire des États-Unis. Près de 3000 Américains perdent la vie à New York, à Washington et dans un champ de l'ouest de la Pennsylvanie. Vladimir Poutine est le premier chef d'État à appeler Bush pour personnellement offrir ses condoléances[92] – et pour lui offrir le soutien de son gouvernement dans sa nouvelle « guerre au terrorisme ». La Russie va jusqu'à proposer aux États-Unis d'utiliser son espace aérien et à lancer des missions de sauvetage pour les pilotes américains qui seraient abattus en Afghanistan. Les politologues Ian Bremmer et Alexander Zaslavsky publient alors un article évoquant « le réalignement géopolitique le plus significatif depuis la Seconde Guerre mondiale[93] ».

La seule demande de Poutine est que les États-Unis envisagent la possibilité d'aider la Russie à se sortir de sa crise d'endettement causée par l'ère soviétique. Bush accepte sans hésiter l'offre d'aide militaire de la Russie… puis ignore la demande de Poutine.

En décembre de la même année, l'administration Bush annonce son retrait unilatéral du traité ABM (*Anti-Ballistic Missile*) liant les États-Unis à la Russie et signé conjointement trois décennies plus tôt. La

Russie demande le maintien du traité ; Washington ignore la demande. Et les choses ne font que piquer du nez à partir de là.

2003

Moins de 18 mois après avoir envahi l'Afghanistan, Bush se tourne vers l'Irak. Plusieurs des plus importants alliés traditionnels des États-Unis s'opposent à cette seconde intervention militaire, parmi lesquels la France, l'Allemagne et le Canada. Cette liste inclut également, de façon importante, la Russie. Poutine demande à Bush de ne pas aller de l'avant avec une invasion, et l'avertit que la Russie opposera son veto à une invasion de l'Irak au Conseil de sécurité de l'ONU. Le 17 mars, Poutine qualifie publiquement l'idée d'envahir l'Irak d'« erreur » qui aurait « les plus graves conséquences[94] ». Bush l'ignore et, 48 heures plus tard, ordonne formellement l'invasion de l'Irak.

La guerre en Irak est à peine entamée que déjà, l'administration Bush échafaude des plans pour subséquemment envahir l'Iran – allié de la Russie depuis des générations. Le but présumé : comme en Irak, remplacer le régime en place par un gouvernement pro-occidental. Seul l'enlisement en Irak empêche cette troisième intervention au Moyen-Orient[95].

2003-2004

Les États-Unis appuient activement ce que l'on surnomme les « révolutions de couleur » – des renversements de régimes qui s'accompagnent de l'arrivée au pouvoir de nouveaux présidents pro-occidentaux – en Géorgie en 2003, puis en Ukraine en 2004, deux anciens territoires soviétiques. Au Kremlin, on craint activement que le régime Poutine soit le prochain à abattre sur la liste de Washington[96].

2004

La même année, une deuxième vague d'expansion massive de l'OTAN arrive aux portes de la Russie, contre les demandes répétées de cette dernière : des pays comme la Bulgarie et la Roumanie, ainsi que les pays baltes (l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie) se joignent tous à l'alliance.

Toujours la même année, le Kremlin devient convaincu que Washington appuie les rebelles séparatistes tchétchènes, contre lesquels le gouvernement russe s'est livré à deux guerres brutales, et qui menacent la stabilité du régime à Moscou[97].

2007

Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, Poutine livre un discours remarqué dans lequel il s'en prend de front à « l'hyper-utilisation presque sans limites de la force par les États-Unis dans les

relations internationales[98] », qu'il accuse de violer le sentiment de sécurité de la Russie. Un thème central du discours, que Poutine reprend à répétition dans les années qui suivent, est que les États-Unis utilisent les autres pays, incluant ceux avoisinant la Russie, comme des « vassaux » pour projeter leur pouvoir et miner la Russie… et son régime. Poutine explique subséquemment davantage sa pensée : au sein de l'OTAN, le processus décisionnel vient des États-Unis, et aucun autre pays membre n'ose le défier. Les États-Unis peuvent donc se servir des territoires de leurs alliés pour installer des bases, des troupes et des missiles menaçant la Russie.

2008

En avril a lieu le sommet de l'OTAN à Bucarest, capitale de la Roumanie – territoire anciennement occupé par l'URSS et nouveau pays membre de l'OTAN. Contre la demande de la Russie, mais également contre l'avis explicite de la France, de l'Allemagne et même des services de renseignements américains, qui y voient tous un grave risque de provocation, le président Bush marque la dernière année de sa présidence en invitant formellement la Géorgie et l'Ukraine à rejoindre l'OTAN[99]. La Russie trace une ligne rouge : c'est la goutte qui fait déborder le vase.

Quatre mois plus tard, en août, Poutine envahit la Géorgie. Il s'agit de la première guerre dans l'Europe du XXIe siècle.

L'OTAN (gris foncé) et la Russie (gris moyen) : les pays membres de l'OTAN en 1991, après la dissolution de l'URSS (à gauche) ; les pays qui seraient membres de l'OTAN à la suite de l'annonce américaine de 2008 (à droite)

2011

Après l'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche et une promesse de « remise à neuf » de la relation entre les États-Unis et la Russie, les choses s'enveniment à nouveau lorsque l'OTAN lance sa campagne de bombardement de la Libye. Ce qui avait débuté comme une mission de protection de civils libyens contre le régime de Mouammar Kadhafi se transforme en renversement de régime – et se termine par la mort de Kadhafi, qui aurait été localisé par un drone

américain. En public, Poutine s'insurge contre l'assassinat sans procès du dirigeant d'un pays souverain par l'OTAN, une alliance dite défensive, et non offensive ; le sénateur américain et ex-candidat présidentiel républicain John McCain, l'une des plus importantes voix sur la politique étrangère des États-Unis, déclare que Poutine « pourrait être le prochain » à subir le sort de Kadhafi. « Le printemps arabe arrivera bientôt près de chez toi[100]. »

En privé, pour Poutine, l'épisode représente un « point de rupture » dans sa perception des États-Unis, et dans la relation avec ces derniers.

2013-2014

Les États-Unis appuient activement la « Révolution de Maïdan » : des manifestations originalement pacifiques contre la décision du président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, de délaisser un accord commercial avec l'Union européenne au profit d'une entente avec la Russie. Des politiciens américains de haut niveau, dont le sénateur McCain et son collègue démocrate Chris Murphy, se rendent sur place pour encourager les manifestants. Ianoukovitch déclare subséquemment que les manifestations lui semblent avoir été coordonnées depuis l'ambassade américaine à Kyiv. Au fil des semaines, les manifestations, entre autres à la suite de l'utilisation de la force par les policiers présents[101], se transforment en émeutes – et les émeutes, en éventuel coup d'État. Le président ukrainien prorusse, dûment élu trois ans plus tôt, est renversé et, sentant sa vie menacée, fuit pour la Russie. Le Kremlin intercepte et diffuse publiquement un appel téléphonique entre l'ambassadeur américain en Ukraine et la secrétaire d'État adjointe des États-Unis, au cours duquel ils semblent planifier le coup d'État en Ukraine[102].

Au cours des jours qui suivent le coup d'État en Ukraine, Poutine annexe la Crimée, région ancestrale russe du sud de l'Ukraine où se situe une base militaire névralgique, qu'il dit craindre de voir tomber sous le contrôle des États-Unis dans le contexte des événements. En guise de réplique à la prise de la Crimée, les États-Unis et leurs alliés imposent une série de sanctions économiques à la Russie et l'expulsent du G8.

Quelque peu après, Vladimir Iakounine, l'un des oligarques les plus près de Poutine et lui-même sanctionné par l'Occident, déclare à la journaliste française Christine Ockrent que la Guerre froide ne s'est en fait jamais terminée. « On connaît le scénario de la CIA, qui favorise l'idée d'un gouvernement mondial dominé par les États-Unis, dit-il. On l'a vu en Irak, en Afghanistan, en Yougoslavie et en Afrique du Nord. Aujourd'hui, cette doctrine touche aux frontières de l'Ukraine… L'Occident a sans cesse remis en cause sa promesse de ne pas encercler la Russie en enrôlant les pays voisins dans l'OTAN… Washington

continue la Guerre froide et veut émasculer la Russie. Les sanctions sont d'une importance secondaire[103]. »

2016

Les services de renseignement américains estiment la Russie coupable d'efforts d'ingérence dans l'élection présidentielle aux États-Unis, efforts visant à aider un candidat promettant une plus grande collaboration avec Poutine : Donald Trump. Poutine nie que son gouvernement soit derrière ces manœuvres ; les États-Unis, ne le croyant pas, imposent de nouvelles rondes de sanctions. Pendant la majeure partie de son mandat, Trump doit se défendre d'être un allié de la Russie, voire un agent double russe. Son administration continue à armer l'Ukraine, mais Trump se montre personnellement à la fois particulièrement critique envers l'OTAN et l'ensemble de l'Europe – et conciliant envers Poutine. Le président américain se fait vertement critiquer dans les capitales européennes – et dans la sienne –, mais il y a une certaine accalmie dans les relations russo-américaines.

2021

Trump ayant quitté la Maison-Blanche, il est remplacé à la fois par Biden et par une équipe dédiée depuis des années au renforcement et à l'élargissement de l'OTAN. Cette équipe – ainsi qu'une partie importante de l'establishment politico-militaire des États-Unis – voit depuis des années l'alliance comme étant non seulement un parapluie sécuritaire vis-à-vis la Russie, mais aussi un pare-feu contre l'émergence de rivalités sectaires en Europe. Un bloc homogène pro-occidental sous le même toit favorise autant la protection et la promotion d'idées et d'intérêts américains que la prévention de dynamiques ayant ravagé l'Europe durant des décennies et des siècles.

Reste que pour ce qui est des relations avec la Russie, une chose inévitable se produit : elles repiquent rapidement du nez.

Dès avril 2021, Biden s'entretient pour la première fois avec Zelensky dans un climat que la presse américaine décrit déjà de « tensions qui escaladent » avec la Russie. À peine un mois après son assermentation, Biden impose de nouvelles sanctions contre Moscou à la suite de l'empoisonnement du dissident Alexeï Navalny – et qualifie publiquement Poutine de « tueur[104] ». Face à une présence russe de plus en plus prononcée dans les régions limitrophes à l'est de l'Ukraine, les États-Unis continuent d'armer Kyiv et de considérer une éventuelle admission de l'Ukraine au sein de l'OTAN. Plus l'année avance, plus les tensions montent – et plus les soldats russes se massent autour de la frontière entre les deux pays.

Cela n'enlève rien aux accusations, non sans fondement, que Poutine, en attaquant de façon aussi brutale l'Ukraine et son intégrité,

viole plusieurs traités internationaux auxquels la Russie avait elle-même consenti. Comme le note le brillant historien Stephen Kotkin, la tentative du Kremlin de mettre à genoux un pays souverain renvoie aussi à un long passé d'agression et d'expansionnisme de despotes russes[105], incluant contre l'Ukraine spécifiquement. L'un des plus horribles épisodes – celui de l'Holodomor, famine orchestrée par Joseph Staline ayant tué des millions de civils ukrainiens au début des années 1930 – demeure un enjeu politique et identitaire brûlant en Ukraine près d'un siècle plus tard[106]. En fait, le mot même « génocide » – un mélange des mots grecs *genos* (nation) et *cide* (tuer) – vient d'un intellectuel ukrainien de Lviv, Raphael Lemkin, après qu'il s'est penché au début du XXe siècle sur l'histoire de sa région[107]. Après tout, l'histoire entre Russie et Ukraine, entre Moscou et Kiev, est si longue et entremêlée que le premier véritable État slave établi et ayant jeté les bases sociales et religieuses de la région, autour du IXe siècle, s'appelle… Kievan Rus'[108].

Reste qu'au-delà de l'affrontement immédiat entre deux pays voisins, l'Ukraine et la Russie, le conflit géopolitique fondamental, un peu plus d'un millénaire plus tard, demeure celui entre la Russie… et les États-Unis. Les pions se placent depuis des années.

Et en 2021, le jeu s'apprête à éclater en pire guerre continentale en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

1. 82 « Zelenskiy Asks Biden Why Ukraine Still Not in NATO ». *Euractiv*. 2 février 2021. https://www.euractiv.com/section/europe-s-east/news/zelenskiy-asks-biden-why-ukraine-still-not-in-nato/
2. 83 Peter Conradi. 2017. *Who Lost Russia? How the World Entered a New Cold War*. New York : Oneworld, p. 35.
3. 84 Peter Baker et Susan Glasser. 2020. *The Man Who Ran Washington: The Life and Times of James A. Baker III*. New York : DoubleDay, p. 380-381.
4. 85 *Ibid.*, p. 389.
5. 86 Susan Eisenhower. « Russia and the Cold-War Horses ». *Washington Post*. 20 mars 1997.
6. 87 « Fateful Error—A Sage Speaks Out on Nato Expansion—Americans Should Listen ». *The Times*. 7 février 1997.
7. 88 Peter Conradi. 2017. *Who Lost Russia? How the World Entered a New Cold War*. New York : Oneworld, p. 83.
8. 89 Jules Witcover. 2010. *Joe Biden: A Life of Trial and Redemption*. New York : William Morrow, p. 327.
9. 90 Masha Gessen. 2012. *The Man without a Face: The Unlikely Rise of Vladimir Putin*. New York : Penguin, p. 229.
10. 91 « In Stone Interviews, Putin Says He Once Asked about Russia Joining NATO ». *PBS*. 12 juin 2017. https://www.pbs.org/newshour/politics/stone-interviews-putin-says-asked-russia-joining-nato
11. 92 John O'Loughlin, Gearoid O. Tuathail et Vladimir Kolossov. 2004. « A 'Risky Westward Turn'? Putin's 9-11 Script and Ordinary Russians ». *Europe-Asia Studies*, vol. 56, no 1, p. 3.
12. 93 Ian Bremmer et Alexander Zaslavsky. 2001. « Bush and Putin's Tentative Embrace ». *World Policy Journal*, vol. 18, no 4, p. 11.

13. 94 Sharon LaFraniere. « Russia's Putin Calls Iraq War a 'Mistake' ». *Washington Post*. 18 mars 2003. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2003/03/18/russias-putin-calls-iraq-war-a-mistake/7fff0ba1-bfda-4970-a1a9-f7c7afd6aaa2/
14. 95 Seymour M. Hersh. « The Iran Plans ». *The New Yorker*. 9 avril 2006. https://www.newyorker.com/magazine/2006/04/17/the-iran-plans
15. 96 Lincoln Mitchell. « Putin's Orange Obsession ». *Foreign Affairs*. 6 mai 2022. https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2022-05-06/putins-orange-obsession
16. 97 Sarah Rainsford. « Russia's Putin: US Agents Gave Direct Help to Chechens ». *BBC*. 27 avril 2015. https://www.bbc.com/news/world-europe-32487081
17. 98 Thom Shanker et Mark Landler. « Putin Says U.S. Is Undermining Global Stability ». *The New York Times*. 11 février 2007. https://www.nytimes.com/2007/02/11/world/europe/11munich.html
18. 99 Robin Oakley. « Bush Stirs Controversy over NATO Membership ». *CNN*. 1er avril 2008. https://edition.cnn.com/2008/WORLD/europe/04/01/ukraine.analysis/
19. 100 Martin Hellman. « McCain Threatens Putin ». *Nuclear Age Peace Foundation*. 7 décembre 2011. https://www.wagingpeace.org/mccain-threatens-putin/
20. 101 Anna Reid. 2015. *Borderland: A Journey Through the History of Ukraine*. New York : Basic Books, p. 259.
21. 102 « Ukraine Crisis: Transcript of Leaked Nuland-Pyatt Call ». *BBC*. 7 février 2014. https://www.bbc.com/news/world-europe-26079957
22. 103 Christine Ockrent. 2014. *Les oligarques : Le système Poutine*. Montréal : Robert Laffont, p. 348-349.
23. 104 « Biden Administration Imposes Sanctions and Seeks to Cement Alliances to Counter China and Russia ». *The American Journal of International Law*, vol. 115, no 3, p. 538.
24. 105 David Remnick. « The Weakness of the Despot ». *The New Yorker*. 22 mars 2022. https://www.newyorker.com/news/q-and-a/stephen-kotkin-putin-russia-ukraine-stalin
25. 106 Alexander J. Motyl. 2010. « Deleting the Holodomor: Ukraine Unmakes Itself ». *World Affairs*, vol. 173, no 3, p. 25-33.
26. 107 Anne Applebaum. 2017. *Red Famine: Stalin's War on Ukraine*. New York : Doubleday, p. 415.
27. 108 Warren B. Walsh. 1958. *Russia and the Soviet Union: A Modern History*. Ann Arbor : University of Michigan Press, p. 21-47 ; Christpher J. Ward et John M. Thompson. 2018. *Russia: A Historical Introduction from Kievan Rus' to the Present*. New York : Routledge, p. 1-16.

Chapitre 6
La fin d'une guerre, la fin d'une présidence

Au début de sa présidence, en 2017, Donald Trump demande au sénateur républicain Lindsey Graham comment il envisage la fin de la guerre en Afghanistan. Trump s'était prononcé à répétition, et ce, bien avant le lancement de sa première campagne en 2016, en faveur d'un retrait américain de l'Afghanistan[109] et, plus largement, de la fin d'une politique étrangère interventionniste. Il s'était fait élire en 2016 sur la promesse de tourner le dos à l'orthodoxie républicaine régnant depuis les années Bush d'engagement militaire ouvert à l'étranger et qui était à ce jour incarnée au Congrès sans doute plus par Lindsey Graham que par n'importe quel autre élu.

La réponse du sénateur Graham au nouveau président : « Ça ne finit pas[110]. »

Après maints débats internes et sous l'effet de la pression exercée par l'establishment militaire, Trump décide finalement de se rallier à l'orientation de ses deux plus récents prédécesseurs, George W. Bush (qui avait lancé l'invasion en 2001) et Barack Obama (qui avait ordonné l'envoi additionnel d'une quarantaine de milliers de soldats dans le pays[111]). Le nombre de troupes américaines descend légèrement, d'environ 10 000 en 2014 à un peu plus de 8000 au premier printemps de Trump à la Maison-Blanche en 2017[112] – mais les troupes restent. Au bout du compte, le même argument qui a déjà fait de la guerre en Afghanistan la plus longue de l'histoire américaine la prolonge à nouveau : si les États-Unis se retirent, les Afghans peineront à assurer par eux-mêmes la survie du gouvernement et des droits qu'ils ont acquis.

Il y a là un argument sécuritaire : des coudées plus franches en Afghanistan pour les talibans et/ou des groupes terroristes comme Al-Qaïda, qui faisaient la pluie et le beau temps avant le 11 septembre 2001, menaceraient tôt ou tard les États-Unis. Il y aussi une erreur de coût irrécupérable : on n'a pas sacrifié autant d'années (plus de 15), de vies (plus de 2000) et d'argent (plus de 2000 milliards de dollars) pour risquer de perdre les avancées faites.

La conclusion, rarement étalée sur la place publique aussi

explicitement que ne le fait Lindsey Graham, est que les États-Unis sont appelés à assurer une présence en Afghanistan pour une durée indéterminée dans le temps afin de préserver leurs « acquis » et, plus largement, afin d'activement continuer la « promotion de la démocratie[113] ». C'est l'approche des voix interventionnistes ayant dominé la politique étrangère américaine, particulièrement au sein du Parti républicain pré-Trump dont Graham et son allié de toujours, le sénateur et ancien candidat présidentiel John McCain, sont des figures emblématiques. Pendant sa campagne pour la Maison-Blanche en 2008, lorsqu'un électeur du New Hampshire avait demandé à McCain ce qu'il pensait de l'argument du président de l'époque, George W. Bush, selon lequel les troupes américaines pourraient demeurer en Irak pendant encore 50 ans, McCain avait rétorqué : « On devrait y être pour 100 ans. » À l'instar du Japon et de la Corée du Sud, où les États-Unis gardaient des bases militaires depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée au milieu du XXe siècle, on ne devait pas voir de problème à rester sur place tant que les soldats américains ne se faisaient pas blesser ou tuer[114]. Le même raisonnement s'appliquerait à l'Afghanistan.

Ou pas : la volonté foncière de Trump de mettre fin au conflit et, plus largement, de diminuer l'intervention et l'implication des États-Unis dans le reste du monde demeure. Encore et encore pendant son mandat, Trump revient au même argument de base : « Les grandes nations ne mènent pas des guerres sans fin. » Et après trois ans de tractations et l'annonce d'une fin à l'intervention militaire américaine moins marquée et surtout moins remarquée en Syrie (retrait néanmoins contesté par les mêmes élus, comme Lindsey Graham, qui s'appuie toujours sur le même raisonnement de base[115]), il engage les États-Unis à un retrait total de l'Afghanistan.

En février 2020, au début de la dernière année de son premier mandat et malgré les avertissements qu'on lui sert sur les conséquences probables d'une telle décision[116], Trump signe un accord de paix avec les talibans, toujours indélogeables après quasiment 20 ans de combats. On y prévoit un retrait américain complet du pays d'ici mai 2021. Après avoir perdu sa campagne de réélection au mois de novembre suivant, Trump considère sérieusement effectuer un retrait soudain pour s'assurer de respecter cette promesse de sa campagne électorale initiale et mettre fin à la guerre avant son départ de la Maison-Blanche. Là encore, l'establishment politique et militaire parvient à le faire reculer en le convainquant qu'une sortie précipitée susciterait un chaos comparable à celui ayant suivi le départ des Américains du Vietnam en 1975. Trump se contente d'une réduction additionnelle du nombre de soldats stationnés en Afghanistan : ils sont 2500 lorsque Joe Biden prend le

pouvoir en janvier 2021, le plus bas niveau depuis les débuts de l'invasion américaine lancée par le président Bush en octobre 2001[117].

Si Biden est nouveau à la présidence, il ne l'est pas face aux engagements militaires prolongés des États-Unis : d'abord élu au Sénat en 1972, le premier conflit de la sorte sur lequel il est appelé à se prononcer est, ironiquement… le Vietnam.

En avril 1975, devant un comité sénatorial des relations étrangères, un jeune Joe Biden de 32 ans déclare : « Je ne crois pas que les États-Unis ont une obligation, qu'elle soit morale ou autre, d'évacuer des ressortissants étrangers. Les États-Unis n'ont pas d'obligation d'évacuer un ou 100 001 Sud-Vietnamiens. » Biden a fait campagne sur un retrait américain du Vietnam, et il tient tête au célèbre secrétaire d'État de l'époque, Henry Kissinger, qui accuse Biden et les autres élus souhaitant « précipiter » un retrait américain d'abandonner des alliés. La priorité de Biden demeure la même : sortir les Américains de là[118]. Deux semaines plus tard, le président Gerald Ford ayant cédé à la pression et au sentiment aigu de ras-le-bol envers l'intervention cauchemardesque en Asie du Sud-Est, le dernier hélicoptère quitte le pays. Quarante-huit heures plus tard, Saigon tombe – et les Nord-Vietnamiens, que 58 000 soldats américains sont morts à combattre sur une décennie, prennent le contrôle[119].

Bien qu'il vote pour l'invasion de l'Afghanistan, comme le font à l'unanimité ses collègues au Sénat dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, Biden s'érige en tant que plus important sceptique de la poursuite de l'effort américain dans le pays lorsqu'il accède à la vice-présidence sous Barack Obama en 2009[120]. Biden est si volubile quant à son appui à un retrait de l'Afghanistan, initialement prévu par Obama en 2012, que Lindsey Graham, déjà leader de la faction interventionniste aux États-Unis, suggère publiquement au président de dire à son numéro 2 de « se la fermer[121] ».

N'en déplaise aux partisans d'un maintien de la présence américaine sur place, Biden est en symbiose avec l'opinion publique américaine : plus la présidence Obama avance, plus l'appétit croît pour un retrait. Lorsque le Pew Research Center sonde les Américains à l'automne 2008, juste avant l'élection d'Obama et Biden, pour savoir s'ils préfèrent voir les troupes rentrer le plus vite possible ou plutôt rester jusqu'à ce que la situation se soit stabilisée, seulement 33 % choisissent la première option ; au printemps 2011, ils sont désormais 56 %. Il s'agit de la première fois, depuis le début de la guerre, qu'une majorité de répondants dit vouloir y mettre une fin expéditive[122]. Ce ne sera pas la dernière.

Les années passent, et l'intérêt des Américains envers l'Afghanistan diminue – tout comme leur croyance en le bien-fondé de la mission.

Avant même que Trump annonce un éventuel retrait et que Joe Biden, comme candidat en vue de l'élection présidentielle de 2020, exprime sa volonté d'aller essentiellement dans le même sens[123], la firme Gallup découvre en 2019 qu'une pluralité d'Américains croit carrément que la guerre en Afghanistan a rendu les États-Unis *moins* sécuritaires face au terrorisme[124]. Le public en a assez.

En dépit de toutes les manières dont il s'inscrit en faux par rapport à la présidence Trump, Joe Biden arrive lui aussi déterminé à mettre fin à « la plus longue guerre ». Comme son prédécesseur, Biden est confronté en privé et en public, et ce, avant même d'avoir ordonné un retrait, à des appels au maintien des forces armées. Dans le cas de Biden, les attaques viennent notamment de l'ex-ambassadeur américain en Afghanistan sous l'administration Obama, Ryan Crocker, qui accuse Biden de « trahir le peuple afghan, particulièrement les femmes et les filles de l'Afghanistan – et ce, sans aucune réelle nécessité, si ce n'est du fait que nous sommes fatigués et las[125] ».

Le président persiste et signe. Le 14 avril 2021, il s'adresse à la nation en direct de la « Treaty Room » de la Maison-Blanche – le même lieu utilisé par Bush deux décennies plus tôt pour annoncer le début des frappes en Afghanistan. « Je suis maintenant le quatrième président des États-Unis à gouverner tandis que sont présentes des troupes américaines en Afghanistan : deux républicains, deux démocrates, dit Biden. Je ne passerai pas cette responsabilité à un cinquième[126]. »

C'est au plus tard le 11 septembre 2021 que le dernier soldat américain quittera le sol afghan, 20 ans exactement après les attentats ayant à jamais transformé l'histoire qui allait suivre. La date est éminemment symbolique – et politique. Ce qu'elle n'est pas : stratégique. Il s'agit depuis des années du pic de la « saison des combats » durant laquelle les talibans, avec la température plus chaude et la neige des montagnes ayant fondu, tendent à multiplier les attaques[127].

L'administration Biden n'attend pas septembre : à la mi-août, elle procède au retrait. La manœuvre s'avère, en un mot, catastrophique.

En l'espace de quelques jours, une province afghane après l'autre tombe aux mains des talibans. Le 12 août, ils saisissent Herat, troisième plus grande ville de l'Afghanistan ; le 15 août, alors que le président Ashraf Ghani, appuyé par les États-Unis, fuit le pays, les talibans s'emparent de la capitale, Kaboul[128].

En un claquement de doigts, ce sont 20 ans de sacrifices en sang et en trésor qui s'effondrent sous les yeux du monde entier. Les images sont pratiquement aussi horrifiantes que le constat : des dizaines de civils afghans, désespérés, tentent de s'accrocher aux avions militaires

américains en train d'évacuer Kaboul. Personne ne semble savoir ce qui se passe, ni même qui dirige les opérations.

Et une question commence à circuler[129], qui demeure sans réponse : où est le président des États-Unis ?

***

La réponse s'avère être pire que la question : durant la semaine où l'Afghanistan est retombé sous l'emprise des talibans, Joe Biden a passé la moitié de son temps en vacances à Camp David. Il prend seulement la parole en public lors de trois jours au cours de cette période, et le fait uniquement en lisant son télésouffleur. Il ne répond pas à une seule question d'un journaliste ni d'un membre du public.

Cela ne fait qu'alimenter la grogne des médias majeurs qui, pour la première fois vraiment depuis les primaires démocrates de 2020, talonnent Biden et son administration sans relâche. Lorsqu'il accorde finalement une entrevue à l'animateur d'ABC George Stephanopoulos, Biden affirme que rien n'aurait pu être géré autrement… alors qu'il assurait publiquement à peine un mois plus tôt qu'on ne verrait jamais de scénario comme celui observé au cours des derniers jours[130]. À aucun moment de la crise Biden n'accepte réellement de blâme – et pas une seule personne en position d'autorité, qu'elle soit diplomatique, militaire ou politique, ne fait l'objet d'un congédiement ni même d'une rétrogradation.

Et la crise n'est pas finie. En fait, d'un point de vue strictement politique, c'est seulement le 26 août qu'elle atteint son paroxysme, alors qu'un attentat terroriste à l'aéroport de Kaboul tue des dizaines de civils afghans… et 13 soldats américains. Il s'agit de la journée la plus meurtrière en Afghanistan depuis une décennie, tandis que la pire remonte au premier mandat de l'administration Obama[131].

***

Les affaires étrangères, aussi importantes puissent-elles être sur le fond, dominent rarement la liste de priorités des électeurs américains, qui tendent davantage à être animés d'abord par des considérations de nature intérieure, à commencer par l'économie. L'équipe politique de la Maison-Blanche y voit là une lueur d'espoir : surtout en survenant aussi tôt dans le mandat, une problématique à l'international peut vite finir par se retrouver dans le rétroviseur[132].

Ou non : le risque pour Biden est que l'ampleur de la catastrophe afghane soit telle qu'elle dépasse le simple cadre des « affaires étrangères » – et devienne une question plus générale d'incompétence présidentielle apparente.

On a beau dire, à juste titre, que les trois présidents précédents s'étaient également cassé les dents sur ce dossier impossible, et que

Trump avait autorisé le départ des États-Unis avant son propre départ de la Maison-Blanche, Biden demeure aujourd'hui l'acteur responsable principal aux yeux du public. Au bout du compte, c'est lui qui doit se défendre d'avoir ignoré les conseils de ses propres commandants militaires qui l'imploraient de ne pas se retirer de la sorte et d'avoir ordonné le retrait des troupes avant même d'avoir évacué le personnel américain[133].

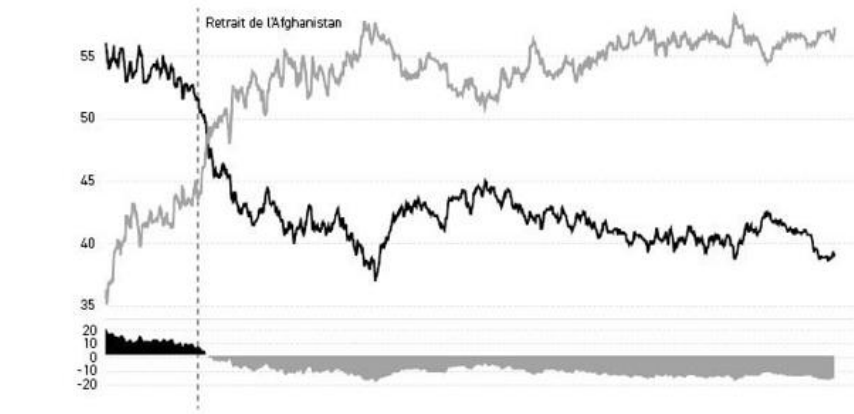
Et lorsqu'il est question de devoir se défendre, ce n'est pas quelque chose que Biden a particulièrement eu à faire jusque-là. D'abord comme candidat présidentiel, il a passé le plus clair des huit mois précédant l'élection confiné à sa résidence, préférant (judicieusement) laisser Donald Trump prendre toute la place et se battre lui-même. Une fois arrivé en fonction, Biden a pris près de deux mois avant de tenir une première conférence de presse – du jamais-vu pour un président américain en un siècle – marquée par des propos confus et des phrases décousues.

Après quatre ans du vacarme Trump, une majorité d'Américains est prête à accorder le bénéfice du doute à un nouveau leader capable d'occuper moins de place dans l'espace public. Or, pour lui faire confiance, il faut à tout le moins croire que, fort de ses décennies d'expérience, le nouveau président sait ce qu'il fait.

La confiance de l'électorat envers la compétence du commandant en chef est l'équivalent politique pour la présidence américaine du système nerveux central. On peut fermer les yeux sur des différends idéologiques, oublier des transgressions personnelles, faire fi d'erreurs commises. Le problème dans le dossier afghan ne concerne pas la décision de mettre fin à la guerre, appuyée par la majorité des Américains, mais bien la façon dont on y met fin. La présidence américaine, aussi prestigieuse soit-elle, est à son plus niveau le plus élémentaire un travail de gestion. Le président est le responsable du pouvoir exécutif – c'est-à-dire celui d'administrer et de faire appliquer les lois. À partir du moment où une masse critique d'électeurs devient convaincue que le président est un *incompétent*… ça ne pardonne pas.

Étant donné le degré de polarisation de l'opinion publique américaine depuis le début du XXIe siècle, les taux d'approbation des présidents – qu'il s'agisse de Barack Obama ou de Donald Trump – n'ont que très peu bougé au cours de leurs mandats respectifs. L'ère où un nouveau président comme John F. Kennedy pouvait entrer en fonction avec une cote de popularité dépassant les 80 %[134] semble aujourd'hui absurde : deux énormes blocs de partisans démocrates et républicains ont déjà largement rendu leur verdict sur Biden en janvier 2021, comme ils l'avaient fait, à l'inverse, quatre ans plus tôt pour Trump.

Reste que même s'il n'est pas historiquement élevé, le taux d'appréciation de Biden demeure en territoire majoritaire de manière stable, de son premier à son huitième mois à la Maison-Blanche. Puis survient le retrait de l'Afghanistan. En l'espace d'environ trois semaines en août, le taux d'approbation du président chute précipitamment – et ne remonte plus jamais. À partir de l'automne 2021, c'est une majorité d'Américains qui dit *désapprouver* la gestion de Biden – et ce pourcentage ne baissera pas sous la barre des 50 % une seule journée jusqu'à la fin de son mandat.



Taux d'approbation de Joe Biden, 2021-2025 (source : RealClearPolitics)

Des stratèges républicains questionneront les électeurs de la Virginie dans le cadre de groupes de discussion visant à les informer de leurs efforts durant l'élection au poste de gouverneur de l'État en novembre 2021. Ils découvriront une baisse marquée de la confiance accordée à l'administration Biden pour sa gestion de l'économie – et de la crise croissante du coût de la vie –, une baisse dont le début coïncide avec le retrait de l'Afghanistan. Le candidat républicain remporte le siège de gouverneur de la Virginie pour seulement la deuxième fois depuis le début du siècle.

Lorsque les sondeurs demanderont à l'ensemble des électeurs américains trois ans plus tard, alors qu'ils se prononcent dans le cadre de l'élection présidentielle de 2024, quel est l'enjeu le plus important selon eux, un grand total de 0 % nommera l'Afghanistan. Et pourtant, l'Afghanistan aura peut-être été le moment le plus singulièrement important ayant mené au scrutin. Pas pour l'épisode en tant que tel, mais pour ce qu'il aura révélé : la perception qu'il n'y a pas de pilote dans l'avion. Et qu'après avoir demandé, plus que tout autre chose, un simple « retour à la normalité », les choses sont hors de contrôle.

Joe Biden a travaillé toute sa vie pour se rendre à la Maison-Blanche. Un an après y être entré, sa présidence est en pratique déjà terminée.

C’est seulement son parti qui ne le réalise pas.

1. 109 « What Trump Has Said About Afghanistan ». *ABC News*. 21 août 2017. https://abcnews.go.com/Politics/trump-afghanistan-past/story?id = 49334361
2. 110 Bob Woodward. 2018. *Fear*. New York : Simon & Schuster, p. 121-122.
3. 111 C. William Walldorf Jr. 2022. « Narratives and War: Explaining the Length and End of U.S. Military Operations in Afghanistan ». *International Security*, vol. 47, no 1, p. 96.
4. 112 H.R. McMaster. 2020. *Battlegrounds: The Fight to Protect the Free World*. New York : HarperCollins, p. 174.
5. 113 Jonathan Monten. 2005. « The Roots of the Bush Doctrine: Power, Nationalism, and Democracy Promotion in U.S. Strategy ». *International Security*, vol. 29, no 4, p. 112-156.
6. 114 Brian Montopoli. « John McCain’s 100 Years in Iraq ». *CBS News*. 1er avril 2008. https://www.cbsnews.com/news/john-mccains-100-years-in-iraq/
7. 115 « President Trump Announces U.S. Troop Withdrawal from Syria ». *The American Journal of International Law*, vol. 113, no 2, avril 2019, p. 397-398.
8. 116 James Robbins, Jason H. Campbell, Sean Mann et Laurel E. Miller. 2019. « Consequences of a Precipitous U.S. Withdrawal from Afghanistan ». *RAND Corporation*. https://www.jstor.org/stable/pdf/resrep19894.pdf
9. 117 James D. Boys. 2022. « Strategic Ambiguity: The U.S. Grand Strategy Initiative in Afghanistan ». *Policy Studies*, vol. 43, no 6, p. 1227-1228.
10. 118 Jerry Dunleavy et James Hasson. 2023. *Kabul: The Untold Story of Biden’s Fiasco and the American Warriors Who Fought to the End*. New York : Hachette, p. 10-20.
11. 119 David Butler. 1985. *The Fall of Saigon*. New York : Simon & Schuster.
12. 120 Bob Woodward. 2010. *Obama’s Wars*. New York : Simon & Schuster, p. 187.
13. 121 Jules Witcover. 2010. *Joe Biden: A Life of Trial and Redemption*. New York : William Morrow, p. 476.
14. 122 Pew Research Center. « Record Number Favors Removing U.S. Trops from Afghanistan ». 21 juin 2011. https://www.pewresearch.org/politics/2011/06/21/record-number-favors-removing-u-s-troops-from-afghanistan/
15. 123 Joseph R. Biden, Jr. « Why America Must Lead Again ». *Foreign Affairs*. Mars/avril 2020. https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-01-23/why-america-must-lead-again
16. 124 R.J. Reinhart. « U.S. Views Mixed on War in Afghanistan ». *Gallup*. 11 septembre 2019. https://news.gallup.com/poll/266546/views-mixed-war-afghanistan.aspx
17. 125 Robin Wright. « For Biden, an Anguishing Choice on Withdrawal from Afghanistan ». *The New Yorker*. 24 mars 2021. https://www.newyorker.com/news/our-columnists/for-biden-an-anguishing-choice-on-withdrawal-from-afghanistan
18. 126 « Remarks: Joe Biden Announces the Planned U.S. Withdrawal from Afghanistan – April 14, 2021 ». *Roll Call*. 14 avril 2021. https://rollcall.com/factbase/biden/transcript/joe-biden-remarks-afghanistan-withdrawal-april-14-2021/
19. 127 Charles M. Sennott. « The Last Fighting Season ». *The Groundtruth Project*. 27 avril 2011. https://thegroundtruthproject.org/the-last-fighting-season-part-1/
20. 128 « Timeline: Afghanistan Provincial Capitals Captured by Taliban ». *Al Jazeera*. 15 août 2021. https://www.aljazeera.com/news/2021/8/11/afghanistan-taliban-provincial-capitals-cities-timeline
21. 129 Natasha Korecki et Tina Sfondeles. « The Darkest Day of Joe Biden’s Presidency ». *Politico*. 26 août 2021. https://www.politico.com/news/2021/08/26/joe-biden-afghanistan-kabul-presidency-506970

22. 130 « Full Transcript of ABC News' George Stephanopoulos' Interview with President Joe Biden ». *ABC News*. 19 août 2021. https://abcnews.go.com/Politics/full-transcript-abc-news-george-stephanopoulos-interview-president/story? id = 79535643

23. 131 John Hudson, Alex Horton, Missy Ryan et Dan Lamothe. « Bombing at Kabul Airport Kills 13 U.S. Service Members and Dozens of Afghans ». *Washington Post*. 26 août 2021. https://www.washingtonpost.com/national-security/kabul-suicide-bombing-service-members/2021/08/26/8bfe63ac-069e-11ec-ba15-9c4f59a60478_story.html

24. 132 Trevor Hunnicutt et Idrees Ali. « Biden Afghanistan Policy Counts on War Weary Americans to Lose Interest ». *Reuters*. 20 août 2021. https://www.reuters.com/world/us/bidens-afghanistan-policy-counts-issue-fading-importance-war-weary-americans-2021-08-20/

25. 133 Michael R. Gordon, Gordon Lubold et Vivian Salama. « Biden Rebuffed Commanders' Advice in Decision to Leave Afghanistan ». *The Wall Street Journal*. 17 avril 2021. https://www.wsj.com/articles/biden-rebuffed-commanders-advice-in-decision-to-leave-afghanistan-11618696597

26. 134 « Presidential Approval Ratings – Gallup Historical Statistics and Trends ». *Gallup*. 2025. https://news.gallup.com/poll/116677/presidential-approval-ratings-gallup-historical-statistics-trends.aspx

Partie II
La campagne pour la Maison-Blanche

Chapitre 7
Les démocrates : en rang derrière le président

S'il existe une vérité quasiment immuable pour un candidat élu à la présidence des États-Unis, c'est celle qu'il se représentera quatre ans plus tard dans l'espoir d'être réélu. En fait, un président élu n'est parfois pas encore assermenté qu'il planifie déjà sa campagne de réélection. Après avoir été élu avec le maintenant célèbre slogan « *Make America Great Again* » en novembre 2016, Donald Trump se demande déjà comment il pourra à nouveau faire campagne en promettant de « redonner à l'Amérique sa grandeur » après l'avoir dirigée pendant quatre ans – ce qui serait un aveu implicite d'avoir échoué à la tâche durant son premier mandat. Ainsi, le 18 janvier 2017, deux jours avant d'entrer en fonction, Trump réserve légalement les droits d'un nouveau slogan en vue de 2020 : « *Keep America Great*[135] ». Un leader n'aura jamais réussi à redonner aussi rapidement la grandeur à sa nation : Trump l'a fait avant même d'entrer en poste !

Il faut en fait remonter à la fin du XIXe siècle pour trouver un candidat ayant remporté la Maison-Blanche après s'être formellement engagé à ne servir qu'un seul mandat – et ayant bel et bien respecté son engagement quatre ans plus tard : Rutherford B. Hayes, élu en 1876 au terme d'une élection hautement contestée et controversée.

Depuis, seuls quatre hommes se sont proactivement retirés avant de refaire face à l'électorat – et les quatre étaient unis par un trait singulier : ils étaient les quatre derniers vice-présidents à avoir accédé à la présidence à la suite du décès du président alors en fonction. William McKinley ayant été assassiné au début de son mandat en 1901, Theodore Roosevelt a pris le relais avant de remporter l'adhésion des électeurs par ses propres moyens en 1904. Lorsqu'il se retire en mars 1909 après avoir choisi de ne pas se représenter, il a pratiquement servi l'équivalent de deux mandats. L'histoire est similaire pour Harry Truman, qui succède à Franklin Roosevelt, décédé en avril 1945. Truman ne sollicite et ne remporte après coup qu'un seul mandat, en 1948, mais au bout du compte, il aura servi jusqu'en janvier 1953, soit sept ans et neuf mois.

Calvin Coolidge, qui ne voulait pas particulièrement de la vice-

présidence lorsque Warren Harding la lui avait offerte en 1920 (Coolidge avait écrit à sa femme : « J'imagine que je vais devoir l'accepter »), ne semble pas particulièrement s'épanouir à la présidence après coup non plus[136]. Harding mort en 1923, Coolidge a repris les rênes du pays jusqu'à l'année suivante, durant laquelle il gagne haut la main un mandat de quatre ans. À la fin de celui-ci, il se retire, se disant « soulagé des illusions et des prétentions de la vie publique ». Coolidge était si taciturne que, selon la légende, lorsqu'une femme lui avait demandé si elle pouvait gagner le pari d'obtenir plus de deux mots de sa part, Coolidge lui aurait répondu, éteint : « Tu perds. »

Reste Lyndon Baines Johnson.

Ayant prêté, peut-être, le serment présidentiel le plus dramatique de l'ère des médias de masse, à la suite de l'assassinat de John F. Kennedy en 1963, Johnson a demandé au maximum de gens, incluant une Jackie Kennedy qui portait encore le sang de son mari sur ses vêtements, de s'entasser à bord d'Air Force One de façon à envoyer un message instantané et universel de stabilité à la tête du gouvernement américain[137].

Misérable à la vice-présidence, Johnson visait le poste numéro 1 depuis le début de sa longue carrière politique – et y accède dans des circonstances à la fois profondément tragiques… et politiquement avantageuses. Il peut jouer le père rassembleur d'une nation en choc et endeuillée. Il accède à la tête du pays alors que l'économie est en pleine expansion et que la paix (relative dans le contexte de la Guerre froide) règne. Ainsi que le soulignera plus tard son plus illustre biographe Robert Caro en le surnommant « le Maître du Sénat », il sait miser sur son expérience, ses connaissances et ses contacts pour faire adopter certaines des plus importantes lois du dernier siècle avec de larges coalitions de législateurs démocrates et républicains, élargissant entre autres les droits civiques et les droits de vote. Un an après le meurtre de « JFK », « LBJ » récolte le plus haut pourcentage d'appuis au vote populaire de l'histoire américaine : tout juste au-dessus de 61 %, balayant 44 États sur 50 – et devient le dernier démocrate à ce jour à gagner un ensemble de bastions républicains incluant l'Alaska, l'Idaho, le Kansas, l'Oklahoma, l'Utah et les deux Dakota.

Et pourtant, moins de quatre ans plus tard, en pleine saison des primaires, à la fin du mois de mars 1968, Lyndon Johnson stupéfie le monde entier en annonçant, à la fin d'un discours à la nation, qu'il ne briguera pas un nouveau mandat en novembre.

Que s'est-il donc passé ? De l'agitation et de l'instabilité dans les rues de plusieurs grandes villes américaines comme New York et Détroit, liées à des questions raciales et identitaires ; une intervention

américaine dans un conflit étranger qui devient de plus en plus insoluble et impopulaire (au Vietnam) ; et une explosion des dépenses fédérales, alimentée notamment par les dépenses militaires à l'étranger et qui commence à causer à la maison un problème appelé… inflation.

Vers la fin du mandat de Johnson, son conseiller Jack Valenti lui lit ce passage d'Alexandre DeTocqueville, intellectuel français ayant écrit un siècle plus tôt l'un des plus grands ouvrages ethnographiques de la société américaine alors naissante : « Le peuple [américain] se lasse d'une confusion dont la fin n'est pas en vue. » Johnson se prend la tête à deux mains et répond : « Bon sang que c'est vrai[138]. »

***

Joe Biden n'a jamais suscité les passions d'un large noyau électoral dévoué et enthousiaste. Hormis ses victoires répétées et peu contestées pour représenter le petit État du Delaware au Sénat, il s'est buté à un mur généralisé d'indifférence et de désintérêt lors de ses deux premières courses présidentielles, lancées à 20 ans d'écart, en 1988 et en 2008 – n'allant jamais chercher plus de 1 % du vote dans les primaires. À la fin de son deuxième et dernier mandat à la vice-présidence sous Barack Obama, alors qu'il aurait été l'héritier naturel du trône, c'est Obama lui-même qu'il l'a pris à part pour lui laisser comprendre qu'il ne pourrait compter sur son appui ni sur celui du parti s'il défiait la candidate choisie de l'establishment, Hillary Clinton[139]. Biden a passé son tour, prétextant publiquement le décès de son fils Beau, mort quelques mois plus tôt d'un cancer du cerveau.

Après la douloureuse défaite de Clinton face à Trump en 2016, personne ne va bloquer à nouveau la voie à Biden. Mais cela ne veut pas dire qu'on se ruera pour l'appuyer non plus. En fait, Barack Obama lui-même tente à nouveau de dissuader Biden, en privé, de se présenter à l'aube de la campagne de 2020, avertissant son ancien bras droit qu'il risque de « s'embarrasser[140] ».

Et dans les faits, à aucun moment des primaires de 2020 Biden ne parvient à réellement inspirer l'électorat derrière sa candidature. Son plus important atout est la perception généralisée qu'il serait le plus apte du lot des aspirants démocrates à défaire Trump dans une élection générale. Ainsi, lorsque Biden promet, lors de la campagne de 2020, qu'il sera un « président de transition », quiconque capable de lire entre les lignes comprend très bien l'aspect transactionnel de la proposition. Un peu comme un plombier engagé pour déloger un étron toxique de la tuyauterie, le message se résume à : « Engagez-moi pour évacuer l'agent indésirable et, une fois la mission accomplie, je servirai de pont à la nouvelle génération. »

***

Jusqu'à la campagne dont Lyndon Johnson a annoncé qu'il se retirait, en 1968, l'establishment des partis politiques a pour l'essentiel toujours préféré les porte-étendards présidentiels de ceux-ci. Dans la mesure où des élections primaires avaient lieu, elles servaient d'abord à titre consultatif : une façon pour un parti de prendre le pouls de son électorat durant les semaines et les mois menant à sa convention nationale, où les « délégués » (des organisateurs typiquement surnommés « *party bosses* ») choisiraient.

Le tout rendait le processus de sélection d'un candidat présidentiel à la fois plus stable et moins prévisible. Plus stable dans la mesure où la « machine » d'un parti allait typiquement limiter son choix à des options faisant l'affaire de cette même « machine », à des options plus conventionnelles. Moins prévisible dans la mesure où une convention s'ouvrait à l'été, à quelque trois ou quatre mois de l'élection générale de novembre, souvent avec une réelle incertitude quant à qui allait en émerger avec l'investiture présidentielle du parti.

Après le retrait-choc de Johnson en mars 1968 et l'assassinat subséquent d'un autre aspirant majeur, le sénateur Robert F. Kennedy en juin, les grands bonzes du Parti démocrate choisissent comme candidat à la convention nationale du parti, le mois suivant, le vice-président sortant Hubert Humphrey. Le choix est certes prudent et conventionnel ; or, il s'inscrit aussi contre la volonté clairement exprimée par la base du parti de se tourner vers une voix plus tranchée et plus passionnée, particulièrement en opposition à la guerre qui fait alors rage au Vietnam.

À l'extérieur de la convention, manifestations, émeutes et confrontations violentes entre activistes anti-guerre et forces de l'ordre produisent des images marquantes, instantanément diffusées à la télévision. Politiquement, la scène n'est guère plus reluisante pour le parti à l'intérieur de l'aréna, où la pagaille semble régner à la fois sur le parquet et, par moments, sur la scène. Après être sortis de leur convention désunis, minés par la perception que le chaos règne et qu'on étouffe les voix de certains segments de leur propre électorat, Humphrey et les démocrates s'inclinent lors du scrutin de novembre face à Richard Nixon.

Une décision est vite prise : le système de sélection de candidats sera réformé. Ainsi, en amont de la campagne suivante, en 1972, un comité copiloté par le sénateur George McGovern et le représentant Donald Fraser fait souffler un vent de changement majeur. Les délégués invités à la convention nationale d'un parti auront toujours officiellement le rôle d'investir le candidat présidentiel, mais leur vote sera déterminé bien avant la tenue même de la convention. Ce sont les

électeurs du parti, dans le cadre d'élections primaires tenues de l'hiver au printemps dans l'ensemble des territoires américains, qui décideront. Ces dernières ne seront plus simplement consultatives : elles auront force de loi. À quelques exceptions près, les délégués à la convention démocrate seront tenus de respecter la volonté des électeurs démocrates ; idem du côté républicain. C'est le triomphe d'un principe américain fondamental : la démocratie.

***

Depuis presque aussi longtemps qu'existe le système moderne des primaires, une expression sert à décrire la longue période qui mène à sa tenue formelle : les « primaires invisibles[141] ». « Invisibles », car aucun scrutin n'est encore officiellement tenu, mais le processus de sélection est bel et bien en branle en coulisses. Les candidats potentiels s'entourent de conseillers, mènent des sondages internes, bâtissent des stratégies de campagne et, encore et toujours, sollicitent des dons. Ils donnent des entrevues aux médias et font campagne pour d'autres candidats du parti briguant des postes inférieurs, notamment lors des élections de mi-mandat qui précèdent la course présidentielle. Cela leur permet de bâtir et construire leur réseau – et, encore et toujours, de solliciter des dons.

Le tout fait en sorte qu'une fois la ligne de départ officielle pour la saison des primaires franchie, une présélection informelle s'est déjà opérée : une liste de candidatures considérées « viables » a déjà émergé. On commence même à se figurer la liste encore plus courte de celles vues comme « favorites ».

Alors que se dessinent les contours de 2024, le processus de sélection s'annonce hautement inusité au sein des deux partis. Dans les deux cas, c'est un président des États-Unis (l'ancien et l'actuel) qui domine la course. Et dans les deux cas, bien que pour des raisons différentes, de réels doutes persistent quant à la viabilité du président comme candidat. Au cours de la longue période d'avant-campagne, une danse peu subtile s'observe dans chaque camp, où de plus jeunes politiciens ambitieux s'activent et se font voir… dans l'espoir à peine voilé que le président finisse par céder sa place d'une façon ou d'une autre. Or, chaque président semble personnellement poursuivre le même objectif : en découdre une seconde et ultime fois contre l'« autre » président.

Ce sont des primaires invisibles hautement visibles.

***

Du côté démocrate, les doutes ne sont jamais très loin au sujet de Joe Biden. Sa candidature suscite un enthousiasme mou, dans les meilleures circonstances, depuis la première heure. Il remporte la

victoire pratiquement par défaut, durant l'année pandémique de 2020, après s'être confiné dans son sous-sol et avoir laissé son adversaire délirer et déraper jusqu'à la défaite. Sa popularité faiblit auprès de l'ensemble de l'électorat dès la fin de son premier été à la Maison-Blanche. Pour couronner le tout, il a promis, fût-ce implicitement, de ne servir qu'un seul mandat.

Et un dernier facteur intervient, autant sinon plus que tous les autres… son âge.

Si ces doutes persistent, ils demeurent presque exclusivement exprimés en privé. Assister aux 42 premiers mois de l'administration Biden revient par moments à assister à une pièce de théâtre dans laquelle la vérité est connue de par son évidence manifeste, sans pour autant pouvoir être prononcée.

Particulièrement lorsque la question est celle de l'âge.

***

C'est dans ce contexte qu'une question inhabituelle concernant un président en fin de premier mandat et son éventuelle réélection est pourtant sur toutes les lèvres : Joe Biden se représentera-t-il ?

Surtout après le balayage républicain de la Virginie et la quasi-surprise au New Jersey – où un candidat républicain anonyme passe à trois points de devenir gouverneur – en novembre 2021. Les mines sont basses dans le camp démocrate à l'aube des élections de mi-mandat de l'année suivante. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le parti du président y a perdu en moyenne 25 sièges à la Chambre des représentants. Pas moins des quatre derniers scrutins de mi-mandat (en 2006, 2010, 2014 et 2018) se sont soldés par de véritables vagues contre le parti au pouvoir. Ronde après ronde de sondages en laissent présager une cinquième (vague) pour 2022.

Le 8 novembre 2022 arrive et on assiste à… une vaguelette. Les républicains n'effectuent qu'un gain net de neuf sièges à la Chambre, à peine suffisant pour y gagner une courte majorité, et perdent un siège au Sénat alors qu'ils s'attendaient à en reprendre le contrôle. Dans certaines élections étatiques, les démocrates font même des gains considérables : au Michigan, l'un des plus importants États-clés du pays, ils gagnent une majorité dans les deux chambres de l'Assemblée législative[142] et dominent unilatéralement le gouvernement de l'État pour la première fois depuis près de 40 ans[143].

Les mines *a priori* basses de l'équipe Biden se transforment soudain en posture confiante. Et non sans raison : les implications pour 2024 semblent majeures. Si les démocrates ont pu surprendre en 2022, pourquoi n'y parviendraient-ils pas en 2024 ? Le renversement historique en juin 2022 du jugement *Roe c. Wade*, qui garantissait

depuis 49 ans un droit constitutionnel national à l'avortement, semble avoir dopé cet enjeu pour la base. Est-ce que ça ne pourrait pas motiver les électeurs – et surtout les électrices – démocrates à nouveau ? Et combien de fois au juste Joe Biden a-t-il été sous-estimé au cours de sa longue carrière ? Regardé de haut, moqué, dépeint comme gaffeur… il ne s'est quand même pas rendu là où il en est par pure chance ! Toute cette expérience y est sûrement pour quelque chose. Peut-être que l'on n'apprécie pas suffisamment ses forces, qui pourraient lui donner un avantage sous-apprécié dans la campagne finale de sa vie.

Ce n'est pas que le président ou son entourage : c'est l'ensemble du Parti démocrate qui regagne la foi[144]. Et ainsi, dans la foulée du verdict de mi-mandat, le président sortant annonce le 25 avril 2023 qu'il briguera un second mandat en 2024[145].

Du jour au lendemain, la brochette entière d'aspirants « alternatifs » se range derrière Biden. Les plus en vue, comme le gouverneur de la Californie Gavin Newsom et la gouverneure du Michigan Gretchen Whitmer, annoncent même qu'ils se joignent officiellement à la campagne de réélection du président.

Les hautes instances du parti découragent toute candidature susceptible de rivaliser avec celle de Biden. Elles vont de l'avant avec un plan particulier de refonte du calendrier des primaires visant à donner à la Caroline du Sud – l'État ayant propulsé Biden à l'investiture en 2020 – le premier droit de parole en 2024. Elles empêchent la tenue de tout débat entre Biden et le seul autre candidat au nom connu s'étant lancé dans les primaires face au président : Robert F. Kennedy Jr., qui récolte un peu plus de 10 % des appuis dans les sondages. Et elles poussent non seulement à ignorer, mais tentent de noyer le message d'un autre candidat des primaires, au nom nettement moins connu, mais au discours beaucoup plus simple que celui de Kennedy : le représentant Dean Phillips du Minnesota.

Phillips, qui a voté selon la ligne de parti en faveur de toutes les initiatives majeures de l'administration Biden, a un message d'opposition non pas idéologique, mais purement stratégique : si on présente de nouveau ce président comme candidat en 2024, on va perdre[146].

Kennedy se retire de la course – et du Parti démocrate – après la tenue du premier scrutin. Phillipps obtient son meilleur score du calendrier au New Hampshire, où il reçoit… moins de 20 % du vote. Joe Biden remporte les caucus et les primaires des 50 États américains. Ce sont à la fois les élites *et* les élus du parti qui sont arrivés, de façon homogène, à la même conclusion et à la même décision : rentrer dans le rang derrière le président.

Or, ce dont ils vivent est d'espoir. La lucidité en devient la première victime corollaire.

Dans la réalité, ce que les démocrates ont gagné en 2022, ce ne sont pas les élections nationales : c'est le jeu des attentes. Plusieurs prédisaient un tsunami ; même dans la victoire, les républicains sont loin du compte. Sans même parler de tsunami, si la norme historique laisse présager un gain « moyen » de 25 sièges, les républicains en obtiennent moins de la moitié. Or, ces résultats se voient également mal interprétés : en effet, même si le gain en matière de sièges les déçoit, ils remportent néanmoins le vote populaire national à la Chambre des représentants par près de trois points. Et avec un score semblable lors d'une élection présidentielle… le candidat républicain serait quasi assuré de ravir la Maison-Blanche.

1. 135 Alex Weprin. « Trump Campaign Applies to Trademark 'Keep America Great!' ». *Politico*. 24 janvier 2017. https://www.politico.com/blogs/on-media/2017/01/trump-trademark-keep-america-great-234110
2. 136 David Pietrusza. 2007. *1920: The Year of the Six Presidents*. New York : Basic Books, p. 140-141.
3. 137 Robert A. Caro. 2012. *The Years of Lyndon Johnson: The Passage of Power*. New York : Random House, p. 333-335.
4. 138 Walter LaFeber. 2005. *The Deadly Bet: LBJ, Vietnam, and the 1968 Election*. New York : Bloomsbury Publishing, p. 49.
5. 139 Peter Baker. « Obama and Biden's 'Odd Couple' Aged into Family Relationships ». *The New York Times*. 28 avril 2019. https://www.nytimes.com/2019/04/28/us/politics/barack-obama-biden.html
6. 140 Luke Darby. « Obama Repeatedly Tried to Get Biden not to Run for President ». *GQ*. 18 août 2019. https://www.gq.com/story/obama-to-biden-dont-run
7. 141 Arthur T. Hadley. 1976. *The Invisible Primary—The Inside Story of the Other Presidential Race: The Making of the Candidate*. Saddle River, NJ : Prentice Hall.
8. 142 Craig Mauger. « How Democrats Win Control of Michigan Legislature for 1st Time in Decades ». *The Detroit News*. 11 novembre 2022. https://www.detroitnews.com/story/news/politics/michigan/2022/11/09/michigan-democrats-poised-to-win-control-of-legislature-for-1st-time-in-decades/69632790007/
9. 143 L'ampleur de la victoire démocrate au Michigan s'explique au moins en partie par le redécoupage peu de temps avec le scrutin des lignes électorales, qui viennent remplacer celles *a priori* conçues pour protéger les élus en place. En ce sens, le Michigan est un cas à part.
10. 144 Phil Mattingly, Kevin Liptak et MJ Lee. « Democrats Coalesce around a Joe Biden 2024 Campaign As Reelection Decision Looms ». *CNN*. 9 janvier 2023. https://www.cnn.com/2023/01/09/politics/joe-biden-2024/index.html
11. 145 Katherine Doyle et Monica Alba. « Biden Announces He is Running for Re-Election, Framing 2024 As a Choice Between 'More Rights or Fewer' ». *NBC*. 25 avril 2023. https://www.nbcnews.com/politics/2024-election/-joe-biden-president-election-2024-campaign-announcement-rcna80990
12. 146 Caitlyn Shelton. « Dean Phillips: Joe Biden Is Going to Lose to Donald Trump in 2024 ». *NewsNation*. 27 octobre 2023. https://www.newsnationnow.com/politics/2024-election/dean-phillips-biden-trump/

Chapitre 8
Les républicains : toujours en amour avec l'ex toxique

Un président battu est, politiquement, un président mort. Il s'agit d'une règle universelle – à une exception près – de l'histoire américaine. Presque tous ceux ayant seulement tenté un retour à la Maison-Blanche, comme Martin Van Buren en 1844 et Millard Fillmore en 1856, ont échoué à même obtenir l'investiture présidentielle de leur parti. Certains présidents battus ont dû non seulement subir le congédiement de l'électorat, mais aussi constater que les souvenirs négatifs de leur présidence continuaient à être exploités par le parti adverse avec succès durant des années après les faits. Ainsi, le nom du républicain Herbert Hoover, aux commandes du pays lors du krach de 1929 et au début de la Grande Dépression, a servi de matraque aux candidats démocrates, allant de Franklin Roosevelt dans les années 1930[147] jusqu'à John Kerry dans les années 2000, pour assaillir leurs adversaires républicains. Inversement, le démocrate Jimmy Carter, qui a dirigé un pays frappé par la stagflation des années 1970, a vu son nom être associé aux différents aspirants démocrates lui ayant succédé par autant de candidats républicains. Ronald Reagan a inauguré la pratique dans les années 1980 et celle-ci s'est poursuivie pratiquement jusqu'au décès de Carter, en 2024.

Il n'y a là rien de très sorcier. Un président battu est, après tout, un président congédié par son employeur – l'électorat américain. Et ce dernier ne tend pas à offrir de seconde chance. Les principaux intéressés en sont, généralement, eux-mêmes fort conscients. Ainsi, le dernier occupant de la Maison-Blanche à avoir été défait aux urnes, puis songé à se relancer dans l'arène quatre ans plus tard, s'incarnait en la personne de Gerald Ford, en 1980. Même Ford, conscient de ses faibles chances de l'emporter après avoir perdu son poste de peu en 1976 aux mains de Carter, avait en fin de compte abandonné l'idée. Personne n'avait sérieusement envisagé un tel scénario depuis.

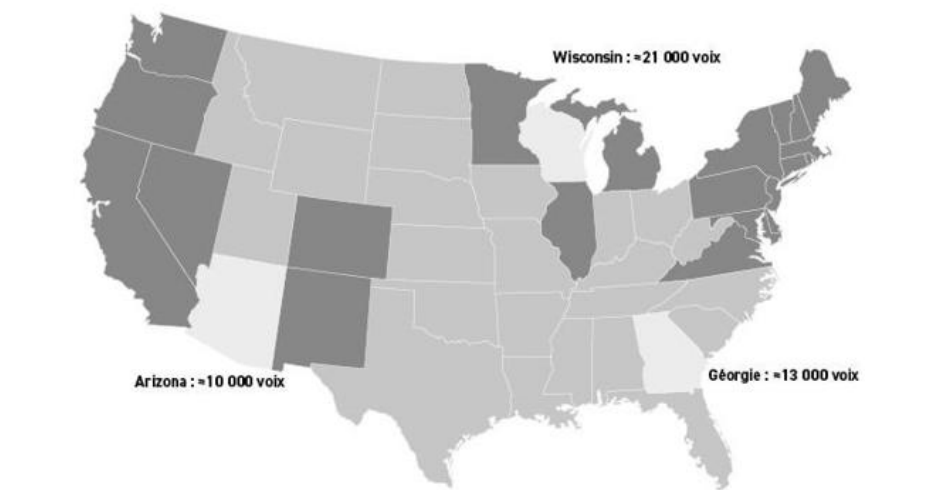
Jusqu'à Donald Trump.

À l'instar de Ford en 1976, Trump n'a pas perdu par beaucoup en 2020. Certes, sa marge brute de défaite au vote populaire n'était pas

minime : sept millions de voix. Il a aussi décroché la distinction peu glorieuse de devenir seulement le deuxième président de toute l'histoire américaine, après Benjamin Harrison en 1888 et 1892, à perdre le vote populaire à deux reprises. C'est ultimement plus de 80 millions d'Américains qui auront voté pour son adversaire – un record absolu – et pour l'écrasante majorité d'entre eux, si l'on se fie aux sondages menés aux urnes, l'appui de ces derniers à Joe Biden est d'abord et avant tout ancré dans un désir de limoger Trump.

Reste qu'au Collège électoral – où se tranchent dans les faits les élections présidentielles –, il doit sa défaite à moins de 43 000 voix combinées dans trois États : l'Arizona, la Géorgie et le Wisconsin. Il n'aurait fallu qu'un glissement national uniforme de 0,6 % en sa faveur pour que Donald Trump remporte 280 grands électeurs… et un second mandat.

Vu ainsi, le résultat de 2020 est encore plus serré que ne l'a été l'improbable victoire de Trump en 2016, alors qu'il avait coiffé Hillary Clinton par un total de 77 000 voix, là aussi dans trois États : le Michigan, la Pennsylvanie… et le Wisconsin. Autrement dit, si Clinton est passée près de l'emporter en 2016, Trump est passé encore plus près en 2020. Et, de façon franchement remarquable, une enquête post-électorale dévoile que nettement plus d'électeurs de Trump que de Biden souhaitent voir leur candidat se représenter en 2024[148].



Marge de victoire pour Joe Biden en Arizona,
en Géorgie et au Wisconsin (gris clair) en 2020

En d'autres termes, même dans la défaite, Donald Trump jouit d'une importante base d'appui et d'enthousiasme. Ce n'est pas pour rien que dès les jours suivant le vote en novembre 2020, Donald Trump confie déjà à ses conseillers vouloir se présenter aux prochaines élections quatre ans plus tard[149] – lui qui sera alors toujours éligible à servir un

second mandat.

Or, à l'inverse de Gerald Ford – et de pratiquement tous ses autres prédécesseurs –, Trump a non seulement perdu, mais il a quitté ses fonctions dans la disgrâce la plus absolue. Refus de concéder, refus de coopérer – et, pour couronner le tout, un geste qui aurait été universellement caractérisé, dans n'importe quel autre pays, selon les termes suivants : une tentative de coup d'État. Avec une deuxième mise en accusation (*impeachment*) par le Congrès à quelques jours de son départ.

Qui plus est, dans ses délires conspirationnistes qui marquent la période après le scrutin de novembre 2020, Trump a même coûté à son parti le contrôle du Sénat. Deux sénateurs républicains sortants de la Géorgie, David Perdue et Kelly Loeffler, qui semblaient *a priori* presque certains d'être reconduits à un nouveau mandat, avaient mordu la poussière de façon éclatante dans le deuxième tour des élections sénatoriales de leur État150, à quelques heures de l'insurrection au Capitole en janvier 2021. Dit autrement, Trump avait entamé son mandat avec son parti qui contrôlait la Maison-Blanche, le Sénat et la Chambre des représentants – et quittait ses fonctions quatre ans plus tard alors que son parti avait perdu tous les trois. Du jamais-vu pour tout parti depuis les républicains de Hoover et la Grande Dépression, presque 90 ans auparavant.

Soudainement, Trump semble à risque de devenir ce qu'il n'avait pu un jour imaginer être depuis sa prise de contrôle hostile du Parti républicain en 2016 : un *paria*.

La carrière politique de Donald Trump se démarque, entre autres choses, par le nombre de fois où il a été déclaré mort politiquement. Observateurs et analystes se sont pour la plupart dit, à un moment ou un autre (sinon à plusieurs moments) : « Ça y est, cet épisode est celui duquel Trump ne se remettra pas. » Pour certains, ce moment est venu très tôt durant sa première campagne pour la Maison-Blanche, notamment lorsqu'il a attaqué le service militaire du sénateur John McCain, jadis fait prisonnier au Vietnam ; pour d'autres151, il est plutôt venu à la fin de la course, lorsque la vidéo *Access Hollywood* étalant ses propos au sujet de la gent féminine a fait surface. Les exemples de la sorte se sont multipliés tout au long de la campagne – et, après qu'il eut déjoué les prévisions et gagné, se sont transposés à sa présidence. L'enquête Mueller sur l'ingérence russe ; les révélations de vedettes porno comme Stormy Daniels à son sujet ; ses déclarations de revenus cachées : les innombrables accusations de conflit d'intérêt impliquant le président ou des membres de sa famille ; encore et encore, on tombait sur *le* nouveau drame qui allait chasser Trump pour de bon.

Or, au mépris de toutes les proclamations de mort politique ne s'étant jamais avérées, plusieurs se fendent d'une nouvelle prédiction au départ de Trump de la Maison-Blanche : cette fois-ci, c'est bel et bien la fin. Dans certains hauts cercles républicains à Washington, ces prédictions s'accompagnent d'un long soupir de soulagement. Enfin, le parti peut retourner à ses orientations précédentes, à des candidats plus susceptibles de gagner et à un renouveau, pour le parti presque autant que pour le reste du pays… de la normalité.

Cela dure huit jours.

Le 28 janvier 2021, le leader républicain de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy – qui, à peine trois semaines plus tôt, avait publiquement tenu Trump responsable de l'insurrection du 6 janvier au Capitole – se rend à Mar-a-Lago pour rencontrer l'ex-président. L'objectif : obtenir l'appui de Trump pour les élections de mi-mandat à venir en 2022[152]. Le message envoyé aux quatre coins du pays : c'est encore le parti de Trump.

***

Un an plus tard, Donald Trump est non seulement toujours bien vivant politiquement, il est encore plus solide qu'il ne l'était *avant* l'insurrection et son départ du pouvoir. Tout au long de son mandat, au fil des controverses et des scandales, une interrogation revenait constamment : où se trouvent les élus républicains prêts à tenir tête au président ? Après qu'il eut instigué l'insurrection, un grand total de 10 républicains à la Chambre des représentants ont voté pour son *impeachment*, en janvier 2021. Moins de 12 mois plus tard, deux de ces élus ont déjà annoncé qu'ils quittaient la vie politique ; quatre doivent faire face à des adversaires républicains appuyés par Trump visant à leur faire perdre leur siège lors de primaires en 2022 ; et les quatre autres n'émettent plus un son. Les ordres sont rapidement venus d'en haut (de la part de McCarthy) : on s'attend à ce que les membres du caucus républicain demeurent loyaux envers Trump.

Les signes de (ré)ouverture pour Trump semblent ratisser plus large que le noyau dur de sa base. Pendant la campagne générale entre lui et Joe Biden en 2020, plus de 100 sondages nationaux ont été publiés, où l'on demandait aux Américains quel candidat ils appuyaient. Sur la centaine de sondages menés du printemps à l'automne 2020, Trump, alors président, menait dans un seul.

De l'été 2021 et la chute de l'Afghanistan, au début de l'année 2022, de nouveaux sondages nationaux sont menés opposant Trump à Biden dans le contexte d'un nouvel affrontement potentiel en 2024. Sur les 11 sondages publiés, Trump mène dans neuf[153]. Son avance nationale laisserait présager une victoire éclatante au Collège électoral.

Surfant sur cette vague d'influence continue, Trump intervient dans

une série de primaires républicaines à différents postes (Sénat, Chambre, postes de gouverneurs et autres) à la grandeur du pays en anticipation des élections de mi-mandat de novembre. L'objectif est double : réaffirmer sa dominance du Parti républicain et se doter d'un cadre d'élus lui étant après coup redevables… et loyaux. Dans les primaires, l'influence de Trump s'avère phénoménale : pas moins de 92 % des candidats qu'il appuie décrochent l'investiture du parti[154].

Résultat, le 8 novembre 2022 : Trump se casse la figure.

Le Parti républicain reprend la majorité à la Chambre, mais avec un gain net de moins de 10 sièges – *moins de la moitié* de la norme historique pour le parti n'occupant pas la Maison-Blanche lors d'un scrutin de mi-mandat. Il devient le premier parti à ne pas ravir le moindre siège au Sénat depuis 1934 – le premier scrutin de mi-mandat après le départ du président Hoover. Qui plus est, les républicains faillent à reprendre le contrôle d'une seule assemblée législative d'un seul État lors des élections de cette année – là aussi, du jamais-vu depuis 1934. En fait, plus on creuse les résultats, pire ils paraissent – non simplement pour le Parti républicain, mais pour Trump spécifiquement. Ce sont « ses » candidats qui, disproportionnellement, bousillent des campagnes dans les États les plus compétitifs et les plus importants.

Or, au milieu de ce champ de revers de candidats « trumpistes » qui niaient les résultats de 2020 – de Don Bolduc au New Hampshire à Kari Lake en Arizona, en passant par Doug Mastriano en Pennsylvanie, qui était littéralement sur place à Washington le jour de l'insurrection au Capitole –, des étoiles républicaines majeures ont brillé.

Et une étoile brille plus que n'importe quelle autre.

***

Ron DeSantis, alors un jeune représentant de la Floride encore méconnu, lance une campagne improbable pour devenir gouverneur de l'État en 2018. Il doit d'abord faire face, dans la primaire républicaine, à un politicien élu depuis plus de 20 ans et dont la famille est l'une des plus importantes en Floride dans le secteur du citron. DeSantis est moins expérimenté, moins illustre, moins appuyé par l'establishment du parti, moins financé. Le *joker* qu'il sort de sa manche à quelques semaines de la primaire a un nom : Donald Trump[155].

Après s'être présenté à Trump comme un candidat anti-establishment qui partagerait sa vision et serait son partenaire comme gouverneur s'il devait être élu, DeSantis réussit à le convaincre de lui offrir publiquement son appui. Le candidat multiplie après coup les interventions dans les médias nationaux favorables au président – particulièrement Fox – et diffuse la publicité sans doute la plus

mémorable de l'année.

Elle montre DeSantis comme mari et père de famille. Et pas n'importe lequel : on voit d'abord le candidat montrer à sa fillette à « construire un mur » avec des blocs et lui apprendre à parler en lui faisant répéter les mots « *Make America Great Again* ». Il fait également la lecture à son nourrisson de *The Art of the Deal*. La dernière image montre le bébé DeSantis, dans sa bassinette, portant un pyjama rouge sur lequel est inscrit, là encore : « *Make America Great Again* ». La publicité est vue à des millions de reprises à la grandeur du pays, est largement ridiculisée à l'extérieur des cercles trumpistes… et aide DeSantis à remporter la primaire par 20 points.

Il remporte l'élection générale de justesse et connaît un début de mandat plutôt silencieux jusqu'à ce que frappe la pandémie. Le nouveau gouverneur décide alors, plus que n'importe quel autre élu américain, de publiquement tenir tête aux experts de santé publique comme le docteur Anthony Fauci, et de faire de la Floride le plus important État à rapidement mettre fin à la plupart des restrictions. DeSantis fait l'objet de vives critiques dans les médias… et voit simultanément sa popularité augmenter auprès de l'électorat. La Floride connaît le plus gros *boom* immobilier ainsi que la plus forte migration interne (c'est-à-dire d'Américains y déménageant en provenance d'autres États). Au lendemain de sa réélection triomphale en novembre 2022, le *New York Post* met Ron DeSantis, 44 ans, au cœur de sa une et le rebaptise « Ron DeFuture[156] ».

Qui plus est, DeSantis, contrairement à 2018, a cette fois mené sa campagne en prenant ses distances de Trump. Sa victoire montre au moins deux choses à l'électorat républicain : contrairement à Trump qui accumule les défaites, lui sait gagner avec le même style agressif qui plaît tellement à la base du parti. Et contrairement à tant de républicains depuis les dernières années, il n'a pas – ou plus – besoin de Trump pour y parvenir.

Donald Trump a pris la tête des intentions de vote au sein du Parti républicain en 2015 et formellement décroché son investiture en juillet 2016. Jamais un politicien républicain n'a-t-il représenté une aussi sérieuse menace de le déloger.

***

Visiblement déstabilisé par la tournure des événements, Trump décide de lancer sa troisième campagne présidentielle de façon extraordinairement hâtive – à la mi-novembre 2022, pratiquement deux *ans* jour pour jour avant l'élection présidentielle. Le contraste avec DeSantis – et avec 2016 – est dur à ignorer : pour un homme qui avait propulsé sa première candidature avec des railleries au sujet du manque d'énergie de ses rivaux, Trump a l'air léthargique. Répétitif. Il

a l'air usé. Il a l'air *vieux*.

D'autres candidats commencent à défier Trump en vue d'une primaire – une dynamique qui ne s'était pas observée en 2020, alors que personne n'avait osé le confronter comme président sortant. De façon extrêmement inusitée, la liste inclut d'anciens membres de sa propre administration, dont son ex-ambassadrice aux Nations Unies, Nikki Haley, et son ex-vice-président, Mike Pence. Cela dit, une personne reste au centre des discussions : le jeune gouverneur de la Floride qui vient d'entamer son deuxième mandat. Se lancera-t-il ou attendra-t-il 2028 ? Quand prendra-t-il sa décision ? Comment croisera-t-il le fer avec le leader auquel il doit l'ascension initiale à son actuel poste ?

Avant même de formellement lancer sa candidature présidentielle, DeSantis commence à trébucher – se lançant dans une croisade socialement conservatrice après l'autre, notamment en signant une loi extrêmement restrictive en matière d'avortement (qui interdit la pratique après seulement six semaines de grossesse). Des doutes émergent quant à sa réelle solidité comme potentiel aspirant présidentiel. Reste qu'il demeure compétitif avec Trump auprès de l'électorat républicain, certains sondages lui donnant même une avance. Un conseiller de longue date confie alors que « Ron DeSantis a toujours cru qu'il serait président. […] Dans son esprit, Dieu et Casey DeSantis [son épouse] le veulent à la Maison-Blanche. Personne ne peut le convaincre du contraire[157]. »

Jusqu'à ce que tout bascule, de façon irrémédiable, un bel après-midi d'avril 2023 avec un nom : Stormy Daniels.

***

Le 4 avril, le procureur de Manhattan, Alvin Bragg, dépose les premiers chefs d'accusation criminels contre un président américain, actuel ou ancien, de l'histoire. On reproche essentiellement à Donald Trump, dans une cause complexe d'un point de vue légal, d'avoir ordonné la falsification des livres comptables de son entreprise pour tenter de dissimuler un paiement fait à une ex-actrice porno. Le paiement aurait servi à acheter son silence à la fin de la campagne de 2016 au sujet d'une liaison extramaritale présumée avec elle. En résumé, ce sont 34 chefs d'accusation relatifs à de la fraude qui sont déposés, un crime passible de plusieurs années d'emprisonnement.

La planète politique spéculait alors depuis plus de deux ans au sujet d'une possible inculpation contre Trump compte tenu du nombre de différentes enquêtes dont il faisait déjà l'objet. Reste que lorsque l'annonce officielle tombe, elle a l'effet d'une bombe politique. De manière entièrement prévisible, les commentateurs annoncent de nouveau sa mort politique sur toutes les tribunes. Après tout,

comment un politicien peut-il espérer devenir président des États-Unis alors qu'il fait potentiellement face au pénitencier ?

Pour tout politicien « normal », la question ne se poserait même pas : il ne peut pas. Il va se retirer, garder profil bas et s'atteler à faire face à la justice.

Or, en avril 2023, quiconque a vécu les huit années précédentes ailleurs que dans une grotte comprend que Donald Trump n'est pas un politicien « normal ». Loin de battre en retraite, il donne un grand discours devant ses partisans littéralement le soir même de son inculpation. Il reprend son argument de longue date selon lequel il est la victime d'une « chasse aux sorcières ». Et il reprend surtout, par le fait même, sa mainmise quasi totale de l'espace public et médiatique. Peu importe ce dont ses adversaires souhaiteraient parler, ils n'ont tout simplement plus d'oxygène. Lorsque les médias leur accordent même une bribe d'attention, la première question qu'on leur pose tourne presque inévitablement autour de : que pensez-vous de Donald Trump ?

Surtout que plus les semaines avancent, plus les inculpations se multiplient. Ainsi, après les accusations du procureur Bragg à New York en avril, le procureur fédéral Jack Smith inculpe l'ex-président non pas dans une, mais *deux* causes criminelles – l'une liée à des documents gouvernementaux confidentiels qu'il aurait gardés illégalement à Mar-a-Lago, l'autre à ses tentatives d'empêcher la certification des résultats électoraux de 2020. Puis, en août, la procureure du comté de Fulton (qui inclut la ville d'Atlanta), en Géorgie, inculpe à son tour Trump pour ses efforts en vue de faire renverser les résultats électoraux dans l'État. De mars 1789 à mars 2023, aucun président n'avait jamais été inculpé à une seule reprise. En l'espace de quatre mois s'étirant d'avril à août 2023, Donald Trump l'est dans quatre causes criminelles distinctes. S'il est reconnu coupable sur toute la ligne, il serait théoriquement passible de 700 ans derrière les barreaux[158].

Si le portrait judiciaire s'alourdit à vitesse grand V pour Trump, qu'en est-il du portrait politique ? Auprès de l'ensemble de l'électorat, les choses bougent en fait relativement peu : il demeure vu de façon positive par seulement 40 % des Américains, contre près de 60 % qui disent avoir une opinion négative de lui – un écart négatif qui aurait préalablement rendu pratiquement n'importe quel candidat incapable de se faire élire.

Mais qu'en est-il, plus spécifiquement, de l'impact auprès de l'électorat républicain ?

Au moment de son inculpation à Manhattan, en avril 2023, Trump se trouve une quinzaine de points devant DeSantis dans la moyenne

des sondages nationaux[159] – et la plupart des sondages mettent DeSantis au coude à coude avec Trump dans les États-clés. Moins de trois semaines plus tard, l'avance de Trump a plus que doublé. Quatre mois plus tard, dans la foulée immédiate de sa quatrième et dernière inculpation, il atteint sa plus forte avance : 40 points face à DeSantis.

Aucun outil ne peut mesurer de façon plus probante le lien de cause à effet entre les démêlés de Trump avec la justice et sa domination auprès de l'électorat républicain que le coup de sonde du *Des Moines Register* en Iowa[160], premier État à voter dans le cadre des primaires. Le sondage s'effectue sur une période de quatre jours. Le hasard faisant parfois bien les choses, environ la moitié de l'échantillon se voit contacté tout juste avant l'inculpation de Trump en Géorgie ; la seconde moitié, tout juste après. Il permet ainsi une sorte d'expérience en temps réel avec un « groupe témoin » et un « groupe expérimental ». Dans le second groupe – celui contacté *après* qu'est tombée la nouvelle de l'inculpation –, l'avance de Trump est de plus de 10 points *supérieure*.

Pendant la même période, le réseau CBS diffuse les résultats d'une enquête menée auprès des électeurs républicains, celle-là à l'échelle nationale[161]. Après leur avoir présenté une liste de personnes présumées être pour eux dignes de confiance, on leur demande de dire s'ils croient en la véracité des propos de ces différentes gens.

La liste et les réponses positives vont comme suit :

les leaders religieux : 42 % ;

les figures médiatiques conservatrices : 56 % ;

les amis et les membres de la famille : 63 % ;

Donald Trump : 71 %.

Autrement dit, après qu'il eut été criminellement inculpé à quatre reprises, davantage d'électeurs républicains disent croire la parole de Trump que celle des membres de leur propre famille.

Ces données tirées de milliers d'entretiens avec des électeurs donnent un portrait d'ensemble saisissant. Et peut-être trouve-t-on un début d'explication dans ce qu'une électrice a dit pour justifier son appui à Trump. Une républicaine du Michigan, sondée lors de cette période, résume son raisonnement : « Si ce n'avait pas été de la chasse aux sorcières et qu'ils l'avaient laissé tranquille (Trump), je serais probablement pour Ron DeSantis. Mais puisqu'ils persécutent *mon* président, je lui jure mon allégeance. »

Ce dont Trump jouit, c'est d'un effet de ralliement tribal – un concept élémentaire en psychologie sociale. La brèche d'abord ouverte à la suite de sa défaite en 2020, puis élargie après les contre-performances de ses poulains en 2022, a été colmatée. Et comble d'ironie, au-delà des mérites de la cause, aucun acteur n'aura fait

davantage pour souder à nouveau l'électorat républicain derrière le 45e président que le premier procureur ayant lancé le bal des inculpations, Alvin Bragg.

Au fil des mois qui mènent à la tenue des primaires, Trump balaie du revers de la main les multiples invitations qui lui sont faites pour participer à des débats. Lorsqu'il évoque les autres aspirants, c'est pour s'en moquer sommairement. Il qualifie Haley – sans doute la candidate républicaine la plus forte, depuis le début du siècle, dans une perspective d'élection générale – de « cervelle d'oiseau ». Et il réserve certaines de ses lignes les plus assassines à DeSantis. Il l'accuse de manger du pudding avec ses doigts ; dit qu'il ne peut acheter en vente libre ce dont il a le plus besoin – une personnalité ; et il affirme que le jeune candidat était venu le voir lors de sa première course au poste de gouverneur en le suppliant pour son appui « avec des larmes qui coulaient sur ses joues[162] ».

Peu importe ce que ces derniers – ou les autres candidats républicains – tentent contre Trump, rien ne colle. Au bout du compte, de janvier à juin, l'ex-président remporte les caucus et les primaires dans 49 États sur 50, laissant seulement sur la table le Vermont à Haley, qui l'emporte par 3000 voix. Non sans faire écho à Joe Biden, lui-même confronté par des candidatures incapables de sérieusement le menacer au sein de son parti, Trump en fait largement fi et garde les yeux fixés sur l'élection générale face à « l'autre » président.

1. 147 Michael A. Davis. 2014. *Politics as Usual: Thomas Dewey, Franklin Roosevelt, and the Wartime Presidential Campaign of 1944*. Itheca : Cornell University Press, p. 22-36.
2. 148 Echelon Insights. « Only 46% of Biden Voters Want Him to Run in 2024 ». 20 novembre 2020. https://x.com/EchelonInsights/status/1329857111820480515
3. 149 Nicole Sganga et Grace Segers. « Trump Is 'Seriously' Considering a 2024 Bid for President ». *CBS News*. 17 novembre 2020. https://www.cbsnews.com/news/trump-considering-2024-presidential-run/
4. 150 La Géorgie fait partie d'un petit groupe d'un peu moins d'une douzaine d'États où certains postes, dont celui de sénateur, nécessite l'obtention d'une majorité absolue de plus de 50 % des voix lors des élections de novembre afin d'y être élu. Autrement, un second tour est tenu quelques semaines plus tard entre les deux candidats ayant initialement terminé premier et deuxième.
5. 151 Cette catégorie inclut l'auteur de cet ouvrage.
6. 152 Robert Harmel, Hilmar Mjelde et Lars Svasand. 2024. « The Trumpization of the Grand Old Party ». *Social Science Quarterly*, vol. 105, no 3, p. 412.
7. 153 « 2024: General Election: Trump vs. Biden ». *RealClearPolitics*. https://www.realclearpolling.com/polls/president/general/2024/trump-vs-biden
8. 154 Holly Honderich et Robin Levinson-King. « US Mid-Terms 2022: Tracking Trump's 'Extraordinary' Endorsement Spree ». *BBC*. 15 septembre 2022. https://www.bbc.com/news/world-us-canada-62905365
9. 155 Richard Cohen et Charlie Cook. 2023. *The Almanac of American Politics 2024*. Washington : Columbia Books, p. 447-448.
10. 156 « DeFUTURE: Young GOP Star DeSantis Romps to Victory in Florida ». *New*

York Post. 9 novembre 2022. https://nypost.com/cover/november-9-2022/

11. 157 Matt Dixon. 2024. *Swamp Monsters: Trump vs. DeSantis*. New York : Little, Brown and Company, p. 283.
12. 158 Alison Durkee. « Trump's Charges Could Result in More than 700 Years in Prison—Here's Why That's So Unlikely ». *Forbes*. 16 août 2023. https://www.forbes.com/sites/alisondurkee/2023/08/16/trumps-total-charges-could-result-in-more-than-700-years-in-prison/
13. 159 « 2024 Republican Presidential Nomination ». *RealClearPolitics*. 2024. https://www.realclearpolling.com/polls/president/republican-primary/2024/national
14. 160 « NBC News/Des Moines Register/Mediacom Poll ». 17 août 2023. https://www.documentcloud.org/documents/23919969-horseraceip-methodology/
15. 161 Anthony Salvanto, Kabir Khanna, Jennifer De Pinto et Fred Backus. « CBS News Poll Finds Trump's Big Lead Grows, as GOP Voters Dismiss Indictments ». *CBS*. 20 août 2023. https://www.cbsnews.com/news/trump-poll-indictments-2023-08-20/
16. 162 Bess Levin. « Trump Claims Ron DeSantis Shed Actual Tears While Begging for His Endorsement ». *Vanity Fair*. 2 février 2023. https://www.vanityfair.com/news/2023/02/donald-trump-ron-desantis-endorsement-tears?srsltid=AfmBOopZmBXTU2_uQmsrIGaSCjr_ZyOsOy73Qot6DgwSCF8XZtNDNLe8

Chapitre 9
Une course stable, deux candidats instables

Le 6 mars a lieu le « Super Mardi ». Événement fatidique programmé tous les quatre ans, il s'agit de la journée souvent la plus décisive du calendrier des primaires. C'est alors que sont mis en jeu le plus grand nombre d'États et le plus grand nombre de délégués en vue des conventions des deux principaux partis, elles-mêmes tenues à l'été. Bill Clinton en 1992, Mitt Romney en 2012 et, plus récemment, Donald Trump en 2016 et Joe Biden en 2020 se sont tous propulsés à l'investiture de leur parti respectif après avoir dominé le « Super Mardi » dans ce qui était jusque-là des courses hautement compétitives.

Or, s'il y a un « Super Mardi » à la fois du côté démocrate et du côté républicain en 2024, force est de constater que ni l'un ni l'autre ne revêt la moindre réelle compétitivité. Au cours des heures suivant immédiatement le scrutin, les seuls opposants viables de Biden et de Trump qu'il restait – Dean Phillips du côté démocrate, Nikki Haley du côté républicain – annoncent leur retrait. La simple réalité est que chacun faisait déjà figure de Bruce Willis dans *The Sixth Sense* : ils étaient (politiquement) morts – c'est seulement qu'ils ne l'avaient pas encore réalisé. Pour paraphraser Sun Tzu, ces batailles étaient déjà terminées avant même d'avoir commencé.

Dans ce contexte, le monde est déjà fixé bien avant l'arrivée du printemps sur l'identité des deux candidats majeurs destinés à s'affronter lors de l'élection de novembre. Il y a là une situation sans précédent : la campagne générale la plus longue de l'histoire américaine, mettant en scène les deux candidats à la fois les plus impopulaires et les plus âgés de l'histoire américaine… Les circonstances contribuent par le fait même à *renforcer* l'impression d'une campagne qui s'annonce longue. De tout le printemps 2024, aucune question ne revient plus souvent, sans aucun doute, que celle-ci, toute simple : dans un pays de plus de 300 millions d'habitants, censé être la plus grande démocratie au monde, comment peut-on en être réduit à choisir entre ces deux types ?

***

Une fois les primaires réglées et la course générale informellement engagée, un événement devient vite le centre de l'attention : le procès criminel de Donald Trump. Et pour cause : il s'agit non seulement du premier pour le candidat républicain, mais du premier pour tout candidat majeur de l'histoire des États-Unis. Le procès concerne l'« affaire Stormy Daniels », ce qui signifie que l'on pourrait voir une ancienne vedette porno témoigner contre Trump, le tout ayant lieu dans le fief original de Trump – et la Mecque du monde médiatique –, New York. Bien que le moins sérieux, sur le fond, des quatre procès criminels se profilant à l'horizon, il s'annonce aussi à certains égards comme le plus irrésistible d'un point de vue spectacle.

Le principal intéressé, loin de se cacher, fait tout pour alimenter le cirque. Peu de temps avant le début du procès, confronté à des factures juridiques ne cessant de grimper163, il commence à vendre des « bibles Trump » (faites en Chine) pour aider à financer sa défense. Il répète également que ses démêlés avec la justice le rendent plus attirant aux yeux des électeurs noirs, qui sont familiers avec le fait d'être persécutés. « Ce qui m'arrive, c'est ce qu'il leur arrive », lance-t-il164.

Puis, dès que s'amorce le procès à la mi-avril, il arrive au tribunal le matin et s'adresse aux journalistes présents, parlant sans texte formel des sujets du jour. Plus souvent qu'autrement, il en profite pour s'en prendre au système judiciaire. Il répète ce manège quotidiennement. Rapidement frappé d'une ordonnance de bâillon par le juge présidant l'affaire, Juan Merchan, Trump teste les limites du pouvoir et de la volonté de ce dernier en continuant à tenir des propos controversés. Après s'en être d'abord pris à certains employés du tribunal, il attaque la fille du juge Merchan, qui a travaillé comme consultante pour des causes démocrates – et traite Merchan lui-même de « juge corrompu165 ». En plein milieu du procès, Trump s'envole pour des États-clés comme le Michigan et le Wisconsin, où il tient de grands rassemblements partisans, durant lesquels il continue à invectiver le juge.

À chaque jour qui passe, les deux mêmes questions de base se posent. D'abord : jusqu'où Trump ira-t-il ? Puis : Merchan osera-t-il faire tomber le couperet et imposer à l'ex-président la conséquence qui guetterait normalement tout citoyen ordinaire défiant aussi ouvertement une ordonnance de la cour ? Tolérer revient à accepter des écarts qui vaudraient de sévères conséquences à quiconque, remettant en question le concept même d'égalité devant la loi. L'emprisonner – sort réservé pour le viol multiple d'ordonnances du tribunal – risque d'en faire un martyr, surtout dans un contexte où il se présente déjà depuis des mois comme la *victime* d'un système au sein duquel il ne serait pas traité de façon égale devant la loi.

À la fin avril, au bout de plusieurs semaines de ce tango diplomatique, Merchan finit par déclarer Trump coupable d'outrage au tribunal. Il recense neuf offenses, et établit une peine de 1000 $ par offense, pour un total de 9000 $[166]. Cela survient alors que la valeur nette estimée de Trump a atteint un creux historique… soit un peu plus de 3 milliards de dollars[167]. Aussi bien dire que l'impact sur ses finances est nul.

Un mois plus tard, le 30 mai, après un procès acrimonieux, le jury rend son verdict : Donald Trump est coupable sur toute la ligne. Les 34 chefs d'accusation pour lesquels il a été inculpé sont retenus. Ce revers vient s'ajouter aux procès ayant eu lieu au civil au cours des mois précédents et au terme desquels Trump a été tenu responsable à la fois de fraude et d'agression sexuelle : le montant combiné des amendes qu'on lui a imposées avoisine le demi-milliard de dollars[168]. Bien qu'il ne reçoive pas tout de suite sa peine pour l'« affaire Stormy Daniels », et qu'il annonce immédiatement qu'il ira en appel, il devient bel et bien le tout premier président américain, actuel ou ancien, à être au sens le plus pur de la loi un criminel.

Le jour où débute le procès criminel à New York, le 15 avril, 43 % des Américains dans l'agrégation nationale des sondages disent avoir une opinion favorable de Donald Trump. Une semaine après son verdict de culpabilité, le pourcentage d'Américains affirmant avoir une opinion favorable de Trump est de… 43 %[169]. En dépit de toute l'importance historique que revêt la situation sur le fond, l'impact (politique) reste nul.

***

Et si c'était « seulement » le procès !

Mais non : durant les mêmes mois, Trump multiplie, à l'instar de 2016 et de 2020, les propos controversés. À peut-être une nuance près : sa rhétorique est encore plus enflammée qu'auparavant, voire par moments carrément radicale. Il évoque des pays comme le Venezuela qui « vident » leurs prisons et leurs institutions psychiatriques pour envoyer leurs pires éléments aux États-Unis. Trump commence à citer, dans un rassemblement partisan après l'autre, le film *The Silence of the Lambs* (*Le silence des agneaux*) pour comparer plusieurs des immigrants se retrouvant actuellement aux États-Unis au célèbre personnage de Hannibal Lecter, un tueur en série cannibale ayant un faible pour déguster le foie de ses victimes « avec un bon chianti ».

Il parle de migrants qui ne « sont pas des personnes » et qui « empoisonnent le sang de notre pays », se méritant une volée de comparaisons avec le langage utilisé par Adolf Hitler au sujet des Juifs un siècle plus tôt. Loin de calmer le jeu, sa campagne attise ces mêmes flammes lorsqu'elle partage une vidéo en ligne où figure une référence

à un « Reich uni[170] ». On se défend après coup d'avoir commis une erreur… mais on met tout de même près de 24 heures à retirer la vidéo en question.

Il suggère que le chef d'état-major des Forces armées américaines, le général Mark Milley (qui a dépeint Trump comme une menace au pays), devrait être exécuté pour trahison[171]. Il répète sa promesse d'« éradiquer les marxistes, fascistes et brutes de la gauche radicale qui vivent comme de la vermine sein de notre pays[172] ». Certains de ses plus importants lieutenants de campagne y vont de leur propre contribution, par exemple lorsque le représentant de la Floride Matt Gaetz, trumpiste de la première heure, défend les propos de Trump en expliquant que « vider le marécage » de Washington implique de déloger les créatures qui s'y trouvent, incluant la vermine et les « rats ».

Lorsque Sean Hannity, animateur vedette du réseau Fox News et allié politique de longue date de Trump, tend une perche à son ami en lui demandant de rassurer l'électorat qui voit en lui des penchants autoritaires, Trump précise qu'il ne sera un dictateur « que lors du premier jour » d'un deuxième mandat. Même lorsque Hannity lui offre à répétition l'occasion d'écarter de façon plus claire toute approche dictatoriale, Trump refuse[173].

Si Trump entretient le doute quant à son style de gestion, il le fait tout autant quant à certaines de ses positions. Sans doute aucun enjeu ne l'illustre autant en 2024 que celui de l'avortement.

À sa première campagne présidentielle, en 2016, Trump cherche à se distinguer pendant les primaires de ses rivaux républicains de l'époque en se vantant d'appuyer un financement public à l'organisme Planned Parenthood, le groupe pratiquant le plus d'avortements à la grandeur des États-Unis. La ligne de Trump : « Je chéris les femmes. »

Plus tard durant la même campagne, lorsque questionné en direct à la télévision nationale à savoir ce qui devrait arriver à une femme obtenant un avortement, Trump répond sans réfléchir : « Il doit y avoir une forme de punition. »

Autrement dit, alors que même les politiciens les plus ardemment opposés à l'avortement se limitent presque entièrement à proposer des conséquences pour le médecin pratiquant un avortement – et non la femme le recevant –, Trump, lui, va beaucoup plus loin. Devant le tollé public, Trump recule presque immédiatement, en se rabattant sur la position que le gouvernement fédéral devrait imposer une peine aux médecins, et non aux femmes.

Une fois élu, Trump se dit en faveur d'une interdiction nationale de l'avortement, adoptée par la Chambre des représentants, après 20 semaines de grossesse. Puis, une fois qu'il a quitté la Maison-

Blanche et que la Cour suprême, forte de trois juges conservateurs supplémentaires qu'il vient d'y nommer, renverse en 2022 l'arrêt *Roe c. Wade*, Trump célèbre ce qu'il dit être « la volonté de Dieu » de renvoyer aux États le pouvoir de légiférer sur l'avortement.

Puis débute la course de 2024.

Trump s'y engage en laissant miroiter un grand compromis national. Il promet de s'asseoir « avec tous les groupes, et on va trouver quelque chose d'acceptable » pour tout le monde. Avant que toute consultation de cette sorte n'ait lieu, Trump ressort en mars pour suggérer qu'il appuierait une interdiction fédérale de l'avortement après 15 semaines de grossesse. Moins d'un mois plus tard, le 8 avril, il dévoile officiellement via son réseau Truth Social son programme en matière d'avortement : laisser la décision aux 50 États.

Moins de 48 heures plus tard, le 10 avril, après la décision de l'Arizona de faire appliquer une loi interdisant la pratique mur à mur, sauf dans les cas où la vie de la mère est menacée, Trump déclare que le gouvernement fédéral devrait établir des paramètres que les États ne pourraient pas outrepasser.

La cerise sur le *sundae* ? Bien avant 2024 ou même 2016, alors qu'il flirtait avec l'idée d'une première course présidentielle en 2000, Trump se présentait ainsi sur le sujet de l'avortement : « Je suis très pro-choix[174]. »

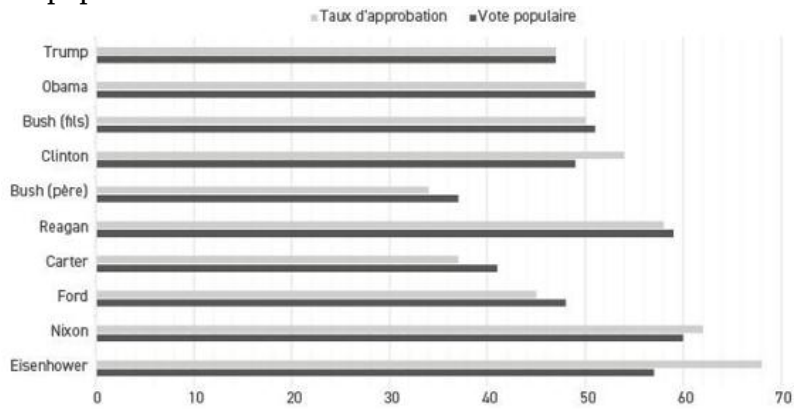
***

En temps normal, le candidat ayant devant lui un adversaire aussi déjanté adopterait une approche simple : le laisser s'autodétruire. Comme le veut le vieil adage politique : lorsque votre ennemi est train de commettre une erreur, ne l'interrompez pas. C'était, après tout, cette stratégie fondamentale qu'avait préconisée l'équipe de Joe Biden quatre ans plus tôt : utiliser le prétexte des confinements liés à la COVID-19 pour garder Biden dans son sous-sol, minimiser le nombre de sorties et laisser Trump se battre lui-même. Et le tout avait fonctionné à merveille, le milliardaire républicain étant viscéralement incapable de résister à l'attrait du feu des projecteurs – même lorsque ces derniers le faisaient mal paraître.

Or, nous ne sommes plus en 2020 – et il ne s'agit pas de « temps normaux ».

Depuis l'avènement des sondages modernes au milieu du XXe siècle, une dynamique, plus que toute autre, a caractérisé les élections à l'occasion desquelles un président brigue un second mandat : ces scrutins servent de référendum. Si l'électorat est satisfait de la performance du président sortant, il tend à le réélire. Si, au contraire, il est insatisfait, il tend à le congédier. Dans ce contexte, l'identité du

candidat adverse, même si elle participe du résultat des élections, n'est pas le facteur le plus déterminant. La corrélation entre le taux d'approbation du président sortant et son score au vote populaire est extraordinairement forte. Et lors de la dernière élection, en 2020, cette corrélation n'est pas que forte : elle est parfaite. Trump récolte un taux d'approbation de 47 % le jour du scrutin – et reçoit précisément 47 % du vote populaire.



Comparaison entre le taux d'approbation et le pourcentage du vote populaire récolté par tous les présidents ayant brigué un nouveau mandat à la Maison-Blanche, 1956-2020 (sources : Gallup et RealClearPolitics)

Or, quatre ans après le référendum que Trump a perdu sur son premier mandat, le président sortant n'est plus lui… mais bien Joe Biden. Et le taux d'approbation de ce dernier, à quelque six mois de l'élection, est le plus bas jamais mesuré pour un président qui se représente : plus bas encore que Trump en 2020. Tout président avec un taux d'approbation de moins de 45 % a mordu la poussière. Celui de Biden se trouve à 40 %. Qui plus est, il n'a même pas atteint une seule fois le cap des 45 % depuis sa première année à la présidence. Et placé dans un nouveau face-à-face hypothétique contre Trump, il tire de l'arrière à l'échelle nationale sans interruption depuis septembre 2023. Cela est particulièrement digne de mention dans un contexte où Trump n'a jamais mené face à Biden dans les intentions de vote tout au long de la campagne de 2020 – et où Trump, en vertu de sa coalition électorale plus « efficace » que Biden, peut sans doute rafler le Collège électoral – donc la présidence – sans même gagner le vote populaire national.

Dit simplement, Joe Biden est le président sortant le plus vulnérable en plus de 50 ans. On doit remonter à Lyndon Johnson, en 1968, pour trouver un candidat dans une position d'aussi grande faiblesse électorale. Johnson est également le dernier à avoir annoncé, en plein cœur de l'année de sa campagne de réélection, qu'il se retirait de la course…

Pour ajouter aux parallèles susceptibles d'inquiéter le camp démocrate, Biden est simultanément confronté, comme l'était Johnson, à la combinaison d'un problème d'inflation et d'une implication américaine à l'étranger passionnément décriée par des éléments de la base démocrate sur les campus universitaires aux États-Unis. S'il était question du Vietnam en 1968, il est question de Gaza en 2024.

Bien sûr, contrairement à la guerre ayant alors ravagé l'Asie du Sud-Est, les Américains ne perdent pas des centaines de leurs soldats tous les mois. Reste qu'ils dépensent des milliards en fonds publics pour soutenir le gouvernement d'Israël qui, après que le pays a été frappé en 2023 par le pire attentat contre sa population civile depuis l'Holocauste, a lancé une guerre d'une brutalité soulevant l'indignation chez nombre de sympathisants palestiniens aux États-Unis. Ces voix se font, depuis des années, de plus en plus nombreuses et vocales au sein du Parti démocrate, le scindant presque exactement en deux, avec environ la moitié de ses électeurs se déclarant plus près d'Israël et l'autre moitié, des Palestiniens.

À l'instar de 1968, les principaux actes de contestation envers les orientations de la politique étrangère du gouvernement américain sont déclenchés sur le campus de l'Université Columbia, à New York – et font rapidement des petits à la grandeur du pays. Plus les semaines avancent au printemps 2024, plus les atrocités se multiplient à Gaza – et plus les manifestations se multiplient aux États-Unis. Pendant la guerre au Vietnam, les activistes étudiants chantaient « *Hey, hey, LBJ, how many kids did you kill today?* » ; pendant celle à Gaza, ils crient plus simplement : « *Genocide Joe*. »

La situation présente un aspect aussi inquiétant pour le président, d'un point de vue politique, que profondément frustrant et regrettable d'un point de vue diplomatique. Jusqu'à l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre précédent, l'administration Biden semblait en voie de chapeauter une grande entente qui viendrait officialiser et normaliser les relations entre Israël et l'Arabie saoudite, plus puissant pays du monde arabe[175]. L'entente avait le potentiel de devenir la plus grande avancée pour la paix dans la région des dernières décennies – sans mentionner le plus important accomplissement en matière de politique étrangère de la présidence, sinon de la carrière entière de Joe Biden. Après octobre, ce potentiel s'évapore – et se transforme en boulet politique.

S'il veut se rassurer, Biden peut se dire que, malgré tout le tapage dans le monde universitaire et dans les médias au sujet du conflit à Gaza, ce dernier demeure loin d'être la première priorité de l'ensemble des électeurs américains, qui sont moins de 5 % à l'identifier comme telle. Reste que le risque d'effritement de composantes cruciales de la

base traditionnelle démocrate, lui, demeure très réel. L'emprise multigénérationnelle du parti sur les ouvriers et, encore plus, sur les électeurs issus des minorités ethniques, en particulier, semble de plus en plus remise en question. Le tout ne commence pas en 2024 : même dans la victoire lors des élections de 2018 et de 2020, les démocrates les plus lucides peuvent voir des indications claires de gravitation chez les républicains d'électeurs qui leur étaient jusque-là acquis, en particulier chez les hommes hispaniques et noirs[176]. Comme le martèle avec conviction un ex-leader syndical de la Pennsylvanie devenu partisan de Trump, Ed Harry : « Ce qui s'est passé en 2016 est seulement le début. Et honnêtement, c'est plus gros que Trump » : c'est une révolte face aux nouvelles normes économiques et sociales vues comme émanant d'une élite perçue comme déconnectée, sinon carrément hostile[177].

La campagne républicaine n'en est que trop consciente. Ce n'est pas un hasard si, pendant la même période, Donald Trump fait activement campagne dans une série d'endroits où les républicains n'osent généralement pas s'aventurer. Il va prier dans une église noire de Détroit, au Michigan – en plus de tisser des liens avec la communauté musulmane de Dearborn, en banlieue de Détroit, entre autres grâce aux connexions de Massad Boulos, beau-père d'origine libanaise de sa fille Tiffany.

Alors que les rares fois où des républicains prennent le temps de visiter le bastion démocrate de Philadelphie en Pennsylvanie servent à courtiser la frange mieux nantie de ses électeurs (généralement caucasiens[178]), Trump, lui, se rend sur le campus de l'Université Temple, dans le nord de la ville – une zone dont les résidents, dans un rayon d'un kilomètre, sont à plus de 70 % non caucasiens[179]. Et, pour la première fois pour un candidat républicain à la présidence depuis Ronald Reagan en 1980, Trump fait campagne en plein cœur du Bronx. Lorsque Biden se rend au Morehouse College en mai 2024, un établissement post-secondaire situé dans le cœur d'Atlanta avec un corps étudiant constitué à plus de 95 % d'Afro-Américains pour livrer ce qui s'apparente par moments à un sermon sur le racisme, le signal est aussi clair que lorsque Biden se rend lui-même à Philadelphie pour tenter de mobiliser les électeurs noirs. Les républicains sont en mode offensif ; les démocrates cherchent à protéger leurs acquis.

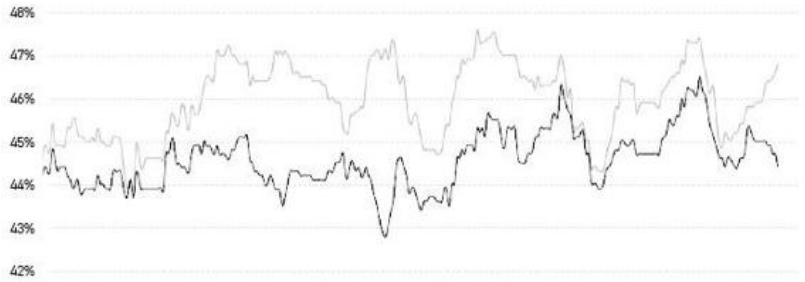
Si c'est le sous-texte qu'un analyste peut décoder, ce n'est pas pour autant ce que la campagne Biden et ses partisans affirment. Au contraire, on prétend depuis des mois que les inquiétudes quant aux chances de réélection du président sont injustifiées. L'ancien directeur de campagne de réélection de Barack Obama, Jim Messina, diffuse un mémo où il qualifie les démocrates craignant une défaite de « *fucking bedwetters*[180] » (mauviettes mouillant leur lit). Les stratèges principaux

de Biden répètent que lorsque les électeurs commenceront à véritablement porter attention à ce qui se passe – plus près du jour du scrutin –, ils réaliseront le danger que Trump pose pour le pays et se rabattront sur le président sortant, malgré ses imperfections. Pour citer une expression que Biden lui-même se plaît à reprendre : « Ne me comparez pas à Dieu le père, comparez-moi à l'alternative. » Lorsque l'on questionne le président directement à savoir s'il est raisonnable de douter de ses chances de victoire contre Trump, il répond catégoriquement : « Non. Je suis le seul à l'avoir jamais battu. Et je vais le battre à nouveau[181]. »

La campagne Biden s'enorgueillit également des sommes colossales qu'elle parvient à amasser. Les chercheurs ont longtemps peiné à démontrer les effets précis des dépenses électorales sur les résultats[182]. Si l'argent est une condition nécessaire en politique américaine, où les coûts des courses pour la présidence excèdent depuis l'ère Obama 1 milliard de dollars, il n'est pas nécessairement suffisant. À titre de simple exemple, le fait qu'Hillary Clinton dispose de près du double des fonds de Trump en 2016 n'a pas permis à l'ex-première dame de remporter la Maison-Blanche.

Cela dit, le camp Biden atteint de tout nouveaux sommets en 2024. En mars, il orchestre une collecte de fonds avec le président et ses deux plus récents prédécesseurs démocrates, Bill Clinton et Barack Obama, qui permet de récolter en une seule soirée 25 millions de dollars. En tout et pour tout, la campagne de Biden dispose au printemps non pas « seulement » du double, mais de près du *triple* de l'argent sur lequel peut compter celle de Trump. Et, contrairement à Trump, Biden ne cannibalise pas ses fonds de campagne en déboursant des dizaines de millions de dollars pour se défendre de multiples poursuites civiles et criminelles. Quelque deux mois plus tard, à la mi-juin, la campagne démocrate se surpasse à nouveau, organisant une nouvelle soirée à Los Angeles avec le président flanqué de vedettes, incluant Obama et George Clooney, qui fait bondir la cagnotte électorale de Biden de 30 millions de dollars.

Et pourtant : de septembre 2023 à juin 2024, à travers tous les développements et les drames, toutes les nouvelles et les controverses, la course demeure d'une extraordinaire stabilité. À aucun point au cours de cette période de près d'un an l'aiguille électorale ne déroge au cadre suivant : d'une égalité entre les deux candidats à une avance de quatre points de Trump. Elle ne fait qu'osciller, faiblement, à l'intérieur de cette zone.



Intentions de vote à l'échelle nationale pour Donald Trump (gris) et Joe Biden (noir), septembre 2023-juin 2024 (source : RealClearPolitics)

En un sens, il n'y a rien là d'entièrement surprenant. Il s'agit, après tout, de la première fois en plus d'un siècle que deux hommes ayant déjà occupé les fonctions présidentielles s'affrontent – deux hommes qui, de surcroît, sont connus dans l'espace public depuis des générations. Autrement dit, ils sont déjà presque entièrement définis. On pourrait se demander à l'aube de la campagne de 2024 si elle constituerait réellement un référendum sur Biden ou davantage un choix entre Biden et son adversaire, considérant que celui-ci aussi avait déjà été président. L'idée étant que si Biden a le statut de négligé dans une élection « référendaire », il peut espérer l'emporter dans un duel « classique » face à un candidat encore plus problématique.

Et pourtant… Lorsque le réseau CNN sonde les Américains au printemps pour savoir comment ils évaluent en rétrospective la présidence Trump puis, en temps réel, la présidence Biden, une majorité de 55 % dit juger la première de succès ; une majorité encore plus large de 61 % dit juger la deuxième d'échec[183]. Pour que Joe Biden l'emporte dans six mois, on doit supposer que les sondages se trompent… ou alors qu'ils voient juste et qu'il faudra travailler pour faire changer leurs résultats. Et le président devra sérieusement s'activer.

Et pourtant… Hormis les fracassantes levées de financement et les quelques discours ici et là, Joe Biden reste ce qu'il a été pour les trois premières années de son mandat : largement absent. L'observateur objectif ne peut s'empêcher de poser la délicate question, dans le contexte, de l'état même du président.

Il y a le fait que Biden a pris plus longtemps que tous ses récents prédécesseurs à tenir un point de presse au début de son mandat en 2021. Lorsque ce dernier a enfin eu lieu, on y a servi aux médias une réponse décousue après l'autre. Puis Biden s'est après coup limité au strict minimum en matière d'entrevues et d'échanges avec les médias et le public.

Il y a, en plus des épisodes déjà cités dans le préambule de cet ouvrage, celui où, au Vietnam, le président se fait interrompre par ses

propres conseillers en pleine allocution tandis qu'il paraît divaguer, en traitant notamment les gens niant les changements climatiques de « soldats à poney menteurs avec des faces de chien ». Ceux où il paraît « geler » en plein milieu d'une réponse, pendant plusieurs secondes, avec l'air perdu.

Et il y a les chutes. Celle à vélo. Celle au lutrin à l'Air Force Academy, où le président tombe d'un coup sec après avoir livré un discours, et a besoin de l'aide des membres des Services secrets pour se relever. Et celles (au pluriel) qui surviennent lorsqu'il tente de monter les escaliers d'Air Force One – devenues si embarrassantes pour la Maison-Blanche que son personnel commence à diriger le président vers un escalier « alternatif » pour éviter d'autres scènes gênantes.

Plus 2024 avance, plus les doutes persistent – et s'intensifient. Si le président parvient à les faire taire temporairement à la suite d'un discours énergique sur l'état de l'Union devant le Congrès en mars, ces doutes ne sont jamais très loin pour la majorité de l'électorat américain, qui estime à plus de 70 % que Biden est trop âgé pour servir un nouveau mandat de quatre ans.

Lors d'une commémoration pour le 80e anniversaire du débarquement de Normandie, le 6 juin en France, le président a l'air de s'assoupir – tout comme il l'a fait la semaine précédente lors d'un événement pour le Memorial Day en Virginie.

Une semaine plus tard, le 14 juin, au sommet du G7 en Italie, le président délaisse ses homologues, tous réunis en groupe à l'extérieur, pour marcher vers des parachutistes se trouvant plus loin. La première ministre italienne, Georgia Meloni, sent le besoin d'aller doucement chercher le président américain et de l'encourager à rejoindre le groupe.

Puis, deux jours plus tard, à l'occasion de la même collecte de fonds citée précédemment avec Barack Obama et George Clooney, Biden semble aux yeux de plusieurs nécessiter l'aide de son prédécesseur et ancien patron pour quitter la scène alors qu'il fige sur scène.

Et chaque fois – lors de chacune de ces fois, et lors de toutes les autres qui ne sont pas ici répertoriées –, une raison ou autre forme de justification est mise de l'avant.

Lorsque le président déraille dans ses propos, certains de ses partisans citent le fait qu'il était bègue lorsqu'il était jeune. Lorsqu'il chute à l'Air Force Academy, d'autres blâment le sac de sable qui se trouvait par terre à ses côtés. D'autres encore le comparent à Franklin Delano Roosevelt, considéré comme un grand président malgré le fait qu'il était cloué à un fauteuil roulant en raison de la polio. C'est qu'ils ne réalisent pas la triste ironie ne leur comparaison, Roosevelt ayant

lui-même fait face à de sérieuses questions sur son état de santé, non liées à la polio, lors de son ultime campagne de réélection en 1944… avant de mourir en fonction moins de six mois plus tard. En fait, on apprend après coup que Roosevelt, très conscient de son état, avait en privé ordonné à son colistier Harry Truman pendant la campagne de 1944 de ne pas voyager en avion « parce que l'un d'entre nous se doit de rester vivant[184] ».

Lorsque le président Biden chute à répétition en montant à bord de son avion, la porte-parole de la Maison-Blanche, Karine Jean-Pierre, déclare qu'il faisait si venteux qu'elle a elle-même failli tomber.

Lorsque le procureur spécial Robert Hur, qui enquêtait sur Biden dans une cause de documents confidentiels laissés à sa résidence personnelle, produit un rapport recommandant de ne pas accuser le président parce qu'il est « un homme âgé à la mémoire défaillante », Karine Jean-Pierre attaque personnellement Hur en lui imputant des motivations politiques[185].

Lorsque le *Wall Street Journal* publie un article rapportant que le président montre en privé des signes répétés de pertes cognitives[186], le journal doit se défendre de ne pas avoir eu recours à des sources suffisamment crédibles.

À la suite de la collecte de fonds à Los Angeles, l'équipe d'Obama nie publiquement que Biden ait gelé sur scène ; Clooney, pour sa part, ne dit pas un mot.

Et après le sommet du G7, une pluie d'articles dans des publications souvent plus sympathiques à la cause démocrate accusent les critiques de Joe Biden d'avoir sorti les extraits vidéo de leur contexte. Le 21 juin, le plus prestigieux des quotidiens au pays, le *New York Times*, publie un article décriant des « vidéos trompeuses » et des « *deep fakes* » qui créeraient une fausse perception que le président a des problèmes[187]. Le *Times*, dont le lectorat américain est à environ 90 % composé d'électeurs démocrates, a déjà dû se défendre quelques mois auparavant d'accusations à l'effet qu'il entretient des questions quant à la santé cognitive de Biden au détriment d'une couverture plus critique de Trump.

On est maintenant à moins d'une semaine du premier débat prévu le 27 juin à Atlanta entre les deux candidats. Et le message se veut clair : le président va bien.

L'animateur vedette du réseau MSNBC, Joe Scarborough, s'est voulu encore plus explicite au cours des semaines précédentes : « Il est plus que convaincant. Il est bien au-delà de convaincant. En fait, je crois qu'il est plus solide qu'il ne l'a jamais été. […] Et commencez votre enregistrement maintenant, parce que je suis sur le point de vous dire la vérité, et allez vous faire foutre si vous ne pouvez pas accepter la

vérité. Cette version de Biden – intellectuellement, analytiquement – est la meilleure version de Biden jamais vue. Même pas proche[188]. »

1. 163 On les estime à plus de 100 millions de dollars.
2. 164 Lalee Ibssa, Gabriella Abdul-Hakim et Soo Rin Kim. « Trump Claims Black Americans Relate to his Criminal Prosecutions. » *ABC News*. 24 février 2024. https://abcnews.go.com/US/trump-claims-black-americans-relate-criminal-prosecutions/story?id=107509919
3. 165 Jesse McKinley, Ben Protess et William K. Rashbaum. « Gag Order Is Expanded to Bar Attacks on Judge's Family ». *The New York Times*. 1er avril 2024. https://www.nytimes.com/2024/04/01/nyregion/trump-gag-order-juan-merchan.html
4. 166 Sophie-Hélène Lebeuf. « Restriction de parole : Trump reconnu coupable d'outrage au tribunal ». *Radio-Canada*. 30 avril 2024. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2068985/trump-coupable-outrage-tribunal-temoignages
5. 167 Stephen Pastis. « Trump's Net Worth Rose $3.6 Billion This Year—Despite Wild Fluctuations in His Wealth ». *Forbes*. 25 décembre 2024. https://www.forbes.com/sites/stephenpastis/2024/12/25/trumps-net-worth-rose-36-billion-this-year-despite-wild-fluctuations-in-his-wealth/
6. 168 Jonah E. Bromwich et Ben Protess. « Trump Fraud Trial Penalty Will Exceed $450 Million ». *The New York Times*. 16 février 2024. https://www.nytimes.com/2024/02/16/nyregion/trump-civil-fraud-trial-ruling.html
7. 169 « Trump: Favorable/Unfavorable ». *RealClearPolitics*. https://www.realclearpolling.com/polls/favorability/donald-trump
8. 170 Natalie Allison. « Trump's Social Media Account Shares Video Referencing 'Unified Reich' ». *Politico*. 20 mai 2024. https://www.politico.com/news/2024/05/20/trump-social-media-video-unified-reich-00159067
9. 171 Amanda Macias. « Trump and GOP Rep. Gosar Suggest Joint Chiefs Boss Mark Milley Deserves Death ». *CNBC*. 25 septembre 2023. https://www.cnbc.com/2023/09/25/trump-paul-gosar-suggest-gen-mark-milley-deserves-death.html
10. 172 Soo Rin Kim et Lalee Ibssa. « Trump Compares Political Opponents to 'Vermin' Who He Will 'Root Out,' Alaraming Historians ». *ABC News*. 13 novembre 2023. https://abcnews.go.com/Politics/trump-compares-political-opponents-vermin-root-alarming-historians/story?id=104847748
11. 173 Houston Keene et Brandon Gillespie. « Here Are the Top Moments from Hannity's Trump Town Hall ». *Fox News*. 6 décembre 2023. https://www.foxnews.com/politics/top-moments-trumps-hannity-town-hall
12. 174 Rafael Jacob. « Trump ou le candidat du n'importe quoi ». *L'actualité*. 26 avril 2024. https://lactualite.com/monde/etats-unis/trump-ou-le-candidat-du-nimporte-quoi/
13. 175 Barak Ravid. « Scoop: Senior Biden Advisers Quietly Visit Saudi Arabia to Discuss Mega-Deal ». *Axios*. 4 octobre 2023. https://www.axios.com/2023/10/04/saudi-mega-deal-biden-israel-normalization-palestinian-talks
14. 176 Eric Levitz. « David Shor's Unified Theory of American Politics ». *The New Yorker*. 17 juillet 2020. https://nymag.com/intelligencer/2020/07/david-shor-cancel-culture-2020-election-theory-polls.html
15. 177 Salena Zito et Brad Todd. 2018. *The Great Revolt: Inside the Populist Coalition Reshaping American Politics*. New York : Forum Books, p. 266.
16. 178 Jim Melwert. « Mitt Romney Visits Philadelphia, Suburbs ». 28 septembre 2012. *CBS News Philadelphia*. https://www.cbsnews.com/philadelphia/news/mitt-romney-visits-philadelphia-suburbs-today/

17. 179 Aliya Schneider. « Why Donald Trump Is Coming to North Philadelphia for His First-Ever Rally in the City ». *Philadelphia Inquirer*. 21 juin 2024. https://www.inquirer.com/politics/philadelphia/trump-rally-philadelphia-temple-20240621.html
18. 180 Eugene Daniels, Ryan Lizza et Rachael Bade. « Playbook: An Obama Vet's Message on Biden Bedwetting ». *Politico*. 6 septembre 2023. https://www.politico.com/newsletters/playbook/2023/09/06/an-obama-vets-message-on-biden-bedwetting-00114179
19. 181 Evan Osnos. « Joe Biden's Last Campaign ». *The New Yorker*. 4 mars 2024. https://www.newyorker.com/magazine/2024/03/11/joe-biden-profile
20. 182 Steven Sprick Schuster. 2020. « Does Campaign Spending Affect Election Outcomes? New Evidence from Transaction-Level Disbursement Data ». *The Journal of Politics*, vol. 82, no 4, p. 1502-1515 ; John Sides, Lynn Vavreck et Christopher Warshaw. 2022. « The Effect of Television Advertising in United States Elections ». *American Political Science Review*, vol. 116, no 2, p. 702-718 ; Danielle M. Thomsen. 2023. « Competition in Congressional Elections: Money Versus Votes ». *American Political Science Review*, vol. 117, no 2, p. 675-691.
21. 183 Jennifer Agiesta. « CNN Poll: Trump Maintains Lead over Biden in 2024 Matchup as Views on their Presidencies Diverge ». *CNN*. 28 avril 2024. https://www.cnn.com/2024/04/28/politics/cnn-poll-trump-biden-matchup/index.html
22. 184 Harold I. Gullan. 1998. *The Upset that Wasn't: Harry Truman and the Crucial Election of 1948*. Chicago : Ivan R. Dee, p. 35-36.
23. 185 Chris Stein et Alice Herman. « 'Gratuitous, Inaccurate': White House Disputes Special Counsel Report on Biden ». *The Guardian*. 9 février 2024. https://www.theguardian.com/us-news/2024/feb/09/white-house-disputes-memory-special-counsel-report-biden
24. 186 Annie Linskey et Siobhan Hugues. « Behind Closed Doors, Biden Shows Signs of Slipping ». *Wall Street Journal*. 4 juin 2024. https://www.wsj.com/politics/policy/joe-biden-age-election-2024-8ee15246
25. 187 Katie Glueck, Tiffany Hsu et Ang Li. « How Misleading Videos Are Trailing Biden as He Battles Age Doubts ». *The New York Times*. 21 juin 2024. https://www.nytimes.com/2024/06/21/us/politics/biden-age-videos.html
26. 188 « Why 'This Version of Biden' Is Best ». *MSNBC*/YouTube. 6 mars 2024. https://www.youtube.com/watch?v=0pb6xXuU5wM

Chapitre 10
Le président s'écroule

Le 25 septembre 1960 à 20 h 30 à Chicago, trois hommes changent à jamais la façon dont les campagnes électorales sont décidées – et comment elles sont analysées. Le journaliste Howard Kingsbury Smith a déjà, à 46 ans, bâti une remarquable carrière. Protégé du légendaire Edward R. Murrow, il a interviewé les plus importants leaders nazis, incluant Joseph Goebbels, Heinrich Himmler et Adolf Hitler lui-même, avant de quitter l'Allemagne au début de la Seconde Guerre mondiale. Une fois cette dernière terminée, CBS News fait de Smith son correspondant en chef pour l'Europe entière, où il couvre notamment les procès de Nuremberg et les débuts de la Guerre froide[189]. Après son retour aux États-Unis, le réseau lui confie en 1959 son émission phare d'affaires publiques du dimanche soir.

Ce n'est donc pas une surprise si c'est vers Howard Smith que CBS se tourne lorsque vient le temps de déterminer, l'année suivante, qui chapeautera le tout premier débat présidentiel jamais télédiffusé en direct. Plusieurs dynamiques convergent pour en faire un événement extraordinaire.

La première concerne l'avancement technologique : à peine une décennie plus tôt, en 1950, un peu plus de 10 % des foyers américains possédaient une télévision ; en 1960, c'est près de 90 %. Après les gazettes, les journaux et la radio au cours des décennies précédentes, la télévision gagne en l'espace de quelques années le statut d'outil de communication de masse le plus puissant.

Cependant, les règles de la Federal Communication Commission (FCC) régissant cette industrie toujours en expansion l'obligent, lorsqu'il est question de traiter de politique, à accorder un temps d'antenne égal à tous les candidats… incluant ceux menant des tiers partis microscopiques comme le Parti prohibitionniste ou le Parti socialiste-travailliste. En anticipation d'une joute rhétorique dans le cadre de la campagne présidentielle de 1960, ces règles sont révisées et suspendues pour permettre aux trois grands réseaux (CBS, NBC et ABC) de se limiter à un événement incluant uniquement les porte-étendards des deux partis majeurs.

Et, bien sûr, la course est extraordinairement serrée entre deux des personnalités les plus marquantes du XXe siècle entier – elle se soldera au bout du compte par une différence de quelque 100 000 voix, officiellement, à l'avantage de Kennedy[190].

Le premier débat Kennedy-Nixon obtient les plus fortes cotes d'écoute alors jamais enregistrées pour tout contenu télévisé et devient un tournant culturel. On oublie largement que trois autres débats ont subséquemment lieu entre les deux hommes, et que le dernier attire essentiellement autant de téléspectateurs que le premier. On oublie aussi largement le contenu du débat – et des trois autres. Ce dont l'on se souvient – et ce que l'on cite dans les écoles de communication, de marketing et de science politique – depuis plus de 60 ans, c'est la présentation des deux candidats. C'est que Kennedy projette calme, jeunesse et confiance ; et que Nixon se fait réduire à son regard nerveux, son mauvais rasage et sa transpiration visible. C'est que les électeurs ayant écouté le débat à la radio (et n'en ayant donc pas vu les images) ont jugé le résultat comme étant pratiquement égal, alors que ceux l'ayant regardé à la télévision ont donné un net avantage à Kennedy. C'est que, sommairement dit, à l'ère des médias aux « images vivantes », le contenant a désormais autant, sinon plus, d'importance que le contenu.

Toutes ces choses étaient bien connues de l'équipe de Kennedy, qui avait elle-même insisté *a priori* pour que les deux candidats soient montrés simultanément à l'écran. « Chaque fois que l'on peut voir ces deux types à l'écran côte à côte, on va gagner et il va perdre », dit Leonard Reinsch, stratège des communications de JFK[191].

Or, cette nouvelle réalité semble par moments échapper aux candidats qui, au fil des décennies, suivent dans les traces de Kennedy et de Nixon. En 1992, le président sortant George Bush, déjà dépeint comme déconnecté des difficultés économiques de ses concitoyens en période de récession, se fait critiquer pour avoir regardé sa montre en plein débat face à Bill Clinton et Ross Perot[192]. En 2000, le vice-président sortant Al Gore se fait critiquer par plusieurs, moins pour les mots qui sortent de sa bouche… que pour les soupirs répétés qu'il exhale lorsque son adversaire, George W. Bush, prend la parole. Quatre ans plus tard, c'est au fils Bush de se faire reprocher ses grimaces et autres visages d'agacement dans son premier débat face au sénateur John Kerry[193].

Le style et les normes ayant jusque-là régi comment les candidats se présentaient en débat doivent être, comme tant d'autres choses, révisés avec l'arrivée de Donald Trump sur la scène politique. Des comportements qui auraient été considérés comme caricaturaux, que ce soit le fait de « rôder » à répétition autour d'Hillary Clinton lors du deuxième débat de 2016 ou alors d'interrompre Joe Biden et le

modérateur Chris Wallace à plus de 120 reprises lors du premier débat de 2020[194], deviennent simples faits observés. Et cela est bien sûr sans compter le contenu – alors que Trump, comme il le fait en entrevue ou devant ses partisans, lance une énormité après l'autre.

Au fil des ans et des débats, certaines des gaffes marquent donc les esprits. Certaines performances – particulièrement bonnes ou particulièrement mauvaises – marquent, ne serait-ce que temporairement et marginalement, les intentions de vote et la trajectoire de la campagne.

Mais rien – absolument rien –, parmi toutes les joutes ayant eu lieu depuis le tout premier affrontement Kennedy-Nixon en 1960, ne peut préparer l'audience à ce qui se produit sur la scène des studios du réseau CNN à Atlanta le soir du 27 juin 2024.

***

Tout comme Joe Biden entretient comme aucun autre président depuis des générations le suspense sur sa décision de briguer ou non un second mandat, il en fait de même pour ce qui est de sa décision de débattre ou non. Après avoir refusé toute participation à un débat en vue des primaires démocrates – à l'instar de Trump en amont des primaires républicaines –, Biden refuse pendant des mois de se commettre à croiser le fer à nouveau avec Trump pour l'élection générale.

La ligne officielle que brandissent certains démocrates en est une de noblesse et de respect des normes : le président des États-Unis ne devrait pas partager la scène avec un candidat ayant tenté de renverser le gouvernement moins de quatre ans plus tôt. Bien que l'argument puisse à certains égards se défendre sur le fond, la véritable hésitation a moins ses racines dans la défense des idéaux que dans la stratégie électorale. Il suffit de se référer aux deux derniers présidents ne s'étant pas prêtés à l'exercice : Lyndon Johnson en 1964 et Richard Nixon en 1972. Le constat est alors le même : dans les deux cas, les équipes de campagne jugent les débats comme présentant plus de risques que de bénéfices potentiels pour le candidat.

À une nuance fondamentale près : Johnson et Nixon optent tous deux pour une stratégie d'évitement de la confrontation, car ils se savent largement en avance[195]… ce qui n'est pas le cas pour Joe Biden. Pendant des mois, l'équipe de réélection du président croit – et espère – que les sondages vont tourner en leur faveur et que la tenue de débats – susceptible d'affecter la trajectoire de la course – sera davantage nécessaire pour Trump que pour Biden. L'ancien président, lui, n'en démord pas : il exige de débattre avec Biden. C'est moins parce qu'il croit en avoir besoin que parce qu'il croit pouvoir gagner encore plus de points face à un adversaire qu'il voit comme faible.

Finalement, à la mi-mai, après des mois de tergiversations, la campagne démocrate émet une courte vidéo d'une douzaine de secondes dans laquelle le candidat s'adresse directement à la caméra, dit qu'il est prêt à en découdre avec son prédécesseur. « *Make my day!* », s'exclame Biden. Il propose de s'entendre sur deux débats ; en moins d'une heure, Trump accepte. La date du 27 juin est retenue pour le premier, ce qui est très inhabituel en soi. Le plus tôt qu'un premier débat a jamais eu lieu au calendrier, dans toute l'histoire des campagnes générales, est celui de 1976 entre Gerald Ford et Jimmy Carter : il s'est tenu le 23 septembre. En fait, le débat Biden-Trump survient si tôt que ni un ni l'autre n'aura été formellement investi par son parti respectif, puisque les conventions nationales sont prévues plus tard à l'été. De surcroît, avant de complètement se commettre, l'équipe de Biden soumet une liste d'exigences, incluant de n'avoir aucune audience présente en studio, de fermer le micro du candidat n'ayant pas le droit de parole, d'interdire la participation de tout candidat indépendant et d'appliquer des limites strictes de temps pour chaque réponse[196]. Trump, impulsivement, accepte là aussi sur toute la ligne, se disant prêt à tout pour s'assurer que le débat ait lieu.

Peu importe la confiance qu'affiche le camp Biden, elle est démentie par l'ambiance qui règne dans son quartier général. Tout est fait sur les talons.

Et dès les premières secondes suivant l'arrivée sur scène du président des États-Unis le 27 juin, le monde entier constate pourquoi.

***

Appelé en premier à s'approcher de son lutrin, Joe Biden marche péniblement, un sourire presque douloureux au visage. La première question lui étant réservée, il commence à y répondre d'une voix enrouée et sur un ton peu assuré. Et c'est là le zénith de sa performance.

Quelques minutes plus tard, le président se perd en plein milieu de sa réponse à une question. « On s'assure qu'on continue de renforcer notre système de santé. On s'assure qu'on est capables de faire en sorte de rendre chaque personne… éligible pour ce que j'ai été capable de faire avec le, avec, avec, avec… la COVID, excusez-moi, avec… hmm… gérer le… tout ce qu'on doit faire… euh… regardez… si… On a finalement battu Medicare. »

Quelques minutes plus tard, Biden perd à nouveau le fil à mi-chemin dans ses propos, cette fois en parlant d'immigration. « Je vais continuer d'agir jusqu'à ce qu'on obtienne une interdiction totale de – l'initiative totale relative à ce qu'on va faire avec plus de patrouilles des frontières et plus d'agents attitrés aux réfugiés. » Trump enfile, du tac au tac : « Je ne sais vraiment pas ce qu'il vient de dire ; je ne pense

pas qu'il sache ce qu'il vient de dire. »

Et ainsi, après 20 minutes, le débat est déjà terminé.

Ce qui suit dans l'interminable heure et demie restante n'est pas un débat, mais l'humiliation, aussi triste que malaisante, de l'homme le plus important de la planète sur la plus importante scène de la planète. À un certain stade, ce ne sont plus la voix faiblarde ou les réponses décousues qui frappent. Ce n'est plus lorsque le président parle, mais lorsqu'il est en silence. Alors que l'on montre à gauche de l'écran Trump qui parle, on voit Biden à droite tantôt regardant par terre, tantôt regardant à droite (dans la direction opposée à son adversaire). Le regard vide, la bouche par moments ouverte. En l'espace d'une soirée, 60 ans d'acharnement sur le rasage « *lazy shave* » de Richard Nixon semblent soudain bien injustes.

Insulte finale : un échange absolument surréaliste vient coiffer la rencontre lorsque, après tout ce que le public vient de voir, la modératrice du débat, Dana Bash, pose une question à Donald Trump sur sa capacité à occuper les fonctions de président en tant qu'octogénaire. Trump commence à se vanter de ses résultats à des tests cognitifs et d'avoir remporté deux championnats à ses clubs de golf – « même pas des championnats seniors, des championnats réguliers ». Pour quiconque connaît l'histoire derrière les « championnats » de golf de Trump – c'est-à-dire qu'il a pendant des années acheté des clubs en y jouant après coup la première ronde de golf, puis en la qualifiant du « championnat du club[197] » –, les propos, déjà absurdes à la base, prennent une dimension carrément grotesque. Il enchaîne néanmoins : « Pour réussir à faire ça, vous devez être très brillant et vous devez être capable de frapper la balle loin. Et je le fais. Il [Biden] ne le fait pas. Il ne peut pas frapper une balle à 50 verges. Il m'a mis au défi de l'affronter dans un match de golf. Il ne peut pas frapper une balle à 50 verges. »

Lorsque le droit de réplique est donné à Biden, l'échange va comme suit :

Dana Bash : Président Biden ?

Biden : Vous allez voir qu'il fait six pieds et cinq et seulement 225 livres – ou 235 livres.

Trump : (inaudible)

Biden : Eh bien, tu as dit six pieds quatre, 200 livres.

Trump : (inaudible)

Biden : Eh bien, en tout cas, c'est – en tout cas, regardez juste ce qu'il dit et regardez ce qu'il est. Regardez, je serais heureux de faire un concours de claquage de balles avec lui. J'ai descendu mon handicap, lorsque j'étais vice-président, à 6. Et en passant, je t'ai dit que je serais heureux de jouer au golf si tu transportes ton propre sac.

Tu penses que tu peux le faire ?

Trump : C'est le plus grand mensonge de tous qu'il a un handicap de 7.

Biden : J'avais un handicap de 8.

Trump : Jamais.

Biden : Huit, mais j'ai – tu sais combien…

Trump : J'ai vu ton *swing*, je connais ton *swing*.

Dana Bash : Président Trump, nous allons…

Trump : N'agissons pas comme des enfants.

La voix de Biden est alors rendue si frêle qu'il semble sur le point de la perdre. Le moment aurait quelque chose de carrément hilarant, tant il est impossiblement absurde, s'il ne revêtait pas un aspect sous-jacent aussi tragique. Le débat prend formellement fin quelques minutes plus tard. C'est déjà l'apoplexie chez les démocrates sur les réseaux sociaux depuis le début de la soirée ; là, à l'instant même où l'antenne du réseau ayant organisé le débat est redonnée à un panel d'invités, c'est l'analyste principal John King de CNN qui déclare d'entrée de jeu : « Tandis que l'on se parle, il y a une large, profonde et très agressive panique dans le Parti démocrate[198]. »

Alors que la pratique veut que les porte-parole des deux camps sortent immédiatement de l'affrontement, après sa conclusion, pour arguer que « leur » poulain a fait meilleure figure, c'est un silence radio que l'on observe en temps réel chez les démocrates. Personne ne sait trop que faire ou que dire – parce que personne n'a jamais assisté à quoi que ce soit de la sorte.

Dans un bref rassemblement post-débat devant ses partisans, Biden arrive, sourire figé aux lèvres, flanqué de son épouse Jill. La première dame, qui a fait carrière comme enseignante au primaire, se tourne vers le président des États-Unis et le félicite en lui parlant comme on s'adresserait à un enfant de cinq ans : « Bravo Joe, tu as répondu à toutes les questions[199] ! »

***

Donald Trump a pu passer le plus clair de deux heures à lancer une exagération et une déformation après l'autre, allant d'accuser Biden de vouloir quadrupler les impôts des Américains à blâmer l'ex-présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, pour l'insurrection au Capitole le 6 janvier 2021. C'est, politiquement, sans importance. Et Trump, visiblement conscient de la commotion secouant le camp adverse le 27 juin, fait quelque chose de quasi inédit : il écoute ses conseillers… et se retire presque complètement de l'espace public. C'est lui qui, comble de l'ironie, intériorise maintenant l'adage : « Quand votre adversaire est en train de se noyer, ne l'interrompez pas.

»

Une semaine après le débat, l'une des seules fois où on peut l'entendre est lorsqu'il est filmé, en privé, se promenant en voiturette pendant une ronde de golf. S'adressant informellement à des membres du club, Trump leur demande – question rhétorique – comment ils trouvent qu'il a performé lors du débat. Puis il leur dit, au sujet de Joe Biden, mêlant mépris et prophétie : « J'ai botté cette vieille pile d'ordures. Il quitte, il va quitter la course. Je l'ai débarqué de la course. Et ça veut dire qu'on [aura] Kamala. Je crois qu'elle va être meilleure. Elle est tellement mauvaise. Elle est tellement pathétique, tellement [crissement] mauvaise. Pouvez-vous imaginer ce type [Biden] traiter avec Poutine et avec le président de la Chine, qui est un homme féroce[200] ? »

La question que se posent alors les démocrates, plongés depuis la même semaine dans un impossible cauchemar, est plus immédiate : que fait-on avec notre candidat à la présidence ?

Pour une partie considérable du reste de l'électorat américain, la question posée est plus profonde : qui, exactement, gouverne le pays depuis trois ans et demi ?

1. 189 Howard K. Smith. 1996. *Events Leading Up to my Death: The Life of a Twentieth Century Reporter*, New York : St. Martin's Press, p. 178-212.
2. 190 En plus des multiples allégations de fraude au fil des ans, particulièrement en Illinois et au Texas, un réel débat existe en science politique quant au décompte officiel du vote populaire. Certains politologues offrent des arguments crédibles selon lesquels, nonobstant toute possible fraude, Nixon devrait être considéré comme ayant remporté le vote populaire en vertu du mode de scrutin particulier qu'utilisent alors l'Alabama et le Mississippi. Voir notamment Brian J. Gaines. 2001. « Popular Myths About Popular Vote-Electoral College Splits ». *PS: Political Science & Politics*, vol. 34, no 1, p. 71-75.
3. 191 Theodore H. White. 1961. *The Making of the President 1960*. New York : Harper Perennial, p. 283.
4. 192 Paul R. Abramson, John H. Aldrich et David W. Rohde. 1995. *Change and Continuity in the 1992 Elections*. Washington : Congressional Quarterly Press, p. 60.
5. 193 Dietram A. Scheufele, Eunkyung Kim et Dominique Brossard. 2007. « My Friend's Enemy: How Split-Screen Debate Coverage Influences Evaluations of Presidential Debates ». *Communication Research*, vol. 34, no 1, p. 4.
6. 194 Jeremy Stahl. « We Counted Every Single Time Interrupted During the First Presidential Debate ». *Slate*. 30 septembre 2020. https://slate.com/news-and-politics/2020/09/trump-interruptions-first-presidential-debate-biden.html
7. 195 Theodore H. White. 1965. *The Making of the President 1964*. New York : Harper Perennial, p. 372-376 ; Karen Rasmussen. 1975. « Nixon and the Avoidance Strategy ». *Central States Speech Journal*, vol. 24, no 3, p. 197-198 ; Gary Donaldson. 2003. *Liberalism's Last Hurrah: The Presidential Campaign of 1964*. Armonk, NY : ME Sharpe, p. 243.
8. 196 Brendan Rascius. « Biden and Trump Debates Could Feature Entirely New Format. What Are the Conditions? » *Miami Herald*. 15 mai 2024. https://www.miamiherald.com/news/nation-world/national/article288502779.html
9. 197 Rick Reilly. 2019. *Commander in Cheat: How Golf Explains Trump*. New York

: Grand Central Publishing, p. 1.

10. 198 « John King Reacts to Biden and Trump's Performances in the Presidential Debate ». *CNN*. 27 juin 2024. https://edition.cnn.com/2024/06/27/politics/video/john-king-biden-trump-cnn-debate-digvid

11. 199 Gabe Hauari. « Jill Biden Enthusiastically Supports Joe After Debate: 'You Did Such a Great Job' ». *USA Today*. 28 juin 2024. https://www.usatoday.com/story/news/politics/elections/2024/06/28/jill-biden-after-debate-video/74244737007/

12. 200 « Former President Trump in Leaked Video Trash Talks President Biden, VP Kamala Harris While Golfing ». *WTVC NewsChannel 9*/YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=72XofQH3eLI

Chapitre 11
« À un demi-pouce d'une guerre civile »

John Schrank est un rêveur. Même éveillé, il semble avoir le regard endormi et vit dans sa tête, peu enclin à se mêler aux autres malgré son statut généralement propice aux interactions sociales : propriétaire de bar à New York. Même lorsqu'il travaille, il prend du temps pour lire, réfléchir et coucher ses pensées sur papier. Il admet dans la trentaine n'avoir pas eu, à la seule exception d'une personne désormais décédée, un seul ami de sa vie. Immigrant de l'Allemagne, il croit aux idéaux des Pères fondateurs des États-Unis. Et un beau jour de septembre 1901, peu après l'assassinat du président William McKinley, Schrank rêve de lui. Il rêve que McKinley pointe un fusil en direction de son vice-président, Theodore Roosevelt, et dit : « Voici mon meurtrier. Venge ma mort. » Et dès lors, John Schrank se sent investi d'une mission.

Dans le folklore américain, l'histoire de John Schrank est peu connue. Ce que l'on retient généralement, c'est que lorsqu'une décennie plus tard – après avoir refait le même rêve, suivi le président dans une dizaine de villes puis décidé de passer à l'acte à Chicago, en octobre 1912 –, ce type a tiré sur Roosevelt à bout portant, la balle a atteint sa poche de veston, dans laquelle se trouvaient un discours plié de 50 pages et un étui à lunettes qui ont ralenti sa progression suffisamment pour que Roosevelt survive… et termine son allocution. Roosevelt, amateur de sports de confrontation allant de la boxe à la chasse[201], avait après tout déjà avancé que si l'assassin de McKinley avait tenté de s'en prendre à lui, il ne l'aurait pas laissé tirer deux fois (insinuant qu'il aurait riposté[202]). Après avoir inspecté la plaie, les médecins ont opté pour laisser la balle dans la cage thoracique de Roosevelt. Plus d'un siècle plus tard, l'histoire est passée à la légende.

L'histoire a non seulement oublié l'homme qui aurait pu être son assassin… mais tous les autres ! Il y a Jerome Kehl, ressortissant du Chili qui a pris un mois à voyager par bateau à New York en 1903 pour assassiner Roosevelt avant d'être arrêté et extradé… puis de réessayer trois ans plus tard, en 1906, en se rendant au Panama où il avait appris que le président américain devait se présenter. Ou Henry

Weilbrenner, qui a tenté à trois reprises entre 22 h et minuit le même soir, d'avoir accès à la résidence privée du président à Oyster Bay, à New York, en prétendant avoir rendez-vous avec ce dernier. Lorsque l'officier présent lui a demandé ce qu'il faisait à revenir demander à voir le président, Weilbrenner a répondu : « Ce n'est pas de tes affaires. » Il a ultimement réussi à s'approcher à une trentaine de mètres de la maison et à tirer dans sa direction avant d'être arrêté. Seulement au cours de sa présidence, qui s'est étirée de 1901 à 1909, ce sont des dizaines de personnes qui ont menacé, d'une façon ou d'une autre, l'intégrité ou même la vie du président et sur lesquelles on a enquêté ou qu'on a arrêtées. C'est à cette période que les agents des Services secrets commencent à formellement assumer, à temps plein, le rôle de protecteurs du commandant en chef[203].

Ce n'est pas un hasard : McKinley est devenu le troisième président depuis la fin de la guerre de Sécession, moins d'un demi-siècle plus tôt, à se voir assassiner en fonction[204]. Et, à la suite de la prise en charge par les Services secrets de la fonction de protection présidentielle, McKinley demeure à une spectaculaire exception près – John F. Kennedy en 1963, bien sûr – le dernier président assassiné à ce jour. Pas qu'il n'y ait pas d'autres tentatives qui soient passées sinistrement proche : William Howard Taft, sauvé *in extremis* d'un homme avec une arme de poing cachée se trouvant à moins d'un mètre de lui en 1909[205] ; Ronald Reagan, atteint d'une balle passée à moins d'un pouce de son cœur en 1981[206]… et Donald John Trump qui, n'eût été un mouvement de la tête impromptu pour se référer à un tableau dressé à ses côtés, serait mort abattu au milieu d'un champ en Pennsylvanie le 13 juillet 2024.

***

La visite de Trump à Butler, petite communauté au nord de Pittsburgh, marque la première fois, depuis le lendemain du débat face à Joe Biden, où il quitte son domaine de golf pour tenir un rassemblement électoral. Les deux semaines précédant l'événement sont utilisées par sa campagne pour reposer le candidat – et laisser le camp adverse mariner dans la panique et la dysfonction. Le rassemblement sert surtout de réchauffement pour la convention nationale républicaine, qui doit s'ouvrir 48 heures plus tard à Milwaukee et où l'on couronnera formellement Trump comme porte-étendard du parti pour l'élection de novembre.

Trump débute, comme il le fait typiquement, en arrivant sur scène porté par la chanson *God Bless the USA* de Lee Greenwood. Il commence par se féliciter de la grosseur de la foule présente pour l'accueillir. Il passe rapidement à son sujet de prédilection – la lutte à l'immigration illégale – et demande au public s'il voit un inconvénient

à ce qu'il déroge au script du télésouffleur. Sans surprise, la foule rugit d'approbation. Pour demander à son équipe d'afficher, sur l'écran à sa droite, un graphique critique des politiques de Biden, Trump tourne la tête un instant. On entend un premier, puis un deuxième coup de feu. En l'espace d'un instant, le candidat se touche l'oreille, regarde sa main et, voyant du sang, se jette au sol. Il est imité par plusieurs spectateurs, qui se demandent ce qui est en train de se passer… jusqu'à ce que le cri strident d'une femme se fasse entendre : elle vient de réaliser ce qui s'est produit. En plus de l'ex-président qui a été atteint par balle, deux membres de l'assistance ont été grièvement blessés – et un troisième, Corey Comperatore, un homme de 50 ans s'étant placé par-dessus sa famille pour la protéger, a été tué.

Après quelques secondes, les agents des Services secrets, qui se sont d'abord rués sur la scène puis qui ont reçu confirmation que l'assassin a lui-même été abattu, lèvent l'ex-président pour l'évacuer. Ce dernier, dans ce qui devient instantanément l'image de l'année, lève le poing au ciel et crie, le visage ensanglanté : « *Fight, Fight, Fight!* »

La foule passe du choc et de l'horreur à l'exaltation. Indépendamment des considérations idéologiques ou partisanes, il s'agit sans doute du moment audiovisuel le plus puissant et le plus instantanément marquant d'un président dans un contexte de crise depuis qu'on a vu George W. Bush debout au milieu des ruines du World Trade Center à New York, le 14 septembre 2001. Lorsqu'un secouriste présent a crié qu'il n'entendait pas bien le président, ce dernier, le bras gauche autour d'un pompier, s'est emparé de son porte-voix et lui a répondu du tac au tac : « Moi, je vous entends. Je vous entends, le reste du monde vous entend, et les gens qui ont détruit ces immeubles vont tous nous entendre bientôt[207]. » La réaction de la foule présente a été aussi instantanée qu'électrique. La puissance de l'image, et de tout ce qui l'entourait, semblait à elle seule avoir scellé la campagne de réélection de Bush trois ans plus tard. À la fin de l'après-midi du 13 juillet 2024, la question se pose à savoir si Trump ne vient pas, lui aussi, d'assurer la sienne.

***

On peut spéculer, mais on ne pourra jamais affirmer avec certitude ce qui se serait produit si la balle avait été tirée quelques poussières de plus à droite ou si le 45e président n'avait pas tourné le regard vers l'écran géant à côté de la scène. Mais on sait ce que certaines des voix les plus influentes au sein de la base de Trump, elles, en pensent. Lorsque l'animateur Tucker Carlson demande, après l'attentat, au militant et influenceur Jack Posobiec ce qu'il croit qui se serait passé si Trump avait été abattu, la réponse ne se fait pas attendre : « Guerre civile. » Il y aurait eu, selon Posobiec, « des soulèvements armés un

peu partout au pays », surtout que – toujours selon lui – il y aurait des raisons de croire que les Services secrets ont délibérément exposé le candidat au tireur[208].

Les médias sociaux s'enflamment alors qu'on y diffuse des extraits de Carlson où il a prédit, quelques mois plus tôt, qu'après avoir tenté de le destituer et de l'incarcérer, la prochaine stratégie des adversaires de Donald Trump sera de l'assassiner. La suspicion s'alourdit, les diverses théories du complot se multiplient. Étant donné le climat social actuel du pays, aux yeux des dizaines de millions de personnes croyant toujours que la dernière élection leur a été volée, tout est possible. Au minimum, une chose est claire : cet assassinat présidentiel, s'il avait réussi, aurait représenté la plus grande menace par rapport à la stabilité même du pays depuis le tout premier… celui d'Abraham Lincoln à la fin de la (première) guerre civile.

***

Plongé depuis le débat dans une crise de confiance en apparence sans fin et sans fond au sein de son propre parti, Joe Biden agit de manière « présidentielle » à la suite de la tentative d'assassinat contre son rival : il appelle personnellement ce dernier, avant de sortir publiquement pour condamner sans équivoque l'attentat. Les propos de Biden sont importants dans la mesure où les dernières années ont vu des épisodes de violence politique rapidement banalisés, des émeutes raciales à l'été 2020 ayant fait une vingtaine de morts à l'insurrection au Capitole ayant carrément menacé la survie de la démocratie américaine. Chaque fois, tôt ou tard, les voix plus partisanes dans ce climat hyper tribal ressortent la même rengaine : « l'autre côté est pire » – ce qui donne implicitement carte blanche à « notre » côté pour avoir recours à la violence. Du lutrin de la Maison-Blanche, le président se montre sans équivoque : « Il n'y a pas de place en Amérique pour ce genre de violence[209]. »

Politiquement, la situation donne aussi en principe l'occasion au président de s'élever au-dessus de la mêlée, d'appeler à l'unité et d'assumer le rôle de « père » (ou grand-père) de la patrie en livrant un discours solennel à la nation à partir du Bureau ovale. Reste qu'elle bénéficie d'abord et avant tout à Trump – non seulement en vertu du fait que c'est lui qui se trouve au cœur du drame, mais aussi parce que ce dernier renforce l'un des principaux messages de campagne du candidat. Comme Trump instrumentalise depuis des années les inculpations multiples dont il fait l'objet afin de se dépeindre en martyr bravant la persécution pour défendre les classes populaires, l'attentat de Butler vient, tel un coup de massue, marteler le thème d'un candidat fort face à un adversaire faiblard.

Les stratèges républicains n'en sont que trop conscients. Au cours

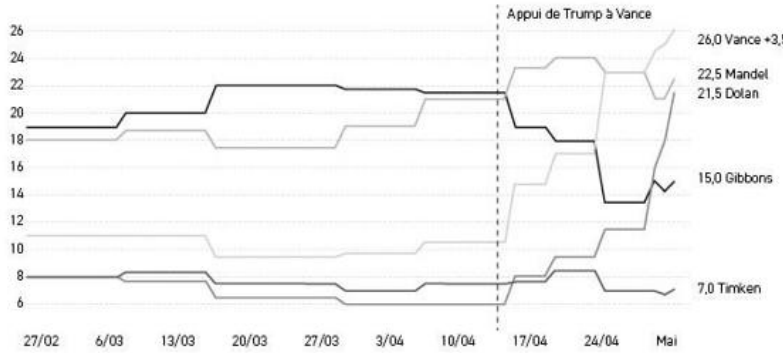
des heures qui suivent s'ouvre la convention républicaine à Milwaukee et, même si différents orateurs abordent une multiplicité de sujets, un thème émerge devant tous les autres : la force. Du lundi au jeudi soir se bâtit un crescendo qui culmine avec l'allocution de Trump à la convention, lui-même précédé sur scène par Dana White, président d'Ultimate Fighting Championship, et d'Hulk Hogan. L'ancienne vedette de la lutte ne manque pas – il en a fait sa marque de commerce – de déchirer son veston sur scène… avant de déchirer la camisole se trouvant en dessous du veston. Question de bien mettre au tapis toute notion de subtilité, Hogan crie simultanément au micro : « Déchaîne la Trumpomanie, mon gars[210] ! »

Pas que la convention n'a servi à rien d'autre : le premier jour, Trump annonce la sélection de son candidat vice-présidentiel, le sénateur de l'Ohio J.D. Vance. La nomination est remarquable à plusieurs égards. Il s'agit d'abord du premier changement de colistier pour un candidat présidentiel en campagne de réélection depuis que le démocrate Franklin Roosevelt a largué Henry Wallace pour Harry Truman en 1944. Puis, un peu à l'instar de l'épisode Wallace/Truman 80 ans plus tôt, le choix de nouveau colistier envoie d'importants signaux quant aux orientations du parti.

Ainsi, alors que Roosevelt a senti le besoin de se débarrasser de Wallace, vu comme trop à gauche et trop pacifiste (Wallace déclare plus tard : « Si le Parti démocrate devient un parti de guerre, je ne serai plus un démocrate[211] »), Trump remplace son ancien bras droit Mike Pence par Vance, vu comme plus près des idéaux populistes et nationalistes du « trumpisme ». Il y a là non pas un désir de loyauté aux idées, mais beaucoup, et surtout, à la personne : Trump ne pardonne toujours pas à Pence de s'être dressé en toute fin de mandat devant ses tentatives de renverser les résultats électoraux de 2020. Malgré les propos jadis critiques de Vance à l'endroit de Trump (qu'il a, en 2016, comparé à Adolf Hitler), il est désormais vu comme un fidèle disciple. Et il doit sa sélection en énorme partie aux fils de Trump, Donald Jr. et Eric, près de la base « MAGA » du parti et confiants que Vance serait le mieux placé pour porter le flambeau de leur père[212]. Trump ignore par le fait même les appels de la vieille garde républicaine qui aurait voulu un choix plus conventionnel… et surtout susceptible de ratisser plus large dans l'électorat. Ce que Vance apporte vraiment à la table n'est en effet pas clair d'emblée : pas d'expérience (il est élu depuis moins de deux ans), pas d'attrait électoral (il a remporté une victoire peu convaincante en premier lieu, et ce, uniquement après avoir reçu l'appui de Trump), pas de popularité (il est à la fois peu connu et peu aimé du public).

Vance croupissait loin derrière en troisième position d'une course à cinq dans les primaires sénatoriales républicaines, à trois semaines du

vote, à peine deux ans plus tôt en Ohio. En fait, il se trouve plus près de la dernière place que de la première lorsque Trump prend le risque de le soutenir. La trajectoire des intentions de vote chez les électeurs républicains de l'État parle d'elle-même.



Intentions de vote pour la primaire républicaine pour le Sénat en Ohio, février à mai 2022 (source : RealClearPolitics)

Vance l'emporte finalement par huit points, puis remporte l'élection générale non sans difficulté au mois de novembre suivant. Sa dette envers Trump est en ce sens plus considérable que celle de Trump à son égard. Vance lui doit, en somme, ce que l'ex-président cherche plus que tout après sa défaite de 2020 : la loyauté.

Peu d'atouts électoraux, donc, à part une capacité à articuler de façon nettement plus intelligente et cohérente les principes « trumpistes » et à insuffler un certain air de jeunesse à la campagne. En effet, alors que Trump deviendrait, s'il est élu, le président le plus âgé de l'histoire au cours de son mandat (plus âgé encore que Biden ne l'est actuellement), Vance serait simultanément le plus jeune vice-président de l'histoire. La sélection de J.D. Vance en est outre faite par une équipe de campagne se projetant déjà au-delà de l'élection, songeant au travail de gouvernance et à l'éventuel legs du candidat présidentiel. C'est un signe de confiance qui n'est pas entièrement injustifié : Trump arrive à la convention nationale de son parti en meilleure posture que tout républicain depuis George W. Bush à l'aube de la convention d'août 2000 à Philadelphie.

La grand-messe de Milwaukee permet aussi au parti de projeter une image d'unité quasi totale autour du leader. Contrairement à la convention de 2016, où le plus important adversaire de Trump lors de la saison des primaires, le sénateur du Texas Ted Cruz, avait donné un discours où il avait explicitement refusé de se rallier à Trump, ce qui avait mené à des cris et des huées dans le hall, les anciens rivaux principaux de Trump des primaires de 2024 se rangent derrière lui. Au deuxième soir, Ron DeSantis et Nikki Haley prennent tous les deux la parole en appui au 45e président. « On a un pays à sauver, déclare

Haley ; un parti républicain est essentiel pour le faire. » Le même soir, Cruz lui-même apparaît sur scène pour déclarer : « Que Dieu bénisse Donald Trump. »

Sur le parquet et dans les gradins, le sentiment d'unité se manifeste ne serait-ce que dans une image : celle de dizaines de délégués portant un bandage à l'oreille droite et imitant ainsi leur leader arrivé au premier soir de la convention avec ce souvenir de l'hôpital. Enfin, les délégués présents font du même homme, pour la troisième fois consécutive, le candidat présidentiel de leur parti : un geste sans précédent depuis la ratification du 22e Amendement de la Constitution en 1951 limitant tout président américain à deux mandats élus.

L'histoire est également marquée lorsque Sean O'Brien devient le tout premier président des Teamsters à s'adresser à une convention républicaine. Les Teamsters, syndicat centenaire, étaient auparavant étroitement soudés aux campagnes démocrates, allant de Roosevelt à John F. Kennedy. Ce n'est pas non plus un hasard si, lorsqu'il arrive sur scène pour son discours d'investiture le jeudi, Trump commence en embrassant le casque de camion de pompier de Corey Comperatore, son partisan tué à Butler.

Pour ceux qui croient comme Mark Twain que l'histoire parle en rimes, le tout nous ramène quelque 50 ans en arrière, lorsqu'un président républicain parvient à exploiter un schisme dans la base démocrate entre ouvriers et étudiants de gauche militant contre la guerre au Vietnam. En mai 1970, la division culmine dans une énorme émeute impliquant des centaines de personnes en plein cœur de New York. Les travailleurs cols bleus, en colère face au maire élitiste de la ville, John Lindsay, et face aux jeunes manifestants vus comme manquant de respect au drapeau et à la patrie, en tabassent plusieurs… souvent avec l'appui tacite des policiers présents, solidaires avec les ouvriers. Au lendemain de la crise, un conseiller principal de Nixon lui rédige un mémo arguant qu'il devrait se donner pour visée de « constamment parler avec, d'aider et de rallier à sa cause les électeurs naturels du président – qui sont les travailleurs, l'homme ordinaire, le New Dealer de Roosevelt. Ils sont "notre monde" maintenant[213]. »

Nixon donne suite au mémo en invitant des leaders syndicaux à la Maison-Blanche. Deux ans plus tard, son équipe de réélection produit comme image de campagne un casque de construction sur lequel figure le nom de Nixon. Ce dernier obtient le meilleur score observé depuis pour un candidat républicain à la présidence auprès des cols bleus : une majorité, en excluant les tiers partis, de 55 %. Nixon gonfle également son score chez plusieurs électeurs considérés comme issus de minorités ethniques : Italo-Américains, Polono-Américains… et hispaniques. Les résultats ne bougent toutefois presque pas du côté des

électeurs blancs, comparativement à l'élection précédente. Ses gains restent néanmoins particulièrement observables dans les centres urbains du pays, où Nixon améliore ses résultats de 12 à 30 points de pourcentage214.

Le nom du conseiller présidentiel de l'époque : Patrick Buchanan.

***

La table est donc mise à merveille pour Donald Trump. Au cours des heures qui précèdent son discours, le réseau CBS diffuse les résultats de son dernier sondage : Trump jouit d'une avance de cinq points à l'échelle nationale, sa plus importante depuis sa première candidature en 2016. Dans ce contexte, le discours d'investiture est vu par plusieurs comme un discours de clôture – non seulement de la convention, mais de la campagne entière. Certains évoquent des parallèles avec la convention démocrate de 1992, après laquelle Bill Clinton a bâti une telle avance que la course était *de facto* terminée. Trump arrive donc sur scène, le bandage toujours à l'oreille, devant une foule l'acclamant comme le messie. Il embrasse le casque de pompier, s'avance au lutrin, commence à parler… et ruine pratiquement à lui seul la convention.

Trump prend 30 minutes avant d'aborder un sujet qui touche le moindrement les électeurs ; jusque-là, un seul thème l'intéresse : Trump. La tentative d'assassinat qu'il a subie, les poursuites criminelles dont il fait l'objet, les injustices dont il est victime. Il déroge continuellement à son texte non pas tant pour y ajouter du piment ou de l'humour, mais souvent pour carrément divaguer sur un sujet après l'autre – des asiles psychiatriques au Venezuela qu'on viderait de leurs résidents, selon lui, pour les envoyer aux États-Unis à ses commentaires personnels sur les allocuteurs l'ayant précédé à la convention. Trump a déclaré plus tôt dans la semaine que, dans la foulée de l'attentat contre lui en Pennsylvanie, il a déchiré son discours original. À entendre le « nouveau », on peine à croire que l'original pouvait être pire.

Ce n'est pas que le fond qui pose problème – la forme aussi. Trump parle de façon monotone et, contrairement aux foules souvent captivées par l'ex-vedette de téléréalité, celle-ci devient vite visiblement ennuyée. Et elle le demeure longtemps : avant 2024, le discours d'investiture le plus long jamais donné avait été celui de Bill Clinton à la convention démocrate de 1996. Le discours de Clinton avait alors duré 1 h 06 – et il était bon. Celui de Trump, quant à lui, dure 1 h 40 – et il est atroce. Quand l'horloge frappe le coup de minuit sur la côte Est, le candidat est encore en train de pérorer. Il rappelle le candidat malheureux George McGovern qui, en 1972, s'était félicité d'avoir « donné le meilleur discours de [sa] vie », sans réaliser qu'il

l'avait prononcé à 2 h 48 du matin et que la majorité des électeurs à qui il s'adressait dormaient depuis longtemps.

Si Joe Biden a livré, exactement trois semaines plus tôt, la pire performance jamais vue dans un débat présidentiel depuis… l'avènement des débats présidentiels, Donald Trump vient de servir la pire prestation à une convention jamais télédiffusée. Il vient de rappeler au monde entier que s'il se trouve dans une position pour gagner la Maison-Blanche, c'est moins en vertu de sa grande force que de la grande faiblesse de son adversaire.

Son intervention rappelle à plusieurs les paroles de Nikki Haley qui, quelque six mois plus tôt, émettait la prédiction suivante : « Le premier parti qui retirera son candidat de 80 ans gagnera cette élection. »

1. 201 L'expression « *teddy bear* » vient du prénom de Theodore Roosevelt, couramment surnommé « Teddy », qui était amateur de chasse à l'ours.
2. 202 « Miracle That Roosevelt Had Not Been Shot Before ». *Spokane Spokesman Review*. 16 octobre 1912, p. 3.
3. 203 Ayton, Mel. 2017. *Plotting to Kill the President: Assassination Attempts from Washington to Hoover*. Lincoln : University of Nebraska Press, p. 173.
4. 204 Les autres étant Abraham Lincoln (en 1865) et James Garfield (en 1881).
5. 205 Charles H. Harris et Louis R. Sadler. 2009. *The Secret War in El Paso: Mexican Revolutionary Intrigue, 1906-1920*. Albuquerque : University of New Mexico Press, p. 213.
6. 206 Der Quentin Wilber. 2011. *Rawhide Down: The Near Assassination of Ronald Reagan*. New York : Henry Holt and Company, p. 203.
7. 207 Denise M. Bostdorff. 2003. « George W. Bush's Post-September 11 Rhetoric of Covenant Renewal: Upholding the Faith of the Greatest Generation ». *Quarterly Journal of Speech*, vol. 89, no 4, p. 313.
8. 208 Tucker Carlson. X. 22 juillet 2024. https://x.com/TuckerCarlson/status/1815510778448949567?lang=en
9. 209 « Joe Biden Denounces Donald Trump Shooting: Read Full Remarks ». *Newsweek*. 13 juillet 2024. https://www.newsweek.com/joe-biden-donald-trump-shooting-press-conference-1924871
10. 210 « Hulk Hogan Rips Shirt at RNC: 'Let Trumpamania Run Wild, Brother' ». *POLITICO*/YouTube. 18 juillet 2024. https://www.youtube.com/watch?v=aGIhs5xbbmg
11. 211 Harold I. Gullan. 1998. *The Upset that Wasn't: Harry Truman and the Crucial Election of 1948*. Chicago : Ivan R. Dee, p. 72.
12. 212 Henry J. Gomez et Matt Dixon. « The Inside Story of How Trump Chose JD Vance As His Running Mate ». *NBC News*. 15 juillet 2024. https://www.nbcnews.com/politics/donald-trump/trump-chose-jd-vance-running-mate-vp-pick-rcna161982
13. 213 David Paul Kuhn. 2020. *The Hardhat Riot: Nixon, New York City, and the Dawn of the White Working-Class Revolution*. New York : Oxford University Press, p. 250.
14. 214 Theodore H. White. 1973. *The Making of the President 1972*. New York : Harper Perennials, p. 345-346.

Chapitre 12
Le président se fait retirer

Tant pour la campagne de 2020 que pour celle de 2024, l'équipe de Joe Biden a toujours préconisé la même approche stratégique élémentaire face à Donald Trump : rester en retrait, en faire le moins possible, et laisser l'adversaire se battre lui-même. Si Biden finit, après des mois de malaise et d'hésitation, par consentir à la tenue de débats, c'est parce qu'il doit admettre que l'approche pose inévitablement problème à partir du moment où c'est lui qui tire de l'arrière de façon soutenue dans les sondages. Il a besoin d'attention médiatique et publique pour changer la trajectoire de la course. Au lendemain du débat à Atlanta, l'approche de départ ne bat plus simplement de l'aile : elle est dorénavant complètement caduque. Biden a toute la pression de sortir dans l'espace public et de démontrer, à répétition, qu'il est toujours apte à diriger le parti… et le pays. Il n'y a qu'un problème, et c'est là tout le problème : il n'a pas la *capacité* de le faire.

La porte-parole de la Maison-Blanche Karine Jean-Pierre, en mode gestion de crise aiguë depuis le 27 juin, affirme d'abord pour expliquer le désastre du débat que le président souffrait d'un rhume, puis de *jetlag* – même s'il était de retour aux États-Unis depuis près de deux semaines avant l'événement. La directrice de la campagne Jen O'Malley Dillon déclare quant à elle, dans un appel aux plus importants donateurs démocrates que « le président est sans doute en meilleure santé que la plupart d'entre nous[215] ». Ce sont par ailleurs les conseillers de Biden qui, dans les jours suivant le débat, se chargent de tenter de rassurer les élus démocrates inquiets. Lorsque la première campagne de Bill Clinton pour la présidence en 1992 avait été menacée par les allégations d'infidélité lancées par Gennifer Flowers, Clinton avait contacté à profusion les élus de son parti pour colmater toute brèche. Lorsque celle de Richard Nixon pour la vice-présidence en 1952 avait été mise à mal par des accusations de contributions illégales, Nixon avait fait la même chose. Six jours après son débat catastrophique en 2024, Joe Biden a appelé un grand total… d'un membre du Congrès.

Dans ses premières sorties publiques post-débat, Biden se limite à

lire un télésouffleur. Même avec cette béquille, il déclare à Madison, au Wisconsin, une semaine après le débat : « Laissez-moi le dire aussi clairement que je le puisse : je reste dans la course ! Je vais battre Donald Trump ! Je vais le battre encore en 2020 ! » Lorsqu'il consent à donner une première entrevue radiophonique, la même journée à une station de Philadelphie, il offre cette réponse : « Je suis fier d'être – comme je l'ai dit, le premier vice-président – la première femme noire à servir avec le premier président noir. » Comble d'injure, on apprend subséquemment que les questions avaient été soumises à l'avance par la Maison-Blanche à l'animatrice de l'émission – ce qui mène à la conclusion abrupte du contrat de l'animatrice avec la station[216].

Au gré de ces sorties publiques rares et guère convaincantes, la pression ne fait que s'accentuer. Le 2 juillet, un premier élu démocrate du Congrès, Lloyd Doggett, représentant la région d'Austin depuis près de 30 ans à la Chambre, sort publiquement pour appeler au départ de Joe Biden. Le lendemain, la représentante du sud de l'État de Washington, Marie Gluesenkamp Perez, l'une des démocrates les plus vulnérables à l'approche de l'élection de novembre, livre une entrevue d'une rare candeur. Perez prédit sans équivoque que Biden va perdre, arguant qu'« on ne peut pas oublier ce qu'on a vu [sur scène] ». Mais elle ne va pas aussi loin que son collègue Doggett, soutenant que l'« un des principes fondamentaux d'une démocratie est que les électeurs choisissent. Et les électeurs démocrates ont choisi Biden [lors des primaires]. » Cet argument doit, en théorie, peser particulièrement lourd dans la balance dans un contexte où Biden et les démocrates se présentent depuis 2020 comme les défenseurs de la démocratie face à Trump.

Joe Biden, en plus d'avoir l'argument démocratique en sa faveur, conserve aussi l'appui public des plus grosses pointures du parti, incluant les leaders démocrates au Sénat, Chuck Schumer, et à la Chambre, Hakeem Jeffries. Si les sondages le disent toujours en mauvaise posture – celui de CNN publié début juillet estime son taux d'approbation à 36 % et son déficit contre Trump à 6 points –, ils ne se sont tout de même pas entièrement effondrés non plus.

Biden jouit de surcroît d'un problème d'action collective : la réalité politique crue est que plusieurs démocrates visant eux-mêmes la présidence ont un incitatif personnel à le voir demeurer dans la course. Qu'il gagne ou, plus probablement, qu'il perde, il ne fera plus partie du paysage en 2028. Si Biden part, toutefois, qui sait ce qui peut se produire ? Pour des gouverneurs ambitieux comme Gavin Newsom de la Californie et Gretchen Whitmer du Michigan, il est nettement plus avantageux de garder Biden comme porte-étendard du parti jusqu'à novembre. Il ne faut alors pas s'étonner, dans ce

contexte, de voir Newsom et Whitmer figurer parmi les premiers à sortir pour réaffirmer de façon publique et enthousiaste leur appui au président après le débat…

Il n'y a pas que les démocrates souhaitant voir Biden rester et ceux qui préféreraient le voir quitter la course qui soient divisés, par ailleurs – il existe une sous-division au sein du deuxième groupe. Ainsi, certains veulent le couronnement d'un candidat de remplacement, plus plausiblement la vice-présidente Kamala Harris. D'autres demandent plutôt la tenue d'une « convention ouverte » le mois suivant à Chicago, durant laquelle les délégués seraient appelés à sélectionner le candidat du parti, un peu comme on l'a fait pour la majeure partie des deux premiers siècles de l'histoire américaine. D'autres encore suggèrent l'organisation *in extremis* d'un calendrier condensé d'élections primaires à la grandeur du pays. Puisqu'il n'existe pas de précédent pour un échéancier aussi extraordinairement court avant l'élection de novembre (même Johnson, qui s'était retiré de sa course en 1968, l'avait fait en mars, et non en juillet), il n'existe aucun manuel d'emploi, aucune route connue à suivre.

Au cours des mois précédant l'élection de 1948 qu'ils étaient convaincus de perdre, plusieurs importants démocrates avaient tenté un *putsch* sur des mois contre le président sortant Harry Truman, mais ce dernier avait résisté. Lorsque l'influent sénateur William Fulbright avait demandé le départ de Truman en voyant le taux d'approbation du président sous la barre des 40 %, Truman avait répliqué en l'appelant « *Half-bright*[217] ». Truman avait persisté – et, même dans un contexte où l'un des plus célèbres sondeurs de l'époque, Elmo Roper, avait arrêté de sonder la course deux mois avant le scrutin tellement l'issue était selon lui réglée[218], Truman avait gagné son pari en étant réélu en novembre 1948.

Un quart de siècle plus tard, une poussée interne est effectuée, d'abord avant les primaires, puis par des élus démocrates craignant de faire face à l'électorat en novembre 1980 avec un nouveau président impopulaire – Jimmy Carter. Une solution de rechange considérée dès l'année précédente : le larguer au profit de son vice-président, Walter Mondale[219]. Même s'il finit par perdre, Carter, à l'instar de Truman, s'accroche jusqu'à la fin.

Autrement dit, ce qu'il est demandé à Biden de faire, à l'été 2024, n'a carrément jamais été fait.

De plus, ce ne sont pas que les élus, délégués et donateurs démocrates qui sont divisés – les électeurs du parti eux-mêmes le sont ! Lorsqu'il interroge les électeurs démocrates après le débat de juin, le *New York Times* découvre que 48 % disent vouloir conserver Biden, contre 47 % souhaitant son départ[220]. Un sondage mené par *The*

Economist durant la même période tisse un portrait semblable : lorsqu'on leur demande si Biden devrait se retirer, 42 % des électeurs démocrates répondent par l'affirmative, 45 % par la négative, et un peu plus de 10 % se disent indécis. De façon intéressante, le sondage *The Economist* pousse plus loin en questionnant ces mêmes électeurs à savoir ce que le parti devrait faire si Biden décide de rester. Près des deux tiers (64 %) disent que le parti devrait l'appuyer[221].

Il n'existe pas non plus de consensus sur la route – jamais auparavant tracée – à suivre en cas de départ de Biden. Plusieurs éminences du parti demeurent moins qu'enthousiastes à l'idée de voir Kamala Harris le diriger comme candidate présidentielle. Barack Obama, en particulier, arbore de « profondes appréhensions[222] » à son sujet, et ne cache pas sa préférence de voir le parti tenir une mini-primaire condensée advenant l'abdication de Biden[223]. Toutefois, même chez les sceptiques de Harris, il règne une sérieuse nervosité à l'idée de bricoler un processus improvisé susceptible de créer encore plus de bisbille interne. La prétendante démocrate pour le Sénat dans l'un des États les plus convoités, Elissa Slotkin du Michigan, craint encore plus l'impact de l'image woke de Kamala Harris sur le reste des candidats du parti que les problèmes liés à l'âge de Joe Biden. Pour autant, elle se rend à l'évidence : « Si vous voulez briser la coalition démocrate pour une génération, essayez de passer par-dessus la première vice-présidente afro-américaine[224]. » Les mutins ont donc peut-être un souhait – l'éviction de Biden –, mais ils n'ont ni pouvoir direct, ni plan concret, ni option de rechange consensuelle.

Puis, Biden peut puiser dans l'histoire plus récente de politiciens dont le départ ou la défaite semblaient inévitables et qui se sont accrochés. Il y a Todd Akin, qui est resté comme candidat républicain au Sénat au Missouri en 2012 après avoir lancé en plein débat que le corps de la femme avait une façon d'empêcher une grossesse lorsque cette dernière avait été victime d'un « viol légitime ». Ou encore, à l'autre extrême, le gouverneur démocrate de la Virginie Ralph Northam, qui est allé suggérer en entrevue en 2019 que dans certains cas, une mère ayant déjà accouché d'un bébé devrait pouvoir décider avec son médecin de tuer le nouveau-né. Il y a le candidat au Sénat en Pennsylvanie en 2022 John Fetterman qui, après avoir souffert d'une crise cardiaque, a peiné à rester cohérent dans un débat tenu juste avant l'élection générale. Et il y a Donald Trump lui-même qui s'était fait dire par le président du Parti républicain, après la diffusion de la vidéo *Access Hollywood*, cinq semaines avant l'élection de 2016 : « Vous avez un choix : soit vous retirer maintenant, ou vous accrocher et perdre par la plus grande marge de l'histoire américaine. » Tous ces hommes se sont accrochés ; certains (Akin) ont perdu, d'autres (Fetterman et, bien sûr, Trump) ont contre toute attente gagné.

Joe Biden a entamé sa carrière politique nationale en 1972 avec les grands bonzes de parti lui disant qu'il serait plus prudent pour lui d'attendre son tour que de briguer un siège du Delaware au Sénat qui semblait acquis au sénateur sortant et ex-gouverneur de l'État, Caleb Boggs. À 29 ans, Biden, entêté, n'a pas écouté ; il a battu Boggs par 3000 votes. C'est le même type qui, enfant grandissant à quelques pâtés de maisons des mines de Scranton en Pennsylvanie, avait accepté le pari de monter sur une montagne brûlante de poussière d'anthracite. Ou qui avait relevé le défi, lancé par un jeune cinq ans son aîné, de courir sous les roues d'un camion d'éboueurs en mouvement[225]. Pas plus tard qu'en 2022, il a gouverné passablement bien un Parti démocrate à travers des élections de mi-mandat où on lui prédisait une défaite retentissante.

À 81 ans et président des États-Unis, même dans une course en apparence perdue d'avance, pourquoi Joe Biden devrait-il reculer ?

***

La mauvaise nouvelle pour Biden est que la pression, même lente, n'arrête pas. Pratiquement chaque jour, un nouvel élu démocrate se manifeste pour réclamer son retrait. Et les médias majeurs traditionnels, jusqu'au 27 juin si souvent enclins à offrir le bénéfice du doute au président, n'en ont plus que pour la santé de Biden. Alors qu'elle n'avait auparavant été rapportée à peu près que par des médias alternatifs, la visite d'un médecin spécialiste de la maladie d'Alzheimer à la Maison-Blanche au mois d'avril commence à défrayer la manchette. Alors que le journaliste James Rosen avait été banni pendant près d'un an de la salle de breffage de la Maison-Blanche pour avoir osé poser une rare question sur l'état cognitif du président au début de son mandat, ses collègues se jettent maintenant sur l'os – et ne le lâchent pas. Carl Bernstein, légendaire reporter ayant contribué à faire éclater le scandale du Watergate dans les années 1970, évoque au réseau CNN « au moins 15 à 20 épisodes » survenus en privé à la Maison-Blanche, lors de la dernière année, comparables à celui du débat. Lorsque l'ancien stratège démocrate et actuel chef d'antenne du réseau ABC George Stephanopoulos interviewe Biden, il le mitraille de questions ne portant pas tant sur sa capacité à servir un autre mandat qu'à celle de battre Trump.

Plus les jours avancent, plus se rapproche le début de la convention démocrate, qui doit officiellement investir Joe Biden candidat présidentiel pour 2024. Alors que s'ébruite le plan de la campagne démocrate et de certaines hautes instances du parti d'investir Biden de façon « virtuelle » avant même la convention, afin de court-circuiter pour de bon toute tentative de *putsch* interne, la panique des partisans convaincus de l'éventualité d'une défaite avec Biden atteint un

nouveau sommet. Le calendrier joue en la faveur du président s'il souhaite s'accrocher. Il a balayé les primaires, ce qui lui confère *de facto* la quasi-totalité du vote des délégués à la convention. Personne ne peut lui « enlever » l'investiture s'il n'y renonce pas. Comme le dit Donna Brazile, ex-présidente du Parti démocrate : « Il y a plein d'élus et de voix médiatiques qui ont une chose présentement : de l'anxiété. La chose qu'ils n'ont pas : un droit de vote au premier tour de la convention démocrate. » Si Biden n'y renonce pas d'ici quelques jours, l'investiture lui sera officiellement octroyée.

Le 10 juillet, George Clooney, qui n'avait jusque-là pas dit un mot quant à l'état cognitif du président, publie une lettre ouverte dans le *New York Times* où il déclare qu'il a vu de ses propres yeux un homme incapable de mener une campagne à terme lors de leur collecte de fonds de la mi-juin. Le combat que Biden ne peut gagner, écrit Clooney, est « celui contre le temps[226] ». La lettre de Clooney fait vivement réagir dans les cercles d'élite du parti. L'animatrice du réseau MSNBC Mika Brzezinski suggère en ondes que la lettre de Clooney aurait dans les faits été orchestrée par Barack Obama pour faire indirectement pression sur Biden. L'épisode aurait mené à une séance d'engueulades entre Clooney et un producteur du réseau[227] – allégation que Clooney nie après coup[228].

La même journée, l'ex-présidente de la Chambre Nancy Pelosi donne une entrevue dans laquelle elle prend grand soin de ne *pas* appuyer Biden. « Il revient au président de décider s'il va se présenter. Nous l'encourageons tous à prendre sa décision, parce que le temps se fait court », dit-elle[229]. Évidemment, la déclaration est sur le fond absurde, sinon insultante pour Biden : il répète depuis deux semaines qu'il sera le candidat du parti. Il a déjà pris une décision. Ce que Pelosi lui demande publiquement n'est pas de *prendre* sa décision… mais de *changer* sa décision.

Or, Biden ne cède pas un pouce. Il s'en prend, la colère dans la voix, aux « élites » qui veulent le chasser. Les partisans présents à ses rassemblements se mettent à huer les médias. Pour quiconque ayant le moindrement suivi la dernière décennie sur la scène politique américaine, notamment marquée par Trump, la dynamique a un aspect carrément surréaliste. Le président resserre de plus en plus les rangs derrière lui, restreignant l'accès au Bureau ovale à une poignée de proches confidents, à son épouse Jill… et à son fils Hunter, qui commence à piloter des réunions internes, quelques mois après avoir été condamné au criminel. Joe Biden se rabat sur l'unité la plus petite et la plus vitale en laquelle il a encore confiance : sa famille.

Mais il a beau résister, la pression s'accentue. En plein milieu de la convention républicaine, on apprend que le leader démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a rencontré Biden à la résidence privée de ce

dernier au Delaware. Lui présentant les données de sondages internes montrant le parti en sérieuse difficulté, Schumer, dans les mots à peine voilés de sa porte-parole, « communique les opinions de son caucus directement au président ».

Le dimanche 21 juillet, le coprésident de la campagne de réélection de Biden, Cedric Richmond, est invité en avant-midi à l'émission d'affaires publiques *Face the Nation*, au réseau CBS. « Le président a entendu ces inquiétudes » de démocrates lui ayant demandé de quitter, avance Richmond, « mais il a pris la décision [de rester dans la course]. Je crois qu'il y a des gens qui ont besoin de l'entendre encore : il a pris une décision, il va être le candidat, il va être le prochain président[230]. »

À 13 h 46 la même journée, le compte de Joe Biden sur le réseau social X diffuse une lettre signée par Joe Biden annonçant son retrait de la course. « Je crois qu'il est dans le meilleur intérêt de mon parti et du pays que je me retire et que je me concentre uniquement à remplir mes tâches comme président pour le reste de mon mandat[231]. »

Il n'y a pas que le public qui ne reçoit pas le moindre préavis : certains des conseillers les plus importants du président apprennent le contenu de la lettre une minute avant qu'elle ne soit partagée sur Internet[232]. Exactement 27 minutes après la publication de la lettre, le compte de Joe Biden émet un nouveau message, celui-ci annonçant un « appui complet à Kamala [Harris] pour être la candidate de notre parti cette année[233] ».

La lettre promet une allocution formelle à la nation « plus tard » dans la semaine. Pour l'instant et d'ici là, le président, lui, n'est jamais vu ni entendu.

***

On ne saura sans doute jamais entièrement ce qui a pu se dire ou se tramer en coulisses, derrière les portes closes autour de l'homme le plus puissant de la planète durant ces jours frénétiques de juillet 2024. Des mois après les faits, l'une des conseillères les plus proches de Biden, Anita Dunn, évoquera une expulsion interne largement menée par les richissimes donateurs du parti[234]. On apprendra également que les alliés de Kamala Harris avaient lancé un ultimatum à d'importants sénateurs démocrates : qu'ils se devaient de publiquement exiger le retrait de Biden si le président ne le faisait pas avant lundi – et que les efforts avaient été orchestrés avec l'objectif de ne jamais pouvoir être reliés à Harris[235].

En temps réel, quelques voix majeures sympathiques aux démocrates, comme Maureen Dowd du *New York Times*, parlent carrément d'un « coup[236] ». La critique est reprise à profusion chez

leurs adversaires, notamment, non sans une profonde ironie, par Donald Trump lui-même – le seul président de l'histoire du pays à avoir activement tenté un coup contre le gouvernement qu'il dirigeait, moins de quatre ans auparavant.

Ce que l'on sait est que Joe Biden n'a jamais, depuis, reparlé à Nancy Pelosi[237]. Ce qui est indéniable est qu'en forçant la main à Biden après qu'il eut gagné les primaires et clairement exprimé son intention répétée d'aller jusqu'au bout de la course, les hautes instances responsables du *putsch* ont bafoué l'esprit même des réformes McGovern-Fraser des années 1970. L'idée derrière ces réformes, respectées durant un demi-siècle, avait été de donner aux citoyens le pouvoir de choisir les candidats – spécifiquement pour mettre fin au processus d'opacité et de tractations secrètes entre élites qui caractérisaient auparavant l'investiture. Pour citer Brazile, l'ex-présidente du Parti démocrate : « Je ne vais pas dire à mes voisins que leur vote et celui de 14 millions d'autres personnes [dans les primaires] ne vaut rien[238]. »

En fait, la dernière fois qu'une tentative de mutinerie le moindrement comparable à celle-ci a eu lieu – contre Jimmy Carter en 1980 –, c'est spécifiquement l'esprit de McGovern-Fraser qui est évoqué pour la défaire. Comme l'écrit alors le politologue Austin Ranney : l'idée de remettre le processus de sélection du candidat dans les mains des délégués à la convention une fois les primaires conclues « était un non-sens depuis le début. Le point des réformes d'il y a [à l'époque] huit ans était de retirer le pouvoir des mains des leaders du parti […] Les délégués sont assis à la convention seulement en vertu de leur sélection par le candidat que les partisans [de la mutinerie] leur demandent de répudier. Ils n'avaient aucune autre raison légitime d'être dans l'aréna [où a lieu la convention] en premier lieu[239]. »

Bien sûr, il s'en trouvera certains pour dire qu'il ne s'agissait pas de « vraies » primaires en 2024, car elles n'étaient pas compétitives. Mais dans ce cas, c'est alors la question suivante qui se pose : qui avait fait en sorte de les empêcher d'être compétitives en premier lieu – que ce soit en ne permettant pas la tenue de débats sanctionnés par le parti et auxquels participerait Biden, ou alors en tentant activement de marginaliser tout candidat ayant osé défier le président sortant ? D'une façon ou d'une autre, le parti ayant promis de se tenir devant l'autoritarisme de Trump a tourné en dérision certains des principes démocratiques les plus élémentaires lorsqu'est venu le temps de choisir son candidat pour l'affronter en 2024. C'est un peu l'équivalent de combattre le feu par le feu : piétiner la démocratie pour sauver la démocratie.

Et c'est peut-être, avanceront les partisans de la décision, ce qui alors nécessaire : aux grands maux les grands remèdes. Reste

seulement à ce stade à savoir si le jeu en vaudra la chandelle. C'est une course présidentielle entière qui, en un claquement de doigts, est reconfigurée – et le plus vieux parti politique majeur au monde qui se jette dans le vide. C'est la folie – et l'exaltation.

1. 215 Jeff Zeleny et MJ Lee. « Biden Campaign Chair Gives a Staunch Defense of the President's Health to Donors, Says Campaign Is Clear-Eyed About Debate ». *CNN*. 2 juillet 2024. https://www.cnn.com/2024/07/01/politics/jen-omalley-dillon-donor-call/index.html
2. 216 Rachel Treisman. « A Radio Host Resigned After Interviewing Biden with Questions Provided by his Campaign ». *NPR*. 8 juillet 2024. https://www.npr.org/2024/07/08/nx-s1-5032794/biden-interview-questions-radio-host-resigns
3. 217 Harold I. Gullan. 1998. *The Upset that Wasn't: Harry Truman and the Crucial Election of 1948*. Chicago : Ivan R. Dee, p. 37.
4. 218 « Mr. Dewey's Chances: Why Republicans Are Confident ». *U.S. News & World Report*. 17 septembre 1948.
5. 219 Austin Ranney. 1981. *The American Elections of 1980*. Washington : AEI for Public Policy Research, p. 42, 56.
6. 220 Shane Goldmacher. « Trump Widens Lead After Biden Debate Debacle, *Times*/Siena Poll Finds ». *The New York Times*. 3 juillet 2024. https://www.nytimes.com/2024/07/03/us/politics/poll-debate-biden-trump.html
7. 221 Sondage *The Economist*/YouGov, 7-9 juillet 2024. https://d3nkl3psvxxpe9.cloudfront.net/documents/econTabReport_RptTnGc.pdf
8. 222 Jonathan Allen et Amie Parnes. 2025. *Fight: Inside the Wildest Campaign for the White House*. New York : HarperCollins, p. 54.
9. 223 Obama va jusqu'à refuser, une fois le départ de Biden annoncé, la demande personnelle et directe de Harris d'appuyer sa candidature, disant qu'il ne veut pas lui donner un avantage face à d'autres candidatures potentielles.
10. 224 *Ibid.*, p. 124.
11. 225 Richard Ben Cramer. 1992. *What It Takes*. New York : Vintage Books, p. 251-254.
12. 226 George Clooney. « I Love Joe Biden. But We Need A New Nominee ». *The New York Times*. 10 juillet 2024. https://www.nytimes.com/2024/07/10/opinion/joe-biden-democratic-nominee.html
13. 227 Chris Whipple. 2024. *Uncharted: How Trump Beat Biden, Harris, and the Odds in the Wildest Campaign in History*. New York : HarperCollins, p. 100-102.
14. 228 « George Clooney Speaks Out on Biden Op-Ed Fallout ». *CNN*/YouTube. 16 avril 2025. https://www.youtube.com/watch?v=W_Q_2H1NUmc
15. 229 Rebecca Shabad. « Nancy Pelosi stops short of saying Biden should stay in the race, says 'time is running short' for him to decide ». *NBC*. 10 juillet 2024. https://www.nbcnews.com/politics/2024-election/nancy-pelosi-stops-short-saying-biden-stay-race-says-time-running-shor-rcna161097
16. 230 « Biden Campaign Co-Chair Cedric Richmond Says President 'Has Heard Those Concerns' of Democrats ». *CBS*/YouTube. 21 juillet 2024. https://www.youtube.com/watch?v=w3tKBkv3CpE
17. 231 Joe Biden. X. 21 juillet 2024. https://x.com/JoeBiden/status/1815080881981190320
18. 232 Bill Hutchinson. « What Pushed President Biden to Withdraw from the Reelection Race? » *ABC*. 22 juillet 2024. https://abcnews.go.com/US/pushed-president-biden-withdraw-reelection-race/story?id=112144814
19. 233 Joe Biden. X. 21 juillet 2024. https://x.com/JoeBiden/status/1815087772216303933
20. 234 Ryan Lizza. « Why Biden Was Really Forced Out of the Race, According to Anita Dunn ». *Politico*. 9 août 2024. https://www.politico.com/news/

magazine/2024/
08/09/anita-dunn-no-regrets-biden-trump-debate-00173348

21. 235 Chris Whipple. 2025. *Uncharted: How Trump Beat Biden, Harris, and the Odds in the Wildest Campaign in History*. New York : HarperCollins, p. 118-119.

22. 236 Maureen Dowd. « The Dems Are Delighted. But a Coup Is Still a Coup ». *The New York Times*. 17 août 2024. https://www.nytimes.com/2024/08/17/opinion/election-dnc-convention.html

23. 237 Ariel Zilber. « Nancy Pelosi Says She Still Hasn't Talked to the Bidens after Jill Called Her 'Disappointing' ». *New York Post*. 7 février 2025. https://nypost.com/2025/02/07/media/nancy-pelosi-hasnt-talked-to-the-bidens-after-jill-called-her-disappointing/

24. 238 David Weigel. « Donna Brazile Wants Democrats to 'Virtually' Lock Down Biden's Nomination ». *Semafor*. 12 juillet 2024. https://www.semafor.com/article/07/12/2024/donna-brazile-wants-democrats-to-virtually-lock-down-bidens-nomination

25. 239 Austin Ranney. 1981. *The American Elections of 1980*. Washington : AIE for Public Policy Research, p. 56.

Chapitre 13
Kamala : ressuscitée et réincarnée

Lorsqu'une douzaine de gouverneurs démocrates sortent pour tenir un point de presse triomphal à la suite de la performance de leur clan lors des élections de mi-mandat de 2022, ils affirment leur appui à Joe Biden en vue de la campagne présidentielle naissante de 2024. Quand un journaliste leur demande s'ils croient que, dans un scénario où il opterait pour ne pas se représenter, sa vice-présidente Kamala Harris devrait automatiquement être sacrée candidate du parti, un silence lourd s'installe dans la pièce. « Je ne pense pas qu'on va aller là sur celle-là, le président va se représenter », dit finalement le gouverneur du New Jersey, Phil Murphy. Quand le journaliste presse les autres gouverneurs à savoir s'ils ont quoi que ce soit à ajouter, ils demeurent tous muets jusqu'à ce que Murphy réponde finalement en leur nom : « On est corrects comme ça. » Ses collègues laissent échapper un rire nerveux[240].

Même chez les élus et les stratèges du parti inquiets de l'âge et de la vulnérabilité électorale du président, on se partage un secret de Polichinelle depuis le début du mandat : sa numéro 2 n'est pas une option. Les problèmes sont multiples – et interreliés. Sondage après sondage, elle s'avère historiquement impopulaire. En 2023, environ un an avant l'élection présidentielle, le réseau NBC établit à 32 % le pourcentage d'Américains ayant une opinion favorable d'elle, contre 49 % en ayant une défavorable. Il s'agit du pire différentiel jamais enregistré dans un sondage par NBC pour une personne occupant sa fonction[241]. Et même en considérant les sondages mettant Biden dans une position difficile face à Trump, Harris fait souvent encore pire figure. À peu près durant la même période que le sondage NBC, une autre enquête, de l'Université Harvard, celle-là, accorde une avance de 7 points au candidat républicain face à Biden… et de 12 face à Harris[242].

Depuis le début de l'administration Biden-Harris, le Parti républicain adopte une stratégie d'attaque plutôt simple sur les médias sociaux contre la vice-présidente : diffuser des extraits de ses interventions publiques sans trucage, musique, effets visuels ou autre

montage trompeur. Juste les extraits de ses discours et de ses réponses à certaines questions. Les moqueries se rendent éventuellement bien au-delà de l'écosphère républicaine. Au milieu du mandat, l'émission d'humour *The Daily Show*, penchant généralement davantage vers la gauche, diffuse une juxtaposition d'extraits de Kamala Harris avec des extraits de Selina Meyer, héroïne fictive de la série parodique *Veep* dans laquelle la vice-présidente des États-Unis bâtit une carrière autour de sa personnalité insipide. Exemple :

Selina Meyer : « Eh bien, nous sommes les États-Unis d'Amérique parce que nous sommes unis… et nous sommes des États. »

Kamala Harris : « Hmm… en parlant de la signification du passage du temps, n'est-ce pas ? La signification du passage du temps. Donc quand vous y pensez, il y a une grande signification dans le passage du temps[243]. »

Puis, il y a la réputation qui fait vite le tour des cercles du pouvoir à Washington : celle de Kamala Harris comme employeur particulièrement difficile. À peine un an après son entrée en fonction, c'est déjà une douzaine de conseillers et adjoints principaux qui quittent leurs fonctions – et le rythme reste le même tout au long du mandat. En 2024, ce sont moins de 10 % des gens qui travaillaient pour elle à son arrivée à la vice-présidence qui sont encore là[244]. Le commentateur conservateur Dan McLaughlin écrit, cinglant : « Franchement, si vous avez regardé Harris parler en public, il est dur de croire qu'elle a des rédacteurs et des conseillers, ou à tout le moins qu'elle en a qui ne la détestent pas au point de la saboter délibérément[245]. »

Les langues encore plus mauvaises vont plus loin : Joe Biden a beau ne pas avoir voulu choisir Kamala Harris comme colistière à la base en 2020, elle lui sert depuis de véritable « police d'assurance ». Quiconque voulant se débarrasser de lui se retrouvera avec elle – et, jusqu'à l'été 2024, c'est un échange que bien peu de gens, incluant au sein du Parti démocrate, sont prêts à faire.

***

La vice-présidence des États-Unis est longtemps demeurée, après la création du poste, une fonction ingrate. Dans ce qui demeure sans doute à ce jour la description la plus vivide et célèbre de l'emploi, le premier vice-président de Franklin Delano Roosevelt, John Nance Garner, le compare à un « seau de crachat chaud » (*a bucket of warm spit*[246]). Une décennie plus tôt, lorsque Calvin Coolidge apprend à sa femme Grace qu'il vient d'être sélectionné comme candidat vice-présidentiel de Warren Harding en vue de l'élection de 1920, elle lui demande : « Tu ne vas pas accepter, n'est-ce pas ? » La réponse de Coolidge, morose : « Je suppose que je vais devoir[247]. » En 1948,

lorsque le président sortant Harry Truman offre la vice-présidence au juge de la Cour suprême William O. Douglas, ce dernier rejette carrément la proposition, préférant conserver son poste au tribunal. Quelque deux décennies plus tard, Lyndon Johnson, un homme plus grand que nature, bouillonnant et doté d'une sérieuse aura de pouvoir en tant que leader au Sénat, se morfond comme vice-président de John F. Kennedy, qui se moque de lui dès les tout débuts de leur administration en ne daignant même pas l'inviter à la première rencontre du cabinet[248]. Peu avant l'assassinat de Kennedy, en 1963, Harry McPherson, ami et plus tard avocat de Johnson, décrit ce dernier comme « misérable ». Il a pris un tel poids depuis ses débuts comme numéro 2 qu'il « a l'air absolument répugnant[249] ».

Et tout cela, bien sûr, survient des générations avant que le plus récent vice-président, Mike Pence, se fasse menacer de pendaison par des émeutiers le pourchassant au Capitole – tandis que son patron reste impassible à la Maison-Blanche devant les événements, suggérant que l'homme qui se targue d'avoir été loyalement à ses côtés depuis quatre ans[250] mérite peut-être bien la corde au cou.

La position de vice-président vient avec peu de pouvoirs constitutionnels hormis celui de rompre des égalités de vote au Sénat, à titre de président de ce dernier. En même temps, elle vient avec un devoir politique foncier : protéger le président. Dwight Eisenhower a besoin d'un émissaire en Amérique latine alors la région trépigne de rage contre les États-Unis ? Il envoie son vice-président, Richard Nixon, qui frôle l'assassinat au Venezuela. Bill Clinton cherche un homme aux valeurs familiales plus crédibles que les siennes dans la foulée du scandale Monica Lewinsky ? Il sort aux côtés d'Al Gore sur le parquet de la Maison-Blanche, le vice-président servant en quelque sorte de caution à sa propre grandeur. Et lorsque Donald Trump a vent d'un virus pandémique émanant de Wuhan, en Chine, et s'annonçant déjà comme un cauchemar politique, c'est bien entendu Mike Pence qu'il met en charge de la lutte impossible contre « l'ennemi invisible ».

Ce n'est donc pas entièrement surprenant si, au moment de devoir faire face à la crise naissante à la frontière mexicano-américaine au début de son mandat, Joe Biden refile à Kamala Harris le rôle de répondre aux causes premières de la migration illégale aux États-Unis. Aussi bien dire mission (quasi) impossible.

Procureure de formation, Harris se fait principalement connaître durant son demi-mandat au Sénat comme « chien d'attaque » face à des témoins adverses en comité. Souvent cassante, notamment contre les juges fédéraux nommés par Trump qui comparaissent devant elle et ses collègues dans le cadre du processus de confirmation, elle va à plus d'une reprise soulever les passions de la base démocrate. Mais elle arrive à la vice-présidence sans accomplissement législatif majeur,

sans relation de coopération significative avec le moindre élu républicain au Congrès et sans réelle expérience en politique étrangère. Considérant la nature irréalisable de la première tâche majeure qui lui est confiée et la difficulté qu'elle éprouve régulièrement à s'exprimer de façon convaincante sur des enjeux plus complexes ou politiquement difficiles, une décision est vite prise à la Maison-Blanche : garder la vice-présidente dans l'ombre.

Elle y reste, largement, pendant près de quatre ans. Jusqu'à ce qu'en l'espace d'une heure, le 21 juillet 2024, tout change de façon spectaculaire. Et qu'elle soit (re)propulsée à l'avant-scène, avec un nouveau mandat apparemment impossible – et une pression décuplée.

Car si le retrait d'un président aussi tard dans sa campagne de réélection ne connaît pas de précédent moderne, il n'en existe aucun, non plus, quant à la manière de le remplacer. Dans un contexte de telle volatilité, la première tâche de Kamala Harris est d'amener les démocrates à serrer les rangs derrière elle – et rapidement. Déjà, certaines voix influentes du parti, incluant Nancy Pelosi et Barack Obama, affichant des doutes quant à Harris, suggèrent un processus de sélection plus compétitif avant de sommairement « couronner » cette dernière. La vice-présidente et ses alliés se lancent donc dans un blitz de lobbying auprès des élus et autres poids lourds du parti – blitz qui, informellement, avait débuté des jours plus tôt, avant l'abdication de Biden. Et, très rapidement, Harris rallie les troupes. À peine 24 heures plus tard, le 22 juillet, après avoir interrogé les délégués appelés à officiellement voter à la convention démocrate, l'Associated Press déclare Kamala Harris la candidate présidentielle présumée du Parti démocrate.

Un jour plus tard, le 23 juillet, la vice-présidente lance sa campagne présidentielle dans un premier rassemblement à Madison, cœur de l'État ayant tranché les deux dernières élections présidentielles, le Wisconsin. Juste avant qu'elle n'entre sur scène, sa campagne annonce avoir amassé 100 millions de dollars dans les 24 premières heures ayant suivi le retrait de Biden et l'annonce de la candidature de sa colistière. Cette dernière arrive énergique, un contraste absolument saisissant – ne serait-ce que sur la forme – avec le président sortant. Tout sourire, elle s'en prend de front à son adversaire républicain. « Je m'en suis pris à des criminels de toutes sortes – des prédateurs qui ont abusé des femmes, des fraudeurs qui ont volé des consommateurs, des tricheurs qui ont violé les règles pour leur propre gain. Alors vous pouvez me croire quand je dis : je connais le style de Donald Trump. » Toutes les failles notées et tous les doutes passés sont, en un instant, très loin chassés. Les démocrates ont, enfin, une battante. L'atmosphère est survoltée.

Et le camp républicain, si triomphant à peine 48 heures plus tôt, est

complètement pris de court. Trump a beau l'avoir prédit deux semaines plus tôt, peu dans son orbite semblent avoir anticipé un changement aussi brusque : pas tant de candidat que de dynamique.

C'est une nouvelle course qui commence.

***

Ce ne sont pas que la taille des foules et le nombre de dollars dans la cagnotte électorale qui augmentent pour les démocrates – ce sont les intentions de vote. Si Joe Biden n'était pas parvenu à prendre les devants à l'échelle nationale depuis près d'un an, Harris, elle, le fait en 15 jours. Le 5 août, selon l'agrégateur de sondages RealClearPolitics, la démocrate s'empare de la *pole position* par quelques dixièmes de point de pourcentage. La campagne Trump voit le mouvement dans ses données internes encore plus rapidement – et émet un mémo prédisant une « Harris Honeymoon » (lune de miel pour Harris) et insistant sur le fait que malgré le changement, les « facteurs fondamentaux de la course demeurent les mêmes ».

Que le mémo dégage une impression de confiance ou au contraire d'inquiétude à peine voilée, il y a peu de doute quant à l'état du candidat : il est décontenancé, déboussolé et visiblement frustré. La course était dans la poche – et pratiquement du jour au lendemain, il retrouve le statut ayant caractérisé ses deux campagnes précédentes : celui de négligé. Ayant bâti une campagne entière autour d'une image de force versus celle d'un vieillard faible, il doit subitement changer son approche. Hulk Hogan qui déchire sa chemise en serrant les dents face à Joe Biden est une chose ; refaire ces simagrées devant une femme de 59 ans en est une tout autre. Cela est sans compter que le facteur de l'âge se voit lui aussi subitement renversé : il joue à l'avantage non plus de Trump, mais de son adversaire. Toutes les élections ayant opposé deux candidats ayant un écart d'âge de plus de 10 ans se sont soldées à l'avantage du cadet depuis 1960 – à l'exception de celle de Ronald Reagan. On peut y voir l'éternel appétit du public américain pour le renouveau, pour le changement générationnel. Et Kamala Harris est la cadette de Donald Trump par près de 20 ans.

Le camp républicain tente donc une ligne d'attaque après l'autre, sans jamais vraiment sembler s'entendre sur celle qui devrait dominer. Certains qualifient Harris d'« employée de la diversité » (sous-entendant qu'elle doit son poste à son genre et à la couleur de sa peau). D'autres lui reprochent la crise migratoire qu'elle a « échoué » à freiner en tant que responsable de l'administration au pouvoir sur le dossier. Certains mettent en relief certaines de ses positions passées les plus à gauche alors qu'elle était sénatrice, cherchant à la faire paraître pour une radicale. D'autres soulignent plutôt ses changements de

position sur plusieurs de ces mêmes enjeux, tentant de la dépeindre comme une opportuniste. Et, dans toute cette confusion communicationnelle, Donald Trump en rajoute une couche toute personnelle : en entrevue devant les membres l'Association des journalistes noirs à Chicago, quelques jours après l'entrée en piste de Harris, il l'accuse d'être « devenue noire » après s'être longtemps identifiée comme étant d'origine indienne251. En poussant son candidat présidentiel à la porte, le Parti démocrate a réussi à faire en l'espace de quelques jours ce que quatre inculpations et une condamnation criminelle ne sont même pas passées près d'accomplir en plus d'un an : faire partir la campagne Trump en vrille.

***

Alors que les démocrates reprennent du poil de la bête dans les sondages nationaux, ils en font de même dans les États-clés. Il s'agit de la même liste, inchangée, depuis le début de la course : sept États âprement divisés entre démocrates et républicains, c'est-à-dire la Caroline du Nord, la Géorgie, l'Arizona, le Nevada, le Wisconsin, le Michigan et, plus pesant démographiquement et électoralement que tout autre, la Pennsylvanie.

Carte des États-clés en 2024

Le clan démocrate possède un atout additionnel : la possibilité de choisir, à son tour, un (nouveau) candidat vice-présidentiel. Les républicains sont alors déjà nombreux à ruminer le choix désormais vu comme étant particulièrement mal avisé de J.D. Vance par Trump et ses fils, surtout après que ce dernier eut à se défendre de propos passés où il ridiculisait les démocrates comme étant le parti des « femmes à chats nullipares ». Ce n'est plus que Vance n'ajoute rien à la campagne républicaine – c'est qu'il lui nuit activement. Harris, déjà

ascendante, a toujours devant elle le *momentum* anticipé de sa sélection vice-présidentielle *et* de sa convention nationale, plus tard en août. Un candidat qui conclut la période des conventions avec une avance dans les sondages finit systématiquement par gagner le vote national en novembre – du moins cela s'est-il toujours avéré jusqu'à présent. On espère alors que la nouvelle candidate démocrate pourra mettre le talon sur la jugulaire de Trump et le distancier pour de bon avant même la fin du mois.

Harris a devant elle, de surcroît, une brochette de colistiers prospectifs habiles et représentant des États critiques, parmi lesquels le sénateur de l'Arizona Mark Kelly et, surtout, le gouverneur de la Pennsylvanie Josh Shapiro. Dans un État que les deux plus récentes élections présidentielles ont vu être tranchées par un petit point de pourcentage, Shapiro a été élu à différents postes à trois reprises, incluant celui de gouverneur, par près de 15 points. Communicateur doué, il est jeune, à 51 ans, et a démontré une capacité à gagner à répétition des électeurs plus modérés, indépendants et même républicains avec une approche et un ton plus pragmatiques. Et si l'on se fie à la littérature en science politique, il a en principe le potentiel de venir insuffler à la campagne un appui additionnel marginal dans son État. Un appui marginal, lorsqu'une course se décide par un pour cent, n'est pas rien ; et en 2024, remporter la Pennsylvanie peut être tout.

Plusieurs de ces atouts, dans un processus de sélection tronqué et expédié, finissent en fait par jouer *contre* Shapiro. Ses positions vont à contresens de la base de gauche du parti, tout particulièrement son appui farouche à Israël (Shapiro est lui-même juif), et sont vues comme susceptibles de dégonfler l'enthousiasme fraîchement retrouvé des militants. Son bagout, selon certains, risque d'éclipser la candidate présidentielle. Et la chimie interpersonnelle, pour le peu qu'elle est testée, n'opère pas particulièrement[252].

Kamala Harris se rabat donc non pas sur Mark Kelly de l'Arizona, dont certaines positions sont aussi critiquées par la base de gauche du parti… mais sur le gouverneur sortant du Minnesota, Tim Walz. Après avoir représenté, dans les années 2000, une circonscription modérée du sud de son État au Congrès et voté d'une façon qui reflète généralement cet électorat, il a pris le parti de gouverner à gauche toute. Cela inclut l'abolition des frais de scolarité à l'université pour les étudiants issus de ménages gagnant moins de 80 000 $ par année ; la légalisation complète de l'avortement (après le renversement de *Roe c. Wade*) incluant jusqu'au neuvième mois de grossesse ; un congé parental de 20 semaines pour les couples avec nouveau-né ; l'obligation pour les écoles primaires et secondaires d'offrir des produits menstruels gratuits dans les salles de bain ; l'interdiction

d'extrader un mineur dans un État où ses parents et les autorités gouvernementales refusent de lui faire changer de sexe s'il en souhaite un ; et la légalisation de la marijuana. Harris annonce son choix de coéquipier sur le campus de l'Université Temple, dans le nord de Philadelphie – dans le même aréna visité par Trump au début de l'été. Shapiro, en tant que gouverneur de l'État, présente, bon joueur, le nouveau tandem. La foule est électrique. La base démocrate, gonflée à bloc.

Du côté républicain, après près de trois semaines de problèmes et d'inquiétudes, la réaction, en temps réel et peu rapportée, est simple et discrète : on pousse un long soupir de soulagement.

***

Tim Walz a dans les faits peu de potentiel pour ratisser beaucoup plus large dans l'électorat général. Contrairement aux espoirs démocrates qui voient en lui un candidat apte à aller chercher les « hommes ordinaires du *midwest* rural », il a pu s'accrocher au Minnesota uniquement sur la base du poids urbain des « villes jumelles » de Minneapolis et de St. Paul, où se concentre plus de 60 % du vote de l'État[253]. Autrement, il a perdu 75 des 87 comtés de l'État – en contraste avec des démocrates comme Barack Obama ou Bill Clinton qui, au niveau présidentiel, y ont gagné dans le passé la moitié (Obama) ou la très nette majorité (Clinton) des comtés. Reste qu'il contribue à l'enthousiasme du parti, qui prévoit sa grand-messe la semaine suivante, à Chicago.

La convention nationale démocrate, tenue du 19 au 22 août, sert foncièrement à une chose : (re)présenter Kamala Harris à l'Amérique. Elle revêt, tout d'abord, un aspect historique digne de mention : pour la première fois, un parti majeur va investir une femme noire pour le plus haut poste élu du pays. Il s'agit de surcroît du même parti qui, 200 ans plus tôt, s'affilie un vice-président esclavagiste, John C. Calhoun – et du même parti qui, 100 ans plus tôt, isole les Afro-Américains derrière un grillage à poulets lors de sa convention nationale à Houston[254].

Soir après soir, un orateur et une présentation se succèdent après l'autre pour présenter Kamala. Une vidéo la montre enfant avec sa sœur, qui la dépeint comme s'étant toujours tenue debout face aux intimidateurs. Son mari Doug raconte sa première sortie avec sa future épouse. L'ancienne première dame Michelle Obama met en relief les valeurs de justice que leurs mères leur ont inculquées à toutes les deux. Et Oprah Winfrey produit une ligne mémorable qui est scandée tout au long de la convention : « *We're not going back!* »

Le message est clair : devant un appétit toujours aussi grand de rejeter le *statu quo*, Donald Trump représente quelque chose d'encore

pire – un retour en arrière. Kamala, elle, constitue l'agente de changement.

Au cours des semaines qui ont précédé, la campagne Harris a incarné le changement non seulement vis-à-vis Trump, mais vis-à-vis l'image et les positions que la vice-présidente elle-même avait jusque-là entretenues dans l'espace public. Si elle épousait jadis un système public mur à mur pour les soins de santé aux États-Unis, sa campagne précise que ce n'est plus sa position. Si elle s'opposait à la fracturation hydraulique (le processus controversé utilisé pour extraire des gaz de schiste, notamment dans l'État-clé de la Pennsylvanie), elle se dit désormais pour. Si elle avait ouvert la porte à réduire les budgets des corps policiers, elle la ferme désormais. Si elle se prononçait jadis pour la décriminalisation des entrées clandestines au pays et flirtait avec l'abolition de l'agence fédérale de contrôle de l'immigration, elle diffuse désormais pendant la convention des publicités où elle préconise une ligne encore plus dure que Trump sur la frontière.

Dans un sens, elle sert à Trump sa propre médecine : virevolter au gré des contextes et de l'opinion publique avec un simple objectif : gagner. On assiste ainsi à la réinvention quasi totale en quelques semaines de ce que Kamala Harris a incarné pendant huit ans sur la scène politique nationale. Aucun effort de *rebranding* aussi remarquable n'a sans doute été réussi depuis Nixon, en 1968, ce qui lui a valu la victoire après sa défaite face à Kennedy en 1960. Le changement avait été d'une telle ampleur que Nixon était devenu, dans les mots du journaliste Joe McGinnis, « le premier candidat à gagner la présidence après avoir commis un suicide[255] ». À l'été 2024, face à une campagne Trump perdue et un candidat Trump débalancé, la refonte Harris fonctionne.

La convention démocrate complète la transformation extrême de la nouvelle porte-étendard du parti, bâtissant un crescendo narratif dont la conclusion sera son discours d'investiture, prononcé comme le veut la tradition en conclusion de la dernière soirée. Le discours se divise essentiellement en deux grandes parties : une première moitié dans laquelle Harris se présente elle-même personnellement, de son enfance à sa carrière comme procureure ; et une seconde dans laquelle elle met en garde contre un second mandat de Donald Trump. Elle réutilise à profusion les lignes « *We're not going back* » et « *A new way forward* », la foule galvanisée lui renvoyant les mots, respirant le thème du changement. Les ballons et confettis volent sur la scène, le futur plausible couple présidentiel s'étreint, et un parti dont certains des membres craignaient l'implosion à peine un mois plus tôt projette une unité impeccable derrière sa remplaçante.

Et pourtant, sur toute la durée des quatre jours de la convention et au fil de dizaines de discours grandiloquents, deux éléments

fondamentaux sont largement passés sous silence : les quatre dernières années de Kamala Harris dans le poste le plus important qu'elle a occupé de sa vie, à la vice-présidence des États-Unis… et ce qu'elle ferait concrètement si elle devait être élue à la présidence.

1. 240 Jonathan Martin. « Senior Democrats' Take on Biden: He's Too Old ». *Politico*. 16 février 2023. https://www.politico.com/news/magazine/2023/02/16/senior-democrats-joe-biden-old-00083129
2. 241 Erin Dougherty. « NBC News Poll: Kamala Harris Hits Record Low for VP Net Favorability ». *Axios*. 26 juin 2023. https://www.axios.com/2023/06/26/kamala-harris-poll-2024-election-biden
3. 242 « Harvard Caps-Harris Poll ». 15-16 novembre 2023. https://harvardharrispoll.com/wp-content/uploads/2023/11/HHP_Nov23_KeyResults.pdf
4. 243 « The Kamala Harris Veep Reboot ». *The Daily Show*/YouTube. 3 octobre 2022. https://www.youtube.com/watch?v=72vUngNA9RM
5. 244 Monroe Harless. « 92 Percent of Kamala Harris' Staff Left in Her First Three Years ». *The Federalist*. 23 juillet 2024. https://thefederalist.com/2024/07/23/92-percent-of-kamala-harris-staff-left-in-her-first-three-years-as-vp/
6. 245 Dan McLaughlin. « People Really, Really Do Not Want to Work for Kamala Harris ». *The National Review*. 15 juillet 2022. https://www.nationalreview.com/corner/people-really-really-do-not-want-to-work-for-kamala-harris/
7. 246 Christopher J. Devine et Kyle C. Kopko. 2020. *Do Running Mates Matter? The Influence of Vice Presidential Candidates in Presidential Elections*. Lawrence : University of Kansas Press, p. 7.
8. 247 David Pietrusza. 2007. *1920: The Year of the Six Presidents*. New York : Basic Books, p. 241.
9. 248 David Halberstam. 1972. *The Best and the Brightest*. New York : Random House, p. 41.
10. 249 Robert A. Caro. 2003. *The Years of Lyndon Johnson: The Passage of Power*. New York : Alfred A. Knopf, p. 264.
11. 250 Mike Pence. 2022. *So Help Me God*. New York : Simon & Schuster, p. 1.
12. 251 Kamala Harris est née d'un père jamaïcain et d'une mère indienne.
13. 252 James Matthews. « Why Kamala Harris Picked Tim Walz Over Pennsylvania Governor Josh Shapiro ». *Sky News*. 7 août 2024. https://news.sky.com/story/why-kamala-harris-picked-tim-walz-over-pennsylvania-governor-josh-shapiro-13192330
14. 253 Sean Trende. « Why Has Minnesota Been Slow to Align? » *American Enterprise Institute*. 18 août 2020. https://www.aei.org/articles/why-has-minnesota-been-slow-to-align/
15. 254 Sean Trende. 2012. *The Lost Majority: Why the Future of Government Is Up for Grabs—and Who Will Take It*. New York : Palgrave Macmillan, p. 16.
16. 255 Joe McGinnis. *The Selling of the President 1968*. New York : Trident Press, p. 103.

Chapitre 14
Des chats et des chiens

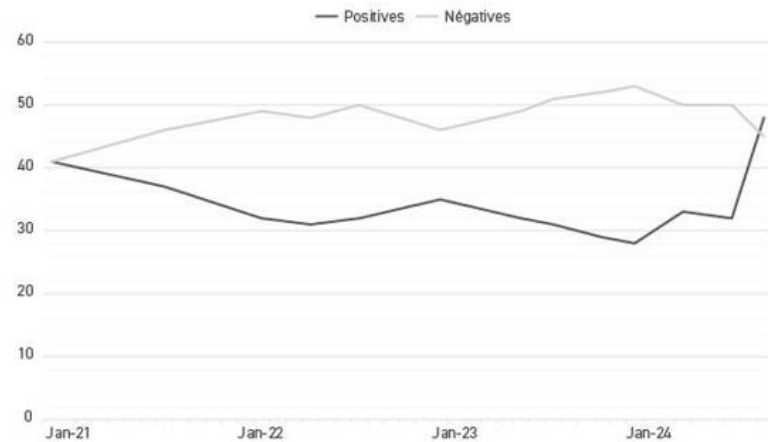
Au cours des jours et des semaines qui suivent l'arrivée dans la course de Kamala Harris, il devient de plus en plus apparent que la candidate en dira le moins possible. Quand son discours de lancement évite presque tout engagement précis, on dit que ce n'est pas le moment pour le dévoilement d'un programme, surtout que la campagne doit s'improviser presque du jour au lendemain. Lorsque l'on demande, après près de trois semaines de campagne sans qu'elle ait répondu à une seule question du public ou de membres des médias quand la candidate se prêtera à l'exercice, sa campagne annonce du bout des lèvres qu'elle accordera « peut-être » une entrevue d'ici la fin août. On parle d'un mois et demi après son lancement – ou l'équivalent de la durée totale d'une campagne électorale au Canada.

Au moment où la convention démocrate se conclut avec pratiquement aucune politique publique moindrement détaillée, et lorsque Harris finit par donner lors d'une première entrevue, la semaine suivante, au réseau CNN, des réponses floues et évasives, la stratégie devient encore plus évidente : surfer sur les vagues initiales de *momentum* et laisser le sablier s'écouler. Donner le moins de munitions possible à Trump en limitant les prises de position, les interactions, les moments non scriptés et, ainsi, les erreurs potentielles. Le tout évoque la frustration d'un stratège démocrate face à un Richard Nixon dont les positions étaient « si volontairement vagues que de l'attaquer est comme attaquer un nuage[256] » – ou encore, pour les amateurs de hockey des années 1990, l'équivalent de jouer la trappe. Dans une campagne de 18 mois, c'est voué à l'échec – mais lorsqu'il reste moins de 18 semaines au compteur, est-il possible que cela fonctionne ? C'est le pari que fait visiblement l'équipe Harris.

Dans les paroles immortelles du journaliste Joe McGinnis, auteur de l'un des premiers ouvrages modernes sur le marketing politique, vendre un candidat présidentiel, c'est comme vendre tout produit commercial. Si William Henry Harrison a réussi en 1840 à se vendre comme homme du peuple alors que son grand-père figurait parmi les rangs des Pères fondateurs ; si George W. Bush a réussi en 2000 à se

vendre comme « *outsider* » alors qu'il était petit-fils de sénateur et fils de président ; et si Donald Trump a réussi en 2016 à se vendre, point… alors Harris peut espérer s'approprier le centre de l'échiquier politique et l'étiquette du changement.

Comme le remarque McGinnis il y a plus d'un demi-siècle : « La réponse des électeurs est à l'image, et non à l'homme [le candidat], puisque 99 % des électeurs n'ont aucun contact avec l'homme. Ce n'est pas ce qui est là qui compte, c'est ce qui est projeté – et ce n'est pas ce que l'homme projette, mais plutôt ce que l'électeur reçoit[257]. » Et force est de constater que le « reformatage » de l'image de Kamala Harris en l'espace de quelques semaines s'avère rien de moins qu'époustouflant.



Pourcentage d'opinions positives et négatives envers Kamala Harris, janvier 2021–septembre 2024 (source : NBC)

Si jamais dans l'histoire des sondages du réseau NBC un vice-président n'avait été aussi impopulaire que l'est Kamala Harris pendant son mandat, jamais, à deux exceptions près, un président ou un vice-président n'a connu un rebond aussi spectaculaire dans sa popularité personnelle. Les deux exceptions : le président Bush père après le déclenchement de la guerre du Golfe… et le président Bush fils après les attentats terroristes du 11 Septembre[258].

Devant cette approche extraordinairement disciplinée de Harris, le manque de rigueur flagrant de Trump paraît encore plus choquant. Ne sachant toujours trop sur quel pied danser ou comment attaquer sa nouvelle adversaire, Trump juge bon, alors que la convention démocrate tire à fin, d'aller sur le terrain de l'apparence physique. Il se vante d'être « beaucoup plus beau » que Harris et, lorsque questionné sur sa rhétorique, il déclare « avoir le droit de faire des attaques personnelles[259] ».

Le contraste entre les deux approches et entre les deux candidats est

fracassant et, dans ce choc, une vieille dynamique se rétablit : une stabilité dans la (nouvelle) course. Après la montée en flèche de Harris, les intentions de vote en sa faveur plafonnent. Harris est passée d'un déficit initial à l'échelle nationale d'environ deux points à une avance d'environ deux. Et cette avance se maintient jour après jour, semaine après semaine suivant la convention démocrate. Que signifierait une victoire au vote populaire de deux points ? En 2016, Hillary Clinton a gagné le vote populaire par deux points et perdu de justesse le Collège électoral ; toutes choses étant égales par ailleurs, elle l'aurait gagné avec une victoire de trois points au vote populaire. En 2020, Joe Biden a gagné le vote populaire par quatre points et gagné de justesse le Collège électoral toutes choses étant égales par ailleurs, il l'aurait perdu avec une victoire de trois points au vote populaire. Autrement dit, si l'on en croit les sondages nationaux, la course au Collège électoral est à couper au couteau. Les données dans les États-clés semblent le refléter : au début du mois de septembre, la moyenne des sondages dans l'État-clé le plus déterminant, la Pennsylvanie, tisse le portrait suivant : 47,6 % pour Harris, 47,6 % pour Trump.

Or, si l'on a affaire à une guerre de tranchées où les deux clans semblent ne pas prendre d'avantage décisif l'un sur l'autre, cela ne revient pas à dire qu'aucun mouvement sous-jacent ne s'opère. Comme dans une guerre de tranchées, l'effet net est nul non pas parce que les armées sont fixes, mais parce que leurs mouvements, parfois dramatiques, s'annulent au bout du compte.

Deux de ces mouvements dramatiques, sous-appréciés dans l'importance de ce qu'ils révèlent sur les deux partis et sur l'ensemble du paysage politique américain, s'opèrent dans la période entre la convention et l'unique débat entre Trump et Harris, prévu le 10 septembre260. Le 23 août, question de saper tout *momentum* additionnel dont pourraient jouir les démocrates après leur convention, Robert F. Kennedy Jr. annonce qu'il suspend sa campagne indépendante pour la Maison-Blanche et appuie Donald Trump.

Pendant les mois suivant le lancement initial de sa candidature, Kennedy récolte entre 10 et 15 % des intentions de vote à la grandeur du pays. Si celles-ci se concrétisaient lors du scrutin, cela représenterait le meilleur score pour un candidat n'étant pas investi par l'un des deux partis majeurs depuis Ross Perot en 1992. Même si l'air se dégonfle peu à peu du ballon Kennedy – comme c'est typiquement le cas avec les tiers partis –, tout influx de quelques points dans le camp de l'un ou l'autre des candidats majeurs peut s'avérer décisif dans une lutte aussi serrée. Le politologue et sondeur républicain Daron Shaw estime à environ deux points l'apport potentiel de Kennedy à Trump. Il y a donc la dimension strictement

électorale à court terme, mais il y a aussi beaucoup plus sur le fond.

Trois jours après Kennedy, c'est au tour de l'ex-représentante et candidate présidentielle démocrate Tulsi Gabbard d'annoncer son soutien au candidat républicain. Les deux personnages sont controversés et, plus souvent qu'autrement, réduits à des caricatures dans la couverture des médias traditionnels. On retient de Kennedy ses multiples propos controversés, en particulier contre les vaccins, incluant sa comparaison entre la vaccination contre la COVID-19 et le régime nazi, et une série d'éléments douteux de son passé, allant d'allégations d'inconduite sexuelle contre lui à un épisode surréaliste de transport d'un ours mort dans Central Park à New York. On retient (notamment) de Gabbard sa visite secrète auprès du dictateur syrien Bashar Al-Assad. Ils sont tout cela, oui – et, lorsque l'on s'affaire à les écouter, on réalise qu'ils représentent plus que cela.

Lorsqu'il annonce la fin de sa campagne, Kennedy donne un discours de près d'une heure. À aucun moment il n'est question de vaccins. Ce dont parle Kennedy, héritier de la famille la plus célèbre de l'histoire du Parti démocrate et orateur invité à la Convention démocrate à Boston en 2004, c'est la manière dont le parti de son oncle et de son père a changé. Alors qu'il prônait la liberté d'expression, il encouragerait maintenant la censure sur les réseaux sociaux. Alors qu'il prônait le pluralisme et la démocratie, il a étouffé les débats internes et la tenue d'une course ouverte pour son leadership en 2024. Et alors qu'il préconisait une approche de paix et d'empathie à l'endroit de l'Union soviétique, même au sommet de la Guerre froide, il serait devenu partisan d'une opposition militaire sans fin avec la Russie.

C'est ce dernier point, très particulièrement, que Gabbard martèle elle-même lorsque vient le temps d'annoncer son changement d'allégeance partisane. Plus jeune femme jamais élue à l'assemblée législative d'un État (celle d'Hawaï, à l'âge de 21 ans) et vite identifiée comme une étoile montante, Gabbard a été invitée à parler à la Convention démocrate à Charlotte en 2012 avant d'être élue pour un premier de quatre mandats au Congrès. Elle s'est cependant mis à dos une partie considérable de l'establishment démocrate lorsque, dans les primaires de 2016, elle s'est rangée derrière Bernie Sanders contre Hillary Clinton. L'opposition de Gabbard à Clinton avait comme racine première l'appui de Clinton à l'interventionnisme militaire à l'étranger, notamment ses appuis à la guerre en Irak et au bombardement de la Libye. Le point de Gabbard : on doit tenir tête au « complexe militaro-industriel » et mettre fin aux « guerres sans fin » (« *forever wars* ») dans lesquelles se sont lancés les États-Unis au fil des ans sous la doctrine du néoconservatisme261.

L'argument de Gabbard et de Kennedy est le même : face au

tournant néoconservateur du Parti démocrate en matière de politique étrangère, Donald Trump constitue la seule option valable pour limiter le rôle interventionniste des États-Unis dans le monde. C'est incidemment l'un des points de vente les plus importants cités par l'homme le plus riche de la planète, Elon Musk, lorsqu'il a donné son appui à Trump, quelques semaines plus tôt. Le multimilliardaire ayant fait sa fortune en bâtissant un empire de voitures électriques vanté par la gauche environnementaliste tourne le dos au Parti démocrate depuis les dernières années pour ce qu'il considère comme ses atteintes à la liberté d'expression et son appui à une guerre en Ukraine « sans stratégie pour y mettre fin[262] ».

Une règle de base en physique vaut presque aussi souvent en politique : chaque action entraîne une réaction. Et si l'approche « *America First* » (« L'Amérique d'abord ») de Trump séduit les voix associées à la gauche non interventionniste, elle horripile simultanément les voix associées à la droite interventionniste. Ainsi, une semaine avant le débat Trump-Harris, l'ex-représentante Liz Cheney, qui occupait jusqu'en 2021 la troisième position en importance du caucus républicain à la Chambre, annonce qu'elle appuie la candidate démocrate à la présidence. Deux jours plus tard, son père, l'ex-vice-président républicain Dick Cheney, lui emboîte le pas. Il est bien sûr déjà arrivé à des républicains d'appuyer des démocrates (et vice-versa) dans le passé, mais ces transfuges tendent à être modérés et donc plus susceptibles de pouvoir balancer d'un côté ou de l'autre.

Personne ne voit les Cheney comme étant « modérés ». Ils ont bâti la « marque politique » de leur famille sur une approche intensément partisane et un conservatisme dur. Lors de sa décennie comme représentant du Wyoming à la Chambre (occupant le siège dont hérite sa fille 30 ans plus tard), Dick Cheney a accumulé un des historiques de votes (*voting records*) les plus à droite du Congrès. Il s'est notamment opposé à la création du Département de l'Éducation, au financement de la Loi sur l'eau propre (*Clean Water Act*), à une interdiction des fusils en plastique pouvant passer inaperçus dans les aéroports et à une interdiction de munitions à projectile perforant (des balles surnommées « tueuses de policiers[263] ».) Comme colistier de George W. Bush pendant les campagnes de 2000 et de 2004, il s'est délecté du rôle de chien d'attaque désigné de la campagne républicaine. Et en 2024, Dick Cheney devient la vedette d'une publicité électorale dans laquelle il qualifie le candidat républicain à la présidence de « la plus grande menace de l'histoire pour notre république[264] ».

Dans son discours formel d'appui à Kamala Harris, Liz Cheney en rajoute une couche : « Donald Trump était prêt à sacrifier notre

Capitole, à permettre à des policiers de se faire battre et brutaliser en son nom, et à violer la loi et la Constitution afin de s'emparer du pouvoir. Je me fiche que vous soyez un démocrate, un républicain ou un indépendant ; c'est de la dépravation, et on ne doit jamais y devenir insensibles[265]. » Lorsque Cheney est interrogée à savoir quels points autres que le respect des élections elle partage avec le camp démocrate, sa réponse est automatique : l'appui à l'Ukraine et à l'OTAN, et l'opposition à la Russie.

Ce sont là les mêmes motivations qui poussent, quelques jours plus tard, une centaine d'anciennes figures républicaines issues de la sécurité nationale à formellement appuyer Kamala Harris. Les anciens directeurs de la CIA et des services de renseignement sont du nombre, ainsi que l'ex-ambassadeur à l'OTAN sous l'administration Bush-Cheney[266]. On apprend également que l'ancien président Bush lui-même, issu de la plus importante dynastie moderne du Parti républicain, ne votera pas pour le candidat du parti en novembre – puis, peu après, que sa fille Barbara appuie carrément la candidate démocrate, faisant activement campagne avec elle.

Quiconque aurait suggéré, à peine 10 ans plus tôt, que Robert Kennedy, Tulsi Gabbard et Elon Musk figureraient au menu des plus importants partisans du candidat républicain à la présidence des États-Unis et que, simultanément, les familles Bush et Cheney joueraient le rôle inverse du côté démocrate, se serait sérieusement fait regarder de travers.

Blanc est noir, et noir est blanc, la nuit est le jour. Ainsi, en 1950, le célèbre caricaturiste américain Herblock intitule-t-il l'une de ses œuvres, où il a dépeint une forteresse surmontée de haut-parleurs d'où émanent des slogans que l'on devine insensés[267]. Si Herblock fait alors référence au chef-d'œuvre *1984* de George Orwell, il aurait aussi bien pu anticiper la scène politique américaine en 2024.

***

Le mardi 10 septembre au National Constitution Center de Philadelphie se tient le dernier événement de la campagne que l'on sait d'emblée susceptible de faire bouger les aiguilles de cette dernière : l'unique débat prévu entre Donald Trump et Kamala Harris. Dans le calendrier chamboulé de 2024, aucun premier débat n'a eu lieu aussi tôt que celui entre Trump et Biden en juin – aucun dernier débat n'a lieu aussi tôt que celui entre Trump et Harris en septembre. La pression est donc considérable – particulièrement pour Harris, qui a à la fois davantage à gagner et à perdre que Trump, puisqu'elle est nettement moins définie que l'ex-président dans l'opinion publique.

La vice-présidente donne le ton en arrivant sur scène la démarche confiante, tendant proactivement la main à son adversaire. Depuis

qu'Hillary Clinton a refusé de serrer celle de Trump en 2016, une nouvelle « normalité » s'est installée lors des débats présidentiels américains : les deux candidats font fi de cette marque, simple et élémentaire, de respect et de décorum. Dans un climat aussi chargé, où tant de normes se sont érodées depuis le début de l'ère Trump, Kamala Harris rétablit au moins celle-là.

La candidate s'est enfermée pendant la quasi-totalité de la semaine menant au débat pour s'y préparer. Et cela paraît : elle est prête. Chaque réponse semble avoir été rédigée d'avance, presque indépendamment de la question posée en premier lieu. Interrogée à savoir si elle croit que l'économie se porte mieux qu'il y a quatre ans, si elle appuie certaines restrictions sur l'avortement, ou encore le rôle qu'elle a joué comme vice-présidente dans le retrait américain de l'Afghanistan, aucune réponse directe n'est donnée. Harris se limite plutôt à sortir les lignes générales de sa campagne, fustigeant Trump sans relâche. Et un angle d'attaque, en particulier, fait rapidement mouche.

Une dizaine de minutes après le début du débat, Harris se moque de la grosseur des foules présentes aux rassemblements partisans de Trump. Les gens, avance Harris, quittent les rassemblements parce qu'ils s'ennuient. C'est en entendant cela que le grand maître de la politique spectacle, après avoir fait preuve de retenue (relative) pendant les 10 premières minutes, disjoncte.

Piqué au vif, Trump ne perd plus son air grognon du reste de la soirée, refusant de même regarder son adversaire. Il commence en se défendant d'avoir de plus grosses foules que son adversaire – et s'enfonce dans une spirale pour l'heure qui suit. Il dit avoir lu que Harris « n'était pas noire » avant d'avoir lu « qu'elle était noire ». Il parle de démocrates qui « exécutent » des bébés naissants268. Lorsqu'on lui demande quel est son plan après 10 ans passés à promettre de remplacer la loi Obamacare sur la santé, il répond qu'il a « des concepts de plan ».

Puis, dans ce qui devient instantanément le moment de la soirée, Trump lance devant le monde entier une théorie du complot partagée au cours des heures précédentes par son colistier J.D. Vance : des migrants dans la petite ville de Springfield, en Ohio, terrorisent la population locale en mangeant leurs animaux de compagnie. « Ils mangent les chiens ! » s'exclame-t-il devant le regard pantois de Harris. « Les gens qui sont entrés. Ils mangent les chats ! Ils mangent – ils mangent les animaux des gens qui habitent là. Et ça se passe dans notre pays. » Trump conclut sa réponse en prédisant que si sa rivale est élue, les États-Unis « vont devenir le Venezuela sur les stéroïdes ». L'histoire est, bien sûr, fausse, mais même confronté à sa fausseté en temps réel par le modérateur du débat, Trump s'enlise en la

réaffirmant.

Si l'invraisemblable notion de déclarer une telle absurdité en plein débat présidentiel en fait rire plus d'un, plusieurs ne le voient pas du même œil durant les heures et les jours suivants, surtout au sein de la communauté de l'Ohio mise en cause : deux écoles primaires doivent être évacuées à cause de menaces proférées par des gens ayant entendu les propos de l'ancien président[269]. Politiquement, Trump a perdu le débat – et sa meilleure occasion de retrouver le *momentum* pour la dernière ligne droite de la course. Il a mordu à un hameçon qu'il aurait aisément dû voir venir, mais auquel il est viscéralement incapable, dans toute sa petitesse narcissique, de résister. Un producteur d'émission de fin de soirée résume le débat à merveille en une ligne sur le réseau X : « Pendant des semaines, tout le monde a télégraphié qu'elle [Harris] allait lui lancer un appât et son équipe disait "On va lui lancer un appât" et il a réussi à agir de façon normale pendant environ trois minutes. Puis elle a dit une chose à propos de ses rassemblements et ç'a été comme nourrir un Gremlin après minuit[270]. »

Dans les heures suivant le débat, l'équipe démocrate est extatique. Ses partisans, entassés dans un rassemblement de Tim Walz au Michigan, commencent à scander « *We're not going back!* » avant de passer à « *We're not eating cats!* ». La confiance est telle qu'on lance le défi à Trump de participer à un débat additionnel, idée qui avait jusque-là été exclue. Trump refuse, et continue de railler contre l'injustice du débat. Ce qu'il a vraiment réussi, en revanche, est de rappeler au pays pourquoi, à aucun stade de sa carrière politique s'échelonnant sur maintenant près d'une décennie, une majorité de ses concitoyens n'a-t-elle eu une opinion favorable à son égard.

Tout cela dit, pour toutes les bêtises que Trump a pu débiter, que Harris a-t-elle, dans les faits, réellement offert ? Si un candidat a utilisé son temps sur scène pour dire n'importe quoi, l'autre a utilisé le sien pour ressortir des lignes génériques scriptées. Le premier était déjà connu du public ; qu'a-t-il présenté qui était susceptible de changer l'opinion de ce dernier, déjà depuis longtemps cristallisée ? La deuxième, elle, était beaucoup moins connue ; qu'a-t-elle présenté permettant au public de se faire une opinion vraiment plus nette à son sujet ?

Dans les jours qui suivent le débat, deux éléments cruciaux de mesure de l'opinion publique émergent. Le premier : si le débat a eu le moindre impact sur la trajectoire de la course, on peine à le détecter dans les sondages. L'avance minime d'un à deux points dont jouit Harris une semaine avant le débat demeure la même une semaine après coup. Même portrait dans la totalité des sept États-clés où, dans l'agrégation des sondages, ni Trump ni Harris ne détient une avance

de plus de deux points. C'est également ce que voit dans ses données le sondeur de Trump, Tony Fabrizio, tout au long de la campagne : les perceptions de Trump sont déjà coulées dans le ciment. « Trouvez-moi un électeur qui n'a pas d'opinion sur Donald Trump et je vais vous dire qu'il ment », soutient Fabrizio271.

Le deuxième son de cloche passe largement sous le radar, mais s'avère dans les faits le plus important. Depuis le début de la campagne, le journaliste Mark Halperin, pilier de la couverture politique américaine jusqu'à ce qu'il soit emporté dans la vague #MeToo, s'est réinventé dans les médias alternatifs en lançant une nouvelle plateforme interactive permettant aux élus, stratèges et électeurs de tous horizons d'échanger quotidiennement. Une semaine après le débat, Halperin mène ce qui constitue peut-être au bout du compte le groupe de discussion le plus pertinent de toute la campagne. Réunissant huit électeurs indécis provenant des sept États-clés, le journaliste leur demande leurs impressions des deux candidats. Dans une conversation fascinante de plus d'une heure, un point revient encore et encore, plus fortement que n'importe quel autre : on ne sait pas, concrètement, ce que Kamala Harris va faire si elle est élue272.

Et ultimement : qu'est-ce qui pèse le plus lourd pour les électeurs indécis – savoir si les migrants mangent des chiens en Ohio ou savoir comment on va les aider, eux, à s'acheter à manger ?

1. 256 Walter LaFeber. 2005. *The Deadly Bet: LBJ, Vietnam, and the 1968 Election*. New York : Bloomsbury Publishing, p. 107.
2. 257 Joe McGinnis. 1969. *The Selling of the President 1968*. New York : Trident Press, p. 103.
3. 258 Mark Murray. « Poll: Newly Popular Harris Builds Momentum, Challenging Trump for the Mantle of Change ». *NBC*. 22 septembre 2024. https://www.nbcnews.com/politics/2024-election/poll-newly-popular-harris-challenging-trump-change-rcna171308
4. 259 « Trump Says He's Entitled to Personal Attacks on Kamala Harris ». *CBS News*/YouTube. 16 août 2024. https://www.youtube.com/watch?v=7XSfdP4tftc
5. 260 Il s'agit dans les faits de la date du deuxième débat qui était initialement prévu entre Trump et Joe Biden. Après un va-et-vient entre les deux équipes de campagne, on s'entend sur un format essentiellement identique à celui qui avait été convenu à la base avant le retrait de Biden de la course.
6. 261 Le néoconservatisme puise ses origines à l'ère Woodrow Wilson et à l'interventionnisme américain de la Première Guerre mondiale. Cette doctrine soutient que les États-Unis doivent maintenir une posture présente et agressive à l'international pour prévenir l'émergence et/ou la domination de menaces étrangères. Associé pendant une partie considérable du XXe siècle à des démocrates comme Wilson, le mouvement a caractérisé, plus que toute autre idéologie, la politique étrangère de l'administration républicaine de George W. Bush et Dick Cheney à la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001.
7. 262 Elon Musk. X. 20 avril 2024. https://x.com/elonmusk/status/1781830553123135771

8. 263 Pat Neal. « Dick Cheney Voted Conservative, Played Moderate ». *CNN*. 24 juillet 2000. https://www.cnn.com/2000/ALLPOLITICS/stories/07/24/cheney.record/
9. 264 « He Knows It ». *Liz Cheney*/YouTube. 4 août 2022. https://www.youtube.com/watch?v=H6Nq9SpGzic
10. 265 Piper Hudspeth Blackburn et Eva McKend. « Liz Cheney Invokes January 6 as She Touts Endorsement of Harris in Wisconsin ». *CNN*. 3 octobre 2024. https://www.cnn.com/2024/10/03/politics/liz-cheney-harris-campaign-stop/index.html
11. 266 Reagan, Bush, McCain & Romney Alumni for Harris. « Over 100 Republican National Security Leaders Endorse Vice President Harris ». *Substack*. 18 septembre 2024. https://rbmralumni4harris.substack.com/p/over-100-republican-national-security?r=4ctaut&utm_campaign=post&utm_medium=web&triedRedirect=true
12. 267 Herb Block. 1950. « White Is Black, Black Is White, Night Is Day— ». Library of Congress. https://www.loc.gov/exhibits/herblock/WhiteIsBlack/Assets/19974v_enlarge.jpg
13. 268 Trump fait ici référence aux propos de l'ancien gouverneur de la Virginie Ralph Northam, mentionnés plus tôt dans cet ouvrage. Or, malgré ces derniers, aucun État américain ne permet l'« exécution » de bébés déjà nés.
14. 269 Nathan Hart. « Schools Evacuated in Springfield, Ohio, after False Trump Debate Pet-Eating Claim ». *USA Today*. 13 septembre 2024. https://www.usatoday.com/story/news/politics/2024/09/13/springfield-ohio-schools-trump-pets/75206051007/
15. 270 Sal Gentile. X. 10 septembre 2024. https://x.com/salgentile/status/1833684067859976519
16. 271 Alex Iisenstadt. 2025. *Revenge: The Inside Story of Trump's Return to Power*. New York : Hachette, p. 251.
17. 272 « 2WAY Focus Group: Discussing the Results with Mark Halperin ». *2WAY*/YouTube. 17 septembre 2024. https://www.youtube.com/live/NrqOD_hYZD4

Chapitre 15
L'échange le plus important de la campagne

Au-delà des contrastes entre les personnalités des candidats en lice, l'élection de 2024 oppose des visions différentes quant au rôle de l'État fédéral aux États-Unis, et au rôle des États-Unis dans le reste du monde. Si les programmes politiques s'avèrent peu discutés durant la campagne, il paraît néanmoins évident que les deux partis épousent des visions globales divergentes.

Le Parti démocrate contemporain prône un internationalisme renvoyant à Wilson et Roosevelt : le multiculturalisme et un système d'immigration permissif, la promotion des droits des gens issus des minorités, notamment sexuelles, et la création et l'expansion de plusieurs programmes sociaux fédéraux. Le Parti républicain, pour sa part, et particulièrement depuis l'ascension de Donald Trump, préconise une réduction de l'interventionnisme américain à l'international, des systèmes de justice et d'immigration plus stricts, et la réévaluation des termes commerciaux régissant l'économie américaine.

Malgré ces désaccords de fond, ni l'un ni l'autre des deux débats présidentiels de 2024, que ce soit le premier entre Trump et Joe Biden ou le second entre Trump et Kamala Harris, n'a su offrir un échange intellectuel particulièrement stimulant. Pas plus que l'un ou l'autre n'a su offrir, sur la forme, une joute oratoire particulièrement digne ou élégante. Ce rôle revient, le soir du 1er octobre à New York, aux deux candidats vice-présidentiels.

L'événement a une touche historique : on fête la même journée, pour la première fois de l'histoire américaine, le centième anniversaire de naissance d'un ancien président – Jimmy Carter, élu à la Maison-Blanche en 1976, également l'année où est tenu le tout premier débat vice-présidentiel. À l'époque, le débat avait débuté avec le candidat vice-présidentiel républicain, Bob Dole, déclarant au sujet du colistier de Carter, Walter Mondale : « Mon adversaire et moi étions amis avant ce soir, on va l'être après ce soir et après l'élection[273]. »

Si l'on peut douter des liens amicaux existant entre J.D. Vance et Tim Walz, leur sélection fait déjà douter, par ailleurs, du jugement des

deux personnes les ayant choisis comme numéros 2. Du quatuor Trump/Harris/Vance/Walz, Vance est le plus impopulaire. En fait, il est le candidat vice-présidentiel le plus impopulaire, tous partis confondus, depuis 1988 – le précédent étant Dan Quayle, colistier de George Bush, qui a essuyé la pire raclée jamais vue dans un débat vice-présidentiel. Dans le dernier sondage national *The Economist* publié avant le débat du 1er octobre, Vance s'avère encore moins populaire auprès des électeurs démocrates que P. Diddy et Harvey Weinstein, tous deux impliqués dans de sordides affaires de viol et d'agression sexuelle. Weinstein, l'ancien magnat hollywoodien, est vu négativement par 80 % des démocrates ; Vance, par 86 %[274] !

Tim Walz, pour sa part, peine à se défendre de plusieurs mensonges : que ce soit sur l'affirmation à l'effet qu'il a porté des armes durant la guerre (ce qu'il n'a pas fait, même s'il a été déployé) ; sur sa visite à Hong Kong lors du massacre de la place Tiananmen en 1989 (il n'y était pas) ; ou même sur la fertilisation *in vitro* de sa femme (alors qu'elle a plutôt reçu une fertilisation intra-utérine). Lorsqu'une journaliste de CNN lui demande quelques semaines auparavant pourquoi il a menti sur son passé militaire, Walz répond qu'il « fait parfois des erreurs de grammaire[275] ». Et alors que Kamala Harris se présente comme une procureure s'opposant à un adversaire criminel, on ressort l'histoire de son colistier Walz, qui a déjà été intercepté en roulant à 150 kilomètres-heure dans une zone de 90 avec un taux d'alcoolémie de 0,13 (au sujet duquel sa campagne a après coup… menti[276]).

Aussi bien dire que la barre est particulièrement basse pour le rendez-vous entre les deux aspirants à la vice-présidence. C'est ce qui rend encore plus remarquable que les deux hommes parviennent ensemble à offrir les deux heures les plus constructives de toute la campagne présidentielle. Certes, des questions se voient escamotées et des réponses sont pour le moins hautement douteuses (notamment lorsque Vance affirme que Trump a tenté de consolider la réforme Obamacare, alors que la priorité législative de son premier mandat était de l'abroger). Reste que dans l'ensemble, les deux candidats ont une discussion intelligente, posée et, surtout, respectueuse – à la fois l'un envers l'autre et envers l'électorat.

Un couple d'électeurs du Maine résume la dynamique à merveille après avoir regardé le débat. L'homme déclare : « Ma femme et moi ne sommes pas d'accord politiquement. Mais on est d'accord sur ceci ce soir : on payerait cher pour que ces deux types-là soient les deux candidats présidentiels des deux partis à la place des deux qui sont là actuellement. »

Dans une campagne autrement truffée d'échanges d'attaques et de bêtises éclatantes, on a droit à une rare soirée où les idées prennent le

dessus sur la polémique. Et on assiste en plein cœur de cette soirée à un moment peu remarqué en temps réel ni commenté subséquemment – mais qui constitue dans les faits l'échange le plus singulièrement révélateur de la campagne entière.

Lorsque le débat se tourne vers les questions de commerce international, J.D. Vance répond à la sortie d'économistes contre le programme républicain en disant : « Ces économistes qui attaquent le plan de Donald Trump ont des doctorats, mais ce qu'ils n'ont pas est du gros bon sens. »

En réponse, Tim Walz lance : « Si vous voulez être président, vous n'avez pas toutes les réponses. […] Mon conseil est le suivant : si vous avez besoin d'une chirurgie cardiaque, écoutez les gens à la Mayo Clinic, et non Donald Trump. »

Et la réplique de Vance : « Vous dites de faire confiance aux experts, mais ces mêmes experts nous ont dit pendant 40 ans que si on transférait notre base manufacturière en Chine, on aurait des produits moins chers. Ils ont menti. »

En surface, ce ne sont que quelques secondes de débat sur la politique commerciale. Dans les faits, il s'agit de l'étalement de la plus importante fracture – celle qui définit à la fois l'année électorale de 2024 et le paysage sociopolitique des États-Unis aujourd'hui.

Dans un électorat qui, malgré tout le tapage sur les questions identitaires, est en train de se *dépolariser* sur les dimensions d'âge, de genre et de race, la question la plus fondamentale est la suivante : devrait-on ou non refiler à une classe d'experts la gestion des affaires publiques ?

***

Quelques semaines avant cet échange est publié un texte d'une rare pertinence dans un média majeur québécois sur le clivage de l'« expertise ». Sa brillance s'observe notamment par sa capacité à s'appliquer simultanément à plusieurs pays – et à expliquer ce qui allait se tramer aux États-Unis des mois à l'avance.

Le politologue Éric Montpetit écrit : « L'élite experte, par des dynamiques qui s'apparentent à de la pensée de groupe, cherche à exclure ses adversaires de la communauté, à les "annuler" symboliquement. Ses adversaires, pour leur part, sont souvent attirés par un leader qui promet d'user de son autorité pour écarter l'élite experte, vue comme trop progressiste et trop influente[277]. »

Il y a à la fois les contours de maints débats sociopolitiques et économiques aux États-Unis, de la gestion de la COVID-19 aux questions liées au « wokisme », et ceux des résultats électoraux qui vont transpirer quelques semaines plus tard, en novembre 2024.

***

Si l'élection de 2024 et le clivage social la définissant peuvent se résumer à une image, c'est la suivante : une caricature du *New Yorker* publiée au début du premier mandat de Trump où figurent les passagers à bord d'un avion. L'un d'eux, se levant devant le reste du groupe, s'exclame : « Ces pilotes arrogants sont déconnectés de passagers ordinaires comme nous. Qui croit que je devrais prendre contrôle de l'avion[278] ? »

La beauté de l'image est sa nature révélatrice. La manière dont vous l'interprétez – pertinente ou fallacieuse, montrant les torts des pilotes ou des passagers – dit où vous logez dans ce schisme définissant l'ordre politique actuel.

1. 273 *The Presidential Campaign 1976 : Volume Three. 1979*. Washington: U.S. Government Printing Office, p. 155.
2. 274 Sondage *The Economist*/YouGov. 21-24 septembre 2024. https://d3nkl3psvxxpe9.cloudfront.net/documents/econTabReport_YtkV7hy.pdf
3. 275 Audrey Fahlberg. « Tim Walz Chalks Up Mischaracterization of Military Record to Poor 'Grammar' ». *National Review*. 29 août 2024. https://www.nationalreview.com/news/tim-walz-chalks-up-mischaracterizations-of-military-record-to-poor-grammar/
4. 276 Rachel Looker. « Walz's 2006 Campaign Made Misleading Claims on Drink-Driving Arrest ». *BBC*. 16 août 2024. https://www.bbc.com/news/articles/cx2xy10qn22o
5. 277 Éric Montpetit. « Un réalignement politique contre les experts ». *La Presse*. 25 juillet 2024. https://www.lapresse.ca/dialogue/opinions/2024-07-25/un-realignement-politique-contre-les-experts.php
6. 278 David Mastio et Jill Lawrence. « When a Cartoon Is Not Just a Cartoon ». *USA Today*. 6 janvier 2017. https://www.usatoday.com/story/opinion/2017/01/06/trump-cartoon-new-yorker-column/96208552/

Chapitre 16
Too Close to Call

Il est normal, voire inévitable, que la rhétorique s'intensifie lorsque l'on s'inscrit dans la dernière ligne droite d'une course électorale. Surtout quand le pays est aussi divisé et que le climat social aussi tendu qu'aux États-Unis en 2024. Surtout alors que le poste en jeu est le plus important de la planète. Et surtout quand la course est aussi serrée.

À un mois jour pour jour du vote, Donald Trump et Kamala Harris sont chacun en avance dans trois des sept États-clés, chaque fois par moins de deux points de pourcentage. Le septième et plus important État – la Pennsylvanie – se trouve à égalité parfaite, au dixième de point de pourcentage près.

Candidat(e) en avance
Caroline du Nord	Trump + 0,5 %
Géorgie	Trump + 1,5 %
Arizona	Trump + 1,4 %
Nevada	Harris + 1,1 %
Wisconsin	Harris + 0,5 %
Michigan	Harris + 0,5 %
Pennsylvanie	Égalité

Agrégation des sondages dans les États-clés,
5 octobre 2024 (source : RealClearPolitics)

Si un tel résultat s'observait un mois plus tard, on aurait le résultat suivant au Collège électoral : Trump 262, Harris 257. La majorité nécessaire pour l'emporter étant de 270, on devrait attendre de savoir qui remporterait les 19 grands électeurs de la Pennsylvanie pour déclarer un président élu.

Dans ce contexte, on ne doit pas entièrement se surprendre de voir le ton dramatique pris par les deux clans. La rhétorique s'est sans contredit déjà enflammée depuis l'arrivée de Trump sur la scène politique nationale au milieu de la dernière décennie – et même depuis la dernière campagne présidentielle, quatre ans plus tôt.

« On ne sera plus les États-Unis d'Amérique ! » clame l'ex-présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi pour avertir de l'avenir

sous une deuxième présidence Trump dès le début de la course en 2023[279]. « Ils veulent détruire notre pays », insiste à marteler de son côté Trump au sujet des démocrates, qu'il qualifie d'« ennemi intérieur » plus dangereux que la Chine ou la Russie dans les dernières semaines de la campagne[280].

De part et d'autre, on brandit le spectre de la chute irrémédiable des idéaux du pays aux mains d'une force obscure. Et on porte le message avec des moyens jamais déployés. Lorsque l'on combine les sommes récoltées par les candidats, les partis politiques et les groupes externes, ce sont environ 3 milliards de dollars qui ont été amassés et dépensés seulement pour la course présidentielle[281]. L'écrasante majorité de cet argent est investi, durant des mois, en publicités qu'on diffuse dans les États toujours indécis. En incluant les autres postes élus en jeu (par exemple au Sénat), la firme AdImpact estime en octobre à tout près d'un milliard de dollars la quantité d'argent investi en publicités électorales *seulement en Pennsylvanie*[282].

L'enflure rhétorique n'est pas symétrique : bien que Harris ait à sa disposition le double, environ, des ressources financières de Trump, c'est Trump, et non Kamala Harris, qui parle encore et encore d'élus et des membres du parti adverse comme étant des « ennemis », des « marxistes », des « fascistes », des « idiots », des « animaux » et de la « vermine » qui « détestent et veulent détruire notre pays[283] ». Sans compter, bien sûr, que c'est lui – et lui seul – qui figure au palmarès des candidats présidentiels ayant tenté un coup d'État à la suite de leur défaite et qui parle encore à ce jour de l'insurrection au Capitole comme un « jour de l'amour[284] » ou encore comme « un jour magnifiquement superbe[285] ».

Reste que l'idée selon laquelle l'élection à venir constitue la plus importante de l'histoire n'a rien de nouveau. Trump lui-même dépeignait celle de 2020 sous un angle similaire quatre ans plus tôt… après avoir présenté celle de 2016 de la même façon encore quatre ans auparavant[286]. Lorsque le dernier président républicain avant Trump, George W. Bush, briguait un second mandat, son adversaire démocrate John Kerry évoquait le plus important scrutin depuis la présidence du premier « George W. » – George Washington – au XVIII^{e} siècle. Une brochette de célébrités hollywoodiennes promettait même d'émigrer au Canada si Bush était élu. Bush a été élu[287] ; Barbra Streisand est restée à Hollywood. C'était il y a 20 ans, en 2004.

Lorsque le *premier* président républicain, Abraham Lincoln, a brigué un second mandat, certaines publications américaines disaient la même chose[288]. C'était plus d'un siècle et demi avant notre ère, en 1864.

Politiciens et médias ont un intérêt partagé à amplifier au maximum

absolu la saillance du scrutin à venir pour des raisons différentes, mais tout aussi capitales. Pour les politiciens, il s'agit de mobiliser les électeurs ; pour les médias, le but est d'accrocher les lecteurs, auditeurs et téléspectateurs.

Puis, contrairement à novembre 2020, Trump n'est plus le président sortant. La simple question d'avoir un président défait s'entêtant à rester à la Maison-Blanche ne se pose pas en 2024 comme elle s'est posée entre novembre 2020 et janvier 2021 : Joe Biden remettra les clés du Bureau ovale à quiconque l'emportera le 5 novembre prochain. Et si la démocratie américaine a tenu en 2020 après avoir été mise à mal comme jamais depuis la guerre de Sécession, un optimisme prudent est de mise.

Ce qui ne revient pas à nier que certaines élections sont réellement et particulièrement importantes[289], ou qu'il existe de réels risques de violence liée au résultat ou encore d'un refus de Trump, s'il l'emporte en 2024, de céder le pouvoir à la fin d'un second mandat.

À un mois du vote, il n'y a qu'une certitude : un seul côté l'emportera – et la défaite sera particulièrement difficile à avaler pour celui (ou celle) qui perdra.

***

L'euphorie et la « joie » qui avaient initialement propulsé la candidature Harris se dissipent peu à peu au gré des semaines, et l'inquiétude regagne les rangs démocrates. Ce n'est pas que la vice-présidente peine à se distancer de Trump dans les sondages diffusés par les médias majeurs, malgré toutes les frasques et les controverses l'entourant ; non, ce sont les rapports étalés sur des semaines, d'abord rendus publics par le journaliste Mark Halperin et issus de sondages internes *des deux partis*. On y dresse un portrait encore moins rose pour le camp démocrate[290].

Ce qui commence par des rumeurs sur les médias sociaux prend un poids appréciable lorsqu'une première campagne démocrate majeure, celle de la sénatrice sortante Tammy Baldwin dans l'État-clé du Wisconsin, rapporte la même chose. Les données de la campagne Baldwin indiquent qu'alors que la sénatrice se trouve toujours en voie de se faire réélire (de justesse), la candidate présidentielle du parti est pour sa part en difficulté. Son problème le plus fondamental : la résistance des électeurs de la classe ouvrière à sa candidature[291].

C'est un son de cloche encore plus retentissant qui se fait entendre lorsqu'un autre sénateur démocrate, menacé dans un autre État-clé des Grands Lacs, c'est-à-dire Bob Casey en Pennsylvanie, commence à diffuser des publicités électorales où il se vante d'avoir dans le passé soutenu des initiatives de Donald Trump, parmi lesquelles l'imposition de tarifs douaniers contre la Chine[292]. Pour tout observateur politique

le moindrement aguerri, il n'y a pas là l'image d'un candidat confiant dans les chances de victoire de la porte-étendard présidentielle de son parti – on voit plutôt un élu cherchant à sauver sa propre peau dans un État susceptible de basculer du côté adverse au niveau présidentiel.

Les campagnes qui anticipent la victoire ne modifient généralement pas leur stratégie de communication à 180 degrés. Question de simple bon sens. Il n'y a donc pas de hasard à voir dans le revirement majeur, précisément à ce stade de la course, que la campagne Harris sent le besoin d'opérer. Elle se force, en fait, à faire ce qu'elle espérait éviter depuis le jour 1 : envoyer la candidate sans télésouffleur dans une multiplicité de tribunes publiques. Des dizaines de militants démocrates, nerveux, faisaient déjà pression sur le clan Harris, à travers les médias majeurs américains, pour qu'il cesse d'empêcher presque toute interaction non scriptée de la candidate avec électeurs et journalistes.

Or, il y avait une raison pour laquelle les stratèges, incluant le brillant ex-bras droit de Barack Obama, David Plouffe, avaient opté pour cette approche en premier lieu. Et pour quiconque ayant une mémoire remontant plus loin que juillet 2024, la raison tient presque de l'évidence.

En entrevue à l'émission *60 Minutes* du réseau CBS, le journaliste Bill Whitaker demande à la vice-présidente d'expliquer pourquoi le premier ministre israélien Benyamin Netanyahou semble indifférent aux demandes de l'administration américaine. La réponse : « Eh bien, Bill (hésitation), le travail que l'on a fait a suscité un nombre d'actions par Israël dans cette région qui ont été très encouragées par ou ont été le résultat de plusieurs choses, dont notre discours quant à ce qui doit se produire dans la région. »

Comme cela a été le cas pour le reste du mandat de Kamala Harris à la vice-présidence, tout ce que l'équipe républicaine sent le besoin de faire est de diffuser l'extrait sur les réseaux sociaux, sans ajouts ni trucage. L'attaque est l'extrait en soi[293].

Puis, dans une « rencontre citoyenne » (*townhall meeting*) chapeautée par le réseau CNN, Harris livre une réponse pénible après l'autre aux questions des participants, alternant entre une voix hésitante et un rire nerveux. Lorsqu'elle se fait simplement demander si elle peut citer une erreur qu'elle a commise – que ce soit en politique ou dans la vie de façon générale – dont elle a tiré une leçon, la réponse va comme suit : « J'ai fait plusieurs erreurs, hmm… et elles vont de… Vous savez, si vous avez déjà élevé un enfant vous faites probablement beaucoup d'erreurs aussi ! Dans mon rôle de vice-présidente, je veux dire, j'ai probablement travaillé très fort pour m'assurer d'être bien informée des enjeux et, hmm, je crois que c'est très important. C'est une erreur

de ne pas être bien informée sur un enjeu et de sentir le besoin de répondre à une question. »

Si certains démocrates utilisaient les médias pour critiquer, sous le couvert de l'anonymat, le choix de limiter les interventions de la candidate, d'autres ne se font pas prier pour donner leur appréciation de cette dernière lorsqu'elle finit par s'exprimer sans texte préparé. Un stratège cité par le média spécialisé *The Hill* résume la pensée de plusieurs sans faire dans la dentelle : « Christ, réponds à une foutue question[294] ! »

Il y au moins une question majeure à laquelle Harris répond directement de façon mémorable : lorsqu'interrogée, quelques jours plus tôt, sur un autre plateau à savoir en quoi elle se différencie de Joe Biden – un président dont l'impopularité menace de couler le parti depuis des mois –, Harris regarde au ciel avant de déclarer : « Il n'y a rien qui me vienne en tête. » Là aussi, l'attaque républicaine s'écrit d'elle-même : la « candidate du changement » qui propose… de ne rien changer. À l'interne, les stratèges principaux de la campagne démocrate sont livides. Ils s'envoient des messages paniqués : « *Fuck*, comment fait-on pour lui faire nettoyer ce dégât[295] ? » À la décharge de la vice-présidente, dans ce cas précis, ce n'est qu'une fois la campagne terminée que l'on apprend que Biden a fait pression sur elle, en privé, pour qu'elle ne se distancie pas de lui en public après lui avoir succédé comme candidate. Les mots exacts de Biden à sa vice-présidente : « Aucun écart, la jeune[296]. »

Les critiques de longue date de Kamala Harris n'y voient rien de très surprenant. Il y a là des échos difficiles à manquer de la première tentative de Harris de briguer la Maison-Blanche, lors des primaires démocrates, quatre ans plus tôt. Surfant sur une vague d'engouement, un lancement de campagne enthousiaste et une première performance de débat éclatante grâce à des lignes cinglantes apprises par cœur, elle était devenue quelques mois plus tard la toute première candidate à se retirer de la course, avant même que le premier électeur ne se soit prononcé. C'était une étoile filante[297].

Les propos de l'auteur conservateur Noah Rothman, publiés trois semaines *avant* le retrait de Biden, rappellent cette même période :

« Les discours de la vice-présidente sont toujours la chose la plus proche d'une expérience hallucinogène depuis les spectacles de Phish. Pendant des années, cette tendance a été une simple curiosité. Mais si Harris parvient à décrocher l'investiture présidentielle démocrate, ses divagations célestes vont prendre une dimension nettement plus sérieuse. Il y a une raison pour laquelle Harris a moins bien performé que Biden dans les sondages mesurant comment les électeurs évaluent le président et la vice-présidente. […] Il n'est pas difficile d'anticiper

la trajectoire de la candidature de Harris si elle devient la nommée démocrate. L'exubérance au sujet (du genre et de la race) de Harris et le soulagement du retrait de Biden vont conduire les démocrates et les indépendants sceptiques de Trump à se rallier à sa candidature, mais seulement jusqu'à ce qu'elle s'ouvre la bouche[298]. »

***

Pour plusieurs partisans démocrates ayant cru à la réinvention éclair de Kamala Harris et à la campagne de la « joie » de l'été, si ces signaux d'alarme ont un aspect atterrant, on espère néanmoins pouvoir les balayer sous le tapis en se réconfortant d'avoir un adversaire encore plus problématique en la personne de Trump. L'espoir n'est pas sans fondement : Trump semble lui-même déterminé à rappeler à l'ensemble de l'électorat à quel point il pose problème.

Cela s'observe particulièrement dans la foulée de l'ouragan *Helene*, qui frappe de plein fouet le sud-est des États-Unis à la fin septembre. Plus de 200 personnes perdent la vie – le bilan le plus mortel pour un ouragan ayant foulé le sol américain depuis *Katrina* en 2005 – et les dommages, catastrophiques, s'élèvent à plus de 50 milliards de dollars. L'impact se fait particulièrement sentir dans l'ouest de la Caroline du Nord – le bastion républicain de l'un des États les plus chaudement disputés de la campagne. Il n'en faut pas plus pour motiver Trump à multiplier les sorties et commentaires outrageux.

Trump prétend que l'administration Biden-Harris sabote délibérément la réponse fédérale à l'ouragan pour nuire aux électeurs républicains et avance qu'un milliard de dollars des fonds destinés à la gestion des catastrophes naturelles a été « volé » au bénéfice d'immigrants illégaux. Il accuse le gouvernement américain de donner seulement 750 $ aux sinistrés ayant perdu leur maison et Joe Biden de refuser d'aider le gouverneur républicain d'un autre État-clé touché, Brian Kemp de la Géorgie. Kemp sent le besoin de s'exprimer publiquement pour corriger Trump et confirmer qu'il reçoit bel et bien des communications et de l'aide de la Maison-Blanche[299]. Une des alliées les plus connues et les plus controversées de Trump au Congrès, la représentante Marjorie Taylor-Greene de la Géorgie, jette de l'huile sur le feu conspirationniste en accusant carrément le gouvernement d'avoir causé l'ouragan en « contrôlant la météo[300] ». Dans ce contexte, plus d'un observateur se plaît à évoquer les propos de Trump qui, lors de son premier mandat, avait suggéré d'utiliser des armes nucléaires pour lutter contre les ouragans[301].

Évitant les médias majeurs durant les derniers jours de la campagne, Trump se concentre davantage sur les médias non traditionnels, dont les baladodiffusions comme celles de Joe Rogan et de Lex Fridman. La stratégie, certainement novatrice et audacieuse, revêt une dose

certaine de risque – surtout lorsqu'il devient apparent que même s'il visite de nouvelles plateformes, Trump ne semble pas particulièrement intéressé à ratisser plus large que la base lui étant déjà acquise. Lorsque Fridman, qui a bâti l'une des émissions les plus écoutées sur Internet en s'élevant au-dessus de la mêlée partisane, demande à Trump quel est son message pour rejoindre les électeurs indépendants et indécis comme lui, Trump déclare qu'il a été victime de fraude électorale en 2020. Quand Fridman répond que c'est exactement le genre de propos desquels lui et les autres électeurs plus modérés souhaiteraient que Trump se distancie pour aller chercher leur appui, Trump réplique en insistant sur le fait qu'il a bel et bien été victime d'un vaste stratagème crapuleux[302]. L'exercice revient à demander au candidat de faire quelque chose dont il est foncièrement, simplement incapable.

C'est précisément la lecture que fait de Trump son ex-rival et désormais allié au Sénat Lindsey Graham de la Caroline du Sud. À la mi-octobre paraît le plus récent best-seller du légendaire journaliste Bob Woodward : Graham, cité dans ses pages, y explique avoir tenté d'expliquer à Trump qu'il avait un problème avec les électeurs plus modérés, particulièrement les femmes, et qu'il devait moduler sa rhétorique en conséquence pour espérer gagner. « Les gens qui pensent que la Terre est plate et qu'on n'est jamais allés sur la Lune, vous les avez les déjà[303], aurait dit Graham à Trump. Laissez les théories du complot, particulièrement celles autour du dernier scrutin, de côté. » Trump aurait rétorqué en se vantant de n'avoir mentionné l'élection de 2020 qu'à deux reprises dans son dernier discours – comme s'il s'agissait d'une manifestation d'extraordinaire retenue de sa part. Graham se confie par ailleurs à Woodward au sujet de ses visites fréquentes à la résidence de l'ex-président : « Aller à Mar-a-Lago est un peu comme aller en Corée du Nord. Tout le monde se lève et applaudit chaque fois que Trump entre dans une pièce[304]. »

Une semaine plus tard, à la fin octobre, le rédacteur en chef du magazine anti-Trump *The Atlantic* rapporte que Trump aurait déclaré, dans une rencontre à la Maison-Blanche à la fin de son premier mandat, qu'il convoitait plus que tout dans l'armée des gens « totalement loyaux » et « qui suivent les ordres[305] ».

« J'ai besoin du genre de généraux qu'Hitler avait[306]. »

***

Sondage après sondage, mois après mois, on arrive à la même conclusion : la priorité numéro 1 de l'électorat américain est l'économie, plus particulièrement le coût de la vie. Les questions économiques devancent généralement par une vingtaine de points toute autre considération. Rien d'autre ne passe même proche.

Lorsqu'en octobre le magazine *The Economist* sonde la population américaine à savoir quel est pour elle l'enjeu de l'urne, la réponse est claire[307] :

Pourcentage	Enjeu
36 %	Inflation et économie
13 %	Immigration
11 %	Santé
7 %	Avortement
7 %	Environnement

Et pourtant, une énorme partie du message des deux candidats focalise sur d'autres enjeux.

Faisant campagne dans le comté de Montgomery, en banlieue de Philadelphie, Trump déclare que malgré ce qu'en disent les sondeurs, lui juge que l'enjeu premier de l'élection est la frontière. Les publicités républicaines décrient la crise migratoire presque mur à mur ; et plus souvent qu'autrement, le sujet se trouve au cœur des discours de Trump. Dans le camp démocrate, c'est l'avortement qui prime. Le renversement du jugement *Roe c. Wade* et la performance électorale démocrate ayant dépassé les attentes en 2022 ont convaincu le parti qu'il s'agit d'une clé pour motiver sa base et faire sortir le vote féminin en sa faveur. Lorsque l'ex-première dame Michelle Obama intervient dans la dernière ligne droite de la course pour faire campagne pour Kamala Harris, elle livre ses discours comme autant de vibrants plaidoyers féministes – devant des électorats très majoritairement constitués de femmes.

Si le calcul stratégique peut paraître surprenant à première vue, il s'explique davantage à la lumière d'un sondage national NBC diffusé en octobre[308]. Les sondeurs posent la question suivante : « Considérez-vous un enjeu important au point où vous voteriez pour ou contre un candidat seulement sur cette base ? » Les réponses vont comme suit :

Pourcentage	Enjeu
22 %	Avortement
19 %	Immigration
18 %	Protéger la démocratie
16 %	Coût de la vie
9 %	Conflit au Moyen-Orient

En dépit de toutes leurs différences, les équipes Trump et Harris se rejoignent sur un point : elles misent d'abord et avant tout sur la mobilisation, au détriment de la persuasion. Autrement dit, dans un pays aussi polarisé, où l'opinion publique est aussi cristallisée, mieux vaut s'assurer de faire sortir le vote des électeurs déjà alignés avec notre message et animés par les enjeux les plus émotifs… à commencer par l'avortement et l'immigration.

On mise donc, dans un climat d'extrême division… sur la division. En octobre, quand le *New York Times* sonde les Américains pour savoir s'ils jugent que leur démocratie est présentement menacée, 76 %

répondent oui[309]. Il n'y a pas de différence statistique entre démocrates et républicains : dans les deux cas, plus des trois quarts répondent par l'affirmative et, dans les deux cas, pour des raisons diamétralement opposées. Le portrait n'a pas changé de façon appréciable depuis le départ de Trump de la Maison-Blanche, presque quatre ans plus tôt.

Pour ce qui est de parvenir à galvaniser les troupes, nul doute ne peut exister en fin de campagne que l'approche fonctionne de part et d'autre. Tant Donald Trump que Kamala Harris incitent des milliers de partisans en liesse à venir assister à chaque rassemblement, et ce, d'un océan à l'autre. L'enthousiasme est tel qu'il inspire au camp républicain de mettre à exécution un rêve de longue date de Trump : tenir un grand événement en son nom au mythique Madison Square Garden, au cœur de Manhattan.

Si New York constitue bien sûr le fief d'origine de Trump, il s'agit aussi d'un bastion démocrate : aucun candidat présidentiel républicain n'a même atteint le seuil des 25 % dans la ville depuis les années 1980. Les électeurs enregistrés en tant que démocrates surpassent ceux enregistrés en tant que républicains par un facteur d'environ cinq. Il y a donc dans la grande soirée du 27 octobre au « Garden » l'expression d'une grande confiance… ou alors de grande arrogance.

De tous les orateurs qui se succèdent devant une foule gonflée à bloc, un seul – ironiquement l'un des moins connus au début de la soirée – parvient à faire la manchette au point d'éclipser tous les autres… mais pour les mauvaises raisons. Dans la même phrase, le comédien Tony Hinchcliffe qualifie les Palestiniens de lanceurs de pierres et les Juifs de grippe-sous. Il réfère aux Latinos comme étant des gens qui « adorent faire des bébés ». Puis, dans la remarque qui suscite en fin de compte les réactions les plus virulentes, il lance ce qui se veut une boutade : « Je ne sais pas si vous le saviez, mais il y a littéralement une île flottante de déchets au milieu de l'océan présentement. Je crois qu'elle s'appelle Porto Rico[310]. »

Lorsque même un auditoire aussi pro-Trump réagit comme il le fait alors – dans le silence –, c'est qu'il y a eu sérieux dérapage. Dans les heures qui suivent, les récriminations s'accumulent dans les rangs républicains à savoir qui a pu juger bon d'inviter le type – et qui a pu le laisser aller sur scène avec un tel texte. Même Trump, qui a bâti sa « marque de commerce » comme candidat opposé à la rectitude politique, se demande en privé si l'événement dont il avait si longtemps rêvé ne vient pas de le mener à sa perte[311]. La question se pose encore plus dans un contexte où l'équipe Trump fait des pieds et des mains depuis des mois pour arriver à percer chez les minorités ethniques, à commencer par les Hispaniques. La bourde survient au

pire moment.

Et à ce moment, on semble en train de revivre la fin de campagne surréaliste d'une ère depuis longtemps révolue. En 1884, le candidat républicain à la présidence, James Blaine, se dirigeait vers la victoire après une tournée électorale fructueuse dans plusieurs États-clés. Ses conseillers avaient une idée simple : rentrer au Maine, État d'origine de Blaine, et laisser les derniers jours de la campagne s'écouler, la victoire étant essentiellement en poche. Blaine, un homme connu pour son extraordinaire arrogance, avait insisté pour tenir un ultime, grandiose rassemblement partisan à la fin du mois d'octobre. L'endroit choisi pour marquer le coup ? New York, bien sûr. N'en faisant qu'à sa tête, Blaine était sorti aux côtés d'un révérend protestant qui avait fustigé « le rhum, le romanisme et la rébellion » – une référence claire et bigote aux catholiques… qui s'adonnaient également à former un bloc d'électeurs-clés, particulièrement dans des États névralgiques à l'époque comme New York. Dans les jours suivants, les démocrates s'assuraient que la remarque fasse le tour des différentes communautés de la ville[312]. Et le 4 novembre 1884, James Blaine perdait l'État de New York par un peu plus de 1000 voix (l'équivalent de 0,1 % du vote) – et cédait par le fait même le Collège électoral et la présidence à son adversaire démocrate, Grover Cleveland.

La différence entre 1884 et 2024 ? Il n'y avait pas à l'époque de Joe Biden pour s'empresser de lancer une bouée de sauvetage au candidat républicain.

À peine deux jours après l'événement du Madison Square Garden, le président des États-Unis, largement gardé par l'équipe démocrate sur les lignes de côté depuis l'été, sent le besoin d'opiner sur la controverse. Dans un appel vidéo, Biden déclare que « les seules poubelles qu'il connaît sont les partisans de Trump[313] ». Et d'un claquement de doigts, il vient de redonner l'initiative à ce dernier.

Les propos de Biden font évidemment écho à ceux d'Hillary Clinton en 2016, lorsqu'elle avait déclaré que l'on pouvait « mettre la moitié des partisans de Trump dans ce que j'appelle un panier de déplorables[314] ». Ils forcent la nouvelle candidate du parti, Kamala Harris, à publiquement les condamner. Et, peut-être surtout, ils permettent à Trump de renforcer son propre message de campagne : il est le champion des honnêtes Américains, des travailleurs laissés pour compte, des gens du cœur du pays que méprisent les élites des côtes et de Washington.

Trump n'en demande pas plus : le lendemain, il arrive à un rassemblement partisan dans le centre du pays, au Wisconsin… habillé avec une veste de travailleur, dans un camion d'éboueur. En matière de communication politique, c'est un petit coup de génie – et il

s'inscrit dans la même veine qu'une autre sortie aussi simple que symbolique, quelque deux semaines plus tôt, alors qu'il avait prétendu travailler dans un McDonald's de la Pennsylvanie. L'ex-producteur et vedette de téléréalité rappelle ce qui a fait son succès en premier lieu… puis il s'ouvre la bouche à son tour.

Toujours en habit d'éboueur, Trump déroge à son texte devant les partisans réunis dans la région de Green Bay pour se vanter de vouloir protéger les femmes. Relatant les discussions internes de sa campagne durant lesquelles ses conseillers lui auraient dit qu'il serait inapproprié pour lui de parler ainsi, Trump ajoute : « Je vais protéger les femmes, qu'elles le veuillent ou non[315]. »

Et boum ! En quelques secondes, Trump renvoie l'avantage à l'adversaire, renforçant involontairement *son* message de campagne selon lequel Trump est un prédateur et les républicains cherchent à contrôler les femmes. L'ex-président alimente de nouveau la controverse quelques heures plus tard, lorsqu'il suggère qu'il ne verrait pas de problème à ce que la balle d'un assassin le ciblant passe d'abord par les journalistes présents dans la salle[316] – appuyant encore là le message des démocrates à l'effet qu'il est un aspirant dictateur. Plus on approche du jour du scrutin, plus on croit assister à un concours de pelures de bananes : qui va trébucher le plus pour permettre à l'autre de l'emporter ?

Cela contribue à une autre dynamique hautement particulière : chaque camp affronte un candidat en apparence si faible qu'il est convaincu de l'emporter au bout du compte. Généralement, à l'aube de l'élection, un côté est – à tort ou à raison – nettement plus confiant que l'autre de l'emporter. Le candidat en route vers la défaite a beau garder le sourire en public, continuer à participer à des événements de campagne, persister à serrer des mains et tenir des propos creux, il sait où le train se dirige. À la fin de la campagne de 1996 face au président démocrate sortant Bill Clinton, le républicain et héros de guerre Bob Dole avait tenu un rassemblement au Texas. Lorsque, sur le chemin de retour vers l'aéroport, un conseiller avait partagé avec Dole des rumeurs d'autres membres de la campagne qu'il remontait dans les sondages face à Clinton, Dole avait fixé le paysage à l'extérieur de la voiture pendant plusieurs secondes. Puis il avait lâché, doucement : « Ils n'ont pas besoin de me mentir. Je suis un battant[317]. » Quelques jours plus tard, il s'inclinait par huit points – et il le savait déjà.

L'histoire de Dole est emblématique de la majeure partie des campagnes pour la Maison-Blanche. La campagne de 2024, elle, semble déterminée jusqu'à sa toute fin à faire voler en éclats un maximum de normes, de présomptions… et de prédictions.

Lors du dernier week-end avant le vote tombe un sondage qui

provoque une réelle onde de choc. Parmi les dizaines et les dizaines de sondages ayant été publiés au cours des mois précédents, celui-ci est différent pour deux raisons. La première : la sondeuse en question, Ann Selzer, jouit d'une réputation amplement méritée d'étalon-or dans l'industrie depuis des années. Selzer, basée en Iowa, a effectivement su voir des tendances qui avaient échappé à plusieurs de ses collègues, notamment la grande victoire de Barack Obama lors des caucus de son État en 2008. Et à 72 heures du scrutin, dans un État ayant voté pour Trump par une dizaine de points à la fois en 2016 et en 2020… elle rapporte une avance de trois points pour Kamala Harris[318].

L'implication est double : tout d'abord, si Selzer vise à nouveau dans le mille et que Harris se trouve réellement dans une position pour gagner l'Iowa, c'est nécessairement qu'elle va balayer les États qui s'annonçaient compétitifs. On se dirigerait alors vers un véritable tsunami électoral. Ensuite, que Selzer voie juste ou non, il y a des sondeurs majeurs – que ce soit elle ou plusieurs de ses collègues – qui vont royalement perdre la face dans trois jours. Après deux élections présidentielles consécutives à l'occasion desquelles les sondages ont erré de façon historique, que se produira-t-il cette fois ? Peut-on même encore, en 2024, faire confiance aux sondages ? Le doute ronge en privé le camp Harris. Publiquement, on projette de la confiance ; les données privées, toutefois, suggèrentm selon le sondeur de la campagne Jeff Pollockm que le portrait est plus sombre et que bien que la course soit serrée, la démocrate tire légèrement de la patte dans l'ensemble des États-clés[319].

Le 4 novembre, la veille du vote, le brillant analyste électoral du *New York Times,* Nate Cohn, publie un article où il met l'accent sur l'imprévisibilité du résultat. Dans son agrégation des sondages, le *Times* établit une avance d'un seul point ou moins de part et d'autre dans 6 des 7 États-clés[320].

	Candidat(e) en avance
Arizona	Trump + 3 %
Caroline du Nord	Trump + 1 %
Géorgie	Trump + 1 %
Nevada	Trump + 1 %
Wisconsin	Harris + 1 %
Michigan	Harris + 1 %
Pennsylvanie	Égalité

Agrégation des sondages dans les États-clés, 4 novembre 2024
(source : *The New York Times*)

Le portrait est donc le même à un jour du vote qu'il ne l'était à un mois du vote : si l'on se fie à la moyenne des sondages, on se dirige vers une impasse au Collège électoral.

Qu'en est-il du vote populaire national ? Alors que s'apprêtent à

ouvrir les bureaux de scrutin, l'agrégateur RealClearPolitics tisse le portrait suivant : Kamala Harris 48,5 % ; Donald Trump 48,5 %. Égalité parfaite, au dixième de point de pourcentage. C'est du jamais-vu la veille d'une élection présidentielle américaine.

Aussi bien dire que tout est possible.

Ou que, dans les illustres mots du défunt scénariste hollywoodien William Goldman : « Personne ne sait rien[321]. »

1. 279 Sarah Fortinsky. « Pelosi on Second Trump Term: 'We Will Not Be the United States of America' ». *The Hill*. 7 août 2023. https://thehill.com/blogs/blog-briefing-room/news/4141748-pelosi-on-second-trump-term-we-will-not-be-the-united-states-of-america/
2. 280 Zachary B. Wolf. « Pay Attention to What Trump Is Actually Saying in these Key Lines from Fox and Bloomberg ». *CNN*. 16 octobre 2024. https://www.cnn.com/2024/10/16/politics/donald-trump-speeches-what-matters/index.html
3. 281 Center for Responsive Politics. « 2024 Presidential Race ». https://www.opensecrets.org/2024-presidential-race
4. 282 Jimmy Cloutier et Adam Babteski. « At the Center of National Politics, Pennsylvania Shatters Records at Nearly $1 Billion in Election Spending ». *Pittsburgh Post-Gazette*. 5 octobre 2024. https://www.post-gazette.com/news/election-2024/2024/10/05/harris-trump-casey-mccormick-pennsylvania-ad-spending/stories/202410060108
5. 283 Alex Isenstadt. 2025. *Revenge: The Inside Story of Trump's Return to Power*. New York : Grand Central Publishing, p. 247 ; Charles Homan. « Donald Trump Has Never Sounded Like This ». *New York Times Magazine*. 27 avril 2024. https://www.nytimes.com/2024/04/27/magazine/trump-rallies-rhetoric.html
6. 284 « Trump Tells Skeptical Republican Voter Jan. 6 Was a 'Day of Love' ». *CNN*. 16 octobre 2024. https://www.cnn.com/2024/10/16/politics/video/donald-trump-univision-town-hall-jan-6-digvid
7. 285 Jonathan Karl. 2021. *Betrayal: The Final Act of the Trump Show*. New York : Dutton, p. 338.
8. 286 Ezra Klein. « It's the Most Important Election in our Lifetime, and it Always Will Be ». *Vox*. 19 octobre 2020. https://www.vox.com/21504729/most-important-election-bush-gore-kerry-trump
9. 287 Jessica Goodman et Madeline Boardman. « 15 Celebrities Who Threatened to Leave the Country over Politics ». *Entertainment Weekly*. 7 mars 2016. https://ew.com/gallery/stars-who-threatened-leave/
10. 288 Keith Mathison. « What Is the Most Important Election in U.S. History? » 8 octobre 2020. https://www.keithmathison.org/post/what-is-the-most-important-election-in-u-s-history
11. 289 David Mayhew. « What Is the Most Important U.S. Election Ever? » *Washington Post*. 7 février 2016. https://www.washingtonpost.com/opinions/which-was-the-most-important-us-election-ever/2012/02/13/gIQAtBlGKR_story.html
12. 290 Ian Schwartz. « Halperin: Internal Polling Shows Kamala Harris Has a Problem, in a Lot of Trouble ». *RealClearPolitics*. 9 octobre 2024. https://www.realclearpolitics.com/video/2024/10/09/halperin_internal_polling_shows_kamala_harris_has_a_problem_shes_in_a_lot_of_trouble.ht
13. 291 Ken Thomas et Catherine Lucey. « Kamala Harris Strugging to Break Through with Working Class, Democrats Fear ». *Wall Street Journal*. 8 octobre 2024. https://www.wsj.com/politics/elections/kamala-harris-struggling-to-break-through-with-working-class-democrats-fear-fe2038b8?st=EZhyDt

14. 292 Chris Cameron. « Vulnerable Senate Democrat Promotes Trump Ties in New Ad ». *New York Times*. 19 octobre 2024. https://www.nytimes.com/2024/10/19/us/politics/casey-pennsylvania-senate-ad-trump.html
15. 293 Greg Price. X. 6 octobre 2024. https://x.com/greg_price11/status/1842940687601619400
16. 294 Alex Gangitano. « Democrats Give Harris Rocky Reviews on CNN Town Hall ». *The Hill*. 24 octobre 2024. https://thehill.com/homenews/campaign/4951973-harris-cnn-town-hall-rocky-reviews/
17. 295 Chris Whipple. 2025. *Uncharted: How Trump Beat Biden, Harris, and the Odds in the Wildest Campaign in History*. New York : HarperCollins, p. 155.
18. 296 Jonathan Allen et Amie Parnes. 2025. *Fight: Inside the Wildest Campaign for the White House*. New York : HarperCollins, p. 214.
19. 297 Rafael Jacob. 2021. *2020 : L'Amérique au bord du gouffre*. Montréal : Robert Laffont, p. 159-165.
20. 298 Noah Rothman. « Kamala Harris Is Still Terrible at This ». *National Review*. 3 juillet 2024. https://www.nationalreview.com/corner/kamala-harris-is-still-terrible-at-this/
21. 299 Linda Qiou. « Trump's False Claims about the Federal Response to Hurricane Helene ». *The New York Times*. 4 octobre 2024. https://www.nytimes.com/2024/10/04/us/politics/trump-helene-fema-fact-check.html
22. 300 Nikki Mccann Ramirez. « MTG Implies Dems Created Hurricane Helene: 'They Can Control the Weather' ». *Rolling Stone*. 4 octobre 2024. https://www.rollingstone.com/politics/politics-news/marjorie-taylor-greene-hurricane-helene-conspiracy-1235124836/
23. 301 James H. Lebovic. 2023. *The False Promise of Superiority: The United States and Nuclear Deterrence after the Cold War*. New York : Oxford University Press, p. 2.
24. 302 Donald Trump Interview | Lex Fridman Podcast #442. YouTube. 3 septembre 2024. https://www.youtube.com/watch?v=qCbfTN-caFI
25. 303 Bob Woodward. 2024. *War*. New York : Simon & Schuster, p. 167.
26. 304 *Ibid*, p. 136.
27. 305 Jeffrey Goldberg. « Trump: 'I Need the Kind of Generals that Hitler Had' ». *The Atlantic*. 10 octobre 2024. https://www.theatlantic.com/politics/archive/2024/10/trump-military-generals-hitler/680327/
28. 306 Un porte-parole de Trump dément catégoriquement le reportage de Goldberg. Ce n'est pas sans rappeler un épisode similaire survenu quatre ans plus tôt où, à quelques semaines de l'élection de 2020, Trump nie avoir tenu des propos rapportés par Goldberg à l'effet de quoi il aurait qualifié les soldats américains morts en Europe pendant la Première Guerre mondiale de « perdants ».
29. 307 Sondage *The Economist*/YouGov. 19-22 octobre 2024. https://d3nkl3psvxxpe9.cloudfront.net/documents/econTabReport_O3e18LR.pdf
30. 308 Mark Murray. « 'Dead Heat': Trump Pulls Even with Harris in NBC News Poll ». *NBC*. 13 octobre 2024. https://www.nbcnews.com/politics/2024-election/dead-heat-trump-pulls-even-harris-nbc-news-poll-rcna174201
31. 309 Adam Nagourney et Ruth Igielnik. « Harris and Trump Deadlocked to the End: Final Siena/Times Poll Finds ». *The New York Times*. 25 octobre 2024. https://www.nytimes.com/2024/10/25/us/politics/poll-harris-trump-times-siena.html
32. 310 Phil McCausland. « Blacklash after Comedian at Trump Rally Calls Puerto Rico 'Island of Garbage' ». *BBC*. 29 octobre 2024. https://www.bbc.com/news/articles/cy9jj2g75q4o
33. 311 Alex Isenstadt. 2025. *Revenge: The Inside Story of Trump's Return to Power*. New York : Grand Central Publishing, p. 247-251.
34. 312 Edward P. Crapol. 2000. *James G. Blaine: Architect of Empire*. Wilmington, DE : Scholarly Resources Books, p. 99.

35. 313 Monica Alba et Amanda Terkel. « Biden Sets Off a Firestorm with his Response to Trump Rally Comedian's Puerto Rico Comments ». *NBC*. 29 octobre 2024. https://www.nbcnews.com/politics/2024-election/biden-republican-outrage-trump-rally-comedians-puerto-rico-rcna177926
36. 314 Rachel Bitecofer. 2018. *The Unprecedented 2016 Presidential Election*. Cham : Palgrave Macmillan, p. 132.
37. 315 « Trump Says He'll Protect Women 'Whether the Women Like It or Not' ». *ABC News*/YouTube. 31 août 2024. https://www.youtube.com/watch?v=9QPOK3mjs4c
38. 316 Trump a, depuis l'attentat de Butler en juillet, été la cible d'une seconde tentative d'assassinat en marge de son terrain de golf à Mar-a-Lago en septembre. Le candidat donne après coup plusieurs discours derrière une baie vitrée protectrice.
39. 317 Karl Rove. 2010. *Courage and Consequence: My Life as a Conservative in the Fight*. New York : Threshold Editions, p. 112-113.
40. 318 Brianne Pfannenstiel. « Iowa Poll: Kamala Harris Leapfrogs Donald Trump to Take Lead Near Election Day ». *Des Moines Register*. 2 novembre 2024. https://www.desmoinesregister.com/story/news/politics/iowa-poll/2024/11/02/iowa-poll-kamala-harris-leads-donald-trump-2024-presidential-race/75354033007/
41. 319 Chris Whipple. 2025. *Uncharted: How Trump Beat Biden, Harris, and the Odds in the Wildest Campaign in History*. New York : HarperCollins, p. 183-184.
42. 320 Nate Cohn. « Some Late Shifts, but Polls Remain Closest They've Ever Been ». *The New York Times*. 4 novembre 2024. https://www.nytimes.com/2024/11/04/upshot/polls-trump-harris-election.html
43. 321 William Goldman. 1983. *Adventures of the Screen Trade: A Personal View of Hollywood and Screenwriting*. New York : Warner Books.

Chapitre 17
Le 5 novembre 2024

Le jour du vote de 2024 débute comme il se termine : à l'image de 2016. Lors de sa première course à la Maison-Blanche, Donald Trump avait conclu son improbable parcours la nuit précédant le scrutin avec un ultime rassemblement à Grand Rapids, deuxième agglomération d'un État qu'aucun autre républicain n'avait gagné depuis les années 1980 – le Michigan. Il fait de même en 2024, arrivant sur scène passé minuit devant une foule exaltée. Il parle pendant près de deux heures, concluant sur son éternelle promesse de « redonner à l'Amérique sa grandeur ». La candidate démocrate qui lui fait face, pour sa part, a conclu sa campagne la veille au soir avec un grand événement où elle est arrivée flanquée de célébrités à Philadelphie, première métropole de la Pennsylvanie – et berceau américain de la démocratie. Si Hillary Clinton avait à ses côtés Bruce Springsteen et Jon Bon Jovi en 2016[322], Oprah Winfrey et Lady Gaga accompagnent Kamala Harris en 2024[323]. L'excitation est palpable ; la fébrilité, partout.

Les deux candidats passent la journée à l'endroit où ils prévoient visionner les résultats en soirée : à Mar-a-Lago pour Trump, à Washington pour Harris. Il y a là changement vis-à-vis 2016 : Trump était au sens de la loi électorale résident et candidat de l'État de New York ; c'est également là que lui et son équipe s'étaient réunis pour le scrutin. Il est désormais résident et candidat d'un État n'ayant jamais envoyé l'un des siens à la Maison-Blanche : la Floride. La vice-présidente a beau être originaire de la Californie et y avoir lancé sa carrière politique, elle a opté pour un lieu plus symbolique encore que la capitale américaine seule : le campus de l'Université Howard, université à majorité afro-américaine. Ce choix met en évidence le plafond de verre qu'elle espère briser, plus important encore que celui auquel Clinton s'est butée – devenir la première femme noire élue à la présidence.

Tout ce qu'il reste à faire est d'encourager les électeurs à sortir voter – ou, plutôt, d'encourager ceux ne l'ayant pas déjà fait. Car lorsque les bureaux de scrutin ouvrent le matin du 5 novembre, ce sont déjà plus de 80 millions d'Américains qui ont voté par anticipation – soit

environ la moitié de tous ceux qui se seront au bout du compte prévalus de leur droit de vote[324]. Depuis des jours déjà, les analystes tentent de lire dans les feuilles de thé ce qui peut découler des données préliminaires disponibles. Dans les États qui répertorient l'affiliation partisane des électeurs ayant voté (c'est-à-dire si un électeur est enregistré comme démocrate, républicain ou indépendant) comme le Nevada, les signes semblent à première vue encourageants pour Trump. Non seulement on observe une hausse considérable du nombre d'électeurs enregistrés comme républicains au cours des semaines précédant le scrutin, mais davantage d'électeurs républicains sortent voter plus tôt que lors des élections passées[325].

N'empêche, il n'y a pas de garantie que tous les électeurs enregistrés comme républicains vont voter pour le candidat républicain. Pas plus qu'il n'y a de certitude quant à la manière dont tranchera le bloc crucial d'électeurs indépendants. Pas plus qu'on ne sait si les républicains n'ont pas tout simplement « cannibalisé », lors du vote par anticipation, leurs appuis le jour officiel du scrutin. Puis, on répète depuis des semaines combien la campagne démocrate est à la fois nettement mieux financée et organisée que l'opération en apparence souvent « broche à foin » de Trump, qui a sous-traité ses opérations de sortie de vote à des tiers partis avec relativement peu d'expérience politique, incluant Elon Musk[326]. Autrement dit, jusqu'à ce que les bureaux ferment et que l'on obtienne de véritables résultats, on arrive à la même conclusion qu'on a tirée jusqu'à présent… c'est-à-dire que tout est possible.

Même après que les premiers résultats sont tombés, l'attente pourrait être longue. Les lois électorales archaïques de certains États-clés comme la Pennsylvanie et le Wisconsin, qui avaient contribué à rendre le dépouillement si long en 2020 – et facilité la tâche de Donald Trump de remettre en question l'authenticité des résultats – n'ont pas été modifiées depuis. Déjà, à l'instar d'il y a quatre ans, Trump laisse présager depuis des mois qu'il contestera et ne respectera pas le vote[327]. Déjà, alors que les trois quarts des électeurs de Kamala Harris, environ, disent qu'ils vont respecter les résultats indépendamment de qui l'emporte, 50 % des électeurs de Trump affirment qu'ils n'accepteront pas l'issue sans la contester si leur candidat perd[328]. Déjà – surtout à la lumière des sondages les plus serrés de l'histoire moderne –, on peut craindre un scénario d'incertitude qui perdurera… bien au-delà du 5 novembre.

Puis ferment les premiers bureaux de scrutin. Et tombent les résultats.

***

Les États-Unis étant un vaste pays dont les élections, même

nationales, sont administrées à l'échelle des États, les votes ne sont pas comptés à la même vitesse, pas plus que les résultats ne sont dévoilés à la même heure. En vertu des différents fuseaux horaires, les États de la côte Est tendent évidemment à rapporter les leurs en premier. Et l'un d'eux, très tôt, donne une indication qui ne trompe pas sur la tournure que prendra la soirée : celle en faveur de l'ex-président.

Après le fiasco du duel Bush-Gore en 2000, la Floride a adopté une série de réformes qui rendent son dépouillement particulièrement rapide et efficace. Contrairement à 2000 – et aux élections subséquentes jusqu'à celle de 2020 –, l'État n'est plus particulièrement compétitif. Ainsi, alors que Kamala Harris avait jugé bon d'y faire campagne comme colistière de Joe Biden à la toute fin de la course de 2020, elle n'y foule pratiquement pas le sol en 2024. La question n'est pas de savoir si Trump remportera l'État, mais par combien. Et la réponse devient vite claire : moins d'une heure après la fermeture des urnes, les quelque trois quarts du vote ont été dépouillés… et Trump mène par plus de 10 points de pourcentage.

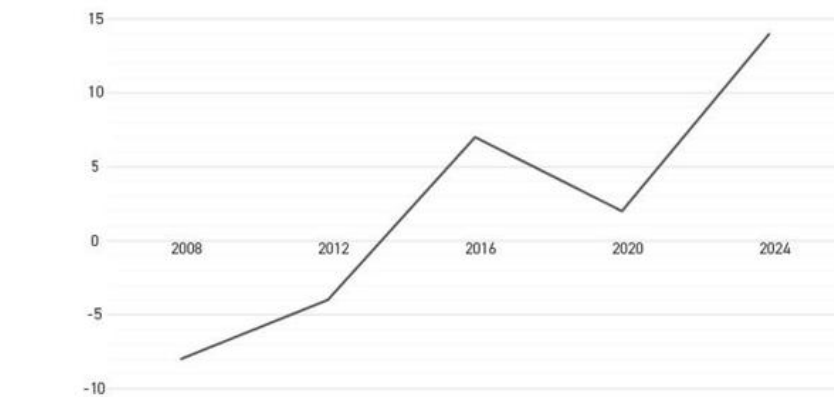
Entre les années 2000 et 2016, 39 millions de votes au total ont été exprimés à l'occasion de cinq élections nationales en Floride. Si l'on additionne les marges de victoire des candidats gagnants à l'occasion de chacune de ces élections, on arrive à 185 000 votes, soit 0,47 % de différence moyenne entre le vainqueur et le perdant. C'est dire à que point l'État a été longtemps presque parfaitement scindé en deux. Quand le dépouillement est complété en 2024, Donald Trump devance Kamala Harris dans l'État par près de 1,5 million de votes.

Plus révélateur pour le reste du pays, il y a la *façon* dont Trump a gagné la Floride. En 2016, il l'avait remportée de justesse d'abord en maximisant la sortie de vote dans les comtés ruraux déjà plus acquis aux républicains. Il utilise la même recette en 2024 – mais y ajoute un ingrédient majeur. Il balaie les comtés incluant les trois plus grands centres urbains de l'État : Duval (Jacksonville), Hillsborough (Tampa) … et Miami-Dade, qu'il gagne par plus de 10 points après l'avoir perdu par 29 en 2016. Il s'agit non seulement du comté le plus urbain et le plus peuplé de l'un des plus gros États du pays – c'est aussi un comté dont la population est *à plus de 70 % issue des minorités ethniques* !

Plus on avance dans la soirée, plus s'allonge la liste des États qui rapportent des résultats. Plus progresse le dépouillement, plus le schéma se répète. Depuis des semaines, les sondages, lorsque l'on les fouillait le moindrement en profondeur, suggéraient fortement que Kamala Harris se dirigeait vers l'une des meilleures performances démocrates auprès des Caucasiens depuis le début du XXIe siècle – et vers la pire auprès des Afro-Américains et des Hispaniques.

Le 5 novembre, selon les sondages menés aux urnes, c'est exactement ce qui se produit. En fait, Donald Trump obtient le meilleur score pour un républicain auprès des Noirs en près de 50 ans – et le meilleur auprès des Hispaniques jamais enregistré. À l'inverse, Kamala Harris améliore de cinq points la performance démocrate auprès des électeurs blancs par rapport à celles de Hillary Clinton en 2016 et de Barack Obama en 2012. Et malgré toute la place donnée aux questions de genre pendant la campagne, particulièrement par le clan démocrate sur la question de l'avortement, l'aiguille bouge peu sur cet axe. En fait, Kamala Harris enregistre *auprès des femmes* des résultats marginalement *pires* que ceux de Joe Biden quatre ans plus tôt.

Alors que tant d'encre a coulé sur la nature historique de la candidature de Harris d'un point de vue identitaire – la première femme noire à diriger un parti majeur dans une élection générale –, le pays est dans les faits clairement en train de se *dépolariser* racialement. L'accentuation cruciale de la polarisation, elle, s'est produite sur un tout autre axe : le niveau d'éducation des électeurs. Et la tendance n'a pas commencé en 2024.



Marge républicaine à l'échelle nationale chez les électeurs sans diplôme universitaire, 2008-2024

Tant d'attention a été portée, à la suite de l'élection de 2020, sur le fait que Trump avait perdu – et sur son refus d'accepter le verdict – que peu de gens ont relevé les réelles percées qu'il avait réalisées, même dans la défaite, auprès des minorités ethniques. Un article de fond à la fois fascinant et largement ignoré, publié dans le *Texas Monthly* au cours des mois ayant suivi le vote, expliquait comment les villes qui avaient basculé le plus significativement vers Trump à la grandeur du pays, entre 2016 et 2020, se situaient dans la vallée du Rio Grande, tout près de la frontière mexicaine, et qu'elles abritaient des majorités hispaniques[329].

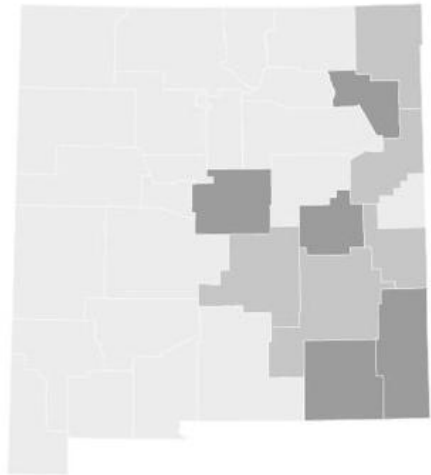
Les raisons évoquées sont nombreuses, allant de l'opposition aux restrictions sanitaires pendant la pandémie aux appels nationalistes de Trump à des immigrants et des descendants d'immigrants fiers de maintenant faire partie des États-Unis. Puis il y a ceci : l'érosion identitaire.

Comme les Irlando-Américains, les Polono-Américains et les Italo-Américains avant eux, les Hispaniques du sud du Texas, de plus en plus intégrés à leur communauté, ont graduellement commencé à se voir comme « blancs ». Pour les électeurs idéologiquement plus modérés et conservateurs qui ont dans le passé voté pour les démocrates sur une base identitaire – l'appartenance à un groupe ethnique – que reste-t-il lorsque ce sentiment d'appartenance ethnique bat en retraite ? La question, bien que plus saillante cette année chez les Hispaniques, est susceptible de se poser auprès de tout groupe constituant une « minorité ethnique », ce qui inclut les Afro-Américains, comme le prédisent brillamment des années à l'avance les politologues Ismail White et Chryl Laird[330]. Le 5 novembre, dans une région après l'autre du pays, la réponse à cette question se fait entendre.

Le comté de Starr, dans la vallée du Rio Grande, partage sa frontière avec le Mexique. Selon le dernier recensement, 97 % de sa population est hispanophone. La dernière fois que ce comté avait voté républicain à la présidence : 1892. En 2024, Donald Trump remporte Starr par 16 points.

Si le Texas partage sa frontière sud avec le Mexique, il partage sa frontière ouest avec le Nouveau-Mexique. L'est du Nouveau-Mexique, à forte proportion hispanique, est souvent surnommé « Little Texas », étant donné ses ressemblances culturelles avec l'État voisin – et pour l'industrie commune qui les carbure : le pétrole. Parcourir l'est du Nouveau-Mexique se résume à voir, en une boucle apparemment perpétuelle, la combinaison suivante : désert, cabanes, puits de pétrole. Au-delà de sa promesse première de resserrer les contrôles migratoires, Trump a aussi promis de déclarer un « état d'urgence énergétique » pour stimuler la production pétrolière et gazière – ou d'« or liquide », dans les mots que Trump se plaît à répéter constamment. C'est une stratégie qui s'est déjà avérée payante, dans les dernières années, pour faire basculer d'autres régions du pays riches en énergie vers les républicains après qu'elles eurent longtemps appuyé le Parti démocrate, plus sensible à la cause environnementale[331].

La carte suivante met en relief les comtés où Trump ne se limite pas seulement à gagner en 2024 : il y domine avec le plus important score (en gris foncé) ou avec le deuxième plus important score (en gris moyen) pour un républicain depuis que le Nouveau-Mexique est devenu un État en 1912.



Comtés de l'est du Nouveau-Mexique où Trump a obtenu le meilleur (gris foncé) ou le deuxième meilleur (gris moyen) résultat pour un candidat républicain, 1912-2024

Dans les cas où Trump obtient le deuxième meilleur résultat, le premier avait été récolté soit par Nixon en 1972, par Ronald Reagan en 1984 (qui avait aussi gagné 49 États sur 50)… ou par Trump lui-même en 2020.

***

La Caroline du Nord a été définie par la polarisation raciale un peu comme le Parti démocrate a été défini comme le parti de la classe ouvrière : pour la nette majorité de son histoire. Le comté d'Anson, donnant sur la frontière sud de l'État avec la Caroline du Sud, est peuplé à 30 % par des Afro-Américains ; le comté de Gates, donnant sur la frontière nord de l'État avec la Virginie, est peuplé à plus de 40 % par des Afro-Américains.

Dans les deux comtés, le taux de diplomation universitaire avoisine les 10 % seulement. À l'unique exception de 1972, où Richard Nixon avait remporté 49 États sur 50, Anson n'avait pas voté pour un républicain à la présidence depuis 1872 ; Gates, jamais depuis la guerre de Sécession.

En 2024, Trump remporte les deux comtés. Il gagne Gates avec plus de 60 % du vote.

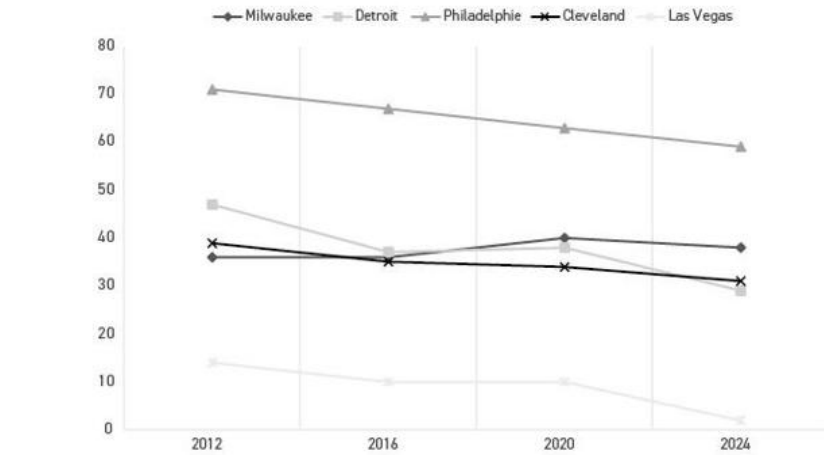
***

Trump en avait fait sourciller plus d'un en osant faire campagne dans le Bronx en mai dernier, devenant le premier candidat présidentiel républicain depuis Reagan à s'y aventurer. Le dernier candidat ayant porté la bannière républicaine avant Trump, Mitt

Romney en 2012, y avait gagné 8 % du vote.

En 2024, Trump fait plus que tripler ce score, obtenant 27 % – le meilleur résultat depuis Reagan il y a 40 ans. Tout comme il obtient le meilleur score pour un candidat républicain dans l'ensemble de la ville de New York depuis l'ère Reagan.

Même lorsqu'il ne remporte pas – ou qu'il ne passe même pas près de gagner – un centre urbain majeur, Trump parvient presque invariablement à accomplir la même chose : réduire la marge de victoire démocrate. Et c'est une tendance aussi lourde que généralisée qui s'observe depuis la fin de l'ère Obama – et le début de l'ère Trump. Dans les cinq États avec des centres urbains majeurs et que Trump ravit aux démocrates, depuis 2012, les comtés incorporant la plus grande ville332 montrent presque tous la même évolution sur le plan de la marge de victoire des démocrates :

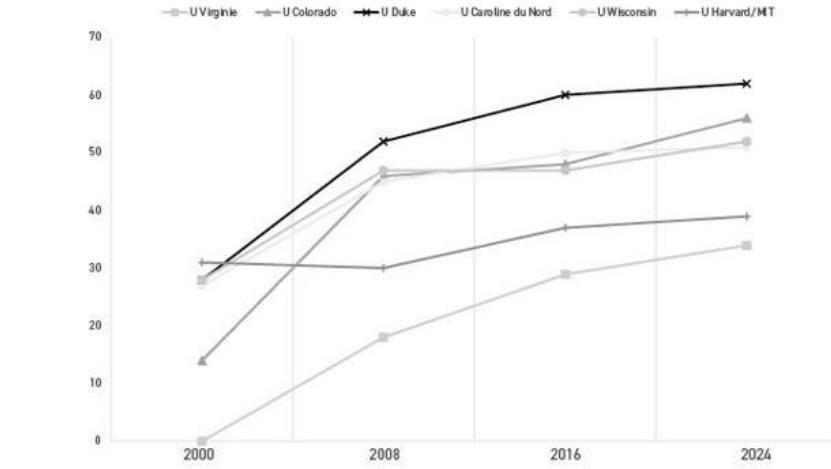


Marge de victoire des candidats démocrates à la présidence, 2012-2024

À l'inverse, où Kamala Harris réalise-t-elle des percées ? En termes démographiques, la réponse est simple : chez les électeurs blancs, titulaires de diplômes universitaires et gagnant plus de 100 000 $ par année. En termes géographiques, la réponse est brutale : nulle part. Sur les quelque 3000 comtés à la grandeur des États-Unis, Harris n'en convertit pas un seul parmi ceux qui avaient voté pour le parti adverse quatre ans plus tôt. C'est du jamais-vu, tous partis et tous candidats confondus, depuis 1932 et la Grande Dépression.

Les endroits où Harris performe adéquatement comparativement à Biden quatre ans plus tôt sont faciles à identifier : dans un État après l'autre, ce sont les communautés universitaires, particulièrement celles de l'élite. En Caroline du Nord, elle égale au point de pourcentage près la marge de victoire de Biden dans les comtés abritant les deux campus les plus prestigieux : Durham (Université Duke) et Orange (Université de la Caroline du Nord à Chapel Hill). Elle les rafle par des

marges de 62 et 51 points respectivement. Au Colorado, un État solidement républicain jusqu'au milieu des années 2000 et qu'elle remporte facilement, elle gagne comme Biden le comté de Boulder (où se trouve l'Université du Colorado) par 56 points. Dans tous les cas, il s'agit non seulement de marges écrasantes en soi – mais elles *surpassent* de surcroît celles de Barack Obama en 2008, qu'il avait obtenues à l'occasion d'une mémorable victoire ayant fortement mobilisé un jeune électorat !



Marge démocrate dans des comtés dominés
par une université majeure, 2000-2024333

Puis, dans le district de Columbia, siège de la capitale nationale, Washington, et du gouvernement fédéral, Harris limite Donald Trump à *six pour cent* du vote total. Depuis que le district s'est vu conférer le droit de vote dans les élections présidentielles, 60 ans plus tôt, les trois pires résultats jamais obtenus par un candidat majeur parlent d'eux-mêmes : Trump en 2016, Trump en 2020… et Trump en 2024.

Alors que Barack Obama, même en gagnant le vote populaire par 4 points en 2012, ne remportait que par 2 points le vote des électeurs titulaires d'un diplôme universitaire, la marge de Harris auprès de cette même tranche se hisse à un peu moins de 14 ! La marge se creuse encore davantage chez les détenteurs d'un diplôme de cycle supérieur (c'est-à-dire de maîtrise ou de doctorat), qui accordent leur vote à la démocrate par un peu plus de 20 points. Or, malheureusement pour elle, conformément à la troisième loi du mouvement de Newton, chaque action entraîne généralement une réaction.

Ainsi, alors qu'Obama gagnait les électeurs *sans* diplôme universitaire par 6 points, Harris, quant à elle… les perd par 13334. Autrement dit, les démocrates souffrent d'une hémorragie d'électeurs non diplômés que l'afflux électoral universitaire est entièrement

incapable de juguler. C'est doublement malheureux dans un contexte où près de 60 % de l'électorat est encore composé de gens n'ayant jamais obtenu un diplôme de l'université. Et ces pertes s'observent principalement dans le bassin d'électeurs issus des minorités, frustrés par l'inflation et ne se reconnaissant pas dans les valeurs du nouveau Parti démocrate.

Il y a là une logique économique liée à la situation migratoire aussi élémentaire que rarement discutée sur les tribunes publiques conventionnelles. Barack Obama lui-même l'expliquait pendant les primaires de 2008[335] ; son parti semble l'avoir, volontairement ou involontairement, oublié depuis. Un flux massif d'immigrants généralement peu scolarisés et peu qualifiés, se trouvant souvent par surcroît dans des circonstances désespérées, qu'on laisse entrer au pays, n'a pas le même impact sur l'ensemble de la société.

Ainsi, chez les consommateurs à col blanc et les gestionnaires d'entreprise – mieux nantis –, au-delà des considérations morales et humanitaires, les nouvelles paires de bras représentent froidement une chose : du *cheap labor*. Un *cheap labor* favorisant des prix plus bas et/ou de plus grands profits. Après tout, rares sont les pères de famille ayant traversé le désert mexicain, leurs enfants sur les épaules, qui, une fois arrivés illégalement aux États-Unis, vont s'enrôler dans un syndicat et manifester tant qu'ils n'auront pas obtenu un contrat leur garantissant un taux horaire de 25 dollars de l'heure. Chez les Américains à col bleu, toutefois – incluant ceux issus à la base de l'immigration –, qui gagnent leur vie manuellement, ces nouvelles paires de bras représentent une tout autre chose : de la compétition. Une compétition qui menace de tirer leur salaire vers le bas, sinon de carrément leur faire perdre leur emploi… alors qu'ils se trouvent déjà dans une position plus précaire que des cadres ou des gens d'affaires.

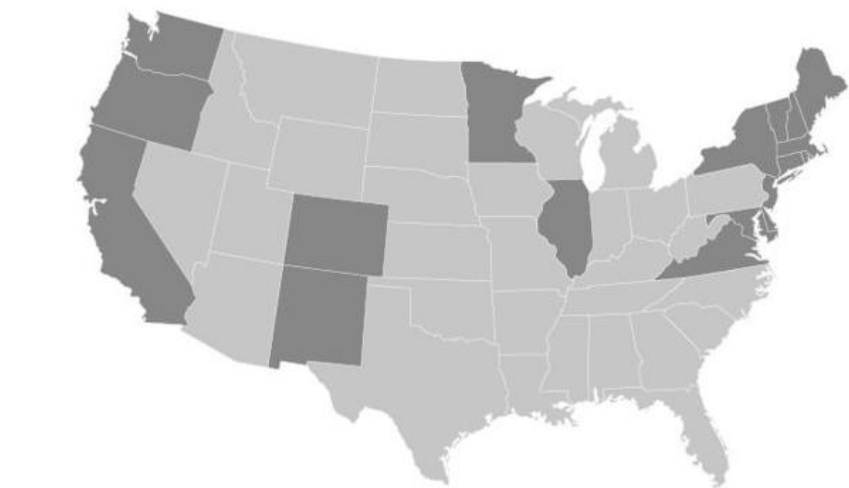
Une fois cette simple réalité comprise, on saisit vite comment un candidat promettant de mettre fin au chaos migratoire verrait croître ses appuis auprès des membres de ces communautés ethniques – particulièrement dans une période de forte inflation et de faible confiance économique. Les résultats s'expliquent.

Dans ceux-ci se trouve l'éclosion du rêve que caressent depuis plus d'un siècle plusieurs figures populistes, politiciens en exercice ou non : celui de construire une coalition électorale populiste, nationaliste, travailliste, anti-élite, anti-establishment et, crucialement, multiethnique. C'est la visée du leader du Parti populiste à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, Tom Watson, qui soutient alors que « l'accident de la couleur ne peut causer de différences pour ce qui est des intérêts des fermiers, des planteurs et des travailleurs[336] ». C'est également l'ambition, 100 ans plus tard, de l'ex-stratège en chef de Donald Trump, Steve Bannon[337]. Longtemps balayée du revers de

la main comme irréaliste, c'est en 2024 que cette coalition émerge pleinement. Si Kamala Harris devient la candidate noire des électeurs blancs, Donald Trump s'impose comme le candidat orange des électeurs bruns.

Il suffit de reproduire ce modèle à l'échelle nationale : plus le dépouillement avance pendant la soirée électorale du 5 novembre et plus l'inéluctable se produit. Un État-clé après l'autre se range peu à peu dans la colonne républicaine… avant d'être officiellement projeté en faveur de Trump. Il y a d'abord la Géorgie et la Caroline du Nord. Puis, alors que les premiers résultats dans l'ouest laissent présager des victoires de Trump en Arizona et au Nevada, on lui concède les trois États centraux – à la fois géographiquement et électoralement – des Grands Lacs. Depuis le début de la course, le Wisconsin, le Michigan et la Pennsylvanie s'annonçaient décisifs ; Trump les gagne tous les trois, devenant seulement le troisième candidat républicain à le faire à deux reprises depuis William McKinley au tournant du XXe siècle.

Avec les États des Grands Lacs, il atteint et dépasse le seuil magique des 270 grands électeurs au Collège électoral. Une fois tout compté, c'est 312 pour Trump contre 226 pour Harris – la plus imposante victoire républicaine depuis celle de George Bush père en 1988. Trump remporte les sept États qui étaient sérieusement disputés.



Carte finale du Collège électoral en 2024 :
Trump-Vance (gris moyen) : 312 ; Harris-Walz (gris foncé) : 226

Ce faisant, il devient le seul candidat, tous partis confondus, à l'unique exception du prédécesseur de McKinley, Grover Cleveland en 1892, à être élu à un second mandat présidentiel non consécutif. Le 45e président deviendra le 47e président.

Et contrairement à son mandat précédent, il a cette fois gagné le vote populaire national par un peu plus de 2 millions de voix (soit

environ 1,5 %, ou 49,9 % contre 48,4 %). À une seule exception près, il s'agit aussi là de la meilleure performance pour un candidat républicain depuis 1988. Cerise sur le *sundae* : le Parti républicain conserve *in extremis* sa majorité à la Chambre des représentants et ravit celle au Sénat. Puisque le parti s'est désormais largement purgé de ses critiques internes, Trump reviendra au pouvoir avec un Congrès encore plus soumis à sa volonté que lorsqu'il y est arrivé la première fois en 2017.

Même si la victoire est dans les faits beaucoup plus serrée (le Wisconsin, le Michigan et la Pennsylvanie sont tous tranchés par moins de deux points), à première vue, elle paraît absolue. Et avant même que les données n'aient pu être toutes filtrées et analysées, deux constats sautent aux yeux. Le premier : après avoir rejeté l'administration au pouvoir il y a quatre ans, les Américains envoient un message de rejet tout aussi fort de celle qui l'a suivie. Dans les sondages menés aux urnes, le taux d'approbation de Joe Biden est de 39 % – le plus faible enregistré lors d'une élection depuis le début du XXIe siècle. Et à peine 27 % jugent que le pays se trouve actuellement sur la bonne voie[338]. Le second : ayant surfé sur cette vague de mécontentement et survécu (littéralement) à deux tentatives d'assassinat, une défaite électorale, deux procès en destitution et quatre inculpations criminelles, Donald John Trump vient d'effectuer le plus important *comeback* politique de l'histoire des États-Unis d'Amérique.

***

Le président-élu n'attend même pas, comme le veulent coutume et décorum, le discours de concession de son adversaire avant de prendre la scène au cœur de la nuit pour déclarer victoire devant ses partisans. À aucun moment ne mentionne-t-il Kamala Harris ni ne s'adresse-t-il le moindrement aux électeurs de cette dernière, sinon pour lancer une remarque vers la toute fin où il invite tous les citoyens à se joindre à lui « dans cet effort noble et juste » qu'est de redonner à l'Amérique sa grandeur. Pour le reste, c'est un discours électoral typique de Trump – partisan, décousu, et qu'il interrompt pour inviter sur scène des invités afin qu'ils puissent le louanger au milieu de son allocution.

***

En réfléchissant sur sa vie, l'homme ayant occupé les fonctions de 22e et de 24e président des États-Unis, Grover Cleveland, a confié que l'interlude de quatre ans entre ses deux mandats non consécutifs avait été pour lui la plus belle période de sa vie adulte. Il avait pu, durant cette période, poursuivre sa passion pour la pêche, en plus d'être marié dans le bonheur et entouré d'enfants incluant une première fille,

Ruth, née à la même époque. Cleveland a dit que ces années avaient servi à renouveler sa perspective sur la vie[339].

C'est là au moins un point où les parallèles avec Donald Trump volent vite en éclats, dès les premiers instants suivant sa réélection. Le 47e président est le 45e président. Dans leur colère généralisée quant à l'état des choses, les Américains ont opté en 2024 pour reconduire au plus haut poste élu du pays – et du monde – le même homme que huit ans auparavant. Cette fois en nette connaissance de cause, de façon encore plus décisive, pour le meilleur et pour le pire.

1. 322 Ned Ehrbar. « Bruce Springsteen, Bon Jovi Play Philadelphia Hillary Clinton Rally ». *CBS News*. 8 novembre 2016. https://www.cbsnews.com/news/bruce-springsteen-bon-jovi-play-philadelphia-hillary-clinton-rally/
2. 323 David Chang. « Kamala Harris, Celebrity Guests Hold Rally Outside Philly Art Museum ». *NBC Philadelphia*. 5 novembre 2024. https://www.nbcphiladelphia.com/decision-2024/lady-gaga-oprah-to-appear-at-kamala-harris-rally-in-philly-how-to-watch/4018348/
3. 324 Keith Collins et Josh Williams. « More than 80 Million Voters Cast Ballot Before Election Day. See the Breakdown ». *The New York Times*. 7 novembre 2024. https://www.nytimes.com/interactive/2024/us/elections/early-vote-tracker-2024.html
4. 325 Kellen Browning et Benjamin Oreskes. « More Republicans Appear to Be Voting Early, Despite Trump's Mixed Messages ». *The New York Times*. 22 octobre 2024. https://www.nytimes.com/2024/10/22/us/politics/trump-republicans-early-voting.html
5. 326 Robert Tait. « Musk's Get-out-the-Vote Workers Didn't Know They Were Canvassing for Trump—Report ». *The Guardian*. 31 octobre 2024. https://www.theguardian.com/technology/2024/oct/31/canvassers-musk-get-out-the-vote-effort
6. 327 Rashard Rose et Kate Sullivan. « Trump Says He Will Only Accept 2024 Election Results 'If Everything's Honest' ». *CNN*. 2 mai 2024. https://www.cnn.com/2024/05/02/politics/donald-trump-accept-2024-election-results/index.html
7. 328 Anthony Salvanto, Fred Backus et Jennifer De Pinto. « CBS News Trump-Harris Poll Shows One Election, Two Worlds: How Information, Beliefs Shape Tight Campaign ». *CBS News*. 14 octobre 2024. https://www.cbsnews.com/news/trump-harris-poll-how-information-beliefs-shape-tight-2024-campaign/
8. 329 Jack Herrera. « Why Democrats Are Losing Texas Latinos ». *Texas Monthly*. Octobre 2021. https://www.texasmonthly.com/news-politics/democrats-losing-texas-latinos-trump/
9. 330 Ismail K. White et Chryl N. Laird. 2021. *Steadfast Democrats: How Social Forces Shape Black Political Behavior*. Princeton : Princeton University Press.
10. 331 Alexander F. Gazmararian. 2025. « Sources of Partisan Change: Evidence from the Shale Gas Shock in American Coal Country ». *The Journal of Politics*, vol. 87, no 2, p. 601-615.
11. 332 Les comtés sont : Clark au Nevada (Las Vegas), Philadelphie en Pennsylvanie (Philadelphie), Cuyahoga en Ohio (Cleveland), Wayne au Michigan (Détroit) et Milwaukee au Wisconsin (Milwaukee).
12. 333 Les comtés sont : Albemarle en Virginie (Université de la Virginie), Boulder au Colorado (Université du Colorado), Dane au Wisconsin (Université du Wisconsin à Madison), Durham et Orange en Caroline du Nord (Université Duke et Université de la Caroline du Nord), Middlesex au Massachusetts (Université Harvard et Massachusetts Institute of Technology).
13. 334 Rafael Jacob. 2018. *Le conservatisme à l'ère Trump*. Rafael Jacob et Julien

Tourreille (dir.). Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 35.

14. 335 University of California at San Diego. « The American Presidency Project, Democratic Presidential Candidates Debate at the University of Nevada in Las Vegas ». 15 novembre 2007. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/democratic-presidential-candidates-debate-the-university-nevada-las-vegas

15. 336 Douglas Steeples et David Whitten. 1998. *Democracy in Desperation: The Depression of 1893*. Westport, CT : Greenwood Press, p. 101.

16. 337 Joshua Green. 2017. *Devil's Bargain: Steve Bannon, Donald Trump, and the Nationalist Uprising.* New York : Penguin, p. XIX ; James Campbell. 2022. « The Republican Way Forward: Four Questions for 2024 ». *The Elephant in the Room: Donald Trump and the Future of the Republican Party*. Andrew E. Busch et William G. Mayer (dir.). New York : Bloomsbury Publishing, p. 15.

17. 338 « Exit Polls ». *NBC*. 5 novembre 2024. https://www.nbcnews.com/politics/2024-elections/exit-polls

18. 339 Robert G. Tugwell. 1968. *Grover Cleveland*. New York : The Macmillan Company, p. 172-175.

Chapitre 18
Les lendemains du 5 novembre : *rednecks* contre puritains

La réalisation, au lendemain du vote, frappe les démocrates comme un coup de massue. Nancy Pelosi admet à la télévision nationale avoir « mis [sa] crédibilité en jeu » jusqu'à la veille. Il ne s'agissait pas que d'une ruse pour projeter de la confiance – elle y croyait vraiment. Et le choc pour les membres de son parti ne vient pas seulement du fait qu'ils ont perdu une élection hautement compétitive – c'est également celui de « se réveiller dans un pays différent de celui qu'ils croyaient connaître, un pays dévoué non pas au progrès et à la compassion, mais à la peur et à la nostalgie ».

Et cette scène est celle que décrit la journaliste Molly Ball au lendemain de l'élection… de 2004[340].

***

Pour les États-Uniens, voir leur pays scindé en deux visions diamétralement opposées, difficilement réconciliables l'une avec l'autre, ne date pas d'hier. Et les perceptions générales que chaque camp a de l'autre ne sont pas nouvelles non plus. Que ce soit il y a 20 ans ou aujourd'hui, le coup de la défaite peut être particulièrement cinglant pour les démocrates en vertu de leur mainmise sur plusieurs institutions culturelles dominantes du pays, du monde universitaire à Hollywood. Pour des millions d'Américains vivant sur les côtes, dans de grands centres urbains ou, particulièrement, dans des communautés universitaires souvent insulaires, il peut être facile d'oublier que des millions de leurs concitoyens ne pensent pas comme eux. Ne *vivent* pas comme eux. Encore plus qu'en 2016 et au moins autant qu'à tout autre moment depuis la victoire du dernier président républicain, George W. Bush, en 2004, la réélection de Donald Trump en 2024 rappelle ce clivage avec la force d'une massue.

***

« La politique, peu importe ce qu'elle professe faire, a toujours été l'organisation systématique des haines » dans une société, écrit Henry

Adams au début du siècle dernier[341]. Quelque 100 ans plus tard, l'adage tient toujours. La société américaine, de par ses extraordinaires complexité et hétérogénéité, peut être tranchée de mille et une façons pour tenter de l'expliquer dans toute sa grandeur, tous ses schismes et toutes ses contradictions. Noirs et Blancs, hommes et femmes, croyants et athées, citadins et campagnards, jeunes et vieux, riches et pauvres, démocrates et républicains.

Or, afin de comprendre la fissure sociale, économique, politique – et ultimement électorale – la plus importante au cœur de l'Amérique des années 2020, il nous faut peut-être aller plus loin dans le passé, c'est-à-dire plus d'un siècle *avant* Henry Adams. Avant que les États-Unis ne soient devenus un pays, ne soient devenus « l'Amérique ».

***

Au tournant du XVIIIe siècle arrive la quatrième grande vague migratoire déferlant sur les colonies britanniques qui vont, quelque 70 ans plus tard, déclarer un 4 juillet à Philadelphie leur indépendance face au roi d'Angleterre. Après les ressortissants anglais, hollandais (qui donnent notamment à New York son nom original – « New Amsterdam ») et gallois vient le tour d'une population venant d'une région toute particulière : la province d'Ulster, en Irlande.

Ils sont, avant de quitter l'Europe, profondément pauvres. Ils restent, en Amérique, profondément pauvres. Si on les appelle officiellement « Scotto-Irlandais » ou « Scots d'Ulster », on leur réserve surtout les mêmes surnoms, sur le nouveau continent, que sur l'ancien. « *Crackers*. » « *Hillbillies*[342]. » « *Rednecks*. »

Arrivant des régions les plus turbulentes de la Grande-Bretagne, ils sont façonnés par des siècles de guerre continue entre l'Angleterre et l'Écosse, dans la région d'Ulster et le nord de l'Irlande. Ce n'est pas que la couronne britannique contre laquelle ils se rebellent, mais les concepts mêmes d'autorité centrale et d'aristocratie qu'ils détestent. Connus pour leur agressivité et leur combativité, ils recherchent les mêmes traits chez leurs leaders. Comme l'explique l'auteur scotto-irlandais et futur sénateur de la Virginie James Webb, ils se méfient du gouvernement, dont l'existence est à leurs yeux consacrée à brûler ou voler leurs maisons, et se donnent le droit de respecter les lois selon qu'ils les trouvent justes ou pas. On les dit tout à la fois intensément fiers, religieux, travaillants, patriotiques, insalubres, socialement désorganisés, honorables et individualistes[343]. Le titre du livre de Webb au sujet de ses ancêtres ? *Born Fighting* (*Nés pour se battre*)[344].

Une fois débarqués du bateau, après s'être brièvement stationnés autour de Philadelphie, où s'entassent déjà d'autres groupes établis, ils s'installent dans le centre et l'ouest de la Pennsylvanie, où ils ont vite

maille à partir avec le gouvernement central de la colonie. Ils élisent domicile dans la région des Appalaches, qu'ils voient comme une protection naturelle contre les Français – ces derniers occupant le territoire s'étalant entre ce qui deviendra plus tard le Labrador au nord-est, le Missouri à l'ouest et la Louisiane au sud[345]. Dès que s'installent les premières colonies scotto-irlandaises en Pennsylvanie, dans les mots d'Anne Schaeffer, « la famille est autosuffisante ; et la leçon de la débrouillardise personnelle est l'une des premières apprises. Le père et mari [est] protecteur, chasseur et gagne-pain, la femme et mère la ménagère et porteuse d'enfants[346]. » L'éducation est limitée pour les jeunes filles et garçons.

Peu à peu, ils accroissent leur présence sur le continent en longeant la cordillère dans ce qui deviendra subséquemment la Virginie-Occidentale, le Kentucky, le Tennessee, l'ouest de la Caroline du Nord et le nord de la Géorgie… c'est-à-dire là où prennent fin les Appalaches. Le volume migratoire qui descend le long de la grande vallée de la Virginie et provient du sud de la Pennsylvanie est tel qu'on finit par surnommer le chemin la « route irlandaise[347] ». Dans les territoires du sud du pays où l'esclavage définit le paysage social et la construction économique, les Scotto-Irlandais ne possèdent souvent pas d'esclaves – un fait qui s'explique moins par leur grande vertu morale… que par leur pauvreté qui les empêche d'en acheter !

L'Indépendance américaine déclarée en 1776, ils deviennent les premiers à se lever contre le roi d'Angleterre, formant à eux seuls presque la *moitié* de l'armée révolutionnaire de George Washington. Vingt ans plus tard, une fois l'Indépendance gagnée et la nouvelle république formée, la première rébellion majeure interne que doit mater le nouveau président Washington émerge de… l'ouest de la Pennsylvanie. La population locale s'insurge contre une taxe du nouveau gouvernement central américain sur l'alcool dans ce qui prendra plus tard le nom de *Whiskey Rebellion*. Dans plusieurs comtés de la région, ce sont près des trois quarts de la population qui viennent à l'origine d'Ulster[348].

Parmi la petite classe d'élite de ce groupe figurent les noms de Sam Houston, Davy Crockett, Daniel Boone… et Andrew Jackson.

***

Jackson, issu de l'est montagneux du Tennessee, obtient l'élargissement du suffrage aux électeurs blancs moins nantis, qui s'applique pour la première fois en 1828, dans ce qui deviendra la première élection américaine avec un semblant de suffrage populaire. Face au candidat des élites du pays, John Quincy Adams, qui balaye la Nouvelle-Angleterre, Jackson se présente comme l'homme du peuple et rafle à peu près tout ce qui se trouve à l'ouest… à commencer par la

vaste région des Appalaches.

La priorité de sa campagne : s'en prendre à la banque centrale de l'époque[349]. Après des années de lutte face à celle-ci, il finit par l'éliminer, d'abord en opposant son veto à la charte prévoyant son renouvellement. Puis il retire unilatéralement ses fonds pour les redistribuer dans des banques d'État nouvellement créées dans le but de décentraliser l'autorité monétaire du pays[350]. Jackson fonde sa carrière politique et son héritage présidentiel sur la lutte aux élites de la côte Est, sur la défense des fermiers, des mécaniciens et d'autres ouvriers. Il expulse violemment les tribus autochtones du sud-est des États-Unis, menant – outre l'esclavagisme – à l'un des épisodes d'abus de droits humains les plus abjects et notoires de l'histoire du pays, le tout afin de favoriser l'expansionnisme américain[351].

Depuis près de 200 ans maintenant, Andrew Jackson est considéré comme le premier président populiste des États-Unis[352]. Son portrait se voit hissé dans le Bureau ovale rapidement à la suite de la première assermentation de Donald Trump en 2017. Si Joe Biden le retire durant sa propre présidence, Trump s'empresse de le réinstaller sur le mur donnant directement à la gauche du bureau du président moins de 24 heures après sa seconde assermentation, en janvier 2025.

***

Dès leur arrivée dans le « Nouveau Monde », les Scotto-Irlandais entrent en opposition naturelle avec un groupe au cœur de la première grande vague migratoire ayant eu lieu quelques décennies plus tôt, au début du XVIIe siècle : les puritains.

Fuyant principalement la persécution en Angleterre sous le règne des rois James Ier et Charles 1er, alors que le pays se dirige graduellement vers une guerre civile aux racines religieuses, les puritains s'établissent principalement dans une colonie : le Massachusetts. Le tout premier gouverneur de la Massachusetts Bay Colony en 1630, John Winthrop, est un fier puritain. Dans son plus célèbre sermon, Winthrop appelle aux nouveaux colons à s'« unir, dans le travail, comme un seul homme. […] On doit être prêt à délaisser nos possessions superflues selon les nécessités des autres (et) faire des conditions des autres les nôtres ; se réjouir ensemble, pleurer ensemble, travailler et souffrir ensemble, gardant toujours devant nos yeux notre commission et communauté dans le travail, en tant que membres du même corps[353]. »

Sur des années et des décennies, ces colons élargissent leur territoire au-delà du Massachusetts dans les régions voisines comme le Connecticut et le Rhode Island – dans ce qui deviendra bientôt la Nouvelle-Angleterre. Considérant la lecture répétée de la Bible comme voie principale vers le salut, ils s'appliquent à enseigner la lecture à

leurs enfants. Ce faisant, ils deviennent, au fil des générations, particulièrement lettrés et instruits pour leur époque. Ils sont reconnus pour leur nature réfléchie, rigide, froide, moralisatrice. Ils se perçoivent comme les défenseurs de la volonté de Dieu, comme les responsables de la gestion du bien commun – ce qui devrait par le fait même être le rôle premier de tout gouvernement. S'ils croient à une certaine liberté individuelle, cette dernière doit continuellement être encadrée par l'ordre social, par les valeurs morales collectives. Après tout, ils n'ont pas acquis leur nom pour rien – leur objectif original étant de « purifier » l'Église d'Angleterre d'idées et de pratiques jugées inappropriées.

Les puritains établissent un nouveau régime politique en Nouvelle-Angleterre conférant aux électeurs le devoir de choisir des leaders qualifiés puis, après coup, de leur obéir, puisque ces derniers appliquent la volonté de Dieu de faire régner le bien commun. L'État a de son côté le droit, voire le devoir, d'empêcher l'hérésie. Cette mission atteint son paroxysme au tournant du XVIIIe siècle, avec une série de procès de femmes accusées, en raison de leurs mœurs prétendument différentes de celles de la communauté, de sorcellerie… dans la ville de Salem, au Massachusetts. Cela dit, même s'ils tolèrent initialement la pratique de l'esclavage, les puritains sont parmi les premiers à y tourner le dos, reconnaissant à tous les êtres humains une âme digne du salut divin. Et ils élèvent le niveau de vie en Nouvelle-Angleterre au-delà de celui de leur Angleterre natale – ou de tout autre lieu connu sur Terre[354].

Deux siècles plus tard, dans la même région, ainsi que dans certaines autres ayant adopté une partie appréciable de son ethos, comme la Californie ou les États voisins de New York et du New Jersey, l'héritage puritain revêt un aspect à la fois lointain et immédiat. Où se trouvent les endroits où vivent les populations avec les plus hauts niveaux de scolarisation ? Où sont concentrées les universités les plus prestigieuses ? Harvard et le MIT se trouvent à Cambridge, au Massachusetts ; Princeton, au New Jersey ; Yale, à New Haven, au Connecticut ; Brown, à Providence, au Rhode Island. Non seulement le fondateur de Providence, Roger Williams, est-il lui-même un pasteur puritain – mais le *nom même* de « Providence » est à l'origine une appellation puritaine[355] ! Ce sont aussi les mêmes campus où ont émergé dans les années 2010 la « culture de l'annulation » de professeurs ou d'orateurs aux propos offensants, les restrictions sur le débat public, la pression d'utiliser les pronoms adéquats, parfois sous peine de sanctions sociales ou professionnelles… et où les appuis sont nourris pour des mesures coercitives pour lutter contre la « désinformation » partagée en ligne[356].

Lorsque vient le temps de considérer l'équilibre entre la « santé publique » et les « droits individuels », il s'agit aussi des États qui imposent les lois anti-tabac les plus draconiennes. Pendant la pandémie, ce sont ceux qui adoptent – et gardent en place le plus longtemps – les mesures les plus sévères, que ce soit en matière de confinement ou de port du masque obligatoire. Ce sont ceux qui régulent au maximum permis par la Constitution américaine le Second Amendement et le droit de posséder et de porter des armes à feu. Certains, comme le Rhode Island, imposent une obligation pour les résidents de se doter d'une assurance-maladie sous peine d'être mis à l'amende ; presque tous imposent des niveaux de taxation plus élevés pour financer des États-providence (!) plus généreux. Même lorsqu'ils reconnaissent de façon plus appréciable que d'autres régions du pays certains droits « individuels », comme celui des femmes en matière d'avortement ou des homosexuels en matière de protections civiles, le raisonnement est presque toujours ancré dans une logique collectiviste et moraliste : *ces groupes devraient avoir les mêmes droits que les autres*[357].

***

Si on regarde la carte électorale de novembre 2024, sur les 10 États ayant donné la plus grande marge de victoire à Donald Trump, plus de la moitié se trouvent dans les Appalaches358 ; sur les 10 États ayant donné la plus grande marge à Kamala Harris, plus de la moitié se trouvent en Nouvelle-Angleterre ou en proche périphérie de cette dernière359.

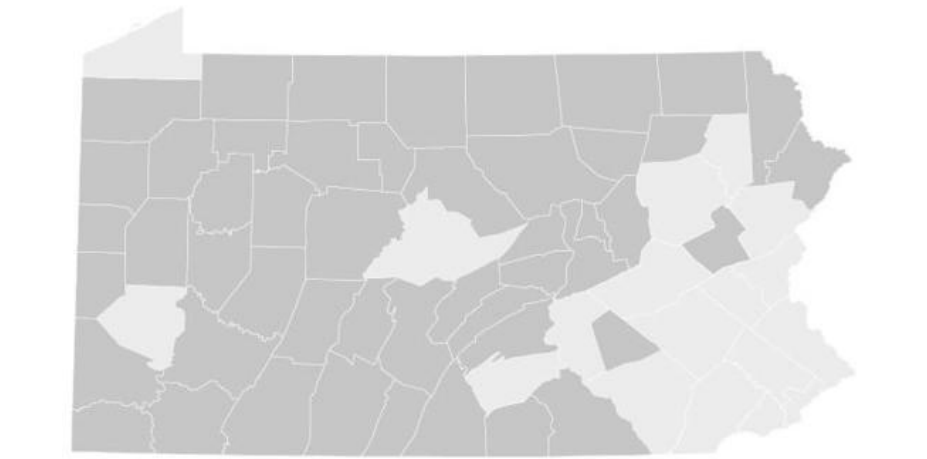
États ayant donné les plus fortes marges à Kamala Harris (gris foncé)
et à Donald Trump (gris moyen) en 2024

Et voici, à titre de comparaison, les principales assises géographiques des puritains et des Scots d'Ulster après leur arrivée sur

le continent américain.

Principales colonies puritaines et scotto-irlandaises aux XVIIe et XVIIIe siècles (sources : Michael McMillen ; J. Mitch Miller, University of North Florida ; New England Historical Association)

Même la juxtaposition de ces deux cartes sous-estime la vivacité du portrait géographique. Lorsque l'on creuse à l'intérieur du plus disputé des États, la Pennsylvanie (décidée par un peu plus d'un point de pourcentage), l'ensemble des comtés ayant donné une marge de 20 points ou plus à Trump se situent presque tous dans le centre et l'ouest de l'État… où se sont établis les Scots d'Ulster au XVIIIe siècle.

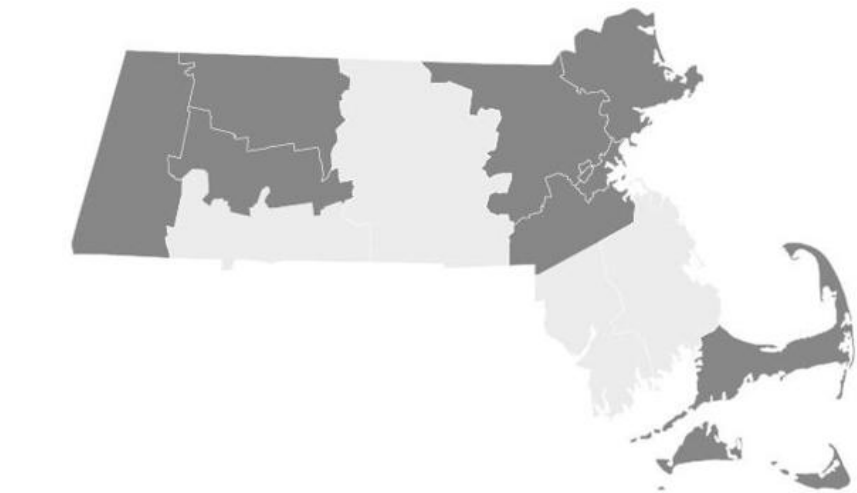


Comtés de la Pennsylvanie remportés par plus de 20 points par Trump en 2024

N'est-ce pas là, pourrait-on être tenté de demander, simplement la « nature » des milieux plus ruraux et plus enclins historiquement à appuyer le Parti républicain ? De façon intéressante, la majeure partie de ces régions a appuyé Bill Clinton dans les années 1990. Le Kentucky, la Virginie-Occidentale, le Tennessee et l'Arkansas (État natif de Clinton) ont tous voté pour ce candidat démocrate non pas à

une, mais à deux reprises en 1992 et en 1996… alors qu'il se présentait comme le candidat populiste des travailleurs face à des adversaires républicains, George Bush (père) et Bob Dole, dépeints comme des aristocrates défendant les riches. En Pennsylvanie, la région ayant enregistré la plus forte performance de Clinton lors de ses deux victoires a été la même que celle de tous les démocrates depuis Roosevelt : l'ouest ouvrier de l'État.

Puis, il y a ceci : voici les résultats du Massachusetts en 2024, divisés sur la base de ses 14 comtés. Kamala Harris a remporté les 14. Cela en inclut 10 par une majorité de plus de 20 points – à la fois en ville, en banlieue et en campagne. Dans la municipalité de Cambridge, la communauté universitaire à l'extérieur de Boston servant de domicile à Harvard et au MIT, la candidate démocrate a gagné 88 % du vote360.



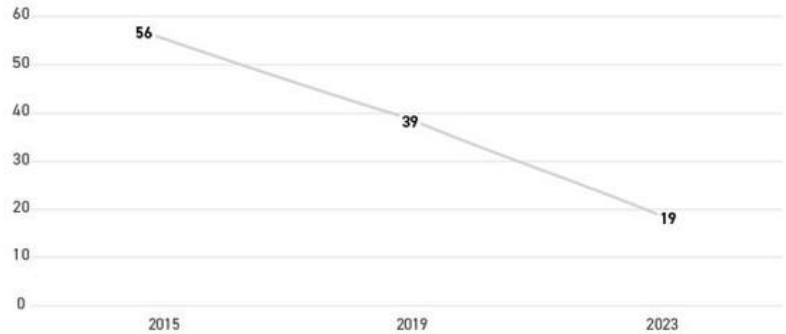
Comtés du Massachusetts remportés par plus de 20 points (gris foncé) et par moins de 20 points (gris clair) par Harris en 2024

Le Parti démocrate d'aujourd'hui est uni par deux choses plus que toute autre. Les deux sont intimement corrélées l'une à l'autre : une opposition catégorique à Donald Trump et un appui tous azimuts aux institutions valorisant l'expertise savante et technocratique, notamment la fonction publique et les universités.

Peu d'épisodes l'illustrent davantage que celui de la pandémie, durant laquelle la ligne « on suit la science » prend des allures de mantra chez les démocrates, qui s'empressent d'écouter et de respecter les recommandations et directives des scientifiques du gouvernement. C'est à cette période que le nouveau vice-président du Parti démocrate – un finissant de Harvard, survivant de la tuerie de Parkland en Floride et militant pour le contrôle des armes à feu, alors âgé de 22 ans – déclare : « Je sens le besoin de continuer à porter mon

masque à l'extérieur même si je suis pleinement vacciné, car le désagrément de porter un masque vaut plus que la peine pour éviter que les gens pensent que je suis un conservateur-1. »

Pendant ce temps, les électeurs républicains se tournent de plus en plus vers des sources d'information « alternatives », dont la recette éprouvée semble être de donner le micro à des voix s'inscrivant le plus possible en faux des normes établies, des invités qui lèvent leur majeur au visage des sources d'autorité reconnues avant de le leur enfoncer dans l'oeil. Les entrevues menées par des Joe Rogan et Tucker Carlson sur des sujets allant des vaccins à la guerre en Ukraine prennent des airs d'hérésie à l'ère des communications électroniques. Et au cours de la même période, voici ce qui arrive, selon la firme Gallup, au niveau de confiance des électeurs républicains à l'endroit des établissements d'éducation supérieure-1 :



Pourcentage des électeurs républicains disant avoir « beaucoup » confiance envers l'éducation supérieure, 2015-2023 (source : Gallup)

Comprendre le schisme au cœur de la vie politique américaine actuelle, c'est comprendre le gouffre existant dans les attitudes envers les institutions établies, l'autorité et la « classe d'experts » – et comprendre la profondeur des origines de ce gouffre. Lorsque le stratège démocrate James Carville est appelé à expliquer la défaite de son parti à la suite du scrutin, sa réponse la plus marquante est de qualifier Kamala Harris de « quart-arrière appartenant à la septième équipe de réserve » qui « ne parvenait pas à compléter une phrase-1 ». C'est une façon un soupçon moins délicate de reprendre ce qui est décrit dans le *post-mortem* d'un conseiller de Kamala Harris : « On tenait du sable dans la paume de notre main, et il nous glissait lentement entre les doigts. Je ne pense pas qu'on avait besoin de plus de temps. On avait besoin de plus de sable. On avait besoin de plus de substance. Et elle n'avait pas plus de substance-1. »

Par contraste, lorsque le gouverneur démocrate de la Californie Gavin Newsom a été sommé de faire le même exercice quelques semaines plus tard, il ose la suggestion suivante à son parti : peut-être

essayer d'être moins moralisateur et de moins « parler de haut aux gens-1 ». La même semaine, le *New York Times*, bible informelle de l'intelligentsia démocrate, tient essentiellement les mêmes propos d'avertissement au parti dans la foulée de sa défaite, critiquant sa « posture grondeuse et moralisatrice-1 ».

Si le mal pointé du doigt par Carville-1 se guérit rapidement – se doter d'une candidate plus solide la prochaine fois –, l'opération ne reste que superficielle. Si le mal identifié par Newsom, lui, met en relief une source d'irritation plus fondamentale chez une vaste portion de l'électorat américain, il est ironiquement aussi beaucoup plus difficile à combattre de l'intérieur du parti – parce que ce positionnement « moralisateur » définit intrinsèquement un courant majeur existant dans la vie américaine depuis ses débuts et dominant le Parti démocrate contemporain.

Deux semaines après l'élection de novembre 2024, le sénateur Joe Manchin partage les communications qu'il a eues en privé avec les conseillers de la Maison-Blanche au tout début du mandat de Joe Biden sur le sujet qui allait définir l'arc de sa présidence – et de la campagne présidentielle suivante. Tentant de dissiper les inquiétudes de Manchin quant au nuage d'inflation qui prenait forme à l'horizon, les conseillers lui avaient alors répété de ne pas s'inquiéter. L'un d'eux lui avait sorti l'argument massue : 17 lauréats de prix Nobel ont dit que l'inflation serait seulement transitoire. La réponse de Manchin : « Vous avez 17 idiots éduqués vous disant ce que vous voulez entendre-1. »

L'année 2024 aura été la dernière de la carrière du sénateur Manchin. Il est arrivé à la simple – et sans doute juste – conclusion que malgré ses rares talents de politicien et le fait qu'il soit l'une des dernières véritables voix modérées susceptibles de bâtir des ponts entre les deux partis dans un Washington ultrapolarisé, il ne pouvait tout simplement plus espérer se faire réélire en vertu de son affiliation partisane.

Manchin est le dernier élu démocrate… de la Virginie-Occidentale.

État des Appalaches. Historiquement démocrate. Aujourd'hui peinturé rouge.

1. 340 Molly Ball. 2020. *Pelosi*. New York : Henry Holt and Co., p. 107.
2. 341 Henry Brooks Adams. *The Education of Henry Adams*. New York : Modern Library Edition, p. 7.
3. 342 Le titre du best-seller autobiographique du colistier de Donald Trump en 2024, J.D. Vance, est *Hillbilly Eligy* (*Élégie aux Hillbillies*). La famille de Vance est issue d'une partie de l'Ohio… donnant sur les flancs des Appalaches.
4. 343 James Webb. 2005. *Born Fighting: How the Scotch-Irish Shaped America*. New York : Crown.

5. 344 Après un seul mandat au Sénat comme démocrate, Webb quitte la politique en 2013 et critique à répétition son parti dans les années subséquentes pour avoir tourné le dos aux ouvriers et aux défenseurs des valeurs traditionnelles.
6. 345 La Louisiane s'étire alors sur un gigantesque pan du continent allant de La Nouvelle-Orléans à ce qui devient ultimement l'Alberta.
7. 346 Anne D. Schaeffer. 1943. « Early Scotch-Irish Settlements in Pennsylvania ». *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, vol. 10, no 2, p. 144-145.
8. 347 Robert L. Kincaid. 1973. *The Wilderness Road*. Middlesboro, KY : Robert L. Kincaid, p. 64.
9. 348 Russel L. Gerlach. 1997. « Scotch-Irish Landscapes in the Ozarks ». *Ulster and North America: Transatlantic Perspectives on the Scotch-Irish*. Tuscaloosa : University of Alabama Press, p. 159.
10. 349 Jon Meacham. 2008. *American Lion: Andrew Jackson in the White House*. New York : Random House, p. 75, 278.
11. 350 Bray Hammond. 1949. « Jackson, Biddle, and the Bank of the United States ». Dans George Rogers Taylor (dir.). *Jackson Versus Biddle: The Struggle over the Second Bank of the United States*. Boston : DC Heath and Company, p. 59-60.
12. 351 John Ehle. 1988. *Trail of Tears: The Rise and Fall of the Cherokee Nation*. New York : Doubleday ; Steve Inskeep. 2015. *Jacksonland: President Andrew Jackson, Cherokee Chief John Ross, and a Great American Land Grab*. New York : Penguin Press.
13. 352 David S. Brown. 2023. *The First Populist: The Defiant Life of Andrew Jackson*. New York : Simon & Schuster.
14. 353 Daniel T. Rodgers. 2018. *As a City on a Hill: The Story of America's Most Famous Lay Sermon*. Princeton : Princeton University Press, p. 291-308.
15. 354 New England Historical Association. 2025. « How the Puritans Raised New England Living Standards to the World's Highest ». https:// newenglandhistorical society.com/how-the-puritans-raised-new-england-living-standards-to-the-worlds-highest/
16. 355 Les puritains tendaient à donner des noms ayant une signification religieuse aux lieux qu'ils colonisaient. « Providence » signifiait pour eux le fonctionnement de l'Univers tel que Dieu le voulait.
17. 356 Greg Lukianoff et Jonathan Haidt. 2018. *The Coddling of the American Mind: How Good Intentions and Bad Ideas Are Setting Up a Generation for Failure*. New York : Penguin ; Evan Mandery. 2022. *Poison Ivy: How Elite Colleges Divide Us*. New York : The New Press.
18. 357 « LGBTQ Community ». Plateforme du Parti démocrate. 2024. https:// democrats.org/who-we-are/who-we-serve/lgbtq-community/
19. 358 Il s'agit du Wyoming, de la Virginie-Occidentale, du Dakota du Nord, de l'Idaho, de l'Oklahoma, de l'Alabama, du Kentucky, de l'Arkansas, du Tennessee et du Dakota du Sud.
20. 359 Il s'agit du Vermont, du Maryland, du Massachusetts, d'Hawaï, de la Californie, de l'État de Washington, de l'Oregon, du Rhode Island, du Delaware et du Connecticut.
21. 360 Harris gagne aussi, incidemment, la ville de Providence au Rhode Island par une marge de plus de 50 points.
22. -1 David Hogg. X. 14 mai 2021. https://x.com/davidhogg111/ status/1393191013808754688?lang=en
23. -1 Megan Brenan. « Americans' Confidence in Higher Education Down Sharply ». *Gallup*. 11 juillet 2023. https://news.gallup.com/poll/508352/americans-confidence-higher-education-down-sharply.aspx
24. -1 « Mike Murphy and James Carville ». *Firing Line with Margaret Hoover | PBS/* YouTube. 31 janvier 2025. https://www.youtube.com/watch?v=HNrmbIEj5vI
25. -1 Jonathan Allen et Amie Parnes. 2025. *Fight: Inside the Wildest Battle for the White House*. New York : HarperCollins, p. 289.
26. -1 Gavin Newsom. *Real Time with Bill Maher*. HBO. 28 mars 2025.
27. -1 « The Democrats Are in Denial About 2024 ». *The New York Times*. 29 mars 2025. https://www.nytimes.com/2025/03/29/opinion/democrats-

strategy-2024.html

28. -1 James Carville publie également, doit-on le préciser, une lettre d'opinion dans le *New York Times* deux semaines *avant* l'élection étalant les trois raisons pour lesquelles, selon lui, Kamala Harris va l'emporter.

29. -1 Nick Timiraos. « How Democrats Blew It on Inflation ». *Wall Street Journal*. 17 novembre 2024. https://www.wsj.com/economy/inflation-joe-biden-mistakes-aa77b9cf

Épilogue
Le pays dont il a hérité

En quittant la Maison-Blanche la première fois en janvier 2021, Donald Trump a laissé à son successeur un pays divisé, sur les dents, exaspéré. Un pays qui, dans son état général de mécontentement, s'est tourné vers la seule solution de rechange, en dépit de ses limites et de ses faiblesses, parce qu'elle proposait un retour à la normalité – si même cette normalité avait déjà universellement existé. En retournant à la Maison-Blanche en janvier 2025, Donald Trump reprend un pays qui, laissé par son prédécesseur tout aussi divisé, s'est (re)tourné vers la seule alternative, en dépit de tout le bagage qu'elle implique.

En excluant les tiers partis, Joe Biden a reçu 52 % du vote populaire en 2020, Trump, 51 % en 2024. Aucun président depuis le début du XXIe siècle et le départ du dernier véritable président centriste, Bill Clinton, n'a atteint 55 %. Et, ironiquement, tous les présidents lui ayant succédé ont été pris de visions de grandeur de refaire le pays, sinon le monde, alors qu'ils étaient arrivés au pouvoir avec la moitié de l'électorat opposée à leur vision. Depuis George W. Bush, chaque parti et chaque président se sont relayés à la Maison-Blanche avec la même approche fondamentale : gouverner d'abord pour leur base.

Le sentiment d'aliénation des Américains n'a fait que croître, transformant chaque nouveau scrutin en menace existentielle : celle de voir la tribu adverse fondamentalement transformer, pour le pire et de façon irrémédiable, cette grande idée appelée Amérique. C'est ainsi que Donald Trump a fait campagne – et gagné – en 2024.

Au cœur de son récit magistral d'un demi-siècle d'histoire américaine s'étirant de Roosevelt à Reagan, Michael Barone émet un postulat élémentaire et intemporel : « Les intellectuels et les auteurs tendent à sous-estimer le désir des gens ordinaires pour l'ordre et la prévisibilité. Ils sont moins intéressés la plupart du temps par les changements que peut effectuer le gouvernement et qui pourraient les enrichir que dans le fait d'avoir un gouvernement se comportant de façon prévisible afin qu'ils puissent continuer à mener leurs vies[1]. » Parfois, comme l'illustre si bien l'actuelle gouverneure du Michigan Gretchen Whitmer, on peut rejoindre une population avec un

engagement aussi terre à terre que le sien : « Réparer les maudites routes-1 ! »

Les multiples couches d'ironie sont ici bien sûr difficiles à manquer. Dans leur recherche de stabilité et de prévisibilité, les Américains se sont tournés vers un leader s'apparentant davantage à une boîte à surprise qu'à un politicien traditionnel. Dans leur ras-le-bol face à l'explosion du coût de la vie, ils ont opté pour le candidat promettant certaines des mesures les plus inflationnistes de l'ère moderne, que ce soit l'imposition de barrières tarifaires, l'expulsion de migrants et de travailleurs étrangers, la réduction des impôts ou encore l'exercice d'une pression récurrente sur la Réserve fédérale pour abaisser les taux d'intérêt. Dans leur désir de voir une fin aux différents conflits ayant explosé dans les dernières années allant de Gaza à l'Ukraine, ils ont choisi un homme qui s'est plu à répéter que ces guerres n'auraient jamais eu lieu s'il ne s'était pas fait « voler » l'élection de 2020… sans jamais donner le moindre détail quant à comment il y mettrait fin après celle de 2024.

Il sera du ressort de cet homme, ce nouveau colosse de la politique américaine, de déterminer comment il veut gouverner à compter de 2025 – et pour les années qui suivront, jusqu'à la fin de cette folle décennie des années 2020.

***

Le pays qu'il dirigera continuera de changer, comme il n'a jamais cessé de le faire depuis sa fondation. Forcément, cette évolution inclura la période que l'on verra plus tard comme la plus longue, depuis la Seconde Guerre mondiale, à avoir été définie par le nom d'un seul homme. La période que l'on appellera longtemps « l'ère Trump ».

Or, pour toute son ébullition et tous ses changements, le pays qui l'aura conduit et reconduit au pouvoir sera-t-il vraiment si différent de celui des années ayant *précédé* la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire la période entamée à la fin des années 20 « originales », si vivement dépeinte par John Steinbeck ?

Dans *Les raisins de la colère*, on décrit le phénomène répandu des propriétaires qui débarquent chez des locataires de maisons modestes de l'Oklahoma, qui peinent à joindre les deux bouts, se débattant comme des diables dans l'eau bénite pour faire vivre leur famille avec le labeur de leurs mains. Jusqu'à ce que la machinerie et l'économie modernes leur donnent le coup de grâce, et que les représentants de ce que Steinbeck appelle le « monstre » – le système capitaliste américain, tel que géré par les élites financières et gouvernementales du pays – viennent les évincer pour de bon-1.

Un homme sur un tracteur peut prendre la place de douze ou quatorze

familles. Payez-lui un salaire et gardez toute la récolte. Il faut qu'on le fasse. On n'aime pas faire ça. Mais le monstre est malade. Quelque chose est arrivé au monstre.

Mais vous allez tuer la terre à coton.

On est au courant. Alors on doit prendre le coton rapidement avant que la terre meure. Après, on vendra la terre. Plusieurs familles dans l'est aimeraient posséder leur lopin.

Les locataires haussaient le regard, alarmés. Mais qu'est-ce qui va nous arriver ? Comment on va manger ?

Vous allez devoir quitter la terre. Les charrues vont passer directement dans votre cour.

Alors les hommes accroupis se levaient avec colère. C'est Grand-p'pa qui a pris la terre, et il a dû tuer les Indiens et les chasser. Et P'pa est né ici, et il a tué les mauvaises herbes et les serpents. Puis il a eu une mauvaise année et il a dû emprunter un petit peu d'argent. Et j'suis né ici. Là, dans la porte – nos enfants, nés ici. Et P'pa a dû emprunter de l'argent. La terre appartenait à la banque à partir de là, mais on est restés et on pouvait tirer quelque chose ce qu'on faisait pousser.

On sait tout ça – vraiment. Mais ce n'est pas nous […] *C'est le monstre.*

D'accord, s'écriaient les locataires, mais c'est notre terre. On l'a mesurée et on l'a divisée. On est nés dessus, et on s'est fait tuer dessus, on est morts dessus. […] *C'est ça qui fait qu'elle est à nous – être nés dessus, travailler dessus, mourir dessus. C'est ça qui fait la propriété, pas un papier rempli de chiffres.* […] *Grand-p'pa a tué des Indiens, P'pa a tué des serpents. Peut-être qu'on peut tuer les banques – elles sont pires que les Indiens et les serpents. Peut-être qu'on doit se battre pour garder notre terre, comme P'pa et Grand-p'pa l'ont fait.*

Puis c'était au tour des propriétaires de se mettre en colère. Vous devez partir.

Mais c'est à nous, criaient les locataires. On –

Non. La banque, le monstre la possède. Vous devez partir.

On va prendre nos armes, comme Grand-p'pa quand les Indiens sont venus. Qu'est-ce que vous allez faire, alors ?

Eh bien – d'abord le shérif, puis l'armée. Vous serez des voleurs si vous essayez de rester, vous serez des meurtriers si vous tuez pour rester. Le monstre, ce n'est pas les hommes, mais il peut faire faire aux hommes ce qu'il veut.

[…] *Et les propriétaires démarraient leur voiture et s'en allaient.*

Les visages burinés des locataires étaient sombres, et leurs yeux fouettés par le soleil étaient légers. Les femmes abandonnaient furtivement leur porte d'entrée pour aller rejoindre leurs hommes, et les enfants suivaient prudemment derrière les femmes, prêts à courir. Les garçons plus âgés

restaient accroupis à côté de leurs pères, parce que c'était ce qui faisait d'eux des hommes. Et après un moment les femmes demandaient : qu'est-ce qu'il voulait ?

Et les hommes levaient les yeux au ciel une seconde, une douleur incandescente au fond du regard. On doit partir. Un tracteur et un superviseur. Comme des usines.

Où est-ce qu'on va aller ?

Je sais pas. Je sais pas.

Et les femmes rentraient rapidement, silencieusement dans les maisons en rapatriant devant elles leur progéniture. Elles savaient qu'un homme blessé et décontenancé à ce point pouvait sombrer dans la colère, même aux dépens des gens qu'il aime. Elles laissaient les hommes seuls à se faire une tête et à se questionner dans la poussière. […] *Et les femmes retournaient à leurs tâches, mais sans quitter du regard les hommes accroupis dans la poussière – perplexes, en train de se figurer.*

1. -1 Michael Barone. 1992. *Our Country: The Shaping of America from Roosevelt to Reagan*. New York : Free Press, p. 425.
2. -1 Gretchen Whitmer. 2024. *True Gretch: What I've Learned about Life, Leadership, and Everything in Between*. New York : Simon & Schuster, p. 36-40.
3. -1 John Steinbeck. 1939. *The Grapes of Wrath*. New York : The Viking Press, p. 44-47. Traduction libre.

Annexes

Annexe A
Liste des principaux acteurs

Les candidats principaux de 2024

Joe Biden
Président des États-Unis (démocrate)

Kamala Harris
Vice-présidente des États-Unis (démocrate)

Tim Walz
Gouverneur du Minnesota (démocrate)

Donald Trump
Ancien président des États-Unis, 2017-2021 (républicain)

J.D. Vance
Sénateur de l'Ohio (républicain)

Les autres candidats républicains et démocrates de 2024

Ron DeSantis
Gouverneur de la Floride (républicain)

Nikki Haley
Ancienne gouverneure de la Caroline du Sud, 2011-2017 (républicaine)

Robert F. Kennedy Jr.
Candidat démocrate, puis indépendant

Autres joueurs-clés

George W. Bush
Ancien président des États-Unis, 2001-2009 (républicain)

Barack Obama
Ancien président des États-Unis, 2009-2017 (démocrate)

Jill Biden
Première dame des États-Unis

Hunter Biden
Premier fils des États-Unis

Gavin Newsom
Gouverneur de la Californie (démocrate)

Gretchen Whitmer
Gouverneure du Michigan (démocrate)

Tulsi Gabbard

Ancienne représentante d'Hawaï, 2013-2021 (démocrate)

Richard « Dick » Cheney
Ancien vice-président des États-Unis, 2001-2009 (républicain)

Liz Cheney
Ancienne représentante du Wyoming, 2017-2023 (républicaine)

Nancy Pelosi
Ancienne présidente de la Chambre des représentants (démocrate)

Mitt Romney
Sénateur de l'Utah et candidat présidentiel en 2012 (républicain)

Kevin McCarthy
Ancien président de la Chambre des représentants (républicain)

James Baker
Ancien secrétaire des États-Unis, 1989-1993

Vladimir Poutine
Président de la Russie

Volodymyr Zelensky
Président de l'Ukraine

Annexe B
Glossaire des principales entités et institutions

Parti démocrate

Le plus vieux parti politique majeur aux États-Unis (et dans le monde occidental) ; le plus « libéral » des deux partis majeurs, allant généralement du centre à la gauche du spectre politique américain. Mené par Barack Obama jusqu'à la fin de sa présidence ; représenté par Hillary Clinton lors de la campagne présidentielle de 2016, puis par Joe Biden lors de celle de 2020 et de la première partie de celle de 2024 avant qu'il ne laisse sa place comme candidat à Kamala Harris.

Parti républicain

Aussi appelé « Grand Old Party » ou « GOP » ; le plus « conservateur » des deux partis majeurs, allant généralement du centre à la droite du spectre politique américain, avec une perspective de plus en plus populiste nationaliste. Mené par Donald Trump, formellement ou informellement, depuis la campagne présidentielle de 2016.

Maison-Blanche

Siège du pouvoir exécutif à Washington. Le président possède le pouvoir d'appliquer la loi et de commander les forces armées.

Congrès

Siège du pouvoir législatif à Washington. Le Congrès possède le pouvoir de rédiger, de modifier et de révoquer les lois. Il est également investi du pouvoir de certifier les résultats des élections présidentielles. Il est composé d'une chambre basse (la Chambre des représentants) de 435 membres élus et d'une chambre haute (le Sénat) de 100 membres élus.

Cour suprême

Siège du pouvoir judiciaire à Washington. Le plus haut tribunal est composé de neuf juges, nommés à vie par le président en fonction, sous confirmation du Sénat.

Gouverneurs

Détenteurs du pouvoir exécutif dans les 50 États ; ils sont l'équivalent du président dans leur État (ou, bien que la comparaison soit imparfaite, d'un premier ministre provincial au Canada). Ils sont élus tous les quatre ans, à l'exception des gouverneurs du New Hampshire et du Vermont, qui le sont tous les deux ans.

Collège électoral

Système électoral par lequel le président américain est élu. Chaque État possède un certain nombre de grands électeurs, selon la taille de sa population. À deux exceptions près (le Maine et le Nebraska), le candidat qui remporte le vote populaire au sein d'un État remporte tous les grands électeurs y étant rattachés. Le candidat remportant une majorité absolue de grands électeurs (270 sur 538) à l'échelle nationale devient président.

États-clés (ou États-pivots)

Les États susceptibles de basculer d'un côté ou de l'autre lors d'une élection présidentielle, étant divisés presque parfaitement entre démocrates et républicains. En vertu du système du Collège électoral, où les grands électeurs sont typiquement attribués en bloc au candidat remportant le vote populaire de l'État, ce sont ces États où les candidats concentrent leurs efforts – et où les élections se tranchent. Il y avait sept États de la sorte en 2024 : la Caroline du Nord, la Géorgie, l'Arizona, le Nevada, le Wisconsin, le Michigan et la Pennsylvanie.

Élections primaires

Système électoral choisi par les deux partis majeurs depuis 1972 pour sélectionner leur candidat présidentiel. Chaque État se voit attribuer, principalement en fonction de la taille de sa population, un certain nombre de délégués en vue de la convention nationale du parti ayant lieu à l'été de l'année électorale. Les candidats remportant plus de suffrages remportent plus de délégués ; le candidat remportant la majorité des délégués à l'échelle nationale est officiellement investi par le parti lors de la convention. Les États votent à tour de rôle, typiquement de février à juin.

OTAN

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord, alliance militaire majeure fondée aux débuts de la guerre froide en 1948 pour lier les pays occidentaux majeurs des deux côtés de l'Atlantique (États-Unis, Royaume-Uni, France, etc.) en opposition au « bloc » de l'Est dominé par l'Union soviétique. Ce dernier se dote dans la même période de sa propre alliance, appelée le Pacte de Varsovie.

Talibans

Groupe islamiste ayant dirigé l'Afghanistan de 1996 jusqu'à l'invasion américaine de 2001, avant de revenir au pouvoir à la suite du retrait américain de 2021.

Annexe C
Résultats de l'élection présidentielle de 2024

Kamala Devi Harris et Timothy David Walz (Démocrates) – 226 grands électeurs

État (nombre d	Marge de victoire (républicain – démocrate)	NPV (républicain – démocrate)
électeurs)		
WYOMING (3)	[illegible]	[illegible]
VIRGINIE-OCCIDENTALE (4)	[illegible]	[illegible]
DAKOTA DU NORD (3)	[illegible]	[illegible]
IDAHO (4)	[illegible]	[illegible]
OKLAHOMA (7)	[illegible]	[illegible]
ALABAMA (9)	[illegible]	[illegible]
KENTUCKY (8)	[illegible]	[illegible]
DAKOTA DU SUD (3)	[illegible]	[illegible]
TENNESSEE (9)	[illegible]	[illegible]
MISSISSIPPI (6)	[illegible]	[illegible]
LOUISIANE (8)	[illegible]	[illegible]
UTAH (6)	[illegible]	[illegible]
NEBRASKA (5)	[illegible]	[illegible]
INDIANA (11)	[illegible]	[illegible]
MONTANA (4)	[illegible]	[illegible]
MISSOURI (10)	[illegible]	[illegible]
CAROLINE DU SUD (9)	[illegible]	[illegible]
KANSAS (6)	[illegible]	[illegible]
TEXAS (40)	[illegible]	[illegible]
IOWA (6)	[illegible]	[illegible]
FLORIDE (30)	[illegible]	[illegible]
ALASKA (3)	[illegible]	[illegible]
OHIO (18)	[illegible]	[illegible]
ARIZONA (11)	[illegible]	[illegible]
CAROLINE DU NORD (16)	[illegible]	[illegible]
NEVADA (6)	[illegible]	[illegible]
GÉORGIE (16)	[illegible]	[illegible]
PENNSYLVANIE (19)	[illegible]	[illegible]

Point de bascule au Collège électoral – 270 e grand électeur atteint par Trump et Vance

MICHIGAN (15)	[illegible]	[illegible]
WISCONSIN (10)	[illegible]	[illegible]
NEW HAMPSH	[illegible]	[illegible]
MINNESOTA (1	[illegible]	[illegible]
VIRGINIE (13)	[illegible]	[illegible]
NEW JERSEY (	[illegible]	[illegible]
NOUVEAU-ME	[illegible]	[illegible]
MAINE (4)	[illegible]	[illegible]
ILLINOIS (19)	[illegible]	[illegible]

| | | |

Remerciements

Je dois d'abord remercier, dans un contexte très particulier, Jean Bouchard, longtemps directeur des Éditions Robert Laffont Canada, avec lequel avait été lancé il y a quatre ans l'ouvrage – *2020 : L'Amérique au bord du gouffre* – servant de base à celui-ci. Des circonstances indépendantes de ma volonté ou de celle de Jean nous ont empêchés de continuer cette collaboration en 2024, mais ce projet n'existerait pas aujourd'hui sans lui et son ancienne équipe.

Dans la quête d'un nouvel éditeur, j'ai eu la grande chance de trouver une nouvelle équipe, aussi précieuse que professionnelle – celle de Québec Amérique. Elle a fait le pari de prendre à mi-vol un projet déjà entamé, avec un échéancier serré – et a tout fait pour le livrer à bon port. Pour cela, j'exprime mon appréciation toute particulière envers Isabelle Gauvin et, surtout, Éric St-Pierre et Isabelle Pauzé. Ces derniers ont fait un travail de révision d'une grande diligence. Toute erreur pouvant après coup subsister n'est imputable qu'à une personne : moi.

À l'instar de 2020, l'année 2024 m'a permis de couvrir une campagne folle avec des collègues de qualité, trop nombreux pour les remercier individuellement ici, incluant au sein de la Chaire Raoul-Dandurand et dans les médias. Je les remercie de ce lien de travail et de confiance, et j'offre du même souffle ma gratitude à ceux avec qui j'ai développé un lien semblable : les gens du public désireux de mieux comprendre ce qui se passe aux États-Unis.

Finalement, je remercie Zoë d'infuser autant de vie à ma vie ; je remercie toujours Isabelle qui, après lui avoir donné son premier souffle, continue à contribuer à faire d'elle une « préado » qui s'épanouit.

Et je remercie Esther, qui m'a permis de conclure dans l'amour et la présence une année qui s'était entamée dans la perte.

Cette perte et la peine demeurent – mais la reconnaissance et la gratitude aussi.

Comme j'aurais aimé continuer à échanger tout au long de cette année électorale et au-delà avec toi, Paul, et comme je suis chanceux de t'avoir connu comme ami.

Et Maman… tout a été dit. Je t'ai aimée chaque jour après mon arrivée, et je t'aime chaque jour depuis ton départ.

Crédits

P. 41 Susan Herbst / Library of Congress / https://www.loc.gov/pictures/item/98502829/
P. 56 Rafael Jacob et magr80 / stock.adobe.com
P. 69 RealClearPolitics
P. 85 Rafael Jacob et ad_hominem / stock.adobe.com
P. 104 Gallup et RealClearPolitics
P. 109 RealClearPolitics
P. 130 RealClearPolitics
P. 154 Rafael Jacob et ad_hominem / stock.adobe.com
P. 163 NBC
P. 179 RealClearPolitics
P. 188 *The Economist* / YouGov
P. 189 NBC News
P. 195 *The New York Times*
P. 201 Rafael Jacob
P. 203 Rafael Jacob et magr80 / stock.adobe.com
P. 205 Rafael Jacob
P. 206 Rafael Jacob
P. 209 Rafael Jacob et ad_hominem / stock.adobe.com
P. 221 Rafael Jacob et ad_hominem / stock.adobe.com
P. 221 Michael McMillen ; J. Mitch Miller, University of North Florida ; New England Historical Association et ad_hominem / stock.adobe.com
P. 222 Rafael Jacob et magr80 / stock.adobe.com
P. 223 Rafael Jacob et Momcilo / stock.adobe.com
P. 224 Gallup

2024 : L'AMÉRIQUE VOIT ROUGE

Lorsque Donald Trump a quitté la Maison-Blanche en janvier 2021, il a laissé derrière lui un pays miné par des crises sanitaire, économique, sociale et démocratique. Un pays divisé et essoufflé qui cherchait une chose plus que toute autre : un retour à la normalité, un retour à la stabilité.

Puis le 5 novembre 2024, après la campagne la plus dramatique, la plus imprévisible et la plus suivie de l'histoire moderne, les États-Unis ont fait le choix de se retourner… vers Donald Trump, figure capricieuse par excellence.

Pourquoi ?

Tissant une riche mosaïque historique, sociale et politique des États-Unis, Rafael Jacob présente le récit exhaustif des éléments qui ont conduit au résultat de novembre 2024. Il analyse ses implications pour l'Amérique… et le reste du monde. Un ouvrage d'anthologie unique destiné à un lectorat francophone, incontournable pour qui cherche à comprendre les États-Unis d'aujourd'hui.

© Martin Girard

Rafael Jacob est politologue et chercheur associé à la Chaire Raoul-Dandurand. Fréquemment sollicité dans les médias majeurs en cette période d'incertitude politique, il est appelé à jouer le rôle de rassurant vulgarisateur et par moments, bien contre son gré… de quasi-thérapeute collectif ! Il détient un doctorat en science politique de l'Université Temple, à Philadelphie, et enseigne actuellement au sein de trois universités. Ses deux premiers livres à titre d'auteur solo, sur l'ère Trump, ont été des best-sellers.

Table of Contents

Collection
Du même auteur
Données de catalogage
Dédicace
Préambule - Le duel des inaptes
Partie I - Le contexte : Un monde en tempête, un public mécontent
    Chapitre 1 - Le pays qu'il a légué
    Chapitre 2 - Idées de grandeur ou retour à la normale ?
    Chapitre 3 - Les prophètes du nouveau président
    Chapitre 4 - Aux frontières de la realpolitik
    Chapitre 5 - La promesse de Baker, la pression de Bush, le problème de Biden
    Chapitre 6 - La fin d'une guerre, la fin d'une présidence
Partie II - La campagne pour la MaisonBlanche
    Chapitre 7 - Les démocrates : en rang derrière le président
    Chapitre 8 - Les républicains : toujours en amour avec l'ex toxique
    Chapitre 9 - Une course stable, deux candidats instables
    Chapitre 10 - Le président s'écroule
    Chapitre 11 - « À un demi-pouce d'une guerre civile »
    Chapitre 12 - Le président se fait retirer
    Chapitre 13 - Kamala : ressuscitée et réincarnée
    Chapitre 14 - Des chats et des chiens
    Chapitre 15 - L'échange le plus important de la campagne
    Chapitre 16 - Too Close to Call
    Chapitre 17 - Le 5 novembre 2024
    Chapitre 18 - Les lendemains du 5 novembre : rednecks contre puritains
Épilogue - Le pays dont il a hérité
Annexes
    Annexe A - Liste des principaux acteurs
    Annexe B - Glossaire des principales entités et institutions
    Annexe C - Résultats de l'élection présidentielle de 2024
Remerciements
Crédits
Résumé